

4ème Rapport fédéral
en matière d'environnement

2019 – 2023

VERSION FRANÇAISE

Santé publique
Sécurité de la Chaîne alimentaire
Environnement

ÉDITEUR RESPONSABLE

Dirk Ramaekers, Président du comité de direction,
Avenue Galilée 5/2, 1210 Bruxelles. Belgique.
Numéro ISBN : D/2024/2196/38
E-mail : rfe_fmr@health.fgov.be

Couverture: © *Freepik*

Ce document constitue la partie 2 du rapport fédéral sur l'environnement, dédiée aux politiques fédérales environnementales. La partie 1, axée sur le milieu marin, fait l'objet d'un document distinct.

MISE EN PAGE

Arctik - communication for Sustainability



© Danielle Suijkerbuijk - Unsplash

Table des matières

Introduction 11

CHAPITRE 1

Climat et Ozone 17

1.1 Climat 18
1.2 Adaptation au changement climatique 28
1.3 Politique internationale et coopération 30
1.4 Communication & sensibilisation 32
1.5 Ozone stratosphérique et gaz à effet de serre fluorés 34

CHAPITRE 2

Biodiversité 39

2.1 L'accès aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation 41
2.2 Belgian Biodiversity Alliance 42
2.3 Stratégie fédérale de communication sur la biodiversité : Bebiodiversity 43
2.4 Plateforme en ligne pour inciter aux actions biodiversité: BiodiversiTree 45
2.5 Programme fédéral d'intégration de la biodiversité : BiodiversiScape 46
2.6 Pollinisateurs 48
2.7 CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) 50
2.8 Espèces exotiques envahissantes 52
2.9 Politique internationale et coopération 54

CHAPITRE 3
Modes de production et de consommation durables 57

3.1 Economie circulaire et utilisation efficace des ressources 58
3.2 EU Ecolabel 65
3.3 Engins mobiles non routiers 67
3.4 REACH & Classification Labelling et Packaging 69
3.5 Exportations et importations de produits chimiques dangereux 71
3.6 Biocides 73
3.7 Produits phytopharmaceutiques 76
3.8 Matériaux de construction 80
3.9 Bois 84
3.10 Projet d'investissement Belgium Builds Back Circular 86

CHAPITRE 4
Mobilité et transports 89

4.1 Transport routier 90
4.2 Rail 95
4.3 Transport maritime 98
4.4 Aviation 104
4.5 La mobilité en tant que service 107
4.6 Vélo et Mobilité active 109

CHAPITRE 5
Energie 111

5.1 L'efficacité énergétique des produits 113
5.2 Énergies renouvelables et biocarburants 115
5.3 Carburants et émissions de polluants 118
5.4 Énergie éolienne en mer 120

CHAPITRE 6
Nucléaire 123

6.1 Installations nucléaires 125
6.2 Gestion des déchets radioactifs 126

CHAPITRE 7
Environnement - Santé 133

7.1 Perturbateurs endocriniens 135
7.2 Biosurveillance humaine 136
7.3 Qualité de l'air intérieur 137
7.4 Rayonnements ionisants 138
7.5 Exposition à l'amiante 140

CHAPITRE 8
Inspections, contrôles et décisions judiciaires 143

8.1 Substances et préparations dangereuses et Biocides 145
8.2 CITES (Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora) 148
8.3 Bois 151
8.4 Chaine alimentaire et environnement 152
8.5 Protection de l'environnement et régulation des activités menées sous juridiction belge en Antarctique 155
8.6 Statistiques concernant les poursuites pénales 157
8.7 Efficacité énergétique des produits 161
8.8 La réglementation Car-Pass 162

CHAPITRE 9

Gestion Publique 165

9.1 Des droits environnementaux pour une meilleure gouvernance environnementale 167
9.2 Évaluation stratégique des incidences sur l'environnement 176
9.3 Évaluation des incidences environnementales des projets (EIE) 178
9.4 DNSH.....180
9.5 Le programme Brain-be 182
9.6 Plan Fédéral de Développement Durable (PFDD).....184
9.7 Fiscalité environnementale.....188
9.8 Obligations linéaires Vertes 191

Synthèse des principaux thèmes 195

Conclusion 205

Abréviations 219

Remerciements 227



© Danielle Suijkerbuijk – Unsplash



Les politiques fédérales environnementales

© Gabrielle Henderson – Unsplash



© Daniil Yakovchik – Unsplash

Introduction

Origine du rapport fédéral en matière d'environnement (RFE)

Ce 4ème rapport couvre la période 2019-2023 et évalue l'efficacité, la pertinence et l'impact des politiques environnementales menées par les instances fédérales belges.

Les rapports précédents sont :

- 2010 : publication du 1er Rapport Fédéral Environnemental 2004-2008 (RFE)
- 2013 : publication d'une note sur les indicateurs environnementaux (2009-2012)
- 2015 : publication du 2ème RFE 2009-2013 (Partie 1 Milieu Marin – Partie 2 Autres politiques)
- 2020 : publication du 3ème RFE 2014-2018 (partie 1 Milieu Marin et Partie 2 Autres politiques)

Le cadre légal et réglementaire de ces publications repose sur la directive 2003/4/CE concernant l'accès du public à l'information environnementale découlant de la Convention d'Aarhus de 1998 et transposée dans la loi du 5 août 2006. Cette directive stipule que les états membres doivent publier des rapports nationaux sur l'état de l'environnement à intervalles réguliers ne dépassant pas quatre années. L'article 17§1er de la loi belge prévoit que l'approbation finale du rapport relève de la compétence du Ministre de l'Environnement, qui le dépose pour information auprès des chambres législatives.

Les modalités d'élaboration du rapport ont été fixées par l'arrêté royal du 28 septembre 2007 qui prévoit (Art. 2. § 1er) que *le rapport fédéral sur l'environnement contient les* ***résultats d'un processus de rapportage***.

Le rapport fédéral a pour ambition de s'adresser en premier lieu aux chambres législatives et, en deuxième lieu, au grand public ou à qui en fait la demande. Il reprend un état de l'environnement marin sous juridiction de la Belgique et la description de l'effectivité de la politique environnementale fédérale, y compris en matière de changements climatiques. Il s'agit d'un document administratif écrit et coordonné par les différentes parties prenantes à la politique environnementale fédérale.



© Maximilian Bungart – Unsplash

Compétences fédérales en matière d'environnement

Les régions ont une bonne partie des compétences belges en matière d'environnement. Les compétences fédérales couvrent des domaines spécifiques tels que la protection de la mer du Nord, la gestion des produits (chimiques), des substances dangereuses et des déchets radioactifs, ainsi que la réglementation des substances pouvant affecter la couche d'ozone.

Compétences fédérales et régionales en matière d'environnement

Régions	Fédéral
› Aménagement du territoire › Protection/conservation de la nature › Protection des sols, des eaux, de l'air › Approvisionnement en eau › Lutte contre le bruit › Politiques des déchets, transit des déchets › Contrôles des activités industrielles › Bien-être animal	› Normes de produits › Protection contre les radiations ionisantes › Import/export d'espèces animales/ végétales › Protection des milieux marins › Coordination de la politique internationale de l'environnement

Le cadre légal en matière d'environnement est principalement guidé par les accords internationaux et européens.

Pour assurer la coopération entre le niveau fédéral et les régions, une Conférence Interministérielle de l'Environnement (CIE) rassemble tous les ministres compétents. Ils s'accordent sur des mesures qui nécessitent une cohérence intra-belge. La CIE établit ainsi des accords de coopération pour une collaboration structurée sur des sujets spécifiques.

Le Comité de Coordination de la Politique Internationale de l'Environnement (CCPIE), comité permanent de la CIE, joue également un rôle crucial en assurant la coordination de la position belge dans les négociations de politiques environnementales au niveau européen et international.

Structure du rapport

Le rapport est divisé en deux parties principales :

- L'étude du milieu marin,
- Les politiques environnementales fédérales.

Les publications de la partie 1, consacrée au milieu marin, et de la partie 2, intitulée « les politiques environnementales fédérales », sont réalisées séparément, avec pour cette édition des calendriers de publication distincts. **Cette partie du rapport se concentre exclusivement sur la partie 2.**

9 thématiques y sont traitées : climat et ozone, biodiversité, modes de production et de consommation durables, mobilité et transports, énergie, nucléaire, environnement et santé, inspections, contrôles et décisions judiciaires, gestion publique. Chaque thématique aborde **divers sujets environnementaux** qui présentent chacun une analyse transversale et claire des politiques environnementales fédérales, facilitant ainsi la communication des informations au public et la prise de décision par les responsables politiques.

Chaque sujet environnemental est structuré autant que possible en **quatre sections**, dont trois exigées, par l'arrêté royal du 28/09/2007 :

1. ***La politique environnementale fédérale*** *menée durant le cycle de rapportage 2019-2023, ses* ***objectifs*** *et sa mise en œuvre ;*
2. *Les* ***informations environnementales****, dont des indicateurs et des données environnementales* disponibles, montrant une évolution temporelle jusqu'en 2023 ;
3. *La détermination, au moyen d'indicateurs, de* ***l'effectivité*** *de la politique environnementale fédérale ;*
4. Les **perspectives** abordant les politiques négociées entre 2019 et 2023 et les mises en œuvre futures.

Contexte

Entre 2019 et 2023, la Belgique a connu des développements socioéconomiques majeurs qui ont influencé sa politique environnementale. Voici un aperçu des « événements » les plus importants au cours de cette période :

1. **Pandémie de COVID-19 (2020-2021) et inondations de 2021**

- Déstabilisation économique : la pandémie et les inondations de juillet 2021 ont mis au grand jour la vulnérabilité et l'interdépendance de nos infrastructures et de nos systèmes économiques et sociaux. La pandémie a eu des conséquences inégales sur la politique environnementale. D'une part, la vulnérabilité de l'économie a eu pour effet de réorienter les efforts vers la relance économique immédiate et la résilience. D'autre part, le ralentissement temporaire de l'activité industrielle et du transport pendant les périodes de confinement a amélioré la qualité de l'air et réduit les émissions de CO_2.
- Plans de relance : les investissements verts sont au cœur de *Next Generation EU*, le plan de relance pour l'Europe, et du plan national de relance de la Belgique (le « Plan pour la Reprise et la Résilience »). La pandémie a accéléré le débat sur l'intégration de la durabilité environnementale dans les stratégies de relance économique. En outre, conformément au principe DNSH (*Do No Significant Harm* – « ne pas causer de préjudice important »), les mesures du plan de relance ne peuvent causer un préjudice important à l'environnement. Il s'agit là d'une condition essentielle pour l'accès au financement.

2. **Crise énergétique (2021-2023)**

- Prix de l'énergie : la crise de l'énergie, alimentée par des tensions géopolitiques, telles que le conflit entre la Russie et l'Ukraine, a provoqué une flambée des prix de l'énergie. Cette crise énergétique a amené la Belgique à mettre davantage l'accent sur la sécurité de l'approvisionnement, sur une transition énergétique rapide face au contexte géostratégique et sur l'indispensable diversification des sources d'énergie.
- Énergies renouvelables : dans le cadre de ces efforts, la Belgique a augmenté ses investissements dans les sources d'énergie renouvelables et les mesures d'efficacité énergétique. La crise a en effet mis en avant la nécessité d'un « shift » des combustibles fossiles vers l'énergie verte.

3. **Politique environnementale de l'UE**

- Le *Green Deal* de l'UE : l'objectif climatique de l'UE – diminuer de 55 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 et atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 – constitue le cadre général de l'amélioration et du renforcement des mesures climatiques en Belgique.
- Économie circulaire : une grande diversité de textes législatifs axés sur l'économie circulaire a été introduite. L'accent est mis sur la réutilisation, le recyclage et la gestion durable des ressources.

4. **Changements sociaux et politiques**

- Sensibilisation du grand public : les parties intéressées sont associées d'emblée et à différents niveaux au processus décisionnel. Parallèlement à cela, diverses initiatives visent à accroître la sensibilisation du public, entre autres par la participation des jeunes.
- Paysage politique : la scène politique belge a vu la montée en puissance des partis écologistes et les gouvernements de coalition ont mis clairement l'accent sur les questions environnementales. Cette réorientation a permis de mettre en œuvre une politique environnementale plus ambitieuse.

5. **Tendances économiques**

- Investissements « verts » : le recentrage vers les investissements verts et les pratiques d'entreprise durables s'est confirmé. Les entreprises et les institutions financières ont intégré de plus en plus souvent des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs activités et ont ainsi influencé les cadres politiques et réglementaires.

Remarques

- Ce rapportage se concentre parfois sur un simple état des lieux, plutôt que sur une véritable évaluation des politiques environnementales fédérales. De plus, l'absence d'indicateurs robustes empêche une analyse approfondie de l'efficacité des politiques, ce qui limite la capacité à ajuster les stratégies en fonction des résultats obtenus. Dans ce contexte, l'application de l'**arrêté royal du 28 septembre 2007** à la lettre est difficile. Il apparaît donc utile de réviser cet arrêté, ou d'en renforcer le respect, afin de mieux répondre aux défis environnementaux actuels.
- Il est très **difficile de prouver un lien** de cause à effet entre une politique et ses effets sur la société au vu de l'impossibilité d'isoler l'impact de la politique des autres facteurs sociétaux susceptibles d'avoir une incidence sur les effets observés[1].
- La **périodicité** actuelle (tous les 4 ans) ne correspond pas à une législature fédérale.
- La structure fédérale du pays, avec des compétences partagées entre les niveaux fédéral, régional et communautaire, **complique les mises en œuvre** des politiques fédérales.
- Il est difficile de faire preuve de **concision** sans perte d'information. Pour des informations exhaustives, le lecteur est invité à consulter les documents sources via les liens fournis ou à contacter les services fédéraux compétents pour ces matières.
- Vu la spécificité de certains sujets, la structure définie en 4 sections n'a pas toujours été respectée.

1. Bureau fédéral du Plan (2009), Rapport fédéral sur le développement durable 2009, page 69, www.plan.be.



© Chris LeBoutillier – Unsplash

CHAPITRE 1

Climat et Ozone

1.1 Climat

Politique environnementale

A. Objectifs internationaux et européens

L'objectif principal de l'Accord de Paris est de maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de s'efforcer de limiter l'augmentation à 1,5°C. Le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) du 19 mars 2023, conclut qu'une augmentation de la température mondiale de 1,1°C a déjà été atteinte au cours de la période 2011-2020.

En juillet 2021, la loi européenne sur le climat est entrée en vigueur, rendant juridiquement contraignante l'objectif de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport à 1990 et la neutralité climatique d'ici à 2050.

Pour mettre en cohérence la réglementation européenne avec ce nouvel objectif, la Commission européenne a publié un paquet de propositions législatives appelé « Ajustement à l'objectif 55 ("*Fit for 55*" en anglais) pour 2030 ».

La politique climatique fédérale est alignée sur les principes et objectifs de l'Accord de Paris et du *Green Deal* européen[2].

Depuis, un vaste ensemble de propositions législatives du paquet *"Fit for 55"* ont été adoptées au niveau européen, y compris :

1. La révision du règlement sur la répartition de l'effort (*Effort Sharing Regulation* - ESR) entre états membres augmentant les objectifs nationaux de réduction des émissions dans les secteurs non couverts par le système d'échange de quotas d'émission (transports routiers et maritimes intérieurs, bâtiments, agriculture, traitement des déchets, petites industries) pour 2030 par rapport à 2005.
2. La révision du règlement relatif à la prise en compte des émissions et des absorptions de GES résultant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie dans le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030, en portant l'objectif à au moins 310 millions de tonnes d'équivalent CO_2 d'ici à 2030.
3. La révision de la directive sur le système d'échange de quotas d'émission (ETS)[3], principalement le renforcement des dispositions relatives à l'aviation, l'ajout du secteur maritime et la mise en place d'un nouveau système d'échange de quotas d'émission pour les bâtiments, le transport routier et d'autres secteurs.
4. La création d'un Fonds Social pour le Climat,
5. Une révision de la directive de l'UE sur les énergies renouvelables, augmentant la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique au niveau européen de 32 % à 42,5 % d'ici 2030.
6. La mise en place d'un mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone (*Carbon Border Adjustment Mecanism*, CBAM).
7. Une révision de la directive européenne sur l'efficacité énergétique, exigeant des États membres qu›ils redoublent d'efforts pour économiser l'énergie et réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments publics, afin de réduire la consommation d'énergie finale au niveau de l'UE de 11,7 % d'ici à 2030.
8. De nouvelles normes d'émission pour les voitures et les camionnettes, avec des objectifs progressifs de réduction des émissions à l'échelle de l'UE pour 2030 et une réduction de 100 % pour les nouvelles voitures et camionnettes à partir de 2035.
9. Une révision de la directive sur la taxation de l'énergie, afin d'aligner la taxation des produits énergétiques sur les politiques européennes en matière d'énergie et de climat (il s'agit de la seule proposition de révision qui n'a pas encore fait l'objet d'un accord).

2. Le Green Deal est une initiative de la Commission européenne visant à faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050. Lancé en décembre 2019, il vise à transformer l'économie européenne en une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en investissant dans des technologies vertes et en préservant la biodiversité. Un des piliers concerne la transition vers des modes de production et de consommation durables afin de transiter vers une économie plus circulaire.

3. Depuis le 1er janvier 2005, l'Union européenne dispose d'un système d'échange de quotas d'émission (SEQE ou EU ETS en anglais - *European Emissions Trading System*) pour les installations industrielles. Ce système s'applique aux grandes installations (avec une puissance thermique supérieure à 20 MW), y compris celles qui opèrent dans l'industrie, la production d'électricité et l'aviation.

B. Objectifs et contribution fédérale au Plan National Énergie et Climat (PNEC)

La politique climatique fédérale est alignée sur les objectifs et les principes de l'Accord de Paris et du Pacte vert européen car, en 2020, le gouvernement fédéral a souscrit à l'ambition climatique européenne de réduire les émissions de GES d'au moins 55 % d'ici 2030 par rapport à 1990 et de parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050. La Belgique est donc soumise à un objectif de réduction de ses émissions de -47 % en 2030 par rapport à 2005 dans les secteurs dits «non-ETS» (transport, bâtiments, agriculture, déchets), conformément au règlement européen révisé sur le partage de l'effort (UE) 2023/857 (*Effort Sharing Regulation* - ESR).

Tableau *- Aperçu des objectifs énergétiques et climatiques de l'UE pour 2030*

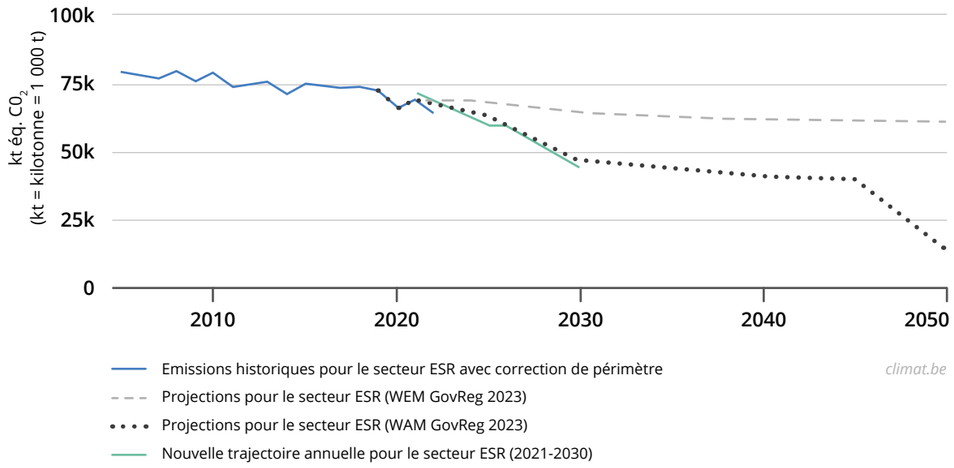
Dimension	Européenne	Belge	Fédérale
GES	Tout secteur : -55 % p/r 1990 ESR : - 40 % p/r 2005 ETS : -62 % p/r 2005	Tout secteur : pas d'objectif ESR : -47 % p/r 2005 ETS : pas d'objectif national	Tout secteur : aligné sur l'objectif de l'UE de -55 % en 2030 (comparé à 1990) : ESR : -25 Mton CO_2-eq. (Période 2022-2030) via politiques et mesures fédérales ETS : développement de mesures supplémentaires en soutien aux réductions dans le secteur ETS (Offshore / suppression subsides aux énergies fossiles)
Energie renouvelable**	+42,5 % de la production énergétique avec ambition d'atteindre 45 %	PNEC : +21,7 %* de la production énergétique, Objectif BE selon Annex II Gov. regulation** : +34 %	Étude 8 GW de capacité énergétique offshore après 2030 + contribution dans secteur transport
Efficacité énergétique (consommation d'énergie finale)	-11,7 % p/r REF scenario 2020	PNEC : -9,5 % ; Objectif BE selon Annex I Directive EE -13 %**	Contribution via des politiques et mesures
Efficacité énergétique (consommation d'énergie primaire)	-11,7 % p/r REF scenario 2020	PNEC : -4,7 % ; Objectif BE selon Annex I Directive EE -11,9 %**	Contribution via des politiques et mesures

* La contribution belge à l'objectif européen contraignant sera constituée de la somme des contributions des différentes régions et de l'Etat fédéral.

** L'implémentation des politiques européennes d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable sont importantes pour arriver aux objectifs climatiques. Elles sont développées en détail dans la partie énergie sous le chapitre 5.

Ce règlement sur le partage de l'effort a ensuite été traduit pour chaque État membre en une trajectoire de réduction des émissions (AEA ou *annual emission allocations*), pour la période concernée. Les AEA pour les années 2026 et suivantes ne seront définitivement fixées qu'en 2025 après un examen complet des inventaires soumis entre 2023 et 2025.

Voici les émissions historiques et la trajectoire des émissions pour les secteurs ESR (transport, bâtiments, agriculture, déchets) :



Graphique *- Émissions du secteur non-ETS en Belgique (source : www.climat.be)*
Légende : WEM = *with existing measures* = scénario avec mesures existantes ;
WAM = *with additional measures* = scénario avec mesures complémentaires.

Dans ce cadre, le gouvernement fédéral s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires (WAM) qui sont reprises dans le Plan national énergie-climat (PNEC 2021-2030), auquel le gouvernement contribue par une série de politiques et de mesures mises en œuvre dans différents domaines tels que la fiscalité et les finances, l'énergie, le transport et la mobilité, les bâtiments publics, l'économie circulaire, l'adaptation, le financement international, etc.

Le 27 octobre 2023, le gouvernement fédéral a pris acte du projet de Plan Fédéral Énergie-Climat (PFEC) actualisé, qui représente la contribution fédérale au PNEC 2021-2030. Ce plan fédéral sur lequel les différents gouvernements de Belgique se sont mis d'accord lors du Comité de concertation du 22 novembre 2023 a été intégré dans le PNEC 2023. Tous les États membres de l'UE devaient avoir notifié à la Commission européenne (CE) leurs plans finaux actualisés pour le 30 juin 2024. La Belgique n'est cependant pas parvenue à respecter cette date butoir, en raison de périodes d'affaires courantes et du fait que toutes les entités n'avaient pas encore finalisé leurs plans. Les nouveaux gouvernements devront donc s'atteler à finaliser ce plan, y compris les objectifs finaux, à l'échelon intrabelge. Le 17 mai 2024, le gouvernement fédéral a pris acte de la version actualisée définitive du Plan fédéral énergie et climat, qui devait être soumise pour le 30 juin 2024 à la Commission européenne.

C. Répartition entre les régions et le fédéral des objectifs énergétiques et climatiques de l'UE et les implications sur le PNEC

Les objectifs climatiques et énergétiques imposés à la Belgique par l'Union européenne sont répartis entre l'Etat fédéral et les 3 régions, sous forme d'un partage national des charges. Il s'agit de la répartition des objectifs en matière d'énergie et de climat, de la répartition des recettes de la mise aux enchères des quotas d'émissions et de la contribution au financement international du climat.

- Accord partiel « *burden sharing* en anglais ou répartition des charges nationales » entre l'Etat fédéral et les régions *(2021-2022) et abolition du mécanisme de responsabilisation.*

Pour 2021-2022, un accord partiel a été trouvé et le mécanisme de bonus/malus de responsabilisation climatique en faveur des régions et financé par les recettes fédérales de l'ETS a été aboli.

- PNEC et la part restante de la répartition nationale des charges « *burden sharing* » (2023-2030)

En raison de l'absence d'accord sur la répartition nationale des charges pour la période restante de 2023 à 2030, les recettes de plus de 6 milliards d'euros provenant de la vente aux enchères des quotas d'émission de l'UE ETS restent bloquées.

En novembre 2023, suite à un accord du comité de concertation (Codeco), un projet de PNEC révisé 2023 a été soumis à la Commission européenne. Le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux ont reconnu dans l'accord de Codeco que ce n'est qu'ensemble qu'ils pourront atteindre l'objectif de réduction des émissions de 47 % dans les secteurs ESR d'ici 2030 et qu'ils en sont responsables conjointement.

Ils ont notamment décidé que les recettes du nouveau système d'échange de quotas d'émission de l'UE (ETS2) seraient allouées aux ménages et aux PME (petites ou moyennes entreprises), en accordant une attention particulière aux plus vulnérables (voir la partie ii, plan social climat de la section « perspectives »).

Sur la base des contributions des différentes entités dans le PNEC 2023 même, la Belgique atteint, avec les mesures proposées dans ce plan, une réduction des émissions pour les secteurs ESR de 42,6 % en 2030, par rapport à 2005. Il s'agit d'un déficit de 4 millions de tonnes de CO_2 -eq en 2030 par rapport à l'objectif de réduction qui s'applique à la Belgique conformément au règlement sur le partage de l'effort.

La Belgique s'engage à réduire le déficit de quotas d'émission de la Belgique en prenant des mesures nécessaires et à le compenser par l'utilisation de la flexibilité, par le biais d'accords supplémentaires lors des négociations sur le partage des charges.

D. Mise en œuvre

Une politique climatique ambitieuse est par définition transversale, mobilisant un grand nombre d'acteurs au sein des départements et institutions fédérales travaillant en étroite collaboration et de manière coordonnée dans les différents domaines politiques. Afin de renforcer le suivi de la mise en œuvre des politiques et mesures fédérales en matière de climat, le gouvernement a mis en place en 2021 un système de gouvernance robuste, aussi pour responsabiliser les ministres et administrations concernées.

Via des feuilles de route, un suivi annuel est assuré dans 10 domaines politiques. Elles contiennent des mesures dont certaines ont un impact direct sur les émissions de GES, la consommation d'énergie et la part des énergies renouvelables, alors que d'autres ont un impact indirect. Les progrès sont compilés et analysés annuellement dans un rapport de synthèse.



© Rol Estrell – Pexels

Tableau - *Aperçu des politiques et mesures dans les 10 domaines d'action politiques :*

1. **Fiscalité et finance :** réforme de la fiscalité environnementale (des leviers fiscaux tels que le transfert des accises, la TVA réduite pour la démolition et la reconstruction, pour l'installation de panneaux solaires (photovoltaïques, thermiques), chauffe-eau solaire et pompes à chaleur, la déduction pour des investissements environnementaux, la réforme du régime fiscal et social des voitures de société, la tarification carbone, le verdissement de la mobilité (diminution progressive du régime de remboursement du diesel professionnel,...), le bonus climat, le fonds pour la transition écologique, la Stratégie fédérale finances durables,...

2. **Énergie :** renforcement de la capacité offshore de la mer du Nord, de l'hydrogène, des combustibles neutres en carbone (biocarburants, e-fuels,..) Fonds de transition énergétique, adapter l'infrastructure du réseau de transport à la transition énergétique,...

3. **Transport et mobilité :** optimisation du transport ferroviaire (fret et passagers, réduction de la consommation d'énergie de traction ferroviaire et des émissions de CO_2 associées, aviation et transport maritime (zéro émission nette en 2050), véhicules zéro émission, transfert modal, promotion du vélo, réforme du Code de la route)

4. **Économie :** économie circulaire et renforcement de la politique des produits

5. **Bâtiments publics :** rénovation énergétique (Régie des bâtiments, Défense, ...) et financement.

6. **Fonctionnement des entreprises publiques :** marchés publics durables et verdissement de la flotte de véhicules des pouvoirs publics.

7. **Coopération internationale :** contribution quantitative et qualitative au financement climatique international.

8. **Gouvernance climatique :** suivi de la mise en œuvre des politiques et mesures aligner sur les ambitions, ancrage légal et participation

9. **Adaptation :** mise en place d'un ensemble cohérent de mesures d'adaptation au niveau fédéral

10. **Recherche** : renforcer la recherche sur le climat et coopération structurelle par le Centre Belge du Climat.

Le premier rapport de synthèse de 2022 "Suivi de la mise en œuvre des politiques climatiques fédérales 2021-2030» a servi de document de base pour le dialogue avec les parties prenantes, les experts, le monde académique et les régions lors de tables rondes du climat qui ont été organisées en 2022 en collaboration avec la DG Énergie (SPF Économie) pour la préparation de la révision de la contribution fédérale au PNEC. Le dernier rapport de synthèse de 2023 a contribué aux travaux dans le cadre de la révision du Plan fédéral Energie-Climat.

En 2023, le gouvernement fédéral a décidé d'ancrer juridiquement ce système de suivi de la mise en œuvre des politiques et mesures climatiques fédérales et a établi un mécanisme de suivi et de rapportage pour l'utilisation de la part fédérale des recettes de la mise aux enchères de quotas d'émission. La loi du 15 janvier 2024 relative à la gouvernance climatique met en place un organe administratif - « une Taskforce Énergie et Climat » qui est chargé de préparer et de réviser la contribution fédérale au PNEC et d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques et mesures fédérales. De plus, un Conseil scientifique indépendant du climat a été établi qui a comme mission de formuler des avis sur l'avancement de la politique climatique fédérale et sur le financement de la politique à partir des revenus fédéraux de l'ETS.

La partie ci-dessous donne plus de détails sur la mise en œuvre de certaines politiques et mesures fédérales. Un aperçu complet se retrouve dans les rapports de synthèse 2022 et 2023. Les rapports de synthèse fournissent une vue d'ensemble transversale de l'état d'avancement de la politique climatique fédérale dans les différents domaines politiques sur base des rapports de progrès reçus des départements fédéraux et institutions.

a. Leviers fiscaux

Verdissement de la mobilité

Cette réforme implique un verdissement progressif du régime fiscal et social actuel des voitures de société. Concrètement, il a été décidé qu'à partir de 2026, la déductibilité fiscale des frais professionnels liés à la mise en service de nouvelles voitures de société sera limitée aux véhicules sans émissions de CO_2. Les véhicules émetteurs de CO_2 achetés, loués ou loués à partir du 1 janvier 2026 ne pourront donc plus bénéficier de la déductibilité fiscale. Une suppression progressive s'applique à partir de 2025 pour les coûts de l'essence et du diesel des voitures hybrides. La contribution de solidarité pour les voitures non zéro émission sera progressivement augmentée. Pour les voitures zéro émission, la déductibilité fiscale des dépenses professionnelles sera progressivement réduite à 67,5 % en 2031. Des informations plus détaillées sont disponibles dans la circulaire 2021/C/115 relative au verdissement fiscal de la mobilité.

Réduction de l'avantage fiscal du diesel professionnel

Les professionnels (principalement le transport de marchandises et les taxis) sont remboursés d'une partie des accises sur le gazole. En 2022, ce remboursement était encore de 226,97 €/1000 litres. Le gouvernement fédéral a décidé de supprimer progressivement ce remboursement à deux reprises depuis 2021 : une première réduction progressive jusqu'à 202,07 €/1000 litres en 2026 avec la Loi organisant le verdissement fiscal et social de la mobilité du 25 novembre 2021 et une réduction supplémentaire de 10 €/1000 litres à partir de l'année 2024 implémentée par la Loi-programme de 22 décembre 2023. Pour les années 2021 à 2026, ces deux décisions ont eu pour effet de diminuer les montants des remboursements de respectivement -248, -227, -205, -193.5, -192.4 à -191.3 €/1000 litres. Afin de réduire le risque de fraude et d'augmenter les possibilités de contrôle, les demandes de remboursement pour le gazole professionnel ne peuvent être soumises que par voie électronique.

Transfert partiel des accises de l'électricité vers le gaz

En octobre 2023, le gouvernement a décidé de mettre en œuvre un transfert partiel des droits d'accises de l'électricité vers le gaz naturel qui s'appliquera entre 2028 et 2032. En outre, une exception au principe « *non bis in idem* » est prévue pour les droits d'accise sur les produits énergétiques. L'exception permet aux régions de transférer les charges historiques de la facture d'électricité vers les combustibles fossiles. Concrètement, les régions, sur la base d'un accord de coopération, pourront donc à cette fin imposer une taxe sur les produits énergétiques. Une fois ces charges payées, le prélèvement sur les autres combustibles devient également caduc.

Plus d'informations au sujet de la mobilité se trouvent dans le chapitre mobilité.

b. Tarification du carbone (ETS1, ETS2 & CBAM)

Dans le cadre du paquet européen "*Fit for 55*", le système européen d'échange de quotas d'émission (ETS) a été renforcé pour réduire les émissions dans les secteurs couverts par l'ETS de 62 % d'ici 2030. En plus, à partir de 2024, la navigation maritime est également incluse dans l'ETS.

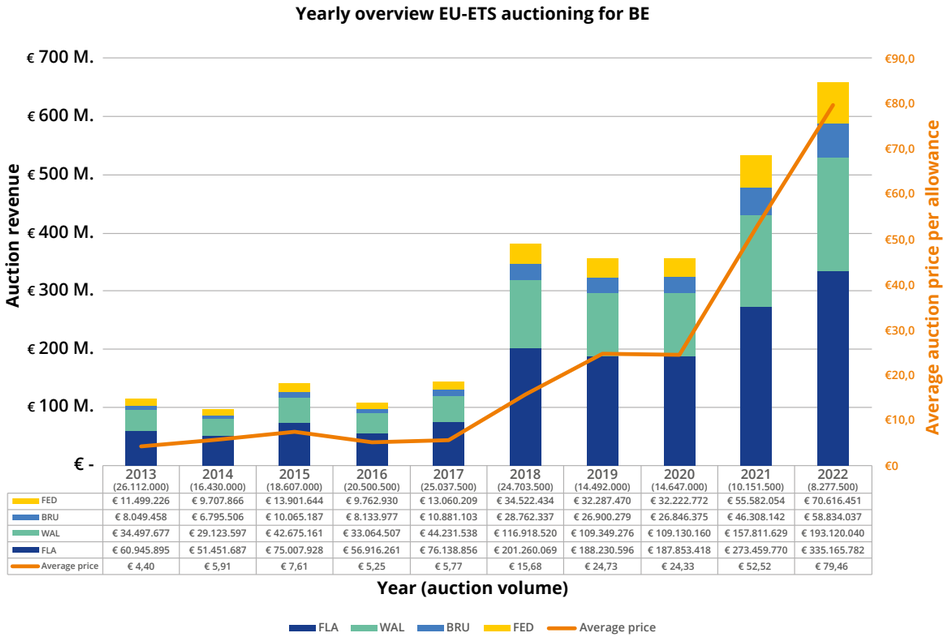
À partir de 2027, un nouveau système d'échange de quotas d'émission (ETS2) - similaire à l'ETS - sera mis en place pour les bâtiments, les transports routiers et les secteurs complémentaires. Il sera lié à la création d'un Fonds social pour le climat pour en atténuer les effets sociaux et économiques.

Depuis octobre 2023, un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) a été introduit pour protéger les entreprises de l'UE contre le risque de fuites de carbone. Le CBAM cible les importations dans les secteurs à forte intensité de carbone. En Belgique, le SPF Santé publique - DG Environnement est l'autorité compétente pour le CBAM.

c. Recettes provenant de la mise aux enchères des quotas de l'UE

Depuis 2013, les États membres de l'UE mettent aux enchères environ la moitié du total des quotas d'émission disponibles dans l'ETS1, qui sont répartis entre les États membres selon une clé de répartition fixe. Concrètement, cela signifie que la Belgique reçoit 2,57 % des recettes de vente aux enchères européennes. A partir du 5 juin 2023, ces revenus doivent être entièrement utilisés à des fins climatiques.

Entre 2013 et 2022, la Belgique a obtenu un montant de 2,9 milliards d'euros provenant de la vente aux enchères de quotas d'émission via la plateforme d'enchères de l'*European Energy Exchange* (EEX). Ces revenus ont été versés conformément à la répartition des charges nationales (fixés dans l'accord *burden sharing*) à l'administration fédérale et aux régions.



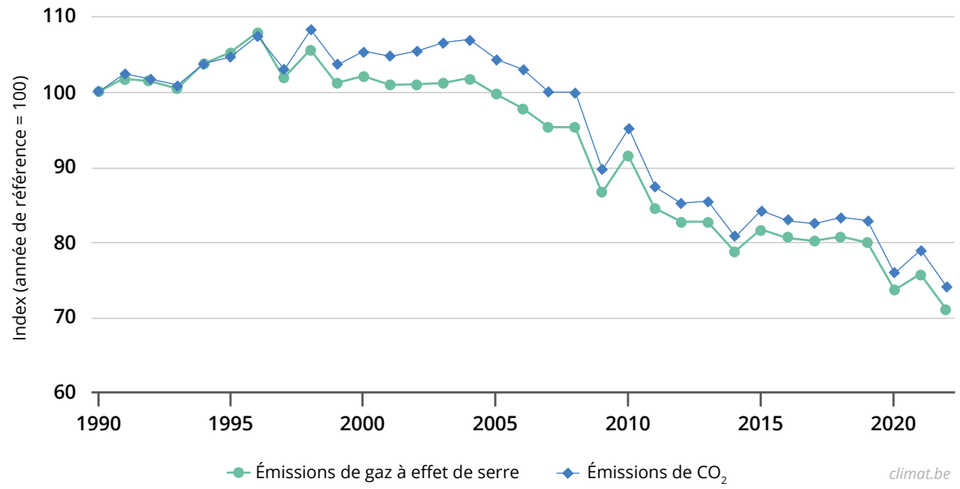
	2013 (26.112.000)	2014 (16.430.000)	2015 (18.607.000)	2016 (20.500.500)	2017 (25.037.500)	2018 (24.703.500)	2019 (14.492.000)	2020 (14.647.000)	2021 (10.151.500)	2022 (8.277.500)
FED	€ 11.499.226	€ 9.707.866	€ 13.901.644	€ 9.762.930	€ 13.060.209	€ 34.522.434	€ 32.287.470	€ 32.222.772	€ 55.582.054	€ 70.616.451
BRU	€ 8.049.458	€ 6.795.506	€ 10.065.187	€ 8.133.977	€ 10.881.103	€ 28.762.337	€ 26.900.279	€ 26.846.375	€ 46.308.142	€ 58.834.037
WAL	€ 34.497.677	€ 29.123.597	€ 42.675.161	€ 33.064.507	€ 44.231.538	€ 116.918.520	€ 109.349.276	€ 109.130.160	€ 157.811.629	€ 193.120.040
FLA	€ 60.945.895	€ 51.451.687	€ 75.007.928	€ 56.916.261	€ 76.138.856	€ 201.260.069	€ 188.230.596	€ 187.853.418	€ 273.459.770	€ 335.165.782
Average price	€ 4,40	€ 5,91	€ 7,61	€ 5,25	€ 5,77	€ 15,68	€ 24,73	€ 24,33	€ 52,52	€ 79,46

Graphique *- Aperçu annuel de la vente aux enchères de quotas d'émission de la Belgique*

Pour les revenus du système d'échange de quotas d'émission (*emission trading system* - ETS) à partir de 2023 (753,5 millions d'euros en 2023), aucune clé de répartition n'a encore été établie, ce qui signifie que ces revenus restent provisoirement bloqués sur un compte en attente.

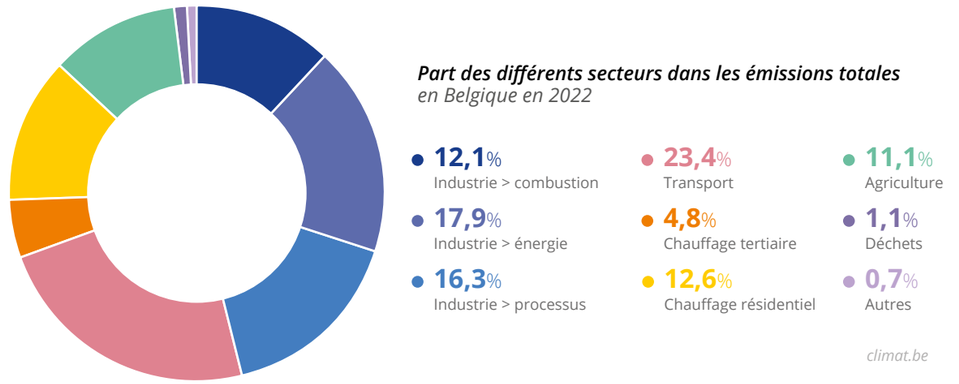
Informations environnementales

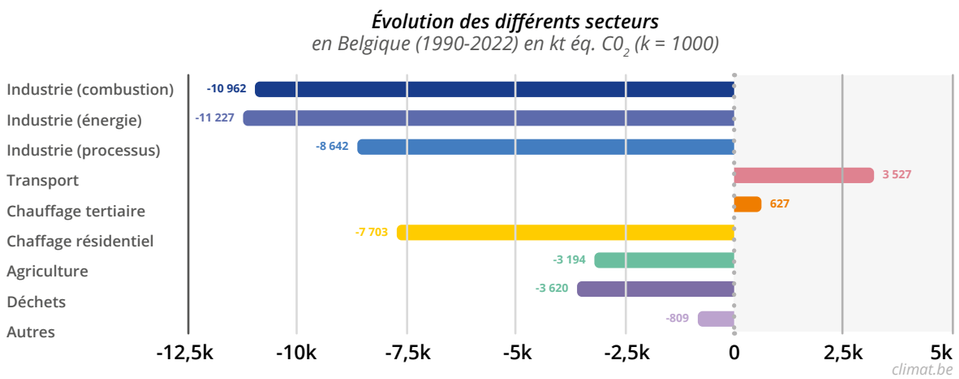
Les émissions totales de gaz à effet de serre - GES (hors secteur de l'utilisation des terres et des forêts) en Belgique en 2022 ont baissé de 29 % par rapport à 1990. Lors de la période 2014-2019, un plateau avait été atteint, ralentissant donc la baisse des émissions, avant qu'une nouvelle réduction s'amorce depuis 2021, mais celle-ci est en partie attribuée aux suites de la crise du COVID-19 puis de la crise économique liée à la guerre en Ukraine. Il restera donc à établir, une fois ces crises passées, quelle part de la réduction est devenue structurelle et non plus conjoncturelle.



Graphique *- Emissions de GES de la Belgique entre 1990 et 2022 (source : Inventaire 2024 des GES de la Belgique)*

Par secteurs







© Robin Erino– Pexels

Évaluation de l'effectivité

Pour respecter les objectifs énergétiques et climatiques de l'UE et assurer le financement international du climat, le gouvernement fédéral et les régions doivent s'accorder sur la répartition de l'objectif ESR de 47 % à l'horizon 2030 (comparé à 2005). Sur la base des chiffres disponibles dans le PNEC qui est encore en cours de finalisation et de par le manque d'ambition de la contribution flamande avec un objectif ESR de seulement 40 % en 2030, il est estimé que la Belgique ne réduise ses émissions de GES que de 42,6 % (au lieu de 47 %) en 2030[4]. Bien que ce déséquilibre ait des implications sur la discussion concernant la répartition des efforts et des recettes de l'ETS, des efforts supplémentaires importants sont nécessaires également dans la perspective de l'objectif climatique européen pour 2040.

En ce qui concerne le suivi de la mise en œuvre de la politique climatique fédérale, le gouvernement fédéral a décidé le 8 octobre 2021, que les politiques et mesures fédérales renforcées et nouvelles feront l'objet d'une analyse d'impact annuelle, selon des méthodologies développées en collaboration avec le Bureau fédéral du Plan.

Le Bureau fédéral du Plan a été chargé au printemps 2023 dans le cadre de la préparation du projet de Plan fédéral énergie et climat (PFEC), de quantifier l'impact de ces politiques et mesures fédérales renforcées et nouvelles. Selon une analyse d'impact préliminaire, les mesures actuellement mises en œuvre ne permettront pas d'atteindre l'engagement fédéral de réduction des émissions de minimum 25 millions de tonnes de CO_2-éq. au cours de la période 2022-2030 dans les secteurs non-ETS. Le renforcement des politiques et mesures fédérales existantes et le développement de nouvelles mesures sont indispensables, tout en sachant que l'analyse d'impact devrait également être affinée et complétée, en utilisant les bons modèles pour estimer la réduction des émissions de GES en particulier, qui soit mieux alignée avec celle des régions.

Les rapports de synthèse mentionnés ci-dessus fournissent une vue d'ensemble transversale de l'état d'avancement de la politique climatique fédérale. En ce qui concerne l'impact de ces politiques sur les émissions, le rapport de synthèse de 2024 donne un aperçu des estimations de réduction des émissions disponibles au moment de la rédaction du rapport. Malgré les efforts accrus, il est devenu évident qu'il est nécessaire de renforcer la capacité de suivi et d'évaluation des institutions gouvernementales impliquées afin de mieux évaluer l'impact des mesures sur la réduction des émissions.

4. Le 30 novembre 2023, les gouvernements fédéral, flamand et bruxellois ont été condamnés par la cour d'appel pour violation des droits de l'homme en raison d'une politique climatique négligente. La Cour a statué que notre pays doit intensifier ses efforts pour contribuer à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C. En appel, elle a imposé aux trois gouvernements une mesure corrective visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030, tant dans le secteur ETS que dans le secteur ESR. Pour les secteurs ESR, cela signifie une augmentation de l'objectif de réduction de 47 % par rapport à 2005 que l'Europe a imposé à la Belgique. Le gouvernement fédéral a pris note de l'arrêt. Il examine l'incidence de l'objectif sur la planification des politiques.

Perspectives

A. Poursuite des efforts et suivi du PNEC

Dans ses recommandations du 23 février 2024, la Commission européenne a relevé d'importantes lacunes dans le projet de Plan national Énergie et Climat, telles qu'un manque de coordination entre les autorités, l'absence d'analyse détaillée des besoins financiers et des sources de financement, et l'absence de réduction significative des subventions aux combustibles fossiles d'ici 2030.

Le PNEC final 2024 n'a pas pu être déposé dans les délais imposés par la Commission européenne, malgré le fait que le gouvernement fédéral et deux régions (la Région Wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale) ont fait des efforts pour soumettre leurs plans actualisés dans les délais. Le gouvernement fédéral a pris note de la mise à jour finale du Plan fédéral en matière d'énergie et de climat le 17 mai 2024. Le calendrier de finalisation du PNEC 2024 n'est pas encore très clair et complet car il dépend des décisions des processus de formation politique des nouvelles coalitions à former dans les différentes entités. La Belgique a demandé à la Commission européenne une prolongation du délai du 27 septembre 2024 pour la soumission du PNEC final mis à jour.

En complément, une étude en cours analysera l'impact socio-économique intrasecteur de la transition climatique en se concentrant sur l'activité, l'emploi et la formation dans dix sous-secteurs prioritaires. Cette étude vise à mieux gérer les politiques, mesures et actions des différents acteurs et à mieux informer les acteurs de terrain sur l'impact de la transition en discutant avec eux de manière approfondie. Elle contribuera également à l'élaboration de stratégies sous-sectorielles qui cartographient les effets de la transition sur l'emploi et les compétences.

B. Plan social climat

La Belgique doit soumettre un Plan Social pour le Climat (PSC) à la Commission européenne avant le 30 juin 2025 pour bénéficier des ressources du Fonds Social pour le Climat de l'UE. Après examen du projet de plan, la Belgique pourrait recevoir 1,66 milliard d'euros pour la période 2026-2032, destinés à soutenir les mesures et les investissements visant à réduire les émissions dans les secteurs du transport routier et du bâtiment, en réduisant les coûts pour les ménages vulnérables, les microentreprises et les usagers des transports particulièrement touchés par l'augmentation des prix dans ces secteurs. La Belgique a obtenu un soutien de la Commission pour la préparation du PSC belge et la mise en œuvre de l'ETS2.

C. La réforme fiscale et le transfert des droits d'accises

En décembre 2023, un rapport sur les taxes fédérales sur le carbone et l'énergie a été publié, offrant un aperçu des prix et de la fiscalité en matière d'émissions et de consommation d'énergie dans différents secteurs. Ce rapport vise à identifier des réformes potentielles pour utiliser plus efficacement les instruments de prix afin d'atteindre les objectifs climatiques belges. Les analyses soulignent l'importance du système fiscal dans la politique climatique en Belgique et suggèrent que des réformes en profondeur de la fiscalité, en particulier de la fiscalité énergétique, sont indispensables.

En 2023, un transfert des accises de l'électricité vers les énergies fossiles a été proposé dans le secteur du bâtiment pour rendre les pompes à chaleur plus rentables que les alternatives basées sur les combustibles fossiles.

Une deuxième édition de ce rapport est attendue à l'automne 2024.

D. Stratégie fédérale de finance durable

Un projet de stratégie fédérale de finance durable a été élaboré sur la base des options politiques identifiées. L'objectif principal de ce projet est de promouvoir la transition vers une économie durable en alignant les flux financiers privés et publics sur les objectifs de durabilité et en garantissant leur résilience aux risques de durabilité. Le gouvernement n'a pas pu s'accorder sur l'adoption de cette stratégie avant la fin de la législature et il appartiendra au prochain gouvernement de se prononcer sur le dossier.

E. Stratégie nationale à long terme

Dans le cadre du rapport d'avancement national en matière d'énergie et de climat, approuvé le 18 juillet 2023, la Belgique prévoit éventuellement de mettre à jour sa stratégie nationale à long terme pour le 1er janvier 2025 dans le but de refléter les développements au niveau européen et d'atteindre la neutralité climatique. Il est à noter que le règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat insiste, via le PNEC, à avoir une cohérence avec la stratégie à long terme. Si la stratégie à long terme n'est pas mise à jour pour 2025, une nouvelle stratégie à long terme devra dans tous les cas être établie au plus tard le 1er janvier 2029 avec un horizon de temps à 30 ans minimum.

1.2 Adaptation au changement climatique

Politique environnementale

La politique d'adaptation aux changements climatiques est guidée par la stratégie européenne d'adaptation de 2021. Cette stratégie vise à renforcer la résilience climatique de l'Union européenne d'ici 2050 en mettant l'accent sur des solutions intelligentes, rapides, systématiques, fondées sur la nature et innovantes. Elle établit des obligations de rapport et d'évaluation pour les États membres concernant leurs stratégies et plans d'adaptation.

En Belgique, le Plan national d'adaptation (PNA) 2017-2020 et la contribution fédérale au PNA ont été évalués en 2019 et 2021.

Au niveau fédéral, de nouvelles mesures d'adaptation « Vers une société résiliente au climat en 2050 » ont été approuvées en mars 2023, couvrant la période 2023-2026. Cet ensemble comprend 28 mesures dans 8 domaines d'action fédéraux afin d'entreprendre des actions de manière coordonnée : recherche, biodiversité, infrastructures (fédérales), ressources naturelles, santé publique, gestion des risques et des crises, coopération internationale et sensibilisation. L'adaptation au climat est intégrée dans les domaines politiques et la législation existants, et des initiatives supplémentaires sont identifiées. Le cas échéant, l'élaboration des mesures ou leur mise en œuvre est coordonnée avec les régions et les autres parties prenantes.

Au niveau national, le PNA 2021-2030 devra être soumis à la Commission Nationale Climat (CNC) pour validation afin de pouvoir lancer une consultation publique. Le PNA devrait intégrer notamment les objectifs mondiaux de la COP28, dont l'analyse des risques et une attention particulière portée aux groupes vulnérables, et viser à compléter et renforcer les plans d'adaptation régionaux et fédéraux.

Avec une approche intersectorielle tout au long du PNA, l'accent est mis sur la gestion des crises, la santé, l'énergie, la recherche, la biodiversité et la coopération internationale. Dans la mesure du possible, des solutions fondées sur la nature seront utilisées. Cela inclut la biodiversité marine et la protection des côtes.

En outre, la dimension sociale est prise en compte sur la base d'analyses d'impact ex ante sur la pauvreté et l'exclusion sociale réalisées par le Centre interfédéral de lutte contre la pauvreté en collaboration avec les différentes institutions publiques concernées.

Dans ce contexte, le gouvernement fédéral a organisé un atelier le 16 octobre 2023 s'intitulant « combler le déficit de protection en matière d'assurance climatique en Belgique », visant à réunir les principales parties prenantes afin d'élaborer des propositions concrètes pour le prochain PNA.

Dans le cadre de la présidence belge du Conseil de l'UE en 2024 (janvier-juin), la Belgique a mis en avant l'adaptation comme l'un de ses thèmes prioritaires.

Par ailleurs, après les pires inondations de l'histoire de la Belgique en juillet 2021, le Conseil des ministres a décidé de créer un centre indépendant, le Centre d'analyse des risques du changement climatique (Cerac), dès octobre 2021. Le lancement officiel de ce centre a eu lieu en avril 2024. Il se consacre à l'analyse des risques climatiques, tant à moyen qu'à long terme. L'accent est mis sur la sécurité nationale et la résilience de la Belgique.

cerac

Le Centre réalise des analyses de risques indépendantes et fournit des informations et des recommandations. Il rend compte au Conseil national de sécurité, en mettant l'accent sur les risques pour la sécurité nationale et la résilience, ainsi qu'au gouvernement fédéral.

Mesures d'urgence

Depuis les inondations catastrophiques de juillet 2021, les différents gouvernements et institutions publiques de notre pays, ainsi que des autres pays du Benelux, ont pris des mesures d'urgence, telles que l'aide financière aux personnes touchées, le relogement de ceux qui avaient perdu leur domicile et la reconstruction des infrastructures de première ligne endommagées.

Informations environnementales

Les informations environnementales sur l'adaptation aux changements climatiques comprennent les données sur les impacts des événements météorologiques extrêmes, les évaluations des risques climatiques et les progrès dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation.

Chaque mesure fait l'objet d'une description avec un contexte et des objectifs bien définis, ainsi que des indicateurs de suivi. Ces indicateurs sont spécifiques à chaque mesure.

Évaluation de l'effectivité

Des évaluations intermédiaires et finales du PNA 2017-2020 et de la contribution fédérale ont été menées en 2019 et 2021. Ces évaluations ont permis d'identifier les points forts et les faiblesses de la politique d'adaptation et de formuler des recommandations pour l'amélioration future.



© Alex Dukhanov – Unsplash

Perspectives

Le PNA 2021-2030 devrait être approuvé d'ici 2027. Ce plan prévoit une série de mesures transversales pour renforcer la résilience climatique dans différents secteurs (par exemple, la biodiversité, la gestion des crises avec entre autres l'indemnisation des victimes par une assurance contre les catastrophes climatiques, la santé, la recherche, la coopération internationale).

Une analyse de risques et de vulnérabilités réalisée par le CeRAC (Centre d'analyse des risques du changement climatique) permettra de mieux comprendre dans quelle mesure chaque secteur est exposé aux risques climatiques et quelles sont leurs vulnérabilités. La coopération et la coordination entre les secteurs sont encouragées par le PNA pour faire face aux interdépendances et aux impacts climatiques potentiels d'un secteur sur d'autres secteurs (*effets en cascade*).

En cas d'urgence climatique, il est prévu que tous les flux d'informations (téléphone, e-mail, vidéo) de la communication soient assurés via le système Paragon (une plateforme de gestion de planification d'urgence), en cours de test. L'ambition future est que les informations nationales soient complétées par une composante internationale.

En vue de la COP29 et de la COP30, la Belgique continuera à participer activement aux négociations internationales et à promouvoir une approche systémique pour combler le déficit de financement climatique mondial. Un budget adéquat doit permettre de financer les mesures d'adaptation aux niveaux fédéral et interfédéral et être augmenté structurellement.

1.3 Politique internationale et coopération

Cadre international et engagements belges

La Belgique participe aux négociations internationales de l'ONU sur le climat, avec une équipe de négociation composée d'experts du Service Changements Climatiques, de représentants fédéraux et régionaux. Des représentants de la société civile sont également inclus dans la liste de la délégation belge, mais ne représentent pas la Belgique dans les négociations techniques. Les positions belges sont élaborées par le Groupe de coordination sur l'effet de serre du Comité de coordination de la politique internationale de l'environnement (CCPIE), coordonné par le Service Changements Climatiques.

Lors des récentes Conférences des Parties (COP), des résolutions cruciales ont été prises, telles que l'appel à aligner les Contributions déterminées au niveau national (CDN) avec une limitation de l'augmentation de la température à 1,5°C, l'appel à doubler le niveau de financement de l'adaptation d'ici 2025 (COP26 en 2021), la création d'un fonds pour les pertes et préjudices (COP27 en 2022), l'approbation du cadre des Émirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale et la finalisation du Bilan mondial (COP28 en 2023), avec notamment plusieurs objectifs mondiaux concernant la transition énergétique. Lors de cette COP28, la Belgique a signé la Déclaration sur le Climat et la Santé, mettant en avant l'impact du changement climatique sur la santé.

La Belgique participe également à l'élaboration des positions européennes, en mettant toujours en avant plusieurs points essentiels, tels que l'importance du multilatéralisme, l'intégrité environnementale, le développement durable, la lutte contre la pauvreté et le respect des droits de l'homme, la flexibilité pour les pays en développement vulnérables, la priorité au financement de l'adaptation, et l'alignement des flux financiers sur une trajectoire de développement résiliente au climat et à faibles émissions.

Coopération et partenariats internationaux

La Belgique est membre de nombreuses coalitions et partenariats multinationaux (tels que la *Powering Past Coal Coalition*, la *Carbon Pricing Leadership Coalition*, la *Climate and Clean Air Coalition*, etc.). En outre, lors de la COP26 à Glasgow, un grand nombre de nouvelles initiatives multinationales ont été lancées, visant souvent à s'engager à prendre des mesures concrètes sur le terrain, telles que notamment la *Glasgow Breakthrough Agenda*, le *Global Methane Pledge*, la *Declaration on Climate and Health*, le *Statement on International Public Support for the Clean Energy Transition*. L'une des conséquences de cette dernière est que Credendo, l'agence belge de crédit à l'exportation, a décidé de limiter le soutien aux projets liés aux énergies fossiles, favorisant ainsi les investissements dans les sources d'énergie renouvelable.

Le Service Changements Climatiques belge soutient également des projets de renforcement des capacités dans les pays en développement, en particulier à travers le *Nationally Determined Contributions* (NDC) Partnership (« Contributions déterminées au niveau national » - CDN en français) et le projet "*Enhancing Climate Transparency*" du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement).

Depuis 2022, le gouvernement fédéral s'est engagé à fournir au moins 100 millions d'euros par an au financement climatique international, avec une contribution totale belge d'au moins 135 millions d'euros si l'on inclut les contributions des régions.

Une stratégie fédérale conjointe de financement climatique a été élaborée en collaboration avec la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) et en consultation avec les parties prenantes concernées. Plus spécifiquement, cette stratégie s'articule autour de 3 objectifs stratégiques :

1. Des actions climatiques ciblées à travers la coopération internationale, visant à accroître la résilience des communautés vulnérables et à réduire les émissions mondiales de carbone.
2. La promotion de la cohérence des politiques en faveur du développement durable afin d'intégrer le climat et l'environnement dans l'ensemble de notre coopération internationale et de s'engager dans des trajectoires transformatrices en faveur d'un monde résilient face au climat, et neutre en carbone.
3. Le 'verdissement' de la diplomatie belge et de notre coopération internationale, pour prendre en considération l'impact de nos propres activités.

Les actions prévues incluent entre autres une attention particulière pour l'adaptation au changement climatique, le renforcement de politiques climatiques ambitieuses, le renforcement des efforts d'atténuation, la mobilisation de ressources pour les pertes et préjudices, l'amplification des voix cruciales et l'attention aux communautés les plus vulnérables, ainsi qu'un accroissement du financement dédié au climat. Le processus de publication et de validation de la stratégie pourrait être prévu pour 2024.

Partenariats internationaux de la Belgique

1. Initiative belge de soutien aux CDN: http://www.climat.be/NDCsupport
2. Partnership on Transparency in the Paris Agreement: www.transparency-partnership.net
3. Powering Past Coal Alliance: https://poweringpastcoal.org/
4. Net-Zero Government Initiative: https://www.sustainability.gov/federalsustainabilityplan/net-zero-initiative.html
5. COP28 Coalition for High Ambition Multilevel Partnerships (CHAMP) for Climate Action: https://www.cop28.com/en/cop28-uae-coalition-for-high-ambition-multilevel-partnerships-for-climate-action
6. Coalition of Finance Ministers for Climate Change: https://www.financeministersforclimate.org/
7. Global Green Hydrogen Producers Forum: https://www.premier.be/en/global-green-hydrogen-forum
8. Gender-Responsive Just Transitions and Climate Action Declaration: https://www.cop28.com/en/cop28-gender-responsive-just-transitions-and-climate-action-partnership
9. Global Methane Pledge : https://www.ccacoalition.org/en/resources/global-methane-pledge
10. International Drought Resilience Alliance: https://www.unccd.int/international-drought-resilience-alliance
11. Joint Statement on Fossil Fuel Subsidies: https://www.government.nl/documents/publications/2023/12/09/joint-statement-on-fossil-fuel-subsidies
12. Statement on International Public Support for the Clean Energy Transition: https://ukcop26.org/statement-on-international-public-support-for-the-clean-energy-transition/
13. Declaration on Children, Youth and Climate Action: https://www.unicef.org/environment-and-climate-change/climate-declaration
14. Climate Club: https://climate-club.org/
15. Declaration on accelerating the transition to 100 % zero emission cars and vans: https://ukcop26.org/cop26-declaration-on-accelerating-the-transition-to-100-zero-emission-cars-and-vans/
16. ENACT Initiative for Nature-based Solutions: https://iucn.org/our-work/topic/nature-based-solutions-climate/our-work/enact-enhancing-nature-based-solutions
17. Declaration on Climate and Health: https://www.cop28.com/en/cop28-uae-declaration-on-climate-and-health
18. Clydebank Declaration for Green Shipping Corridors: https://ukcop26.org/cop-26-clydebank-declaration-for-green-shipping-corridors/
19. UAE Declaration on Resilient Food Systems, Sustainable Agriculture and Climate Action: https://www.cop28.com/en/food-and-agriculture
20. Joint Declaration on Climate Relief, Recovery and Peace: https://www.cop28.com/en/cop28-declaration-on-climate-relief-recovery-and-peace
21. Blue Leaders Declaration: https://www.the-blueleaders.org/
22. COP28 Global Renewables and Energy Efficiency Pledge: https://www.cop28.com/en/global-renewables-and-energy-efficiency-pledge
23. Joint Statement on Voluntary Carbon Market: https://www.government.nl/documents/publications/2023/12/10/joint-statement-on-voluntary-carbon-market

Perspectives - Politiques futures et engagements internationaux

Les perspectives à partir de 2024 incluent la mise en place du Nouvel Objectif Quantifié Collectif (En anglais : *New Collective Quantified Goal* -NCQG) lors de la COP29, visant à remplacer l'objectif de 100 milliards USD par an d'ici 2025. La COP30 se concentrera sur les nouvelles Contributions déterminées au niveau national (NDCs). La collaboration entre les présidences des COP28, COP29 et COP30, respectivement les Émirats arabes unis, l'Azerbaïdjan et le Brésil, ont décidé de collaborer en tant que «Troïka» afin de renforcer la cohérence des conférences climatiques. Une approche plus systémique est nécessaire pour combler le déficit de financement climatique mondial, impliquant une révision de l'architecture financière internationale et de la gouvernance économique.

1.4 Communication & sensibilisation

Politique environnementale

Des outils de communication sont développés pour sensibiliser le grand public, et les jeunes en particulier, au sujet du changement climatique et de la transition vers une société climatiquement neutre. En voici un aperçu.

Le site Climat.be et son réseau social (LinkedIn) offrent des informations complètes sur les causes et les effets du changement climatique, des synthèses des rapports du GIEC, un aperçu des politiques climatiques internationales, européennes et belges, ainsi que des actualités sur des rapports, des événements, etc. En 2023, ce site a été reconnu par la Bibliothèque du Congrès des États-Unis pour sa qualité.



climat.be



© Dienst Klimaatverandering

Une session avec une coach climat

En étroite collaboration avec des partenaires spécialisés comme le WWF, Studio Globo, GoodPlanet, ULiège ou UAntwerpen, une offre destinée aux plus jeunes propose **un programme complet de sensibilisation au changement climatique**. Ce programme comprend une plateforme en ligne, des mini-conférences climatiques, des ateliers scientifiques, un outil en ligne, My2050.be, permettant de créer des scénarios pour une Belgique climatiquement neutre d'ici à 2050, l'aide de «coachs climat» pour animer des débats sur la transition climatique et des modules de formation pour futurs enseignants.

Le site energywatchers.be sensibilise à la réduction des émissions de CO_2 en proposant des conseils pour diminuer sa facture énergétique. Il fournit une multitude de conseils pratiques dans une série de domaines tels que le logement, l'énergie verte, la mobilité, les appareils ménagers, la consommation, l'alimentation (et bientôt l'habillement). En outre, il permet aux consommateurs de comparer les émissions de CO_2 des véhicules neufs, facilitant ainsi des choix plus écologiques. Le site a été reconnu par l'Agence internationale de l'énergie.



energywatchers.be

De plus, de multiples consultations avec les parties prenantes, des experts et le monde académique ont été organisées sur divers aspects de la politique climatique à différents niveaux. Ces consultations ont eu lieu systématiquement avant chaque COP et sur des dossiers européens en préparation et pendant la présidence belge de l'UE. Des débats, séminaires, ateliers et conférences ont également été organisés en collaboration avec les parties prenantes, les institutions européennes et le monde académique, notamment sur :

- la tarification du carbone,
- la mise en œuvre et la révision de la politique climatique dans le cadre de la mise à jour du Plan national énergie et climat,
- la gouvernance climatique,
- la préparation de la définition des objectifs climatiques à l'horizon 2040 au niveau européen,
- le plan national d'adaptation et les lacunes dans la couverture d'assurance pour les dommages climatiques.

Des enquêtes nationales sur le climat sont réalisées tous les 4 ans. Elles constituent un précieux outil pour comprendre les perceptions et attitudes des Belges à l'égard du changement climatique et pour orienter les décisions et les actions liées au climat. En 2021, la cinquième enquête sur le climat a révélé une prise de conscience croissante de l'urgence climatique, 80 % des personnes interrogées considérant le climat comme un problème urgent à résoudre. En outre, six Belges sur dix soutiennent l'objectif européen de réduction des émissions de GES de 55 % d'ici à 2030 et de neutralité climatique à l'horizon 2050. Les Belges ont également appelé de leurs vœux une meilleure coopération entre les différents niveaux de pouvoir et l'adoption d'une loi sur le climat.

Informations environnementales

En 2023, le site climat.be a enregistré 401 652 visites et 871 945 pages vues.

La plateforme ecoleduclimat.be offre des ressources adaptées aux plus jeunes : gardiensduclimat.be pour les 10-14 ans et climatechallenge.be pour les 15-18 ans. Depuis 2019, ce sont en moyenne 580 enseignants qui s'inscrivent chaque année, pour un total d'environ 3500 inscrits à ce jour (septembre 2024).

Depuis 2018, plus de 180 classes, soit environ 3 600 élèves, ont participé aux ateliers climatiques.

Depuis 2015, 170 mini-COP ont été organisées, touchant environ 8 500 élèves.

Depuis 2017, plus de 28 000 élèves ont été sensibilisés à la transition climatique à travers plus de 1 400 sessions animées par les coachs climat autour de l'outil my2050.

Évaluation de l'effectivité

Les actions de communication sont basées sur une stratégie diversifiée et un ciblage multiple. La pierre angulaire de cette stratégie est le site web climat.be, référence sur le changement climatique en Belgique. Il fournit des informations fiables et détaillées sur des sujets tant généraux que techniques, touchant un large public, du grand public aux décideurs politiques et aux parties prenantes spécialisées.

En outre, des initiatives telles que les séminaires avec les parties prenantes (*Stakeholder Workshops*) avant les COP et les séminaires d'information sur le mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone (CBAM) témoignent d'un engagement fort en faveur de l'information et de la sensibilisation de toutes les parties prenantes.

Une attention particulière est également accordée à la sensibilisation des différents groupes d'âge, en particulier des jeunes. Des outils pédagogiques et interactifs sont déployés pour encourager la discussion et la réflexion sur les questions climatiques dans les écoles.

Perspectives

Les futures initiatives de communication viseront à continuer de fournir des informations complètes et fiables à tous les publics, en mettant particulièrement l'accent sur les points suivants :

- Mise à jour des pages existantes de climat.be, notamment sur la politique climatique et les rapports du GIEC, et ajout de nouvelles rubriques comme celles sur les gaz fluorés.
- Création de nouveaux sous-sites spécifiques, consacrés au Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) et aux indicateurs de la transition climatique.
- Enrichissement de EnergyWatchers.be avec des conseils pratiques sur l'habillement.
- Renforcement de la formation des futurs enseignants afin de garantir que les dernières connaissances en matière de climat soient transmises aux élèves, en vue d'obtenir un effet multiplicateur.
- Refonte complète de la plateforme éducative ecoleduclimat.be pour y intégrer les dernières informations scientifiques.

1.5 Ozone stratosphérique et gaz à effet de serre fluorés

Dans les années 70, des scientifiques ont constaté une forte diminution au-dessus du pôle Nord de la couche d'ozone stratosphérique qui a la propriété vitale de bloquer les rayonnements ultraviolets nocifs émis par le soleil. Les conséquences de ce phénomène seraient des risques accrus de cancer de la peau, des cataractes, des diminutions de production végétales, des atteintes aux écosystèmes, y compris marins, mais aussi des dégâts aux infrastructures.

Certains gaz fluorés, appelés également ODS (*Ozone Depleting Substances*), principalement les CFC, HCFC[5], Halons, ont été identifiés comme responsables de l'appauvrissement de la couche d'ozone. Ces substances sont principalement utilisées comme réfrigérants, agents gonflants dans les mousses isolantes, agents propulseurs dans les aérosols, solvants et dans d'autres applications industrielles.

Par ailleurs, tous les gaz-F, comprenant les ODS ainsi que leurs solutions de remplacement que sont les HFC (hydrofluorocarbones) et les PFC (perfluorocarbones) se sont avérées être de puissants GES.

Vu les conséquences de ces gaz pour la couche d'ozone et sur le réchauffement climatique, il est nécessaire de les contrôler afin d'éviter autant que possible la libération dans l'atmosphère de tous ces gaz d'origine industrielle.

5. Chlorofluorocarbones et Hydrochlorofluorocarbones.



© EyeEM – Freepik

Politique environnementale

Depuis 1987, le Protocole de Montréal a pour but de protéger la couche d'ozone stratosphérique. En 2016, il a intégré l'amendement de Kigali, étendant ses mesures aux autres GES fluorés.

L'Union européenne a établi très tôt un cadre réglementaire, le règlement ozone relatif à la protection de la couche d'ozone stratosphérique et le règlement gaz-F s'adressant aux GES fluorés, visant à aller au-delà des normes internationales, affirmant son ambition dans la protection de la couche d'ozone et l'adoption de technologies alternatives.

En Belgique, la mise en œuvre de ces deux règlements européens repose sur des interdictions, des limitations de vente, la prévention des émissions provenant des équipements existants, ainsi que sur le contrôle des échanges commerciaux.

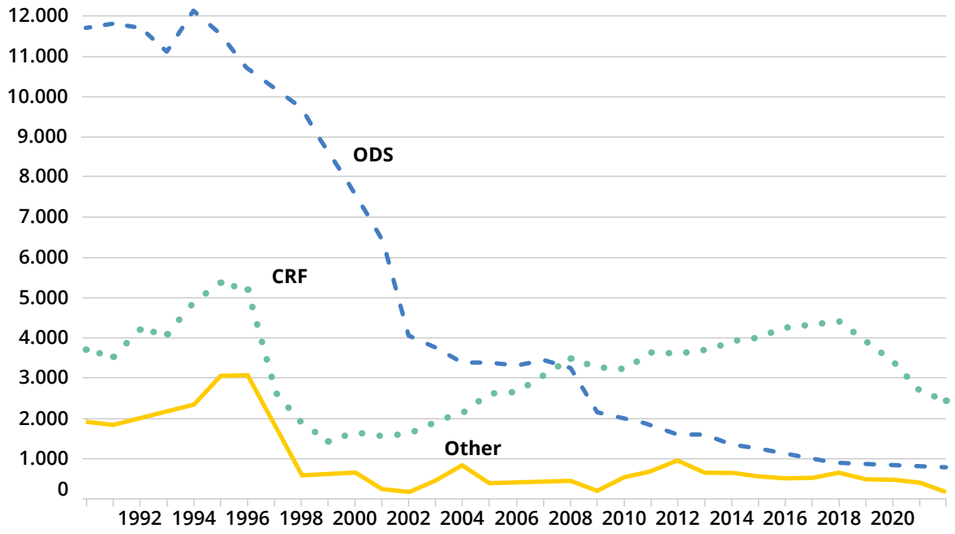
Informations environnementales

Chaque année, les émissions sont évaluées par région, par source, par type (fabrication, pertes d'exploitation, élimination) et par substance individuelle.

Les émissions des quatre catégories de GES fluorés (HFC, PFC, SF_6 et NF_3[6]), exprimées en kt CO_2-eq, sont présentées par gaz et par catégorie dans le graphique et le tableau ci-dessous.

Le « PRG » (Potentiel de Réchauffement Global ou *GWP-Global Warming Potential* en anglais) est une mesure utilisée pour quantifier la capacité d'un gaz à contribuer au réchauffement climatique par rapport au dioxyde de carbone (CO_2), qui est utilisé comme référence avec un PRG de 1. Certains de ces gaz font l'objet d'un rapportage à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), via le système *Common Reporting Format* (CRF), mais il y en a beaucoup d'autres qui sont aussi utilisés. Les données reprises ci-dessous se concentrent sur les gaz dont les données sont rapportées dans le système CRF uniquement.

Les ODS («*Ozone-Depleting Substances*» en anglais, ce qui se traduit en français par «Substances appauvrissant la couche d'ozone» - SACO), sont des substances chimiques qui, lorsqu'elles sont libérées dans l'atmosphère, réagissent avec la couche d'ozone stratosphérique, contribuant à sa destruction. Les ODS comprennent des composés chimiques tels que les chlorofluorocarbones (CFC), les hydrochlorofluorocarbones (HCFC), les halons, les bromures de méthyle, et les tétrachlorométhanes.



***Graphique** - Emissions of CRF F-gases by gas category in Belgium (in kt CO_2-eq)*
Source: VITO, Econotec (own calculations, 2023).

6. Hexafluorure de soufre, dont le GWP est de 24.300 CO_2-éq et le trifluorure d'azote dont le GWP est de 16.800 CO_2-éq.

***Tableau** - Evolution of the CRF F-gas emissions by source (in kt CO_2-eq)*
SOURCE: VITO, ECONOTEC (OWN CALCULATIONS, 2023).

		2005	2020	2021	2022
2.B.9.	Fluorochemical production	769,2	840,2	274,7	149,8
2.E.1.	Integrated circuit or semiconductor	16,3	51,5	42,3	43,8
2.E.4.	Heat transfer fluids	0,0	0,1	0,1	0,0
2.F.1.a	Commercial refrigeration	1.183,5	1.436,4	1.293,5	1.126,0
2.F.1.b	Domestic refrigeration	0,5	1,1	1,4	0,8
2.F.1.d	Transport refrigeration	26,3	22,3	17,9	17,1
2.F.1.e	Mobile air-conditioning	219,9	343,7	307,7	273,4
2.F.1.f	Stationary air-conditioning	97,4	519,2	552,4	607,2
2.F.2.a	Closed cell foam	115,7	44,1	46,0	68,6
2.F.3.	Fire protection	12,8	10,7	9,6	10,1
2.F.4.a	Metered dose inhalers	36,2	43,8	43,9	44,1
2.F.4.b	Other aerosols (technical aerosols)	45,8	0,7	1,6	1,6
2.G.1.	Electrical equipment	11,5	11,3	8,2	10,9
2.G.2.b	Particle accelerators	0,0	5,0	6,2	3,7
2.G.2.c	Soundproof windows	72,0	73,9	71,3	72,2
2.G.2.d	Adiabatic properties: shoes and tyres	8,2	0,0	0,0	0,0
2.G.2.e	SF6 and PFCs from other product use	0,0	0,0	0,0	0,0
Total		**2.615,3**	**3.404,0**	**2.676,8**	**2.429,5**

Évaluation de l'effectivité

En Belgique, de 1990 à 2022, les diminutions suivantes sont observées :

- pour les gaz-F : -34,4 %,
- pour les gaz appauvrissant la couche d'ozone: -93,4 %.

Au niveau mondial, on observe une réduction de 99 % des émissions de gaz nocifs par rapport à 1990, avec des signes encourageants de régénération naturelle de la couche d'ozone, mais les chiffres doivent être encore confirmés à plus long terme. Par ailleurs, on estime que les efforts du Protocole de Montréal ont contribué à eux seuls à éviter un réchauffement d'au moins 0,5°C.



© Tuğba – Pexels

Perspectives - Prochains défis

Les règlements « Ozone » et « Gaz-F » ont été révisés en 2024. Ces révisions ont pour but d'aligner les objectifs sur les mesures prévues dans le pacte vert européen, renforçant les contrôles, le suivi et les sanctions pour prévenir les activités illicites. Le nouveau règlement Ozone vise surtout à simplifier son application, le rationaliser et le « caler » sur celui des gaz fluorés afin d'en faciliter la lecture et la mise en œuvre. Sa portée est cependant limitée car les substances dont il prétend assurer le contrôle ne sont plus que très marginalement utilisées en Europe. En revanche, la révision du règlement Gaz-F prévoit de renforcer les limitations de mise sur le marché par le biais de quotas plus stricts, visant une réduction des émissions de 100 % d'ici 2050 par rapport à 1990.

Par ailleurs, la loi de 1998 dite « normes de produit » devra être mise à jour pour refléter l'évolution du régime de restrictions européennes dans celui de sanctions applicables en Belgique.

Les mesures ambitionnent d'éviter l'émission dans l'UE de 40 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone d'ici 2030 et de 310 millions de tonnes d'ici 2050, dépassant ainsi les objectifs du règlement actuel.

Malgré ces avancées, l'utilisation croissante de climatiseurs et pompes à chaleur utilisant des gaz-F à l'échelle mondiale nécessite une action continue. Heureusement, des progrès importants sont enregistrés dans le développement de solutions technologiques reposant sur des réfrigérants alternatifs qualifiés de réfrigérants naturels. Ils comprennent entre autres le CO_2, l'ammoniac et certains hydrocarbures. Ils posent aussi des défis environnementaux ou certains risques mais peuvent être maîtrisés.

Il faut également noter que la vaste majorité des gaz fluorés sont aussi des polluants éternels, plus connus sous le nom de PFAS qui posent des soucis de contamination de l'environnement et de TFA (*Trifluoroacetic Acid*) qui s'accumule dans les eaux de surface. Un projet d'encadrement et de bannissement des PFAS a été introduit par plusieurs états et pourrait avoir des conséquences importantes sur l'utilisation des gaz fluorés dans le futur.



© Heather Wilde – Unsplash

CHAPITRE 2

Biodiversité

La **Stratégie nationale pour la Biodiversité 2013-2020**, décrite dans le document « Biodiversité 2020 - l'actualisation de la stratégie nationale de la Belgique », qui comprend des objectifs précis à atteindre pour enrayer le déclin de la biodiversité. Elle reste valable jusqu'à son actualisation de 2024 et se décline en objectifs ambitieux et chiffrés.

Cette stratégie reflète la manière dont la Belgique entend atteindre les objectifs de la Convention de la Diversité Biologique (CDB). Elle offre un cadre pour l'élaboration de politiques et d'actions par les autorités belges compétentes en matière de biodiversité. Elle fournit des lignes politiques stratégiques pour permettre aux acteurs de la biodiversité en Belgique de travailler en partenariat et de contribuer à atteindre l'objectif de l'UE : « **Enrayer le déclin de la biodiversité et la dégradation des services écosystémiques dans l'UE d'ici à 2020, les restaurer dans la mesure du possible et renforcer la contribution à la prévention de la perte mondiale de biodiversité** ».

Ses objectifs généraux sont les suivants :

1. **La conservation de la biodiversité :** La stratégie vise à protéger et restaurer la biodiversité en Belgique en conservant les écosystèmes naturels, en préservant les habitats et en protégeant les espèces menacées.
2. **L'utilisation durable des ressources naturelles :** Elle encourage une utilisation plus responsable des ressources naturelles, en limitant la surexploitation et en favorisant des pratiques durables dans des secteurs comme l'agriculture, la pêche et la foresterie.
3. **L'intégration de la biodiversité dans les politiques sectorielles :** La stratégie vise à intégrer les considérations de biodiversité dans les politiques et plans d'action dans divers domaines tels que l'urbanisme, les transports, l'énergie, etc.
4. **La sensibilisation et l'éducation :** Elle comprend des initiatives visant à sensibiliser le public à l'importance de la biodiversité et à promouvoir des comportements respectueux de l'environnement.
5. **La collaboration et la coopération :** La stratégie encourage la collaboration au niveau national entre les différents niveaux de gouvernement (fédéral, régional, local), les parties prenantes et la société civile pour atteindre ses objectifs, mais également au niveau international, à travers une coopération avec les pays en développement.
6. **La mobilisation des ressources :** La stratégie encourage à garantir la mise à disposition de ressources adéquates pour la biodiversité, provenant de toutes les sources.

Le rapport national 5 (2014) et le rapport national 6 (2019) comprennent un compte rendu sur l'état d'avancement ainsi que sur les obstacles rencontrés lors de la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour la biodiversité par les régions et le gouvernement fédéral.

Le site web du Centre d'échange d'informations de la Belgique pour la Biodiversité rassemble toutes les informations sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et le suivi de cette stratégie. L'actualisation de cette stratégie est en cours.

2.1 L'accès aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation

Politique environnementale

La loi relative à l'accès aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation est entrée en vigueur le 13 octobre 2023. Elle met en œuvre le Protocole de Nagoya de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et complète le règlement de l'UE 511/2014 concernant le contrôle des utilisateurs de ces ressources.

Cette loi impose une obligation de notification pour l'utilisation commerciale ou non commerciale des ressources génétiques fédérales, avec des exceptions pour les publications en accès libre. Les bénéfices tirés de l'utilisation de ces ressources doivent être alloués à la conservation de la biodiversité, avec consultation des parties prenantes pour la répartition des avantages monétaires ou non monétaires.

Informations environnementales

Le Musée royal de l'Afrique centrale, l'Institut Royal des sciences naturelles de Belgique et Sciensano stockent, gèrent, conservent et mettent à disposition du public et de différentes parties prenantes des ressources génétiques d'une valeur scientifique inestimable. À lui seul l'Institut Royal des sciences naturelles de Belgique abrite 37 millions de spécimens. Il constitue l'une des dix plus importantes collections de sciences naturelles au monde et la troisième d'Europe après Paris et Londres.

Par ailleurs, les ressources génétiques marines renferment également un potentiel exceptionnel. L'augmentation du nombre de brevets issus de ressources génétiques marines est dix fois plus rapide que la description de nouvelles espèces marines. En outre, les avancées technologiques récentes dans l'observation et l'échantillonnage en mer, mais aussi en génétique et en biologie moléculaire permettent une valorisation croissante des ressources génétiques relevant de la compétence de l'autorité fédérale.

Évaluation de l'effectivité

Les données liées à l'implémentation de cette loi ne sont pas encore disponibles vu son adoption récente.



© Pixabay – Pexels

Perspectives

Un arrêté royal portant exécution de la loi a été adopté en avril 2024 (Moniteur 21/5/2024).

2.2 Belgian Biodiversity Alliance

Politique environnementale

La *Belgian Biodiversity Alliance* (BBA) a été lancée en octobre 2022 pour soutenir la « Vision à l'horizon 2050 d'une vie en harmonie avec la nature pour le bien des populations et de la planète » (Convention pour la Diversité Biologique des Nations Unies de 2010 confirmée par la COP15).

Les dix objectifs belges pour 2030 sont classés dans 2 groupes :

✓ **Étendre le réseau vert-bleu** pour renforcer la biodiversité dans et autour des villes en créant :

1. 120.000 ha avec un impact net positif sur la biodiversité.
2. 1500 bâtiments et 20 % des infrastructures avec un impact net positif sur la biodiversité.
3. 2.000 *bed & breakfasts* pour les pollinisateurs sauvages.
4. 1.000 solutions basées sur la nature pour notamment répondre à la gestion de l'eau, à la dégradation des sols, à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique.
5. 4.000 km d'infrastructures linéaires et 10 000 km d'éléments paysagers gérés en vue d'améliorer la connectivité écologique sur tout le territoire.

✓ **Rendre la production et la consommation** belges **plus favorables à la biodiversité** :

1. En produisant 8.000.000 tonnes/an de produits agricoles et 3 500 000 tonnes/an de produits animaux avec au minimum un impact neutre sur la biodiversité.
2. En cultivant 500.000 hectares avec au minimum un impact neutre sur la biodiversité.
3. En important 38.500.000 tonnes/an de produits primaires avec au minimum un impact neutre sur la biodiversité.
4. En consommant, récupérant ou redistribuant 435.000 tonnes/an de surplus alimentaire.
5. En incluant 150 entités publiques et privées qui prennent en compte les risques et opportunités liés à la biodiversité dans leurs stratégies et leurs flux financiers qui sont orientés vers des projets respectueux de la biodiversité.

Une plateforme commune rassemble les projets qui participent à atteindre les objectifs.

Informations environnementales

D'octobre 2022 à décembre 2023, 17 projets ont été créés issus de différents milieux : universitaire, administratif, privé, associatif…

Chaque projet apporte une contribution (en superficie, poids…) qui permet de mesurer les contributions de chacun, jusqu'à l'atteinte de l'objectif global de la BBA.

Évaluation de l'effectivité

De nouveaux projets se sont ralliés aux objectifs depuis le lancement de la BBA. De même que de nouveaux partenaires ont rejoint la BBA.

Les objectifs à horizon 2030 sont tous chiffrés, ce qui permet de comptabiliser les contributions et progrès réalisés.

Perspectives

De nombreuses initiatives sont déjà actives sur le terrain, les rassembler au sein de la BBA pour montrer leurs contributions et comptabiliser l'impact global est la pierre angulaire de l'Alliance.

Il reste donc à rassembler davantage de projets afin d'inspirer d'autres partenaires à rejoindre le mouvement.

2.3 Stratégie fédérale de communication sur la biodiversité : Bebiodiversity

Politique environnementale

La stratégie fédérale Bebiodiversity, lancée en 2017, vise à sensibiliser et aider les entreprises à entreprendre une démarche volontaire de préservation de la biodiversité et des services écosystémiques, à donner les moyens aux citoyens-consommateurs de choisir des produits et des producteurs plus respectueux de la biodiversité, le tout dans une alliance co-responsable avec l'aide des autorités publiques.

Le site web Bebiodiversity a continué d'être alimenté et a été mis à jour plusieurs fois surtout au niveau de son design. Il regorge d'informations et de conseils pour préserver la biodiversité. De nouveaux accès ont été incorporés pour inclure les initiatives liées aux citoyens-consommateurs, aux entreprises et aux autorités publiques. Des publications et des articles alimentent régulièrement les réseaux sociaux.

Informations environnementales : réseaux sociaux

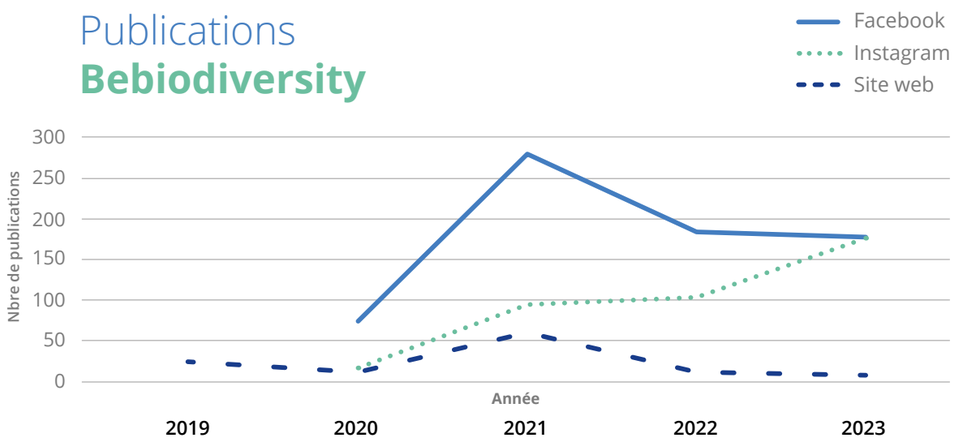
Les performances des réseaux sociaux en hausse significative ont permis au site web de toucher 35.863 visiteurs en 2022.

Voici les chiffres pour Bebiodiversity et ses réseaux sociaux (comparaison entre 2022 et 2023).

	Facebook	Instagram	LinkedIn
Abonnés	+ 77	+ 93	+92
Publications	177	176 (soit 72 de + que 2022)	87
Taux d'engagement[7]	8.723 %	5.18 %	8.89 %
Impressions[8]	+322.973	+100.181	15.144
Vues	+373.613	+ 111.701	7.373
Autres indications	136 partages de publication +1533 réactions à un post +31.428 clics sur publication		

7. Le **taux d'engagement** montre l'interaction d'une audience avec un contenu, un compte ou une campagne en ligne. Il permet de savoir dans quelle mesure le public est intéressé ou réagit aux publications. Le taux d'engagement est généralement calculé en prenant en compte plusieurs actions ou interactions possibles, telles que : les « likes », les commentaires, les partages, les clics, les sauvegardes ou autres types d'interactions spécifiques à la plateforme (par exemple, les retweets sur Twitter, les vues sur YouTube, etc.)
8. Les **impressions sur les réseaux sociaux** désignent le nombre total de fois qu'un contenu (publication, publicité, image, vidéo, etc.) est **affiché** sur l'écran d'un utilisateur, peu importe s'il a interagi avec ou non. Autrement dit, chaque fois que quelqu'un voit votre contenu dans son fil d'actualités ou sur sa page, cela compte comme une **impression**.

En ce qui concerne les publications, les tendances reflètent l'évolution des priorités et des stratégies des réseaux sociaux face aux changements dans les préférences et les comportements des utilisateurs. En se concentrant davantage sur Instagram, il semble y avoir une reconnaissance de son potentiel pour un engagement plus visuel et interactif, crucial pour maintenir une présence dynamique et attractive en ligne.



Évaluation de l'effectivité

Les performances des réseaux sociaux au cours de cette période ont été extrêmement prometteuses. Sur Facebook, une augmentation significative de l'audience est constatée, avec une portée et des impressions de contenu en forte croissance. Les publications ont suscité un engagement important, se traduisant par de nombreux partages, réactions et clics.

Instagram a également montré des résultats impressionnants, avec une hausse notable des abonnés et une portée accrue du profil. Le nombre de publications a considérablement augmenté par rapport à l'année précédente, et le taux d'engagement demeure solide, démontrant un intérêt croissant pour du contenu visuel.

Enfin, LinkedIn a vu une augmentation substantielle de ses abonnés et un taux d'engagement élevé. La portée et les impressions de la page sont en hausse, confirmant la pertinence des publications professionnelles et l'attrait du réseau.

Ces résultats témoignent de l'efficacité des stratégies de contenu et de la croissance continue de la communauté sur les réseaux sociaux. Ils sont un excellent indicateur du succès et motivent à poursuivre les efforts pour engager et élargir l'audience.

Perspectives

Des discussions sur les perspectives de la stratégie Bebiodiversity et l'évolution de son site devraient s'inscrire dans une réflexion plus globale sur la stratégie de communication de la DG Environnement.

2.4 Plateforme en ligne pour inciter aux actions biodiversité: BiodiversiTree

Politique environnementale

La plateforme nationale BiodiversiTree, fruit d'une collaboration entre le fédéral et les régions, est un outil en ligne permettant aux entreprises et aux autorités locales d'identifier rapidement ce qu'elles peuvent concrètement entreprendre en faveur de la biodiversité sur leurs terrains, dans leurs bâtiments, dans leurs processus ou dans leur politique d'achat.

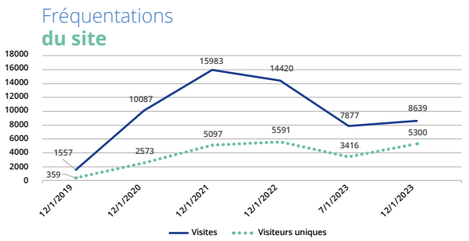
C'est également un outil de sensibilisation qui aide à comprendre pourquoi il est important d'agir pour la préservation de la biodiversité. Il offre un accès rapide à des actions ciblées, définies par des spécialistes en la matière. Ces actions concernent à la fois des mesures directes et indirectes de préservation, comme l'aménagement des bâtiments et des terrains, la réduction de la pollution, la limitation de la consommation énergétique, ou l'utilisation de matériaux durables.

Une fois l'implémentation réalisée, les entreprises peuvent partager leur expérience en renseignant leurs actions dans l'outil. C'est donc aussi une plateforme d'échange d'informations qui met progressivement en avant des exemples de bonnes pratiques. Ces exemples servent à illustrer les actions issues de l'outil, à renforcer l'image des entreprises concernées et à en inspirer d'autres.

Une brochure a également été élaborée pour promouvoir cet outil, tout en valorisant les entreprises ayant déjà entrepris des actions en faveur de l'intégration de la biodiversité.

Informations environnementales : fréquentation du site web et publication

Voici quelques chiffres de la fréquentation du site web.



Les données statistiques du site ont été enregistrées par Google jusque fin juin 2023 et par Google Analytics 4 à partir du 1er juillet 2023 ; ce qui peut expliquer cette grosse différence de données.

En 2021, une brochure 'La biodiversité, c'est notre business' de promotion du BiodiversiTree a été distribuée à 20.000 PME (FR/NL) partout en Belgique. D'autres exemplaires sont distribués lors d'évènements 'Entreprises et Biodiversité'.

Évaluation de l'effectivité

Entre 2019 et 2021, le site a connu une croissance importante en termes de visites et de visiteurs uniques, indiquant un intérêt croissant.

Après 2021, il y a un ralentissement marqué, avec une diminution des visites et une stagnation des visiteurs uniques.

Perspectives

Afin de passer concrètement à l'application des mesures, le BiodiversiTree permettra également, suite aux développements à venir, d'avoir accès à des experts qui pourront accompagner les entreprises tout au long du processus : depuis le choix d'action jusqu'à sa mise en œuvre.

2.5 Programme fédéral d'intégration de la biodiversité : BiodiversiScape

Politique environnementale

L'accord du gouvernement du 30 septembre 2020 prévoit que l'État fédéral donne l'exemple en matière de biodiversité dans la gestion des domaines fédéraux. Pour remplir cette mission et suite à la décision politique du 20 octobre 2021, le programme BiodiversiScape pour « **Plus de biodiversité dans les paysages et le bâti** » a été lancé fin novembre 2022 en partenariat avec la Régie des bâtiments, la Défense, Infrabel et la SNCB.

Ce programme définit quatre domaines d'intégration : les terrains, les infrastructures, la politique d'achat et le processus/la stratégie de l'organisation.

Informations environnementales

Une analyse exploratoire « *Exploration mapping* » des sites des partenaires a permis d'explorer les premiers contours des domaines et de dresser une liste de sites potentiels de chaque partenaire pour le programme.

Le 1er chantier a été lancé en novembre 2023 et concerne le site de la police fédérale d'Asse (Régie des Bâtiments).

En parallèle, des analyses 'SWOTS[9]' ont été réalisées avec les partenaires et l'équipe BiodiversiScape. Ces échanges entre l'équipe du programme et les personnes de contact des partenaires ont permis de regarder les forces et les faiblesses de chaque partenaire en termes de biodiversité, ainsi que les opportunités et les risques.

Sur la base de ces analyses SWOT et de « l'*Exploration mapping* », une note stratégique est en cours d'élaboration.



© WildMedia– Adobe Stock

Évaluation de l'effectivité

Il est encore un peu tôt pour parler d'évaluation de l'effectivité. Les indicateurs de la phase pilote devraient permettre de suivre l'évolution du programme durant cette phase et préparer la phase suivante de réplication.

9. Une analyse SWOT est un outil stratégique utilisé pour évaluer les Forces (*Strengths*), Faiblesses (*Weaknesses*), Opportunités (*Opportunities*) et Menaces (*Threats*) d'une organisation, d'un projet ou d'une situation.

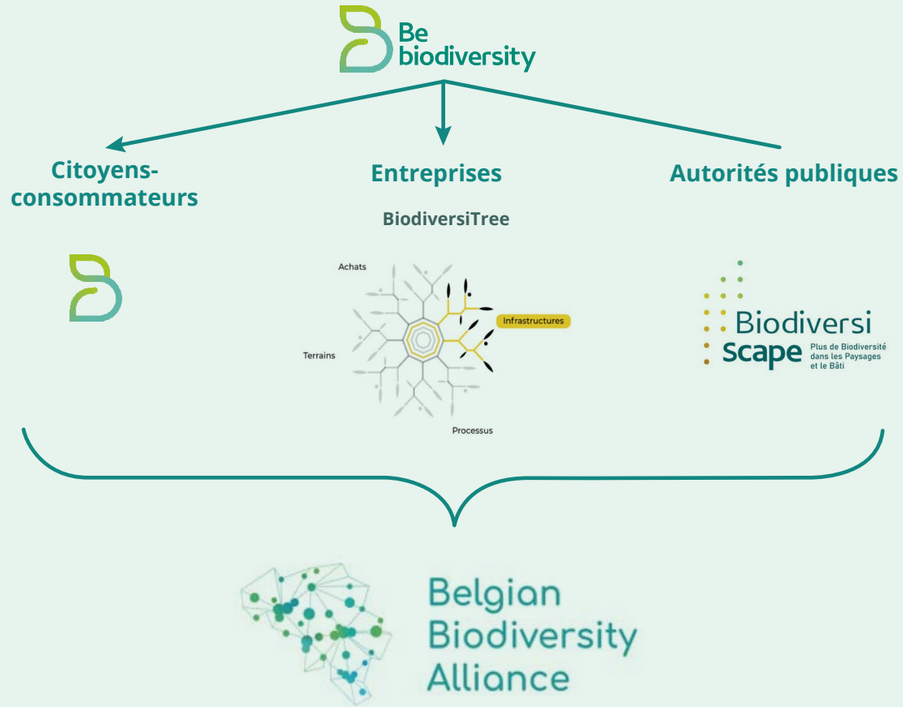
Perspectives

Les prochains sites d'intervention sont l'Ecole Royale Militaire (la Défense) et le bâtiment Galilée (SPF Santé publique). Des discussions sont en cours pour les parkings de Zottegem, Ciney (SNCB) et les abords des lignes 36 et 43 (Infrabel).

La note stratégique est en cours d'élaboration avec les partenaires du programme. Ce dernier devrait se dérouler en deux phases :

- Une phase pilote (2024-2027) durant laquelle, des exemples seront créés qui permettront de :
  - Renforcer la confiance avec et entre les partenaires.
  - Affiner la base de référence (*baseline*) & définir le potentiel des actions par la réalisation d'inventaires de la biodiversité.
  - Mettre en œuvre des actions concrètes qui (re)verdurisent les infrastructures, remettent des écosystèmes en place, reconnectent les zones vertes pour plus de biodiversité.
  - Former et sensibiliser aux enjeux du programme.
  - Élaborer et mettre à disposition des prescriptions techniques ou des lignes directrices réutilisables, établies sur la base d'indicateurs chiffrés et des résultats obtenus, et ce au fur et à mesure de l'évolution des projets, et utiles pour les agences fédérales et les grands acteurs de la gestion immobilière.
  - Communiquer sur les actions pour sensibiliser les (futurs) partenaires et le secteur immobilier aux enjeux liés à la biodiversité.
  - Quantifier les objectifs et développer des notes stratégiques par partenaire pour la phase suivante.
- Une phase de réplication (2028-2031) qui visera à « montrer l'exemple » par la mise en œuvre des actions proposées dans les notes stratégiques, élargissant ainsi le programme, tant sur le plan géographique qu'au niveau de la collaboration avec davantage de partenaires.

Graphique *- Figure présentant l'articulation de la BBA, de Bebiodiversity, du BiodiversiTree et du BiodiversiScape :*



2.6 Pollinisateurs

Politique environnementale

L'autorité fédérale a été le moteur du développement et de l'adoption de la stratégie nationale sur les pollinisateurs 2021-2030, adoptée par la Conférence interministérielle environnement élargie (CIEE).

Elle est articulée autour de trois piliers : (1) rendre l'agriculture favorable aux pollinisateurs ; (2) rendre les villes, les infrastructures et les espaces favorables aux pollinisateurs ; et (3) améliorer la connaissance et la sensibilisation à l'état des pollinisateurs et aux causes de leur déclin.

Ces trois axes permettent notamment d'améliorer l'étendue, la qualité, la diversité et la connectivité des habitats pour favoriser des communautés de pollinisateurs en bonne santé et sur tout le territoire belge ; d'atténuer les facteurs de déclin des espèces de pollinisateurs et prévenir leur extinction ; d'accroître la résilience de tous les pollinisateurs aux changements climatiques ; de sensibiliser le grand public ainsi que les secteurs clés à la résolution du problème ; d'améliorer la collaboration de toutes les parties prenantes.

La stratégie nationale identifie trois grands objectifs à atteindre, à savoir (1) réaliser un suivi complet des changements dans la distribution et l'abondance de toutes les espèces de pollinisateurs à travers le pays d'ici 2025 ; (2) réduire d'ici 2030 de 50 % le nombre d'espèces de pollinisateurs sauvages affichant une tendance négative en termes de taille de population et de distribution et augmenter de 50 % le nombre d'espèces présentant une tendance positive, par rapport aux niveaux de 2019 ; (3) atteindre une mortalité hivernale annuelle des colonies d'abeilles inférieure à 15 %.

Le plan fédéral de développement durable prévoit qu'un Plan fédéral Pollinisateurs soit développé et adopté comme contribution fédérale à cette stratégie nationale. Un projet de plan a été élaboré et est en attente de validation pour lancer la consultation publique.

Informations environnementales

Sur les 381 espèces d'abeilles sauvages indigènes de notre pays, plus d'un tiers ont disparu ou sont menacées de disparition à des degrés divers (45 espèces éteintes et 113 en danger). Les autres espèces sont considérées comme peu préoccupantes ou trop peu connues pour que leur état de conservation puisse être évalué[10]. Les espèces de syrphes (une famille de mouches, Diptera) montrent une tendance au déclin et plus de 50 des 320 espèces environ sont menacées[11]. 2423 espèces de papillons de jour et de nuit ont été recensées dans notre pays, et environ un tiers à la moitié des espèces ont disparu ou sont menacées.

Les colonies d'abeilles enregistrent quant à elles, et plus particulièrement après l'hiver[12], des taux de mortalité variables dans l'espace dont les causes ont récemment été étudiées en Belgique. Les apiculteurs soutiennent avec succès le maintien, voire l'augmentation, des stocks d'abeilles domestiques dans certaines régions mais ces efforts se font souvent au détriment de la production de miel car il faut un certain temps avant de relancer la production dans une colonie.

10. M., Rasmont P., Vanormelingen P., Dufrêne M., Folschweiller M., Pauly A., Vereecken N. J., Vray S., Zambra E., D'Haeseleer J. & Michez D. 2019. Belgian Red List of bees. Politique scientifique belge 2018 (BRAIN-be - (Belgian Research Action through Interdisciplinary Networks). Mons: Presse universitaire de l'Université de Mons. 140 pp.
11. Peeters M., Franklin A. & Van Goethem J., 2003. La biodiversité en Belgique. Institut royal des Sciences naturelles de Belgique, Bruxelles, 416 pp.
12. https://www.honeybeevalley.eu/newsflash/wintersterfte-2019-2020-eerste-resultaten

Évaluation de l'effectivité

Le plan fédéral abeilles 2017-2019 a permis de :

- Faciliter les soins aux abeilles grâce à des conseils aux apiculteurs et à des médicaments plus accessibles,
- Mener des recherches sur les causes de la mortalité des abeilles comme la varroase, les virus, les pesticides dont les néonicotinoïdes, le frelon asiatique, la période hivernale. Les subventions fédérales liées à ces recherches totalisaient 1,6 million d'euros,
- Monitorer les abeilles domestiques et sauvages.

Le bilan de ce plan décrit en détail la réalisation de ses actions. Y figurent notamment l'analyse statistique de la mortalité des abeilles réalisée par Sciensano ainsi qu'un aperçu de la situation sanitaire des abeilles domestiques, présentée par l'AFSCA (Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire).

D'autres actions restent néanmoins nécessaires pour réaliser des progrès à long terme dans la conservation de nos abeilles et de nos pollinisateurs en général. Par ailleurs, un suivi continu des actions qui ne sont pas finalisées est nécessaire.



© Stephan H. - Unsplash

Perspectives

La Task Force fédérale qui assure la gouvernance fédérale de la problématique des abeilles et qui rassemble la DG Animaux, Végétaux et Alimentation, la DG Environnement du SPF Santé publique), la cellule Recherche contractuelle du SPF Santé publique, l'AFSCA et l'AFMPS (Agence fédérale des médicaments et des produits de santé), sera responsable du suivi des actions fédérales liées aux pollinisateurs et des suites à donner à la stratégie nationale.

2.7 CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction)

Politique environnementale

La CITES (*Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora*) est la convention internationale qui réglemente le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. Ses dispositions ont été intégrées à l'échelon européen dans le règlement CE 338/97 et ses différents règlements d'exécution.

Des documents d'orientation (*guidance documents*) supplémentaires ont été élaborés à l'échelon européen. Ils fournissent une interprétation spécifique de la législation CITES européenne afin de permettre de s'attaquer à court terme à des problématiques particulières.

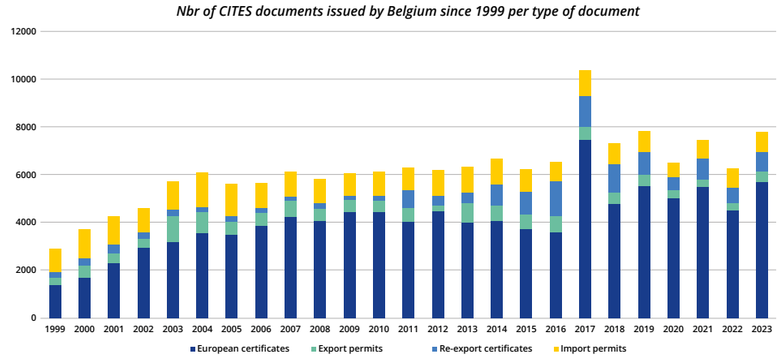
- 2022 : orientation révisée sur le commerce de l'ivoire : modification du règlement d'exécution 865/2006 qui introduit une quasi-interdiction du commerce international de l'ivoire et modifie radicalement le commerce intra-européen de l'ivoire (introduction d'un certificat européen pour le commerce des pièces « antiques », toutes les autres formes de commerce étant interdit).
- 2022 : adoption d'une orientation sur le traitement, au sein de l'UE, de certaines espèces d'animaux d'élevage vivants.
- 2023 : orientation limitant considérablement le commerce intraeuropéen et international des spécimens de tigres issus d'élevage en captivité.

Le gouvernement belge s'est activement associé à l'élaboration de chacune de ces orientations. En outre, lors de la 18e Conférence des Parties (COP) de la CITES, qui s'est tenue en 2019, et de la 19e COP de la CITES (2022), le règlement de base 338/97 de l'UE et le règlement d'exécution 865/2006 de l'UE ont été adaptés de façon à intégrer les décisions prises à l'échelon international. La délégation belge a joué un rôle important lors de ces deux Conférences des Parties : lors de la 18e COP, une proposition belge a permis de combler une brèche dans la protection de l'Afrormosia (une importante espèce de bois tropical). Et lors de la 20e COP, le Padouk a été inscrit sur la liste des espèces protégées, à l'initiative de notre pays.

Informations environnementales

A. Permis et certificat CITES et actions de soutien

Évolution de la délivrance des documents CITES : certificats européens, permis d'importation et d'exportation et certificats de réexportation (les chiffres de 2023 ne sont pas encore définitifs).



Les importations concernent principalement le bois et les articles en cuir. Les flux d'exportation sont dominés par le caviar et les articles en cuir, ces derniers dominant aussi les réexportations. La fin 2023 a été marquée par une augmentation du nombre de certificats de réexportation délivrés pour un médicament à base de cartilage de requin bleu, utilisé en chirurgie ophtalmologique. Les certificats européens (commerce intraeuropéen d'une espèce) sont principalement délivrés pour les perroquets et l'ivoire.

- Le service CITES belge s'investit beaucoup dans les activités de communication et la sensibilisation : mentionnons ici sa participation à l'émission « Doe maar duurzaam » diffusée sur VTM.
- Des mailings spécifiques ont été envoyés au public cible : 4 bulletins d'information en 2019, 6 en 2020, 5 en 2021, 8 en 2022 et 14 en 2023.
- Messages publiés sur le site web de la CITES : 7 messages en 2019, 4 en 2020, 8 en 2021, 6 en 2022 et 8 en 2023.

Mentionnons également, pour cette période, des contributions financières à l'African Elephant Fund (2023), à la Fondation AAP (*Animal Advocacy and Protection*) (2020), au Projet CITES sur les délégués parrainés (2021), à l'ETIS (*Elephant Trade Information System*, Système d'information sur le commerce des éléphants – 2020, 2021, 2022 et 2023) ainsi qu'une contribution annuelle à EU-TWIX (Europe Trade in Wildlife Information eXchange).

Diverses formations ont par ailleurs été organisées, en collaboration ou non avec la cellule d'inspection CITES. En 2020-2021, une formation a ainsi été organisée pour la Douane et pour l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA), lors de l'Opération *Thunder* (voir également le chapitre 8 sur les inspections). En 2023, le personnel du poste de contrôle frontalier de l'AFSCA, à Zaventem, a bénéficié d'une formation spécifique. Une formation a aussi été organisée pour la police et les magistrats. Enfin, une formation CITES est organisée chaque année pour les douaniers africains, en collaboration avec la douane belge.

B. Avis scientifiques

Le Comité scientifique CITES belge a formulé des avis scientifiques, principalement dans le cadre de demandes d'importation de spécimens sauvages. Les avis ont été moins nombreux pour les demandes de permis d'exportation et de certificats de réexportation, qui concernent rarement des espèces sauvages. Lors des demandes de certificats européens, un avis du Comité scientifique est souvent requis pour s'assurer du caractère approprié du logement (en cas d'adoption de certaines espèces), pour l'élevage en captivité ou pour les seuils indiqués pour l'élevage. Voici un aperçu du nombre d'avis rendus pour la période concernée :

Année	IMP	EXP	RXP	EUC	Total
2019	33				33
2020	34	1	0	137	172
2021	85	1	0	140	226
2022	113	1	1	80	195
2023	130	8	5	122	265

IMP = permis d'importation | EXP = permis d'exportation |RXP = certificat de réexportation | EUC = certificat européen

C. Contrôles CITES

Les contrôles CITES sont expliqués au chapitre 8.

Évaluation : collaborations efficaces

Au cours de la période 2019-2023, la cellule CITES a intensifié la coopération avec les autorités répressives. En 2020, par exemple, la police a mis en place la FUPHEC, un point de contact central dédié aux dossiers liés au trafic d'espèces (faune et flore) sauvages menacées. En 2023, le protocole entre le SPF et l'AFSCA a été reconduit ; il inclut un volet CITES spécifique. En ce qui concerne les services douaniers, la coopération a été étendue aux unités centrales, aux unités de contrôle locales, aux postes d'inspection frontaliers et à l'Unité Nationale d'Enquête (UNE). Une réforme a également été menée au niveau des parquets, avec la nomination de magistrats spécialisés dans les questions environnementales.

Perspectives

Les négociations sur l'accord de coopération entre les régions se sont intensifiées, surtout en 2023. Ce processus sera finalisé dans les années à venir. L'année 2024 verra le lancement du site web de la CITES et des mesures seront prises pour en améliorer la visibilité, avec le lancement de matériels de communication.

2.8 Espèces exotiques envahissantes

Politique environnementale

Le règlement (UE) 1143/2014 vise à prévenir et gérer l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes (EEE) qui ont un impact sur la biodiversité, et qui peuvent également avoir un effet néfaste important sur l'économie et la santé humaine. Entre 2019 et 2023, 39 nouvelles EEE ont été ajoutées, portant le total actuel à 88 (47 animaux et 41 plantes).

Un accord de coopération a été conclu en 2019 entre l'état fédéral, les communautés et les régions pour assurer la mise en œuvre cohérente du règlement au niveau scientifique et juridique. Il a créé trois organes nationaux : un comité, un conseil scientifique et un secrétariat scientifique. Il a été complété en 2023 par trois accords de coopération d'exécution.

Conformément au règlement européen, un plan d'action national sur les voies prioritaires d'introduction et de propagation non intentionnelles pour la Belgique a été adopté en 2022. Il est relatif à la détention à des fins privées et publiques, à l'exercice d'activités récréatives et professionnelles dans les milieux d'eau douce et au transport de matériel d'habitat. Les actions fédérales pour la détention d'animaux et de plantes exotiques envahissantes ont été mises en œuvre par le SPF Santé publique avec l'appui du Secrétariat scientifique national, au regard de ses compétences en matière de contrôle aux frontières des EEE :

- Poursuite de la collaboration avec les douanes et l'AFSCA en vue d'optimiser les contrôles et les rendre plus opérationnels sur le terrain, notamment en identifiant les espèces les plus à risque d'introduction non intentionnelle ;
- Organisation en 2023 de deux campagnes de sensibilisation à l'attention des voyageurs sur la problématique de l'importation illégale d'espèces exotiques, dont envahissantes ; lesquelles ont été réalisées avec le soutien des douanes, de l'AFSCA et des aéroports belges.

Informations environnementales : contrôles d'EEE aux frontières

Conformément à un protocole trilatéral de 2018, l'AFSCA et les douanes interviennent en première ligne pour détecter les importations illégales d'EEE sur le territoire belge, avec un soutien scientifique du Secrétariat Scientifique National au nom du SPF Santé publique. En cas d'infraction, ce dernier prend le relais. Un cas d'importation illégale et deux cas suspects ont été signalés.

- En 2022, des écrevisses interdites au niveau européen ont été découvertes dans un magasin en Flandre, à la suite d'une importation ; après investigation du SPF Santé publique et des autorités compétentes du pays tiers, il s'est avéré que la firme exportatrice avait commis une erreur d'étiquetage et des mesures immédiates ont été prises pour éviter toute nouvelle erreur.
- En 2021, l'AFSCA a suspecté la présence du ver plat de Nouvelle-Zélande dans une importation de plantes en pots en provenance de Singapour ; l'analyse génétique faite par le SPF Santé publique a permis d'exclure sa présence.
- En 2022, un colis intercepté par les douanes à l'aéroport de Bruxelles-national contenait des fourmis suspectes. L'expertise scientifique a déterminé qu'il ne s'agissait pas de fourmis de feu interdites mais de fourmis indigènes à l'UE (zone méditerranéenne).



© Henry Dinardo– Unsplash

Évaluation des contrôles aux frontières

Grâce à l'accord de coopération, au protocole de 2019 et au financement conjoint du Secrétariat Scientifique National des EEE, la Belgique dispose de procédures de collaboration administratives et scientifiques déjà opérationnelles qui aident à mettre en place des politiques régionales et fédérales effectives et se soutenant mutuellement pour lutter contre l'introduction et la propagation d'EEE.

Au niveau des contrôles aux frontières, il est impératif de prévoir un renforcement des capacités humaines et financières pour construire une réelle politique de contrôle. Entre 2019 et 2023, aucun budget d'inspection n'a été expressément prévu pour les contrôles des EEE et aucun membre du service inspection n'a pu être mobilisé sur les EEE. Sur base notamment des cas concrets détectés jusqu'à 2023, une réelle politique de contrôle aux frontières doit être développée en se basant sur :

- Un appui scientifique solide *ex ante et ex* post au listage des EEE pour permettre la détection et l'échantillonnage rapides des cas suspects et en cas d'importation illégale, permettre la destruction éventuelle des espèces de plantes ou de contaminants dans des conditions de biosécurité optimales et l'euthanasie éventuelle des animaux conformément au bien-être animal ;
- Des procédures administratives et scientifiques claires et opérationnelles pour les contrôles de première ligne (AFSCA et douanes) ;
- Une véritable expertise des contrôles aux frontières au sein du service inspection de la Direction Générale Environnement (DGEM) du SPF Santé publique.

Perspectives

Le SPF Santé publique continuera à suivre les développements européens, comme l'adoption d'une nouvelle liste d'espèces prévue en 2025. Au niveau des contrôles aux frontières, le SPF Santé publique et l'AFSCA peaufineront leur collaboration qui débouchera sur un protocole additionnel, ainsi qu'un manuel de guidance.

Par ailleurs :

- Deux inspecteurs de la DGEM seront partiellement affectés au contrôle des EEE. Une collaboration avec les inspections régionales sera développée pour détecter les espèces qui sont à la vente et importées illégalement.
- Une campagne nationale de sensibilisation sur les invasions biologiques sera organisée en 2025.
- Un manuel pour assurer le bien-être des animaux exotiques suspects lors de l'échantillonnage et de la saisie temporaire sera élaboré avec des vétérinaires spécialistes des animaux exotiques. De même, des lignes directrices pour l'euthanasie des cas illégaux d'animaux EEE seront développées.
- Un contrat sera conclu avec des vétérinaires externes pour euthanasier, le cas échéant, les animaux exotiques envahissants lorsque leur importation illégale est confirmée.
- Les actions du plan d'action national seront exécutées selon le calendrier convenu.

2.9 Politique internationale et coopération

Depuis 1996, la Belgique est partie à la Convention sur la diversité biologique (CDB). La CDB décrit les engagements politiques internationaux en matière de conservation de la biodiversité, d'utilisation durable de ses éléments et du partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques.

Les parties à la CDB se réunissent tous les deux ans au sein de la Conférence des Parties (COP) et prennent part dans l'intervalle à différentes réunions des organes subsidiaires de la CDB. La CDB fixe les grands axes de la politique internationale en matière de biodiversité, qui sont ensuite développés plus en détail au niveau européen et national.

L'UE s'exprime d'une seule et même voix aux COP de la CDB, et la contribution belge à la position de l'UE est coordonnée à l'échelon fédéral par le pilote de la DGEM et approuvée par le groupe directeur « Biodiversité » du CCPIE.

La Belgique joue un rôle très actif lors des réunions de la CDB, par le biais de divers experts de la DGEM, en particulier au niveau de la biodiversité et du milieu marin, de plusieurs experts régionaux et fédéraux et de représentants politiques des cabinets et/ou d'ambassades. Plusieurs membres de la délégation belge sont reconnus dans le cadre de la CDB pour leur expertise de niveau international et sont ainsi souvent appelés à présider des sessions des assemblées de la CDB.

Lors de la 15e COP de la CDB, qui s'est tenue fin 2022 (initialement prévue en 2020 mais reportée en raison de la crise sanitaire du COVID-19), plusieurs décisions majeures ont été prises pour influencer la politique de la biodiversité au cours de la période 2020 à 2030. La 15e COP a notamment adopté le **Cadre mondial de la biodiversité** (*Global Biodiversity Framework*, GBF) qui, à l'instar de l'Accord de Paris pour la CCNUCC, fixe un cadre politique assorti de 4 objectifs et 23 cibles autour de la biodiversité pour tous les acteurs et l'ensemble du système des Nations unies.

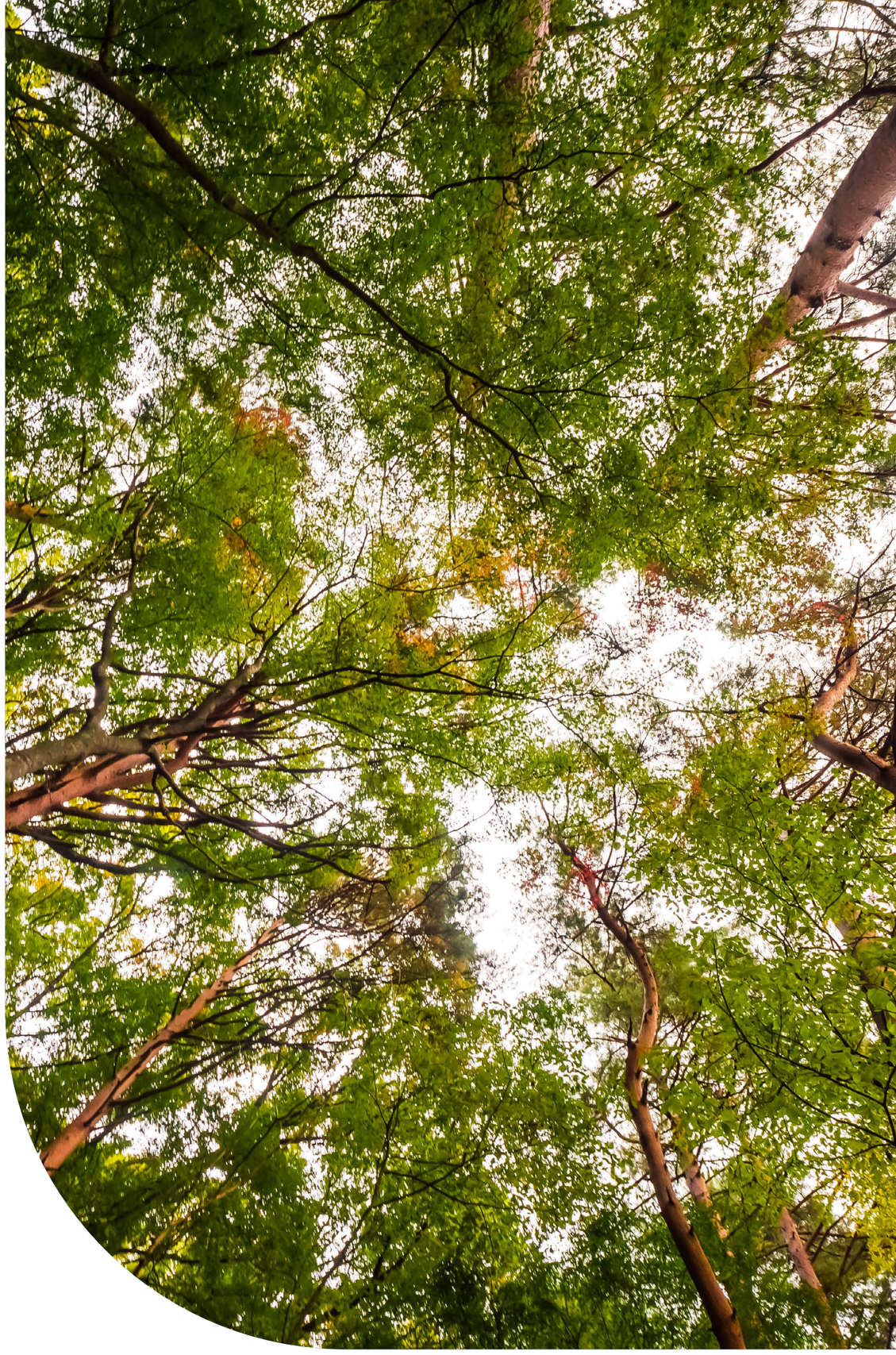
Convention on Biological Diversity

La Belgique est membre de plusieurs coalitions politiques et d'initiatives internationales visant à soutenir la mise en œuvre du GBF, par le biais, entre autres, du *Leaders Pledge for Nature*, de la *Global Ocean Alliance*, du Plan en 10 points pour le financement de la biodiversité et de la *High Ambition Coalition* pour l'homme et la nature.

Les prochaines COP, en particulier la 16e (2024) et la 17e (2026) seront déterminantes pour la mise en œuvre des décisions de la 15e COP et pour assurer le suivi des avancées de toutes les Parties vers la réalisation des objectifs de la CDB.

Le gouvernement fédéral a déjà pris dans ce cadre plusieurs décisions en vue de la mise en œuvre de la CDB et de la contribution à ses Objectifs, telles que la Stratégie nationale pour les pollinisateurs, BiodiversiScape, le développement de la stratégie nationale pour la biodiversité etc. Le SPF est en outre membre fondateur de l'Alliance belge pour la Biodiversité, qui vise à rassembler tous les acteurs de la société autour de 10 objectifs spécifiques pour la biodiversité. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la demande faite aux Parties de la CDB de promouvoir la participation de la société à la mise en œuvre du GBF.

Pour respecter ses engagements nationaux, la Belgique devra élaborer une stratégie nationale pour le financement de la biodiversité en collaboration avec la Direction générale Coopération au développement et d'autres parties intéressées compétentes. Une approche plus systématique est en effet nécessaire pour remédier au déficit de financement en faveur de la biodiversité, au niveau national et international.



© Ijeforstock – Freepik



© samir15042- Freepik

CHAPITRE 3

Modes de production et de consommation durables

3.1 Economie circulaire et utilisation efficace des ressources

Politique environnementale

A. Négociations internationales

Lors de la Cinquième Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement de 2022 au Kenya (**UNEA-5**), 14 résolutions ont été adoptées, auxquelles des experts belges du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement ont contribué. Ces résolutions visent à enrayer la progression de la triple crise planétaire (changements climatiques, pollution, perte de la biodiversité), à renforcer les actions en faveur de la nature et à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030. Plusieurs résolutions adoptées par l'assemblée sont directement relatives au développement d'une économie circulaire et d'une utilisation plus efficace des ressources dont les résolutions 3 "*Global Environment Outlook*", 11 « Renforcer l'économie circulaire en contribuant à la réalisation d'une consommation et d'une production durables », 12 « Aspects environnementaux de la gestion des minéraux et des métaux » et 14 « Mettre fin à la pollution plastique : vers un instrument international juridiquement contraignant ». Une liste complète des résolutions de l'UNEA-5 est disponible sur le site Web de l'UNEA-5.

Concernant la problématique de la **pollution plastique**, un Comité Intergouvernemental de Négociation (en anglais INC, *Intergovernmental Negotiating Committee*) a été formé, avec cinq sessions de négociations qui ont eu lieu entre 2022 et 2024 en Uruguay, France, Kenya, Canada. La dernière session aura lieu en République de Corée en novembre 2024. La Belgique, à travers la DG Environnement du SPF Santé publique et d'autres autorités fédérales et régionales, collabore aux négociations pour parvenir à un accord en 2024 couvrant l'ensemble du cycle de vie du plastique, de la production des polymères plastiques primaires à la fin de vie des produits plastiques.

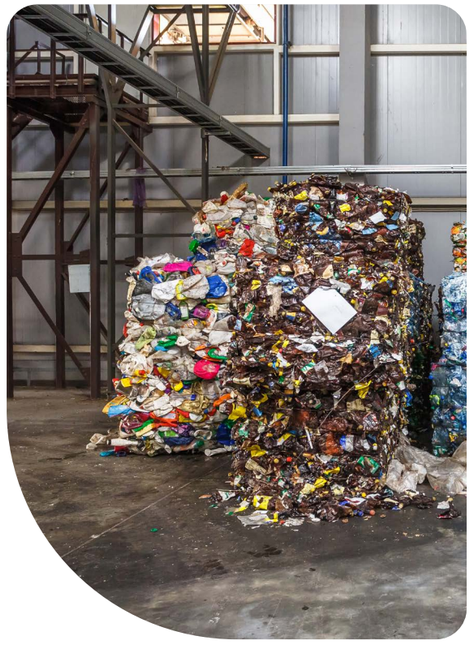
B. Politiques européennes

Dans le cadre du Green Deal européen, l'administration fédérale a contribué aux négociations de plusieurs propositions de législation européenne visant à rendre les produits plus durables et circulaires.

- La directive 2009/125/CE **Ecodesign** fixe un cadre pour les exigences d'écoconception des produits liés à l'énergie. Initialement centrée sur la consommation énergétique en usage, elle intègre maintenant l'impact sur l'ensemble du cycle de vie des produits, y compris la réparation et le recyclage. Des règlements spécifiques concernent divers appareils tels que réfrigérateurs, lave-linges, lave-vaisselles, écrans électroniques, sources de lumière, moteurs électriques, transformateurs de puissance et équipements de soudage. Ces législations entrainent :
  - des économies d'énergie : en 2021, 126 milliards d'€ ont été épargnés par les consommateurs de l'UE par rapport au scenario *Business as Usual* (*BaU*) grâce à la baisse de 10 % de la consommation annuelle d'énergie des produits couverts par la réglementation,
  - une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'UE : d'ici 2030 une réduction de 167 TWh par an est prévue, soit une réduction de plus de 46 millions de tonnes de CO_2 équivalent,
  - l'innovation de technologies écologiques. La directive (UE) 2019/904 vise à réduire l'impact environnemental des plastiques à usage unique en limitant leur utilisation et en encourageant des alternatives durables. Certains produits, tels que les couverts, assiettes, pailles et bâtonnets de coton-tige, sont interdits à la vente, tandis que d'autres sont soumis à des mesures de réduction. La DGEM a lancé des campagnes de sensibilisation pour encourager la réduction de l'utilisation des plastiques à usage unique.

Plusieurs législations européennes étaient en négociation et sont ou seront publiées en 2024 ou 2025 :

- Le Règlement (UE) 2024/1781 **Ecodesign for Sustainable Products** (ESPR) entré en vigueur le 18 juillet 2024 remplace la directive Ecodesign et étend son champ d'application à presque tous les produits, couvrant une large gamme de biens de consommation[13]. L'ESPR :
  - établit des exigences minimales pour la circularité et la durabilité, comme le contenu recyclé, l'empreinte environnementale, la recyclabilité et la consommation d'eau ;
  - impose des informations minimales sur les substances préoccupantes, les performances et les instructions de maintenance ou de réparation ;
  - introduit un passeport produit numérique pour faciliter la traçabilité et la comparaison des produits ;
  - interdit la destruction des biens invendus.



© hiv_360 – Freepik

La Commission publiera début 2025 un plan de travail pour les secteurs prioritaires, incluant les produits intermédiaires comme le fer, l'acier et l'aluminium, ainsi que les secteurs du textile et de l'ameublement.

- **Donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique**
  - La directive (UE) 2024/1799 sur le **droit à la réparation** a pour but de prolonger la durée de vie des produits en facilitant la réparation des produits défectueux, ce qui est économiquement et écologiquement avantageux.
  - La directive (UE) 2024/825 sur les **pratiques commerciales déloyales (« *Green Claims* »)** vise à protéger les consommateurs et à leur fournir des informations fiables. Elle renforce la véracité et la communication des allégations environnementales pour éviter **les allégations écologiques trompeuses** appelées également le greenwashing, en couvrant les déclarations environnementales et les labels écologiques.

  Ces 2 directives ont été adoptées début 2024. La Belgique a jusqu'en 2026 pour s'y conformer.

- Révision de la directive **94/62/EC relative aux emballages et aux déchets d'emballage**.
- Révision du règlement (CE) 648/2004 relatif aux **détergents**.
- Proposition d'un nouveau règlement « *End of Life Vehicles* » qui promeut le « design circulaire » et impose un pourcentage de plastique recyclé, dont une partie issue de véhicules mis au rebut.
- Le règlement EU 2023/1542 sur les **batteries** est en vigueur depuis le 17 août 2023 et remplacera progressivement l'ancienne directive sur les batteries jusqu'à ce que cette dernière soit abrogée en 2025. Face à une demande de batteries multipliée par quatorze d'ici 2030, la nouvelle réglementation vise à garantir que les batteries commercialisées dans l'UE soient durables, performantes et sécurisées tout au

13. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/api/files/document/print/en/qanda_19_5889/QANDA_19_5889_EN.pdf
Ecodesign for Sustainable Products Regulation - European Commission (europa.eu)

long de leur cycle de vie. Elle soutient également le développement d'une industrie européenne compétitive et durable des batteries.

- Les matières premières critiques sont essentielles pour l'économie européenne et les technologies stratégiques. Le règlement (UE) 2024/1252 sur l'**accès aux matières premières critiques** vise à réduire la dépendance de l'UE aux importations en diversifiant l'approvisionnement durable de ces matériaux et en garantissant un accès sûr.
- La législation sur les **véhicules lourds** (règlement (UE) 2024/1610) fixe des normes plus strictes pour réduire les émissions de CO_2, en soutenant des technologies plus propres. La **norme Euro 7** (règlement (UE) 2024/1257) impose des limites d'émissions plus strictes pour améliorer la qualité de l'air et protéger la santé publique en Europe. Le règlement 2024/1610 sur les véhicules lourds et le règlement 2024/1257 sur la norme euro 7 ont été adoptés début 2024.

C. Niveau fédéral

La loi de base est celle du 21 décembre 1998 sur les normes de produits, qui promeut des modèles de production et de consommation durables et protège l'environnement et la santé publique. Des arrêtés d'exécution de cette loi transposent les exigences environnementales et sanitaires convenues au niveau de l'UE.

L'état fédéral veille également à la cohérence avec l'action des régions et à une collaboration accrue entre les niveaux de pouvoir et les domaines politiques. **La plateforme intra-belge sur l'économie circulaire (IBPCE)** créée dans ce contexte vise à coordonner les efforts fédéraux et régionaux avec des objectifs communs. En 2023, elle a priorisé la construction circulaire et le secteur des appareils électroniques. Les priorités incluent un cadre pour la réutilisation des matériaux, les marchés publics circulaires, et l'utilisation de Totem (voir plus loin point 3.8). Le volet fiscal sera également exploré.



© Catherine Sheila – Pexels

Plan d'action fédéral pour une économie circulaire 2021-2024

En décembre 2021, l'état fédéral a adopté un **Plan d'action fédéral pour une économie circulaire 2021-2024**. Ce plan vise à saisir les opportunités liées à l'économie circulaire en matière d'innovation, de création d'emplois et de compétitivité en Belgique. Ce plan, et la transition vers une économie circulaire de manière générale, ont également pour objectif de lutter contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la dégradation de l'environnement.

À travers ce plan d'action, l'état fédéral active les leviers et compétences suivants :

- la politique des produits
- la politique de protection des consommateurs
- les marchés publics
- la politique fiscale
- le plan national pour la reprise et la résilience

Voici un bref aperçu des mesures du Plan d'action mises en œuvre ou initiées par la DG Environnement du SPF Santé publique, par le SPF Economie, PME, classes moyennes et énergie et par les autres partenaires fédéraux tels que le SPF BOSA, SPF Finances, SPF Mobilité, SPF Emploi :

1. Améliorer la conception de certains produits en vue de faciliter leur recyclage
2. Favoriser la réparabilité via l'affichage d'un indice obligatoire sur les produits
3. Fournir de l'information sur le maintien de la compatibilité logicielle
4. Développer une certification fiable pour le contenu en matériaux recyclés
5. Définir avec les partenaires belges en charge de REACH une stratégie de politique publique en matière de substitution des substances chimiques préoccupantes
6. Supprimer certains produits à usage unique et favoriser les alternatives réutilisables
7. Étudier l'opportunité d'encadrer d'un point de vue légal la « conception » de certains nouveaux services
8. Développement et diffusion d'une méthodologie pour les entreprises souhaitant mettre en place un modèle économique de type Produit/Performance As A Service
9. Lancer un projet pilote de double affichage du prix des produits énergivores
10. Soutenir et stimuler de façon fiable le développement de modèles économiques circulaires
11. Soutenir le développement d'un système numérique efficace pour tracer les flux de matériaux au niveau européen
12. Renforcer les règles de garantie légale pour les produits de consommation
13. Encadrer, par le biais de normes de produits des allégations spécifiques sur les produits. Il s'agit par exemple d'allégations relatives au contenu en matériaux recyclés

14. Encourager les marchés publics circulaires
15. Lancer une campagne de communication pour sensibiliser les consommateurs belges à la consommation durable et à l'économie circulaire
16. Faciliter le financement des projets d'économie circulaire
17. Proposer des instruments fiscaux pour promouvoir l'économie circulaire
18. Évaluer la politique générale du marché du travail en matière de formation professionnelle qui relève de la compétence fédérale, sur la base des objectifs du présent plan
19. Créer une large base de soutien et d'engagement en permettant au dialogue social de jouer son rôle
20. Accorder le temps et l'espace nécessaires à l'évaluation des technologies du point de vue des problèmes de bien-être des travailleurs concernés
21. Inviter les partenaires sociaux à accorder une plus grande attention à la « durabilité » dans la fixation des salaires en Belgique
22. Analyser les données belges du cadre de suivi de l'économie circulaire de l'UE sur base du cadre de surveillance de l'économie circulaire mis en place par Eurostat
23. Élaborer une stratégie à long terme pour un suivi de la transition vers une économie circulaire à l'aide d'indicateurs adéquats comme l'empreinte matérielle de la Belgique
24. Étudier la contribution de l'économie circulaire à la lutte contre les changements climatiques, la biodiversité ainsi qu'à la prospérité économique
25. Opérer un suivi de la mise en œuvre du plan d'action fédéral pour l'économie circulaire
26. Étudier les modalités et formuler des recommandations pour une structure de gouvernance fédérale pour l'économie circulaire
27. Étudier comment les mesures régionales dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs peuvent être renforcées par la politique fédérale des produits
28. Rétrofit des véhicules de déplacement sur route
29. Rétrofit des systèmes de freinage des wagons
30. Recyclage des navires de navigation de plaisance
31. Analyser comment développer la filière de réutilisation et recyclage des batteries des véhicules à motorisation électrique, en ce compris les vélos et la micromobilité

Le plan d'action fédéral économie circulaire est en cours de finalisation et d'évaluation. Un audit de la Cour des comptes a été réalisé sur la gestion et le suivi du plan, le rapport d'audit sera rendu disponible dans le courant de l'automne 2024.

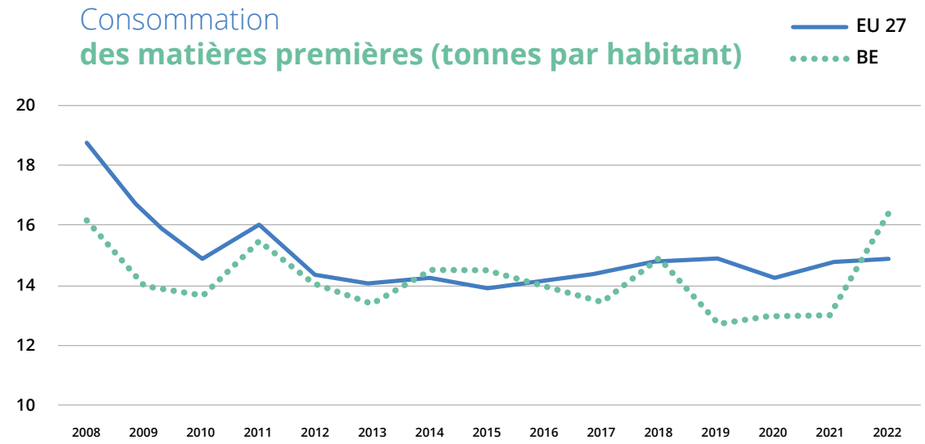
Perspectives pour le plan d'action fédéral

Afin de donner suite au plan d'action actuellement en cours de finalisation en 2024, une réflexion est en cours sur la base de la réalisation du plan actuel et de son évaluation mentionnée ci-dessus.

On espère en particulier que l'étude (cf. mesure 24 ci-dessus) sur la contribution de l'économie circulaire à la biodiversité, au bien-être économique et à la lutte contre le changement climatique permette, à terme, une évaluation qualitative de l'impact des mesures de politique. Il s'agit d'un premier exercice visant à obtenir une vue d'ensemble, allant au-delà des analyses d'impact actuelles demandées lors de chaque nouvelle mesure législative. Toutefois, afin d'aller plus loin que la seule évaluation qualitative, il conviendra de développer encore davantage le modèle et de le quantifier dans les années à venir.

Informations environnementales par rapport aux ressources

La consommation des matières premières continue de fluctuer. La baisse pendant le COVID-19 a été suivie d'une augmentation. En 2022 elle était de 16 tonnes par Belge et supérieure à la moyenne européenne.



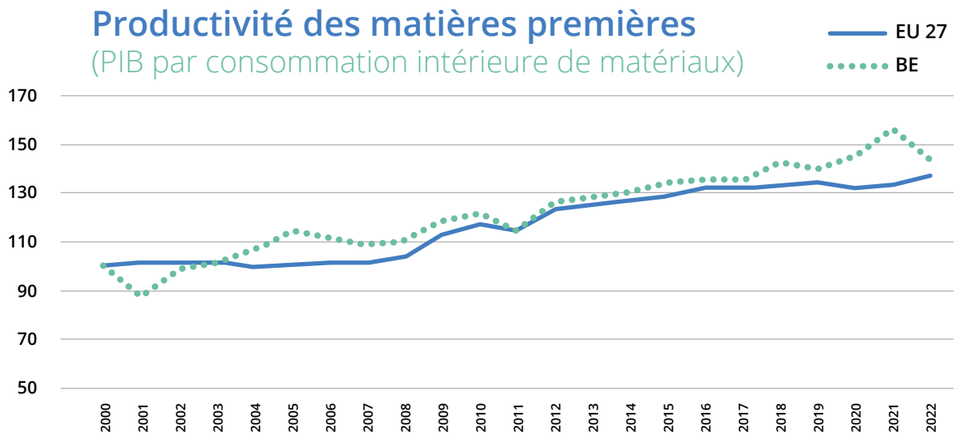
Source : Eurostat, 2024



© cottonbro studio – Pexels

Évaluation de l'effectivité

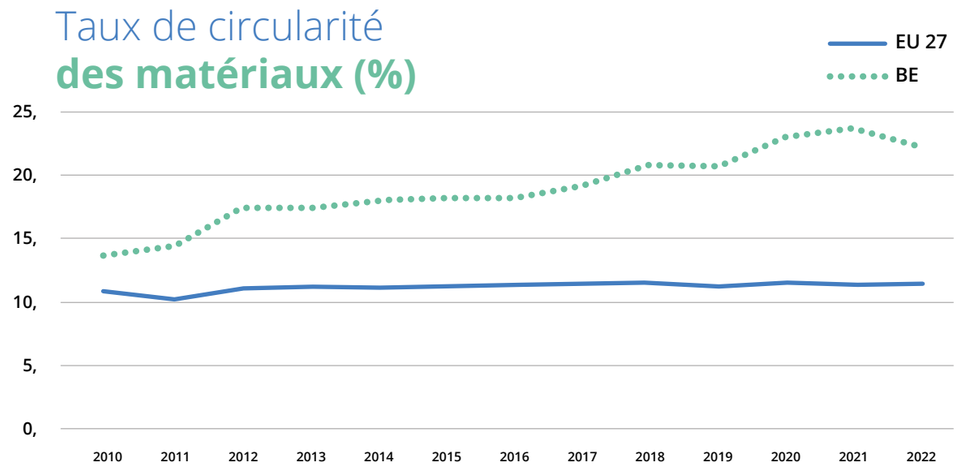
La productivité des matières premières mesure la valeur économique créée par unité de matière première utilisée. Elle montre que l'économie peut croître sans augmenter proportionnellement son impact sur l'environnement, en utilisant plus efficacement les ressources.



Source : Eurostat, 2024

Même si en Belgique, la productivité des matières premières dépasse la moyenne européenne et a évolué clairement à la hausse, nous constatons qu'elle a brusquement chuté en 2022.

La Belgique se distingue néanmoins par un degré de circularité significativement supérieur à la moyenne européenne, en termes d'utilisation des matériaux, notamment grâce à de bons résultats dans le domaine de la collecte et du recyclage.



Source : Eurostat, 2024

3.2 EU Ecolabel

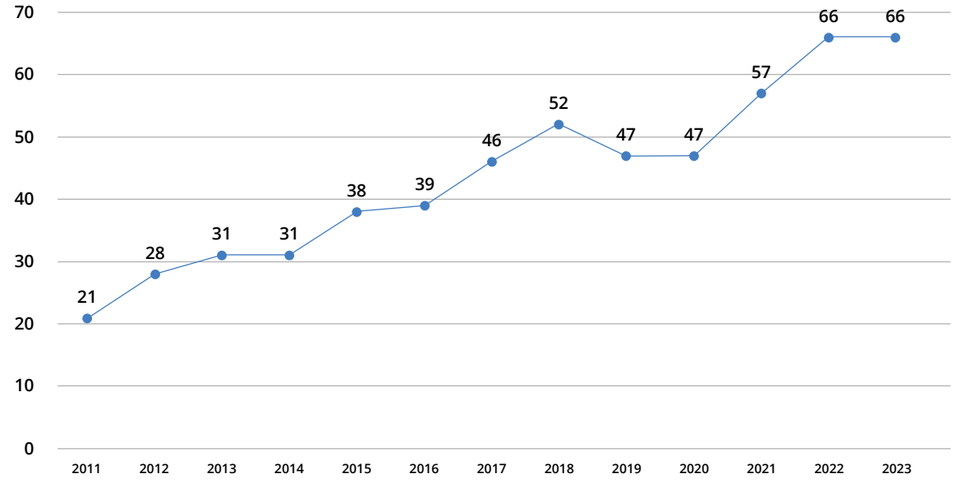
Politique environnementale

L'EU Ecolabel, initié par la Commission européenne en 1992 et régi par le règlement 66/2010 aide les consommateurs à choisir des produits ou services écoresponsables. Actuellement, les produits couverts par l'EU Ecolabel incluent entre autres : détergents, vêtements et textiles, revêtements de sol, peintures et vernis, équipements électroniques, meubles et matelas, amendements du sol, logements touristiques, lubrifiants industriels, papiers et produits de soins personnels.

Le SPF Santé publique attribue et contrôle les produits et services porteurs de l'EU Ecolabel. Les critères d'attribution pour chaque catégorie de produit tiennent compte de l'impact environnemental, depuis la fabrication jusqu'à la fin de vie du produit. Le respect des critères est vérifié par des organismes indépendants, assurant ainsi la fiabilité de l'EU Ecolabel.

Informations environnementales : licences et produits écolabellisés

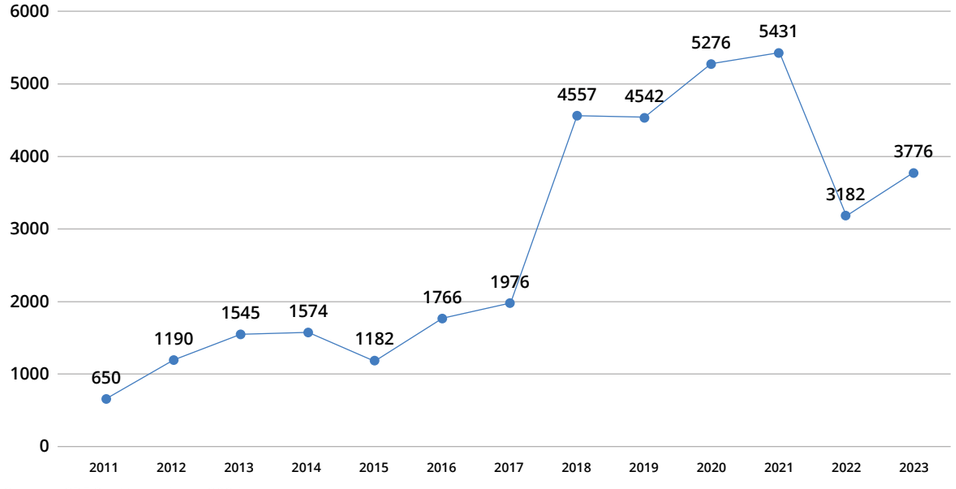
Le graphique suivant montre l'évolution du nombre de licences (contrats reprenant l'ensemble des produits EU écolabellisés pour un certain groupe de produit) en Belgique entre 2011 et 2023. Entre 2019 et 2023, on peut observer une augmentation du nombre de licences octroyées passant de 47 licences à 66 licences.



Source : SPF Santé publique, 2024

Les groupes de produits qui reprennent le plus de licences sont les détergents et les papiers.

La diminution du nombre de produits labellisés en 2022 présentée sur le graphique ci-dessous s'explique par un arrêt de fabrication de gammes de peintures entre 2021 et 2022 et un recomptage du nombre de produits de la catégorie Papiers. Si l'on met de côté ces deux catégories, l'ensemble des produits labellisés en Belgique est en augmentation constante.



Source : SPF Santé publique, 2024

Le groupe ayant le plus d'EU Ecolabel en Belgique reste celui des « Peintures et vernis » (1319 produits), suivi par le groupe de produits des « Détergents - Nettoyants pour surfaces dures » (813 produits) et le groupe de produits « Papiers – Papier graphique » (598 produits).

Évaluation de l'effectivité

Au niveau de la reconnaissance de l'EU Ecolabel par les consommateurs, une étude réalisée par le BEUC (Bureau Européen des Unions de Consommateurs) en 2023 montre que presque 50 % des consommateurs belges reconnaissent le label européen. Cette étude place la Belgique en 5ème position au sein des Etats membres.

Au niveau européen, la Belgique occupe la 8ème place en termes du nombre de licences attribuées et la 10ème place en termes du nombre de produits.

Perspectives

La Belgique est impliquée dans la Task Force européenne sur la communication pour l'EU Ecolabel. Celle-ci a défini un plan pour 2023-2027 : *EU Ecolabel Strategic Multi-annual Communication Work plan*.

En Belgique, l'EU Ecolabel et les détenteurs de licence sont mis à l'honneur dans différentes activités de communication sur les réseaux sociaux (Facebook, Linkedin, Instagram, X) et sur le site web Ecolabel.

3.3 Engins mobiles non routiers

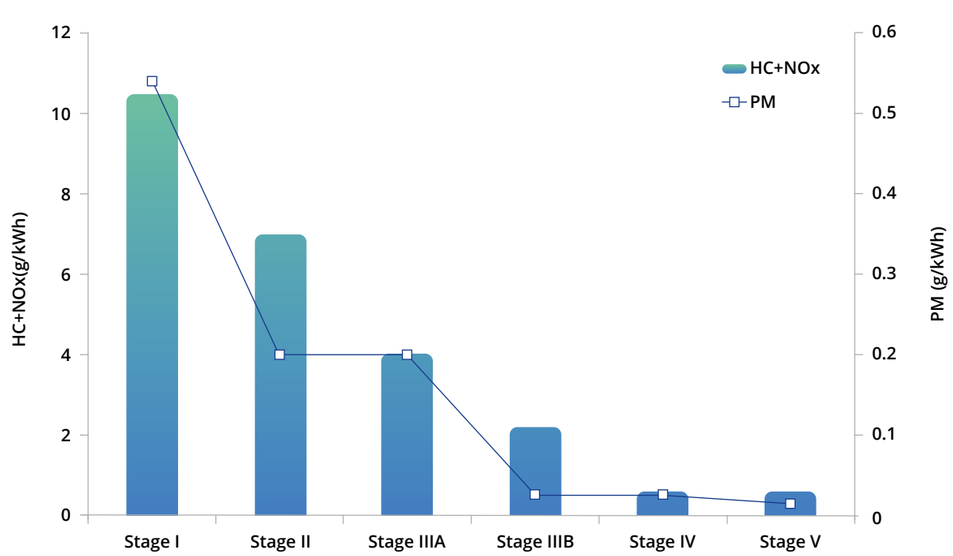
Politique environnementale

Les engins mobiles non routiers (*non-road mobile machinery* ou *NRMM*) couvrent une très grande variété d'engins généralement utilisés ailleurs que sur les routes, tels que :

- les petits outils de jardinage et portatifs (tondeuses à gazon, scies, etc.) ;
- les engins de construction (excavatrices, chargeuses, bulldozers, etc.) ;
- les engins agricoles (moissonneuses, motoculteurs, etc.) ;
- les autorails, locomotives et bateaux de navigation intérieure.

Les moteurs (principalement diesel) de ces engins sont une source importante de pollution atmosphérique, représentant environ 15 % des émissions d'oxyde d'azote (NOx) et 5 % des émissions de particules dans l'UE.

La réglementation européenne s'est renforcée au fil du temps afin de réduire les émissions polluantes de ces moteurs, la dernière étant le règlement UE 2016/1628, introduisant la phase V des valeurs limites d'émissions. Grâce à ces nouvelles normes, les effets néfastes des gaz d'échappement, notamment les particules (suies de diesel), sont mieux contrôlés. Les limites de particules pour la phase V sont 97 % inférieures à celles de la phase I, et les limites pour les hydrocarbures (HC) et les oxydes d'azote (NOx) sont réduites de 94 %. Une nouvelle limite pour le nombre de particules (PN) de 1×10^{12}/kWh a également été instaurée, garantissant l'utilisation de filtres à particules diesel pour réduire les émissions.



L'accès au marché de l'UE est accordé aux moteurs qui respectent les normes d'émission. En Belgique, la division Politique des Produits de la DG Environnement du SPF Santé publique accorde les réceptions par type de moteur.

Évaluation de l'effectivité

Durant la période 2019-2023, l'autorité compétente a accordé 30 réceptions par type de moteur ou famille de moteurs, établi 51 extensions et effectué 7 révisions. Aucune réception par type n'a été refusée ou retirée.

La DG Environnement joue également le rôle d'autorité de surveillance du marché en accord avec les règlements délégués (UE) 2017/655 et 2022/2387. Les premiers résultats des contrôles sont attendus pour la fin de l'année 2024. Aucun contrôle n'a été effectué pour la période 2019-2023.



© Vanda Bakó – Pexels

Perspectives

Les engins mobiles non routiers continuent de contribuer de manière significative aux émissions totales de particules et de NOx. En raison de l'absence de limites d'émissions strictes pour les moteurs de faible et de grande puissance, de la couverture incomplète des conditions d'utilisation normales des NRMM lors des homologations et de l'utilisation de machines plus anciennes avec une longue durée de vie, ces contributions resteront élevées.

Pour réduire les émissions des NRMM, il est crucial d'imposer des limites de NOx plus strictes pour les moteurs de <56 kW et >560 kW, d'introduire une limite de PN pour les moteurs de faible (<19 kW) et forte puissance (>560 kW), et d'améliorer la prise en compte des conditions d'utilisations réelles dans les tests et le « In-service monitoring ». Les solutions techniques existent, mais nécessitent un engagement législatif au niveau de l'UE pour être pleinement mises en œuvre.

3.4 REACH & Classification Labelling et Packaging

Politique environnementale

Afin d'analyser et de gérer les risques associés aux substances chimiques, le règlement REACH (*Registration*, *Evaluation*, *Authorisation and Restriction of Chemicals*), en vigueur depuis 2007, établit un cadre pour l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et les restrictions de ces substances. D'autre part, le règlement CLP (*Classification Labelling et Packaging*) régit la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et mélanges chimiques, facilitant ainsi l'identification des dangers. Ces deux règlements sont interconnectés, sous la coordination de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA).

Le SPF Santé publique joue un rôle actif dans l'application des règlements REACH et CLP et plus particulièrement dans :

- l'évaluation des substances chimiques ;
- la préparation des dossiers « Annexe XV » afin d'identifier les substances êtremement préoccupantes (*substances of very high concern* - SVHC), proposer des restrictions, et établir des classifications harmonisées des dangers ;
- la participation aux comités de l'ECHA.

Informations environnementales : indicateurs pour évaluer la gestion des substances chimiques

En 2024, l'UE a publié le cadre d'indicateurs de l'UE pour les produits chimiques reprenant un tableau de bord des indicateurs pour les produits chimiques composé de 25 indicateurs quantitatifs **qui donnent un aperçu des facteurs et des impacts de la pollution chimique** dans l'UE. Ils sont classés par thématiques :

- fabriquer des produits chimiques sûrs et durables,
- minimiser et maîtriser les risques,
- éliminer et remédier à la pollution chimique.

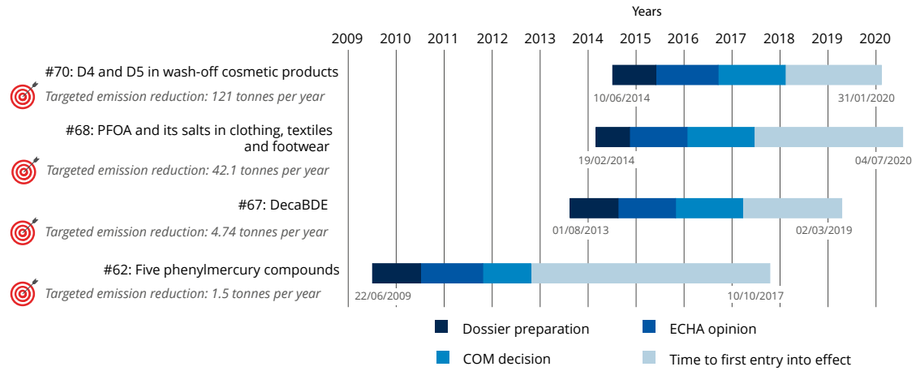
Évaluation de l'effectivité

Selon le **Rapport de synthèse** du cadre d'indicateurs de l'UE sur les produits chimiques, l'utilisation globale des produits chimiques les plus nocifs (en particulier les agents cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction) continue de croître, mais à un rythme plus lent que la croissance de la part de marché globale des produits chimiques.

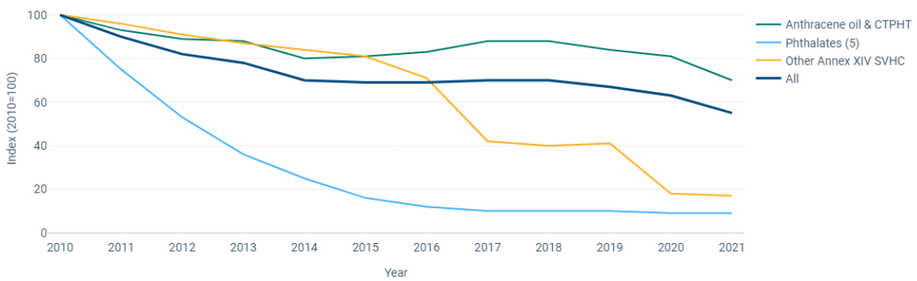
D'autres évaluations d'indicateurs sont disponibles sur :

- ECHA : report on the Operations of REACH and CLP 2021 avec notamment le graphique, repris ci-dessous, indiquant le nombre de tonnes de substances chimiques dangereuses évitées pour l'environnement suite à la mise en œuvre de certaines restrictions.

Graphique *- Reduced emissions of hazardous substances to the environment due to restrictions*



- Eurostat : *Chemicals production and consumption statistics - Statistics Explained*
- EEA : *European zero pollution dashboard* avec l'exemple ci-dessous des estimations des variations relatives des volumes de produits chimiques soumis à une autorisation



Note: Index 2010 = 100. Substances are listed in Annex XIV of the EU's REACH regulation (Authorisation List). CTPHT: coal tar pitch high temperature. Five phthalates: benzyl butyl phthalate (BBP), dibutyl phthalate (DBP), bis (2-ethylhexyl) phthalate (DEHP), Diisobutyl phthalate (DIBP), diisopentyl phthalate (DIPP). SVHC : substances of very high concern.

Les helpdesks du SPF Économie pour REACH et du SPF Santé publique pour CLP répondent aux questions relatives à ces réglementations. Depuis 2011, le nombre de questions concernant REACH est resté relativement stable, avec environ 200 demandes par an. En revanche, le nombre de questions adressées au helpdesk CLP a diminué d'environ 40 % (passant de 90 à 40 par an) entre 2019 et 2023. Cette baisse pourrait s'expliquer par une meilleure compréhension des critères d'application et d'étiquetage au sein du secteur. En 2023, les demandes CLP représentaient 1/3 des demandes sur les thématiques de la gestion des risques (tels que PIC '*prior informed consent*', POP '*persistent organic pollutant*', SCIP '*Substances of Concern In articles, as such or in complex objects* (Products)', etc.).

Perspectives des législations chimiques à court terme

La stratégie européenne de 2020 « pour la durabilité dans le domaine des produits chimiques vers un environnement exempt de substances toxiques » expose une vision à long terme de la politique de l'UE pour parvenir à un environnement exempt de substances toxiques avec un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement, tout en renforçant la compétitivité de l'industrie chimique de l'UE. Cette stratégie vise à remédier aux problèmes et aux lacunes de l'approche actuelle. Sa mise en œuvre comprend entre autres :

- le cadre "*Safe & Sustainable by Design*" qui sera évalué en 2025,
- la Révision du règlement CLP pour répondre aux nouvelles classes de danger, comme les perturbateurs endocriniens et les substances PBT/vPvB (*persistent, bioaccumulative & toxic - very persistent & very bioaccumulative*),
- la révision du règlement REACH,
- le paquet "*one substance, one assessment (OSOA)*" dont l'idée principale est de créer un processus unique et cohérent pour évaluer une substance chimique.

3.5 Exportations et importations de produits chimiques dangereux

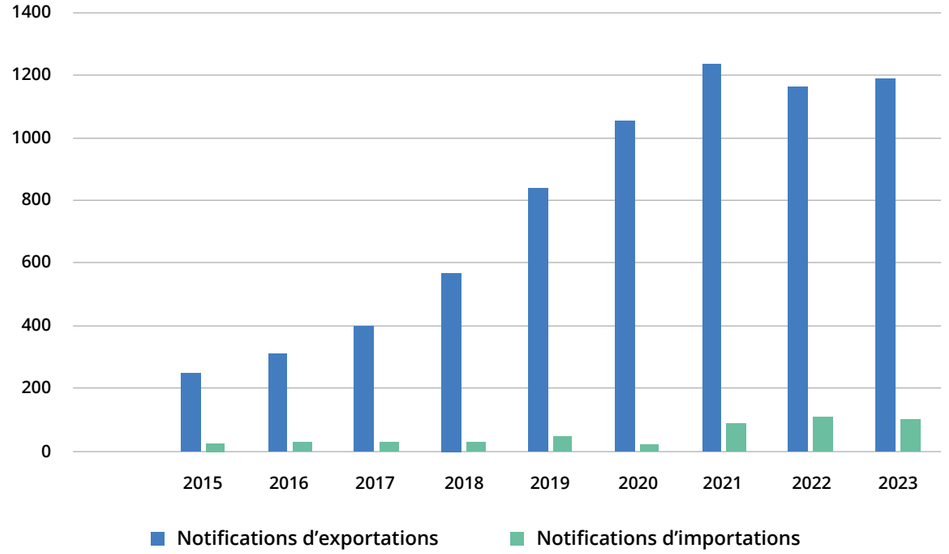
Politique environnementale

Le règlement (CE) 649/2012, connu sous le nom de règlement PIC (*prior informed consent*), régit les exportations et importations de produits chimiques dangereux avec comme objectifs de :

- mettre en œuvre la convention de Rotterdam, qui établit une procédure de consentement préalable pour certains produits chimiques et pesticides dangereux dans le commerce international,
- encourager le partage des responsabilités et la coopération,
- promouvoir une utilisation écologiquement rationnelle de ces produits,
- garantir également l'application des que les règles de classification, d'étiquetage et d'emballage du règlement (CE) 1272/2008 s'appliquent également aux produits chimiques exportés en dehors de l'UE.

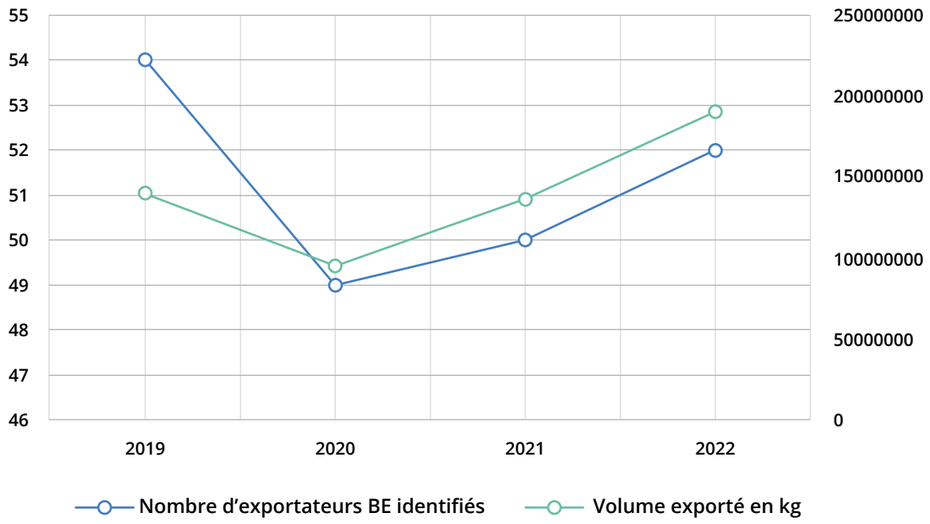
L'arrêté royal du 19/11/2023 interdit l'exportation de certaines substances dangereuses, interdites ou non, approuvées en UE vers des pays non-membres de l'UE en raison de risques inacceptables pour la santé ou l'environnement[14]. Il vise également à éviter la concurrence déloyale pour les agriculteurs belges et à protéger les consommateurs des produits importés. Il entrera en vigueur le 28 mai 2025.

Informations environnementales



***Graphique** - Nombre de notifications d'exportation hors de l'UE enregistrées par la Belgique pour les deux catégories d'usages couvertes par le règlement PIC (produits chimiques industriels et pesticides - PPP 'plant protection products' et biocides), ainsi que le nombre de notifications d'importation transmises à la Belgique par les Parties à la Convention de Rotterdam conformément à l'article 12.*

14. https://www.health.belgium.be/fr/news/stop-aux-exportations-belges-de-produits-chimiques-dangereux



Graphique** - Volume d'exportation **déclaré par les** exportateurs établis en Belgique **enregistrés dans la base de données de l'UE (ePIC)

Évaluation de l'effectivité

Après avoir observé une augmentation continue du nombre de notifications d'exportation entre 2019 et 2021 (de l'ordre de 15 à 20 % par an), une stabilisation s'observe depuis 2021. La Belgique reste dans le top 3 européen des plus grands exportateurs de substances PIC, derrière l'Allemagne et la France. La stabilisation observée en Belgique peut s'expliquer de plusieurs façons :

- la stabilisation des activités d'exportation du secteur,
- la sensibilisation et l'assistance technique du secteur qui ne notifie plus à tort sans raison commerciale valable,
- la mise en avant des problèmes éthiques, sanitaires et environnementaux liés à ces exportations par les ONG [15].

La crise du coronavirus de 2020 n'a pas eu d'impact sur le nombre de notifications traitées, car celles-ci sont principalement gérées en début d'année. Cependant, elle a influencé les volumes exportés cette année-là. Les volumes exportés en 2022 ont dépassé ceux de 2019, indiquant que les effets de la crise n'ont pas été durables. Une tendance similaire est observée pour le nombre de notifications d'exportation reçues par la Belgique, soulignant l'impact global de la crise de 2020.

Perspectives

L'arrêté royal du 13 novembre 2011, qui établit les rétributions et cotisations dues au Fonds budgétaire des matières premières et des produits, a été renégocié en 2023. Le montant des rétributions collectées pour le traitement des notifications d'exportations a été ajusté, passant de 250 euros à 300 euros à partir du 1er janvier 2025. Cette modification suggère une probable augmentation des rétributions collectées au cours des prochaines années.

L'impact de l'arrêté royal du 19 novembre 2023 qui entrera en vigueur le 28 mai 2025 devra être soigneusement évalué afin de comprendre ses implications générales et spécifiques sur le nombre de notifications d'exportations traitées, les volumes de substances exportées et les rétributions collectées.

De plus, un protocole d'accord avec les douanes est en phase de finalisation en 2024. Son impact sur les activités de vérification de la conformité devra également être évalué.

Box informations

+ Rapport annuel sur les exportations et les importations au titre du règlement PIC pour l'année calendrier 2022, publié en décembre 2023
+ Rapport de l'ECHA sur le fonctionnement du règlement PIC, publié en octobre 2023

15. https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/pesticides/pesticides-interdits-ue

3.6 Biocides

Le terme « pesticides » est un terme général qui désigne à la fois les biocides et les produits phytopharmaceutiques. Ils sont utilisés pour repousser, rendre inoffensifs ou détruire des organismes indésirables par des moyens chimiques ou biologiques.

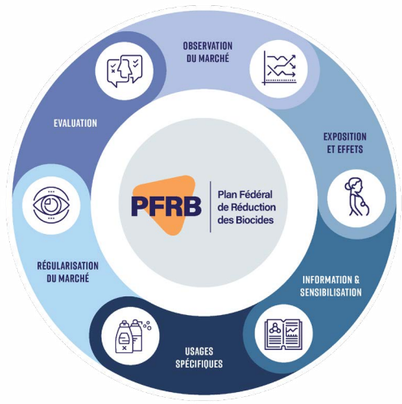
Les **produits phytopharmaceutiques** sont des pesticides à usage agricole. Il s'agit de produits utilisés pour protéger les cultures/plantes. Vous trouverez de plus amples informations sur ces pesticides sur Phytoweb.

Les biocides sont des pesticides qui n'affectent pas les cultures ou les plantes, mais protègent plutôt la santé et les biens des personnes. En voici quelques exemples:

- le savon antibactérien
- les insecticides contre les fourmis ou les mouches
- les granulés contre les souris
- les conservateurs du bois

Politique environnementale

Afin de réduire les risques pour la santé et l'environnement, le Service Biocides du SPF Santé publique poursuit une politique comprenant deux volets majeurs : d'une part **l'évaluation des substances actives et des produits** préalablement à leur mise sur le marché et, d'autre part, la mise en œuvre d'**un plan de réduction**.



L'évaluation des substances et des produits est régie par la législation européenne[16] et nationale[17]. Au niveau européen, l'évaluation progressive et la réévaluation des substances actives dans le cadre du programme de réexamen[18], constituent un axe majeur de la politique de réduction des risques pour la santé et l'environnement. Ce programme est réalisé suivant un agenda fixé pour chaque substance sur base des délais indiqués dans le règlement sur les produits biocides (RPB).

L'arrêté royal portant sur le plan de réduction des produits biocides a été publié le 14 décembre 2023 [19] et reprend à l'article 1er l'objectif poursuivi : « une diminution des risques, sur base du principe de précaution, pour assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine, de la santé animale et de l'environnement en accordant une attention particulière à la protection des groupes vulnérables ». Il s'agit d'une initiative nationale qui porte sur une période de 5 ans. Le plan de réduction comprend six axes (voir figure ci-contre).

16. Règlement (UE) 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides
17. Arrêté royal du 4 avril 2019 relatif à la mise à disposition sur le marché et à l'utilisation des produits biocides
18. Programme de réexamen
19. Plan de réduction des biocides - Biocide

Informations environnementales

Le plan de réduction comprend 19 actions dont certaines étaient déjà d'application avant sa publication comme dans les exemples suivants.

- Une campagne de communication lancée en 2019 pour sensibiliser les utilisateurs de produits du circuit restreint aux risques encourus et à leurs obligations (secteurs horeca, textile, viandes, aviculture, bois).
- La mise en ligne du site web du service biocides (www.biocide.be) en 2020 avec ajout en 2021 du moteur de recherches des produits biocides.
- L'organisation chaque année d'un forum sur les produits biocides où différents acteurs du secteur (entreprises, fédérations, autorités et associations...) se réunissent pour échanger sur la thématique. Une communication active du service a été mise sur pied durant la crise du COVID-19 et il répond aux nombreuses questions via le *helpdesk* de la DGEM. Entre 2019 et 2023, ce *helpdesk* a répondu à 10 608 questions.

Le service biocides publie également chaque année un rapport réalisé en collaboration avec le Centre Antipoisons sur les incidents impliquant des produits biocides [20].

Grâce au circuit restreint auquel appartiennent 36 % des produits autorisés, le service biocides est capable de recenser les vendeurs et utilisateurs des produits biocides dangereux. En 2023, les vendeurs et utilisateurs de produits biocides enregistrés dans le circuit restreint étaient au nombre de 18 844 dont 973 détenteurs d'autorisation, 1003 négociants et 16 868 utilisateurs professionnels.

Depuis octobre 2022, un nouveau rapport annuel automatisé[21] a été développé. Ce rapport permet d'effectuer des recherches interactives sur le nombre et la quantité de produits et substances actives autorisés sur le marché belge.

20. https://biocide.be/fr/publications
21. https://apps.health.belgium.be/files-dwh-ext/files/gau/index.html



© Pixabay – Pexels

Évaluation de l'effectivité

La politique d'évaluation et d'autorisation des produits biocides a conduit à un renforcement progressif des exigences et en parallèle à un retrait progressif des usages et/ou des produits biocides les plus dangereux.

Comme présenté dans le tableau ci-dessous, les quantités de substances actives mises sur le marché belge ont augmenté pour le groupe 1 en raison de la vente de désinfectants due à la pandémie COVID-19. En revanche, pour le groupe 2, les nouvelles restrictions européennes pour la créosote expliquent la baisse de vente des produits dans le secteur de la production du bois (- 2450 tonnes). La quantité de substances actives du groupe 3 a à l'inverse augmenté en raison de la commercialisation de répulsifs ou d'appâts (+ 50 tonnes entre 2019 et 2023).

Quantités de substances contenues dans les produits biocides mis sur le marché en Belgique par groupe de produits en tonnes (rapport annuel interactif):

	Groupe 1 : désinfectant	Groupe 2 : produits de protection	Groupe 3 : lutte contre les nuisibles	Groupe 4 : autres produits biocides	Total (t)
2019	10 986,17	11 061,56	73,98	29,15	17 174,55
2020	19 009,30	11 755,35	113,57	25,79	25 544,58
2021	15 019,87	10 617,27	107,35	55,12	21 320,39
2022	18 059,37	9 571,52	128,87	28,06	22 894,92
2023	16 287,87	7 863,25	141,98	59,85	20 161,83

Perspectives

Le service biocides du SPF Santé publique poursuit l'évaluation des substances actives et des produits biocides et ce, en collaboration avec l'ECHA, la Commission européenne et les autres Etats membres. Ces évaluations intègrent, depuis le 7 juin 2018, les aspects liés aux perturbateurs endocriniens.

En parallèle, la mise en œuvre du plan de réduction permettra entre autres de renforcer la formation des utilisateurs professionnels de produits insecticides et rodenticides. Cette obligation s'appliquera aux professionnels de la désinsectisation et de la dératisation qui emploient ces produits chez des tiers.

Le service biocides prévoit également de réaliser une campagne de communication à destination du grand public sur l'usage correct des désinfectants. Pour ce faire, le SPF collabore avec le secteur des désinfectants pour réduire les risques liés à leur mauvaise utilisation (ex : dilution, temps de contact, ...) en améliorant l'emballage et/ou l'étiquetage et ce, en lien avec le Plan d'Action National contre la Résistance aux Antimicrobiens (NAP AMR). Afin de favoriser l'emploi de produits moins dangereux, l'arrêté royal du 4 avril 2019 a été modifié en juillet 2024 afin de mieux encadrer la publicité à destination du grand public.

3.7 Produits phytopharmaceutiques

A. Normes - évaluation de la nocivité avant la mise sur le marché et nombre d'autorisations

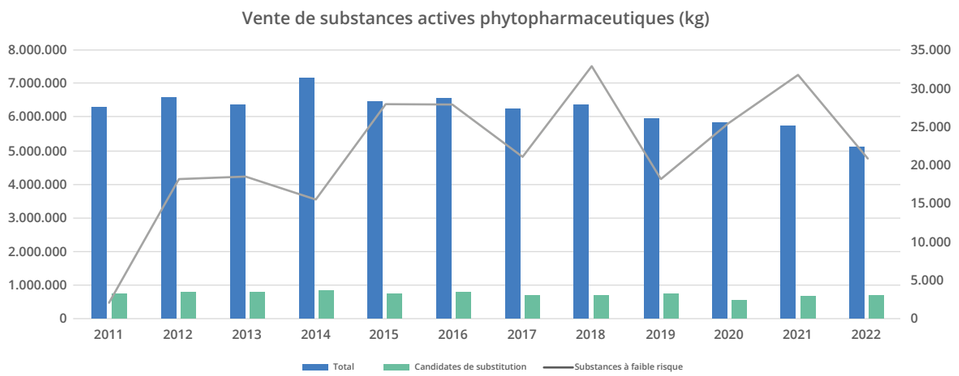
Politique environnementale

Pour pouvoir être mis sur le marché belge, les produits phytopharmaceutiques doivent être autorisés par le Ministre fédéral de l'Agriculture, en délégation par le Ministre de la Santé publique. Les conditions de mise sur le marché sont décrites et déterminées au niveau national par l'arrêté royal du 28 février 1994 et au niveau européen par le Règlement 1107/2009. La loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits constitue la base juridique pour la mise en œuvre de la politique en matière de produits phytopharmaceutiques.

L'autorisation des produits phytopharmaceutiques se fait en 2 étapes. En premier lieu, les substances actives doivent être évaluées et approuvées au niveau européen. En deuxième lieu, les produits phytopharmaceutiques contenant ces substances actives doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation au niveau national qui doit être conforme aux exigences européennes en tenant compte des conditions nationales. Le Règlement 1107/2009 prévoit que les états-membres doivent collaborer et à cet effet ils sont organisés par zone géographique.

Informations environnementales

Les chiffres de vente nationaux sont recueillis chaque année. Même si elles ne renseignent pas avec précision sur les volumes réellement utilisés, l'exposition ou encore le risque, ces données peuvent être utiles pour dégager des tendances. À titre d'illustration, les chiffres de vente totaux sont repris dans le graphique ci-dessous, ainsi que les chiffres pour deux catégories spécifiques de substances actives, à savoir les substances à faible risque et les substances candidates à la substitution. La répartition selon ces catégories s'effectue au niveau européen, en appliquant certains critères définis. Les produits phytopharmaceutiques à base de substances à faible risque bénéficient d'une procédure d'autorisation accélérée. En ce qui concerne les demandes d'autorisation pour les produits phytopharmaceutiques à base de substances candidates à la substitution, la disponibilité d'alternatives plus sûres est évaluée.



Graphique - *Volume des ventes des produits phytopharmaceutiques en Belgique, exprimé en kg de substance active. Les substances à faible risque sont représentées à une autre échelle (à droite).*

Évaluation de l'effectivité

Le volume des ventes des produits phytopharmaceutiques, exprimé en kg de substance active, enregistre une légère tendance à la baisse. La part des substances candidates à la substitution reste quant à elle relativement stable. L'évaluation comparative, obligatoire pour les substances candidates, ne débouche que rarement, voire jamais, sur une substitution effective, faute d'alternatives équivalentes. En ce qui concerne les substances à faible risque, les ventes évoluent en dents de scie, mais leur part dans le volume total des ventes est pour ainsi dire insignifiante. Malgré la priorité dont elles font l'objet dans les procédures d'autorisation, leur efficacité est trop limitée pour qu'elles puissent supplanter d'autres produits.



© Gustavo Fring – Pexels

Perspectives

L'administration se concentrera à l'avenir sur deux grands axes. D'une part, l'autorisation des produits à faible risque sera stimulée par l'offre d'un soutien supplémentaire aux entreprises (souvent de petite taille) qui introduisent une demande d'autorisation, et par le recrutement de huit experts chargés d'évaluer et d'approuver les demandes plus rapidement. Les produits à faible risque sont généralement des produits d'origine naturelle, dont l'efficacité est insuffisante pour lutter contre toutes les maladies et épidémies. Les substances synthétiques devront rester disponibles pour assurer la rentabilité des cultures végétales. Des efforts seront donc également déployés pour introduire de nouvelles technologies afin que ces produits phytopharmaceutiques puissent continuer à être utilisés de manière plus ciblée, c'est-à-dire à des doses plus faibles et avec moins d'incidence sur l'environnement.

B. Plan de réduction des produits phytopharmaceutiques

Politique environnementale

Une fois autorisés au niveau national, les produits phytopharmaceutiques sont utilisés par les professionnels, principalement en agriculture ainsi que par des milliers de non-professionnels essentiellement pour l'entretien des jardins. La réduction des risques liés à ces utilisations fait l'objet d'une politique spécifique mise en œuvre en Belgique par le NAPAN (Nationaal Actie Plan d'Action National). Le NAPAN est composé des plans régionaux et du Plan fédéral de réduction des produits phytopharmaceutiques (PFRP).

Pour la période 2018-2022, le programme du PFRP était composé de quarante projets dont onze étaient réalisés en collaboration avec les régions (cf projets Fed et Bel. du programme 18-22 du NAPAN).

Tout en maintenant la concertation avec les parties prenantes, débutée au niveau fédéral depuis 2006, ainsi que le contrôle des obligations existantes et le suivi des paramètres clés des risques, le programme 2018-2022 s'est focalisé sur les mesures suivantes :

- la recherche et le développement d'un cadre juridique contraignant pour garantir la mise en œuvre des zones tampons en vue de la protection des cours d'eau, des riverains et des passants ;
- la synthèse des données scientifiques pertinentes des effets sur la santé humaine consécutive à une exposition chronique aux produits phytopharmaceutiques ;
- la mise en place d'un suivi permanent de la toxicovigilance (intoxication aiguë) pour les utilisateurs professionnels et non-professionnels ;
- la mise à jour de la campagne d'information obligatoire dans les centres de jardinage ;
- la définition d'une catégorie de produits phytopharmaceutiques à faible risque.

Informations environnementales

Le suivi de l'impact de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques sur l'environnement est une matière de compétence régionale. Des rapports sont publiés régulièrement à ce sujet, notamment sur la qualité des eaux : Flandre ; Bruxelles ; Wallonie. Dans le cadre du NAPAN, le niveau fédéral a défini avec les régions et en collaboration avec l'industrie la "Charte pour la lutte contre les dépassements des valeurs de référence des produits phytopharmaceutiques dans les eaux de surface en Belgique" afin de mettre en œuvre les moyens utiles pour réduire les pollutions avérées.

En conséquence, des plans de réduction des émissions pour les substances actives suivantes ont été élaborés: flufénacet ; diflufénican ; MCPA; métazachlore ; S-métolachlore ; terbuthylazine.

Par ailleurs, depuis plusieurs années, les autorités fédérales œuvrent avec les autorités régionales pour établir un tableau de bord des indicateurs pertinents pour la gestion des risques liés à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. Les indicateurs européens HRI1 et HRI2 sont les premiers à être publiés sur Phytoweb.

Évaluation de l'effectivité

La mesure objective de l'effectivité de cette politique se fait au travers de l'évaluation de l'accomplissement des projets mis en œuvre au sein du PFRP. Le rapport d'activité du programme 2018-2022 rend compte en résumé des progrès accomplis. Avec l'aide du Conseil du NAPAN (parties prenantes réunies chaque trimestre), c'est l'analyse du succès de ces projets ainsi que les avis reçus lors des consultations sur les programmes du NAPAN qui permettent de juger des réalisations et d'améliorer l'effectivité du PFRP. Mettant le programme 2018-2022 du PFRP en perspective par rapport au programme 2018-2022 du NAPAN (172 projets), des 40 projets PFRP dans lesquels l'administration fédérale s'est investie, 25 ont abouti aux résultats escomptés. Les autres projets ont été, en général, repris dans le programme 2023-2027 ou seront poursuivis d'une autre manière.

Perspectives

Le retard constaté lors du programme 2018-2022 était partiellement causé par un manque de personnel, lequel avait été signalé en 2019 aux autorités fédérales. Un budget supplémentaire a été octroyé par les ministres compétents en 2023 et le retard devrait se résorber à partir de 2024.

En tablant sur un personnel renforcé et sur la base de l'évaluation de l'effectivité décrite ci-dessus, le PFRP 2023-2027 a défini un programme de 29 projets dont 11 seront réalisés en collaboration avec les régions.



© Mark Stebnicki – Pexels

Outre le maintien de la concertation avec les parties prenantes, le contrôle des obligations existantes et le maintien du suivi des paramètres clés des risques, le programme 2023-2027 se distingue par quelques mesures audacieuses telles que :

- la restriction d'accès au marché aux seuls produits phytopharmaceutiques dont la mise en œuvre des zones tampons obligatoires peut être garantie par les autorités régionales (seules compétentes en matière d'utilisation des produits phytopharmaceutiques) ;
- la mise en place d'un suivi général de l'exposition aux produits phytopharmaceutiques ;
- le suivi des effets potentiels sur la santé humaine de cette exposition à long terme ;
- la recherche de leviers financiers pour inciter à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques les moins dangereux ;
- l'occupation active de l'espace médiatique par une information désintéressée en contrepoids de la désinformation ambiante extrêmement palpable lors des consultations préalables à la définition du programme 2023-2027.

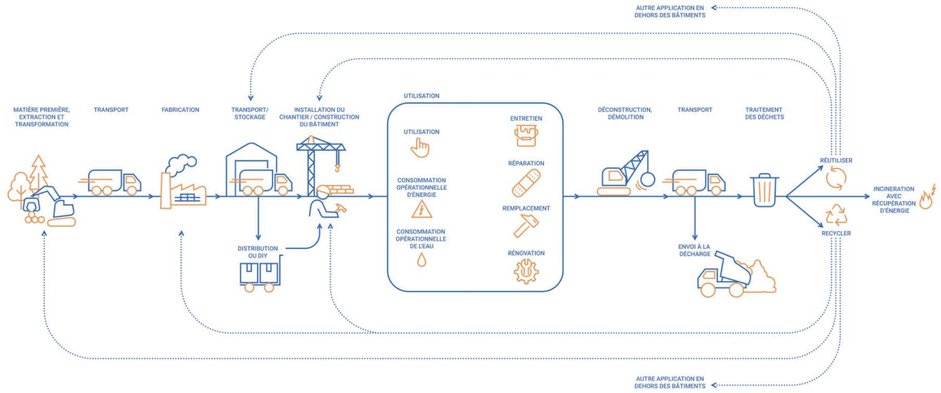
3.8 Matériaux de construction

Politique environnementale

Réduire l'impact environnemental des matériaux de construction nécessite de connaître l'impact environnemental de chaque produit de construction tout au long de son cycle de vie (voir graphique ci-dessous). À cet effet, l'AR de 2014 a mis en place le cadre nécessaire, en dotant la Belgique du programme EPD (Environment Product Declaration) belge. L'EPD est un document, plus précisément une déclaration qui quantifie les informations sur l'impact environnemental d'un produit de construction donné sur la base d'une analyse de son cycle de vie (ACV), selon une méthodologie standardisée à l'échelon de l'UE, cela dans le but de faciliter la comparaison entre différents matériaux. L'AR de 2014 fait le lien entre l'analyse obligatoire du cycle de vie et la conformité aux normes internationales et aux affichages environnementaux sur les produits.

Ces deux initiatives belges ont été généralisées au niveau européen en 2023, dans le cadre du Green Deal européen : la directive européenne sur les produits de construction (DPC) imposera la fourniture d'informations environnementales et la directive sur les allégations écologiques imposera la justification des messages environnementaux sur la base de l'analyse du cycle de vie (ACV). La Belgique a joué un rôle de pionnier dans cette matière en lien avec les produits de construction.

Graphique - *Étapes du cycle de vie d'un produit de construction*

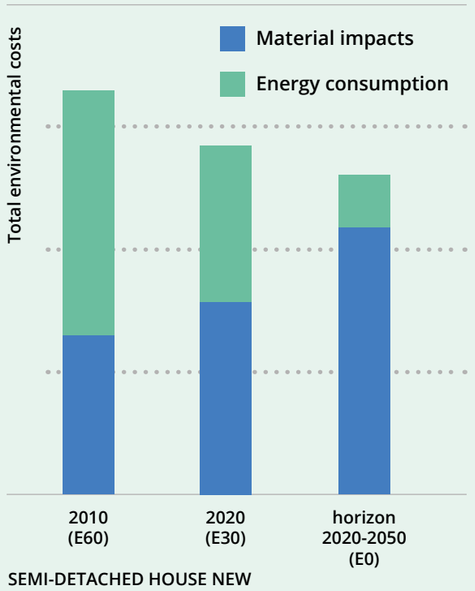


L'accent est mis sur i) la poursuite du développement d'un cadre permettant aux fabricants de fournir des informations environnementales de manière uniforme via l'EPD basée sur l'analyse du cycle de vie, ii) le soutien et la contribution à Totem (*Tool to Optimise the Total Environmental impact of Materials*) et iii) le suivi de la politique européenne, et l'impact sur celle-ci, en particulier le suivi des initiatives en lien avec les produits de construction dans le cadre du Green Deal.

Alors que l'UE se concentrait précédemment sur la consommation d'énergie pendant la phase d'utilisation, elle a accordé une plus grande attention à l'impact environnemental des produits de construction au cours de la période 2018-2023.



© Pixabay– Pexels



Graphique - *Figure : Total environmental costs over 60 years in function of higher energy ambition levels. The firgure illustrates the growing importance of embedded environmental impacts (materials and energy throughout a products lifecycle) versus operational impacts (mainly energy consumption during use phase). Based on data by BBRI.*

Déclarations environnementales de produits – EPD

Totem (*Tool to Optimise the Total Environmental impact of Materials*) évalue l'impact des produits au niveau de la construction. Il s'agit d'une matière relevant principalement de la compétence des Régions, inscrite dans un accord de coopération de 2018, la DGEM apportant sa contribution en alignant les règles EPD sur Totem.

En ce qui concerne les produits de construction, les ambitions de la DGEM sont les suivantes :

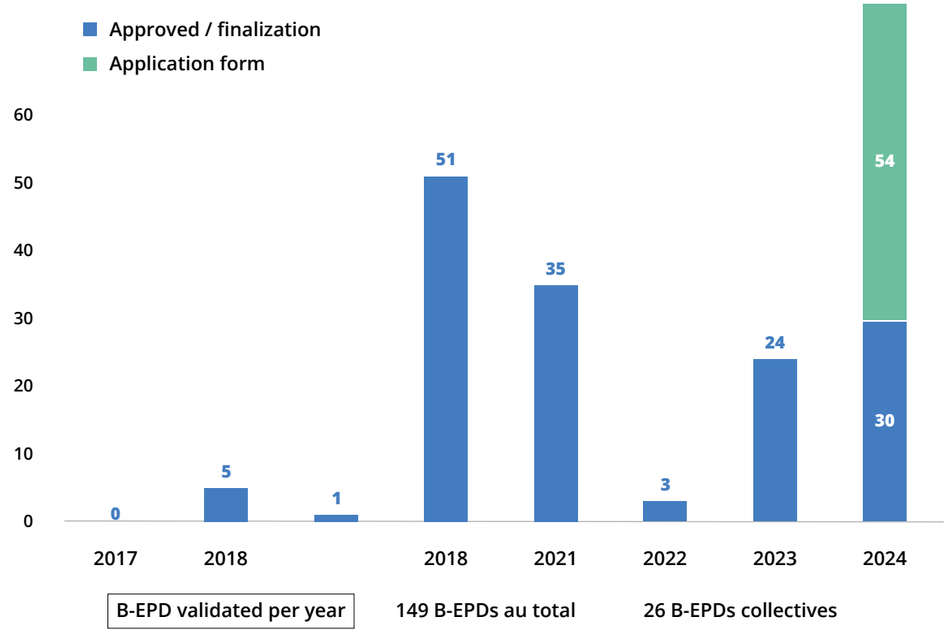
- consentir des efforts proactifs et ambitieux afin de promouvoir la protection de l'environnement au niveau des produits,
- rester informée des derniers développements (politiques), y compris les initiatives de normalisation européenne, telles que le CEN TC 350,
- assurer l'accès numérique aux informations,
- mettre en place une collaboration étroite avec Totem et une intégration automatique à cet outil,
- œuvrer à la reconnaissance mutuelle et à l'harmonisation.

Dans la pratique, la DGEM a entrepris les actions concrètes suivantes :

- en 2019 : soutien aux PME et aux micro-entreprises à la rédaction des EPD ;
- En 2021 :
  - table ronde avec les parties prenantes et les gouvernements en vue de la gestion et du financement du programme EPD ;
  - publication d'un guide (en trois langues) sur le programme EPD belge à l'intention des PME ;
  - procédures d'optimisation ;
  - introduction d'une description qualitative obligatoire de la réversibilité des produits de construction afin de promouvoir la circularité, y compris dans le cadre de TOTEM ;
  - étude exploratoire de la reconnaissance mutuelle, par exemple avec les Pays-Bas ;
  - gestion et mise à jour de la base de données EPD.

La DGEM (SPF Santé publique) préside depuis 2021 le comité européen CEN/TC 350 qui élabore des normes pour la durabilité des bâtiments et des produits de construction.

Informations environnementales



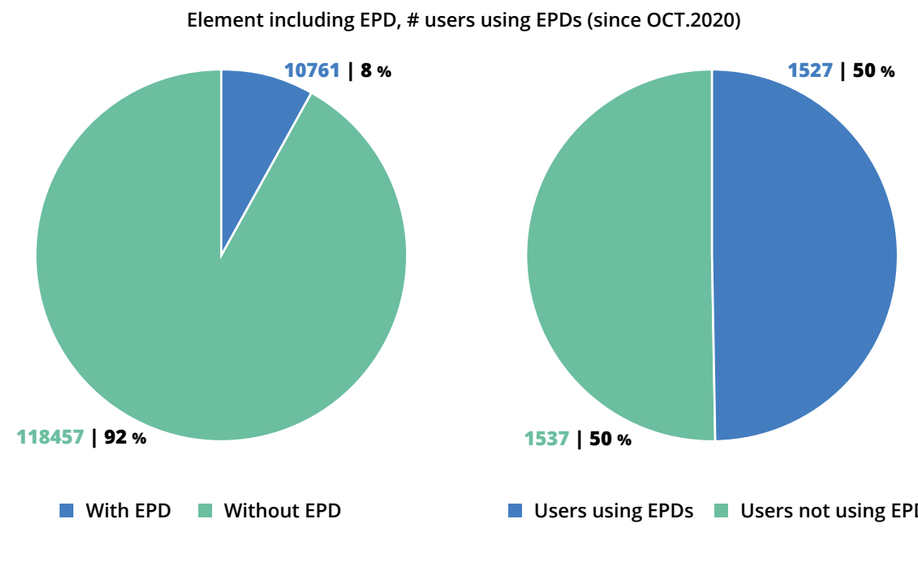
B-EPD validated per year | **149 B-EPDs au total** | **26 B-EPDs collectives**

Le démarrage en 2018 du programme EPD belge a été lent i) en raison de la publication annoncée d'une nouvelle norme européenne, comme document de référence, en 2019 et ii) en raison de l'absence d'intégration avec l'outil Totem nouvellement lancé. L'intégration avec Totem en 2020 a suscité un intérêt accru pour l'EPD, au point d'entraîner une pénurie de moyens. Dans le même temps, il a été mis fin aux fonds de fonctionnement pour l'EPD, une situation qui a conduit à une suspension temporaire du programme B-EPD en 2022. À partir de 2023, le nombre de dossiers B-EPD est reparti à la hausse, grâce à un 0,5 ETP supplémentaire.



© Anamul Rezwan- Pexels

Évaluation de l'effectivité



Seulement 8 % des EPD sont intégrées dans Totem. Les parties prenantes attribuent principalement ce faible pourcentage au caractère volontaire de Totem. En 2024, une forte augmentation du nombre de demandes a toutefois été constatée : la révision de la directive sur la performance énergétique des bâtiments (DPEB) impose en effet un calcul du potentiel de réchauffement global (qui mesure la contribution au réchauffement climatique) des bâtiments à partir de 2028, d'où un intérêt accru pour l'intégration des EPD dans Totem. La différence par rapport à la situation en France et aux Pays-Bas, où le nombre d'EPD est bien plus élevé, tient au fait que ces deux pays imposent depuis plusieurs années déjà ce calcul pour les bâtiments.

Au cours des 15 prochaines années, le règlement sur les produits de construction rendra progressivement obligatoire la communication de l'impact environnemental des produits de construction.

Perspectives

Le SPF Santé publique est membre du groupe d'experts « substances dangereuses » institué par le règlement sur les produits de construction (RPC), du groupe d'experts SH03 sur l'acquis du RPC et, par l'intermédiaire du CEN/TC 350, du sous-groupe des organismes notifiés.

L'expert de la DGEM a également coordonné la position environnementale belge en vue des négociations sur le RPC.

D'autres politiques pertinentes pour le secteur du bâtiment sont en développement :

- La révision de la directive sur la Performance Énergétique des Bâtiments,
- La révision de la réglementation sur les Produits de Construction (CPR),
- La taxonomie européenne de financement durable pour les bâtiments et la construction,
- Le Cadre de Certification pour le Stockage du Carbone.

3.9 Bois

Politique environnementale

Le règlement sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (FLEGT, *Forest Law Enforcement, Governance and Trade*) et le règlement sur le bois de l'Union européenne (RBUE) définissent dans une large mesure la politique pour les produits du bois. Les produits du bois couverts par le FLEGT ou le RBUE doivent être issus d'une récolte légale du bois. Au cours de la période 2019-23, la politique fédérale de l'environnement dans le domaine du bois s'est donc concentrée sur les contrôles dans le cadre de la lutte contre la récolte illégale, l'amélioration de la connaissance de la réglementation européenne des parties prenantes et le renforcement des possibilités d'inspection et de contrôle. Il convient de souligner que la pandémie de COVID-19 a eu, dans ce domaine également, un impact manifeste.

En ce qui concerne le processus FLEGT, l'UE et la Côte d'Ivoire ont paraphé l'Accord de partenariat volontaire (APV) au cours de cette période, après plusieurs années de négociations. En outre, l'entrée en vigueur de l'APV entre l'UE et le Ghana a été reportée. Initialement prévues pour l'année 2020, les premières autorisations FLEGT pour le Ghana ne devraient être délivrées qu'après les élections présidentielles de 2024.

En ce qui concerne le règlement sur le bois, une étude sur la mise en œuvre d'une diligence raisonnée et de la responsabilité du producteur tout au long de la chaîne d'approvisionnement (mieux connue sous le nom de *due diligence* dans le jargon européen) a été commandée par le Service public fédéral Santé, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement à la fin de l'année 2018. La diligence raisonnée impose aux entreprises de prévenir les impacts négatifs de leurs activités et de leur chaîne d'approvisionnement et/ou d'y remédier. En ce qui concerne le RBUE, la diligence raisonnée doit ainsi permettre de limiter au maximum le risque de mise sur le marché de bois abattu illégalement. Le rapport de l'étude relative à la diligence raisonnée est disponible sur le site web du SPF en français, avec des résumés en néerlandais et anglais.

La DGEM a participé au Projet Legal Wood (2019-2023) du programme LIFE de la Commission européenne, qui finance la politique européenne de l'environnement et de la nature. Le projet Legal Wood avait pour objectif de renforcer la mise en œuvre du RBUE, par le biais de la formation des parties prenantes (entre autres des ateliers pour les acteurs du marché), d'outils et d'analyses de risque approfondies.

En 2019, la DGEM a adressé aux entreprises un courrier pour les informer des recommandations à suivre et des points d'attention à prendre en compte dans l'exercice de leur diligence raisonnée. Ces informations ont également été mises en ligne sur le site web www.eutr.be.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 26/04/2023 relative aux normes de produits, le bois ou les produits (dérivés) du bois visés par les règlements FLEGT et/ou RBUE, qui ont été confisqués peuvent être mis en vente publique, faire l'objet de dons ou être détruits.

Données environnementales

Voir chapitre suivant Inspection partie Bois.

Évaluation de l'effectivité

Plus de la moitié des contrôles sur le respect du RBUE effectués par l'Inspection ont fait l'objet d'un constat. Ces contrôles ont révélé à plusieurs reprises que les entreprises ne connaissent pas bien, voire pas du tout, la législation dans ce domaine. Même lors d'un nouveau contrôle, certaines entreprises ne sont toujours pas en règle. Il convient de continuer à mieux informer les entreprises et à augmenter le nombre d'inspections. En effet, compte tenu du taux de récidive, l'effet dissuasif des sanctions demeure élevé.



© Freepik

Perspectives

Au cours de la période 2021-2023, le règlement (UE) 2023/1115 relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union et à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts (mieux connu sous le nom de règlement contre la déforestation, RDUE) a fait l'objet d'intenses négociations. Ces négociations sur le RDUE s'inscrivent dans le prolongement de la stratégie « Renforcer l'action de l'UE en matière de protection et de restauration des forêts de la planète », publiée par la Commission en 2019. Cette stratégie a pour objectif de réduire l'empreinte de consommation de l'UE sur les terres et d'encourager les individus à consommer des produits issus de chaînes d'approvisionnement « zéro déforestation ». Elle a abouti au RDUE qui dresse une liste exhaustive de produits fabriqués à partir de 7 matières premières (bois, cacao, café, palmier à huile, caoutchouc, soja et bovins) dont la production et l'importation en Europe, ainsi que l'exportation depuis l'Europe, ne sont autorisées qu'à la condition de ne pas contribuer à la déforestation et/ou de ne pas avoir été produit illégalement.

Le RDUE abrogera le RBUE dès qu'il deviendra intégralement applicable, c'est-à-dire le 30/12/2024. Toutefois, le RBUE restera d'application jusqu'au 30/12/2027 pour les produits dérivés du bois couverts par ce règlement et fabriqués avant le 29/06/2024. Après cette date, ils seront également régis par le RDUE.

Le règlement FLEGT restera d'application et les produits originaires de pays disposant d'un système d'autorisation FLEGT reconnu seront considérés comme satisfaisant à l'exigence de légalité du RDUE.

La cellule d'inspection Déforestation de l'Inspection fédérale de l'environnement de la DG Environnement a été désignée comme autorité compétente pour le RDUE.

3.10 Projet d'investissement Belgium Builds Back Circular

Politique environnementale

Le projet *Belgium Builds Back Circular* (BBBC) fait partie du "plan national pour la reprise et la résilience (PNRR)". Le PNRR est alimenté par un fonds européen temporaire, *Next Generation EU*, visant à relancer l'économie et à soutenir les sociétés des états européens fortement touchés par le COVID-19, tout en tenant compte des objectifs du pacte vert. Le projet d'investissement BBBC soutient la transition vers une économie circulaire.

Le projet BBBC, résultant d'une collaboration entre la DGEM (SPF Santé publique) et le SPF Économie, s'est déroulé en deux phases d'appels à projets :

- **BBBC1**, lancé en juin 2022, a ciblé quatre thèmes dans le domaine de l'écoconception : les vélos, l'énergie éolienne, les soins de santé et le biomimétisme. Le financement accordé par projet variait de 250 000 à 1 000 000 euros.
- **BBBC2**, lancé en avril 2023, finance des projets dans deux domaines :

1. l'écoconception où 4 nouveaux thèmes ont été abordés :
   - les machines et appareils électroniques professionnels,
   - les vêtements,
   - la distribution et logistique avec un faible niveau d'emballage dans la chaîne alimentaire,
   - l'aménagement intérieur et mobilier extérieur.
2. la substitution des substances dangereuses comme les PFAS et les perturbateurs endocriniens, avec une liste de 12 substances particulièrement concernées en Belgique. Le soutien financier de chaque projet de BBBC2 variait entre 100 000 et 1 000 000 euros.

Informations environnementales

BBBC1 et BBBC2 ont permis à 24 projets d'être sélectionnés pour un budget total de 14 millions d'euros.

Évaluation de l'effectivité

Fin 2023, aucune évaluation n'a pu encore être effectuée, les projets étant mis en œuvre entre le premier quadrimestre de 2024 et le deuxième quadrimestre de 2026.

Perspectives

Un troisième appel à projets BBBC a été lancé en octobre 2023 et est axé sur la substitution des substances chimiques. BBBC3 concerne des projets visant à remplacer les substances préoccupantes et les substances les plus nocives (« *most harmful substances* » et « *substances of concern* »), c'est-à-dire celles classées selon le règlement CLP. Le soutien financier pour ce type de projet s'élève à minimum 50 000 € et maximum 2 000 000 € par projet. Le résultat de la sélection devrait être rendu officiel dans le courant du deuxième quadrimestre de 2024.



© Maixent Viau – Unsplash



© Shutterstock

CHAPITRE 4

Mobilité et transports

4.1 Transport routier

Politique environnementale des émissions

A. Gaz à effet de serre (GES)

Le règlement (UE) 2019/631 pour les véhicules légers et le règlement (UE) 2019/1242 pour les véhicules lourds imposent des limites sur les émissions moyennes de CO_2 des véhicules neufs.

Le niveau moyen d'émissions de CO_2 à respecter s'applique à chaque constructeur ou groupement de constructeurs sur base annuelle pour l'ensemble des véhicules neufs immatriculés.

Depuis 2020, les émissions moyennes des voitures particulières nouvellement mises sur le marché ne doivent pas dépasser 95 g CO_2/km alors que la limite est fixée à 147 g CO_2/km pour les véhicules utilitaires légers.

En ce qui concerne les véhicules lourds, leurs émissions de CO_2 devront être réduites de 15 % d'ici 2025 par rapport au niveau de référence de 2019.

Au niveau belge, l'Arrêté royal du 19 avril 2023 facilite le rétrofit des véhicules (remplacement du moteur thermique par un moteur électrique ou à hydrogène). Cet arrêté établit les prescriptions techniques pour que les véhicules convertis soient conformes et puissent circuler, couvrant le niveau sonore, la puissance et le système de freinage. Les autorités régionales ont également publié leur réglementation pour rendre la procédure d'homologation opérationnelle.

B. Polluants

Les valeurs limites d'émissions relatives aux polluants atmosphériques (CO, HC, NOx, particules fines) ou normes Euro s'imposent à chaque véhicule neuf mis sur le marché et sont continuellement renforcées. Les nouvelles normes introduites durant la période 2019-2023 imposent de nouvelles procédures qui permettent de s'assurer que les véhicules respectent bien les valeurs limites d'émissions une fois mis sur le marché et en conditions réelles de conduites.

- Pour les véhicules légers, la norme Euro 6e remplacera la norme Euro 6d à partir du 1er septembre 2025.
- Pour les véhicules à deux ou trois roues et quadricycles (catégorie L), le règlement (UE) 168/2013 fixe les valeurs limites Euro 4 et Euro 5 pour les émissions d'échappement et le bruit.
- Pour les tracteurs et les engins mobiles non routiers, le règlement (UE) 2016/1628 définit les limites d'émissions pour les gaz et particules polluants, révisées régulièrement en fonction des progrès techniques.



© Freepik

Tableau - Evolution des normes en vigueur pour les polluants des véhicules entre 2019 et 2023

Véhicules légers (voitures particulières et véhicules utilitaires légers)				
2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Euro 6d-TEMP-EVAP-ISC		Euro 6d-ISC-FCM (> 01/09/2021)		
› Passage au test WLTP22 (plus représentatif) › Cycle d'essais en conditions réelles (cycles RDE) › Valeurs limites temporaires RDE › Nouvelle nowrme d'émissions par évaporation › Nouvelle procédure de contrôle de la conformité en service (ISC)		› Valeurs limites finales RDE (plus strictes) › Véhicules équipés d'un système embarqué de surveillance de la consommation de carburant et/ou d'énergie électrique		

Véhicules lourds (camions, bus et autocars)				
2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Euro VI D (> 01/09/2019)			Euro VI E (> 01/01/2022)	
› Renforcement de la procédure de contrôle de la conformité en service au moyen de systèmes portables de mesure des émissions			› Prise en compte du démarrage à froid et du nombre de particules	

Deux ou trois roues et quadricycles				
2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Euro 4		Euro 5		
› Renforcement des normes environnementales en général		› Renforcement des normes d'émission par évaporation et des normes de durabilité du contrôle des émissions › Renforcement des normes d'émissions à l'échappement pour certaines catégories de véhicules		

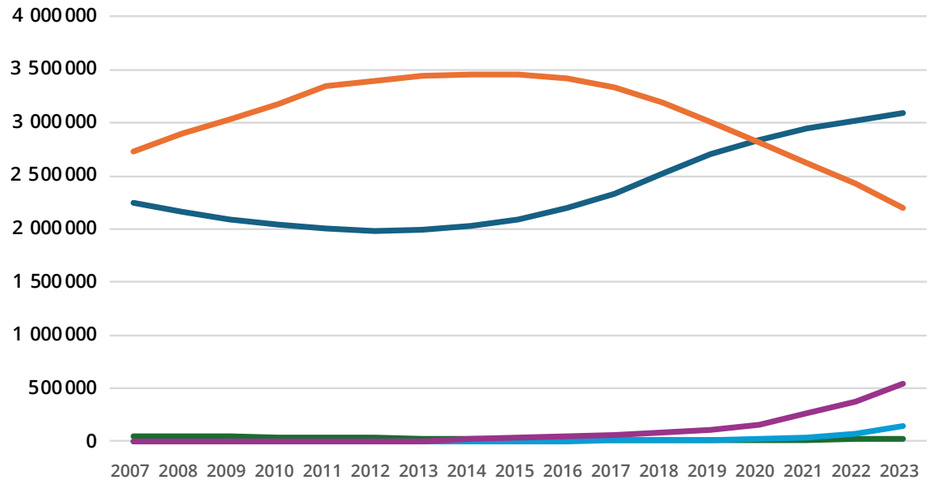
Tracteurs et engins mobiles non routiers				
2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Phase V (> 01/01/2019) sauf 56-130 kW (> 01/01/2020)				
› Renforcement des normes d'émissions à l'échappement				

22. La norme WLTP (pour Worldwilde harmonised Light vehicle Test Procedure) est un nouveau cycle déployé au niveau mondial. Il sert à mesurer la consommation de carburant, les émissions de CO_2 et de gaz polluants des véhicules légers.

Informations environnementales

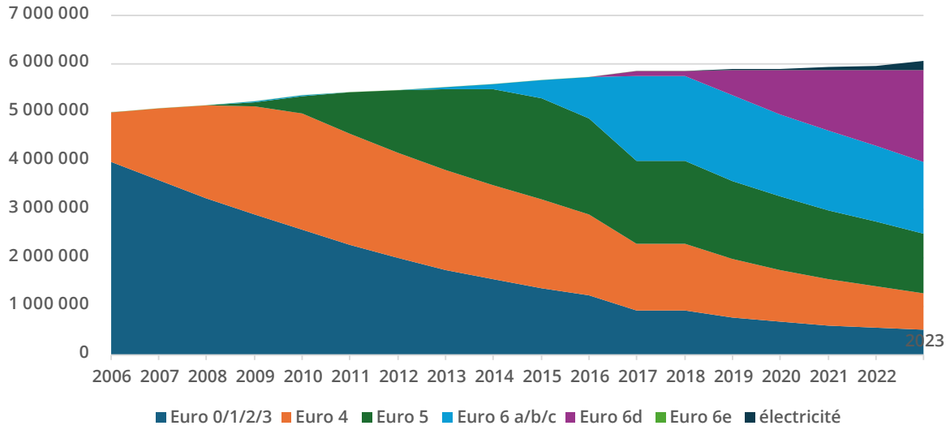
On constate une modification du parc de véhicules avec une part relative toujours plus importante pour les motorisations alternatives et le remplacement progressif des voitures diesel par des voitures essence et hybrides (voir figure ci-dessous).

En particulier, les voitures électriques représentent désormais plus de 2 % du parc et plus de 20 % des immatriculations de voitures neuves.



***Graphique** - Composition du parc de voitures en Belgique (nombre de voitures par année, source : Statbel)*

Par ailleurs, l'introduction successive de nouvelles normes d'émissions permet le remplacement progressif des véhicules plus polluants par des véhicules répondant à des normes environnementales plus strictes. Ainsi, plus de 50 % des voitures immatriculées en 2023 appartenaient à la norme Euro 6.

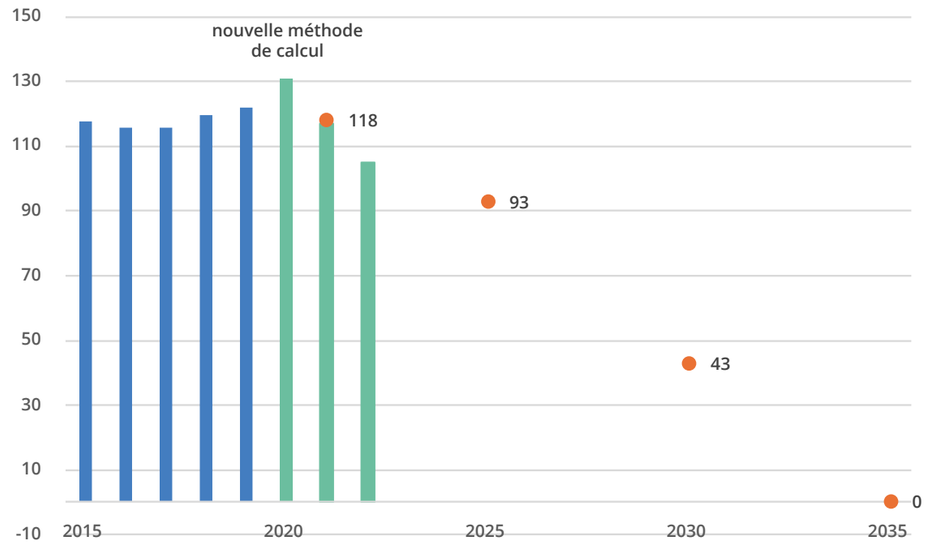


***Graphique** - Composition du parc par classe environnementale en Belgique (nombre de voitures par année, source : SPF Mobilité)*

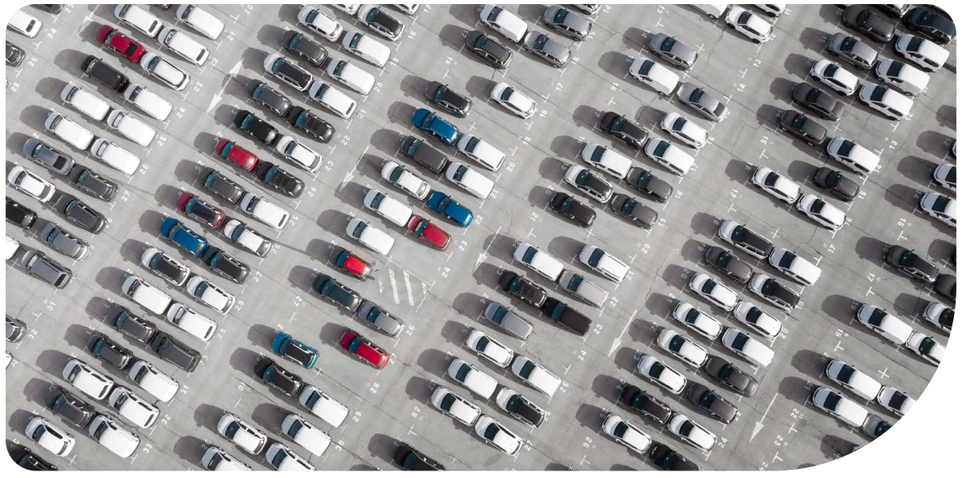
Évaluation de l'effectivité

On constate une diminution progressive des émissions de CO_2 des voitures neuves vendues en Belgique qui s'est accentuée depuis 2021. En effet, alors que la moyenne belge était supérieure à la moyenne européenne jusqu'en 2021, la Belgique fait désormais mieux que la majorité de nos voisins, tels que la France ou l'Allemagne. Outre l'abaissement des valeurs limites d'émission de CO_2 et le nombre croissant de véhicules électriques disponibles sur le marché, on peut également noter la révision du cadre (para)fiscal des voitures de société qui encourage les entreprises à investir dans des véhicules électriques.

En 2023, les émissions moyennes de CO_2 des voitures neuves immatriculées en Belgique étaient de 85 g CO_2/km alors que la moyenne européenne était de 107 g CO_2/km (voir figure ci-dessous).



***Graphique** - Evolution des valeurs d'émissions (en grammes de CO_2/km) moyennes des voitures neuves immatriculées en Belgique et objectifs européens (points rouges) (source : EEA – European Environment Agency)*



© Freepik

Perspectives

a. Emissions et Objectifs de réduction

Véhicules Légers :

Objectifs 2025 : ↘ de 15 % des émissions de CO_2 par rapport à 2021
2030 : ↘ de 55 % pour les voitures et 50 % pour les véhicules utilitaires légers
2035 : Immatriculation uniquement pour les véhicules neufs zéro émission

Véhicules Lourds :

Objectifs 2025 : ↘ de 15 % des émissions de CO_2 par rapport à 2019
2030 : ↘ de 45 %
2035 : ↘ de 65 %
2040 : ↘ de 90 %
2030 : Tous les bus urbains devront être à zéro émission

Nouveautés de la Norme Euro 7 (applicable fin 2027 pour les véhicules légers ou mi-2029 pour les lourds)

- Véhicules Lourds : renforcement des normes d'émissions à l'échappement
- Véhicules Électriques : nouvelles normes sur la durabilité des batteries
- Particules : normes sur les émissions dues à l'abrasion des freins et pneus

b. Code de la voie publique

Le code de la voie publique réalisé en étroite collaboration avec les régions a été signé le 3 juin 2024 et entrera en vigueur le 1er septembre 2026. Ce nouveau code n'améliorera pas seulement la sécurité routière mais devrait également favoriser les modes de transport les plus durables (à vélo, à pied, au moyen de véhicules partagés…).

c. Projet pilote : extension du permis de conduire B aux camionnettes zéro émission de plus de 3,5 tonnes

Un projet pilote pour la conduite de camionnettes avec un permis de conduire B pourra être mené sous conditions décrites dans le projet d'AR transposant la directive 2006/126/CE:

- camionnettes de livraison à zéro émission avec un mode de propulsion alternatif,
- 3.500 kg < masse du véhicule ≤ 4.250 kg,
- conducteurs travaillant pour les entreprises participantes de logistique et de transport.

A terme cette extension de permis devrait favoriser la transition vers des véhicules utilitaires légers à zéro émission.

4.2 Rail

Politique environnementale

Le rail, partenaire de la révolution industrielle, avec son réseau dense et peu polluant, est crucial pour les transports en Belgique. Il consomme peu d'énergie grâce aux rails et est largement électrifié, contribuant à seulement 0,3 % des émissions directes de GES du transport terrestre en 2019. Promouvoir le transport ferroviaire est une priorité environnementale, avec des initiatives pour rendre ce mode encore plus durable.

L'accord de coopération de 2018 entre l'état fédéral et les régions finance des projets ferroviaires stratégiques, incluant le Réseau Express Régional (RER) autour de Bruxelles. Des investissements importants sont prévus jusqu›en 2031 pour améliorer l'infrastructure ferroviaire.

Les contrats de gestion de la SNCB et d'Infrabel, valides jusqu'en 2032, visent à moderniser le réseau et à améliorer le service. La Vision Rail 2040, approuvée en 2022, fixe des objectifs ambitieux pour augmenter la part modale du transport ferroviaire de personnes à 15 % et de marchandises à 20 % d'ici 2040, contre respectivement 8 % et 12 % actuellement. Le plan inclut des liaisons plus fréquentes, une meilleure accessibilité et une tarification simplifiée.

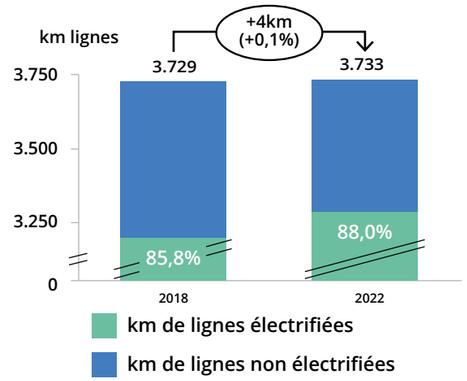
Enfin, le Plan Marchandises, en lien avec la Vision Rail 2040, vise à accroître le volume des marchandises transportées par rail avec des mesures ciblant la logistique, le cadre réglementaire, la performance et la régulation du marché.

Le transport du fret est soutenu par des aides jusqu'en 2021 et un budget de 13,245 millions d'euros par an jusqu'en 2025 pour réduire la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire. Un soutien aux trains de nuit de 2 millions d'euros par an est prévu de juillet 2023 à décembre 2024.

Le bruit reste un défi pour le rail, principalement dû au contact rail - roue. La solution pour réduire ce bruit est de remplacer les blocs de frein en fonte par des blocs en matériaux composites. Le gouvernement a soutenu le fret en allouant 2,180 millions € pour ce «rétrofitting» entre 2022 et 2023.

Informations environnementales

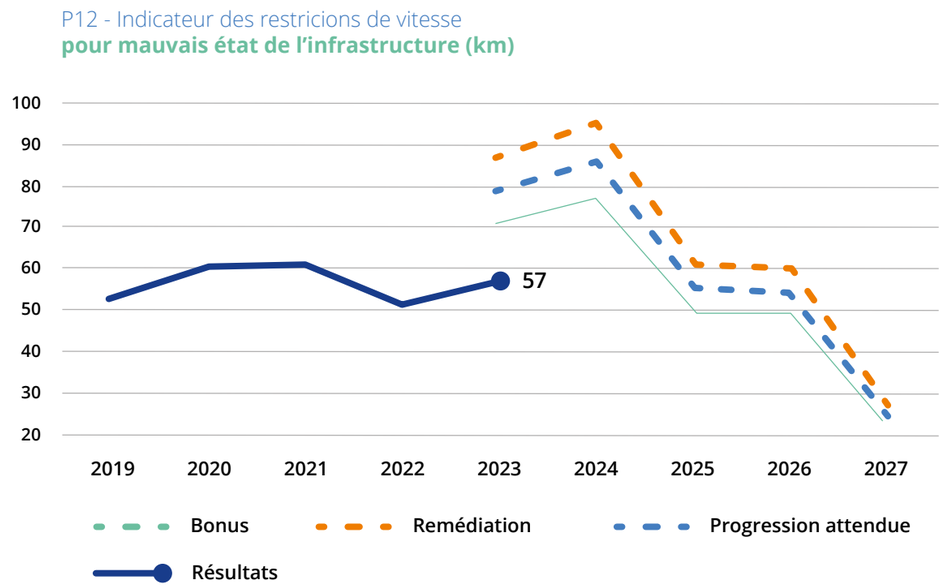
Le graphique suivant montre l'évolution positive du réseau ferroviaire tant en termes de longueur que d'électrification sur la période 2018-2022. Il est important cependant de souligner que c'est une période courte par rapport aux temps d'évolution du réseau.



***Graphique** - Evolution du réseau ferroviaire (km et % électrification)*

Le graphique suivant montre l'évolution attendue des réductions de vitesse imposées sur le réseau. En fonction de l'investissement dans le maintien de capacité, ces restrictions de vitesse doivent diminuer. L'indicateur de performance repris au contrat de gestion d'Infrabel est exprimé en km de voies "en mauvais état" pour lesquelles une limitation de vitesse est nécessaire. Au-delà des seuils convenus, Infrabel pourra soit recevoir un bonus de l'Etat soit devra mettre en place un plan de remédiation.

***Graphique** - Evolution passée et attendue de l'état du réseau ferroviaire (avec une limitation à terme des limitations de vitesse)*



Le tableau suivant synthétise l'évolution des quantités (passagers et marchandises ou autres types de transport « les organismes notifiés », par exemple liés à des travaux sur les lignes) transportées sur le réseau Infrabel ainsi que le type de traction (électrique ou diesel) :

***Tableau** - Evolution du transport sur rail (millions de tonnes-km brutes, incluant aussi le poids du train)*

Année	Marchandises	Passagers	Autres	Total	% traction électrique
2019	14.704	28.873	18	43.595	89%
2023	11.909	29.234	18	41.161	91%



© Jan van der Wolf – Pexels

Plusieurs données et indicateurs sont disponibles en ligne :

- Données Open data Infrabel : https://opendata.infrabel.be/
- Chiffres-clés de la mobilité du SPF Mobilité et Transports : mobilit.belgium.be/fr/mobilite-durable/enquetes-et-resultats/chiffres-cles-de-la-mobilite
- Données relatives (part modale) et absolues : Eurostat Statistics | Eurostat (europa.eu)

La SNCB publie à partir de 2024 (données 2023) un rapport annuel avec ses actions en matière de développement durable : sncb_rapport_activite_2023_fr.ashx (belgiantrain.be).

Évaluation de l'effectivité

Il est difficile de tirer des conclusions pour la période 2019-2023 : en effet, d'une part, la crise COVID-19 a engendré des conséquences à long terme en matière de mobilité, notamment avec l'essor du télétravail et des nomades digitaux, de l'autre, les données 2023 ne sont pas encore entièrement disponibles.

Les tendances qui se dégagent sont une augmentation de la demande des transports, qui peut être évaluée sur la base du nombre des passagers et tonnes-km[23], une reprise de la part modale du rail du point de vue passagers et une diminution de la part modale du point de vue marchandises.

[23] Ces valeurs permettent de sommer plusieurs trajets ayant des taux d'occupation et de longueurs différentes. Par exemple : 10 personnes sur un train qui vont parcourir chacune 100 km et 3 personnes dans une voiture qui vont parcourir ensemble 20 km : 10*100+3*60 = 1060 passagers*km.

Perspectives

Développer un réseau ferroviaire nécessite du temps, des moyens et des perspectives claires. Les contrats de gestion, les plans d'entreprises et les investissements prévus pour les 10 prochaines années, ainsi que le soutien aux initiatives privées pour le fret et les trains de nuit, visent à faire du rail un acteur clé de la transition écologique.

Les contrats Infrabel et SNCB offrent un cadre solide sur 10 ans avec :

- des objectifs, un budget de 43,803 milliards et un plan industriel ;
- davantage de trains, plus tôt le matin et plus tard le soir ;
- un renouvellement de 50 % des trains ;
- une politique tarifaire plus attractive, intégrant les évolutions sociétales ;
- des gares modernisées et accessibles.

Des indicateurs de performance (ponctualité, accessibilité, objectifs environnementaux) permettront d'évaluer annuellement les résultats, avec une révision à mi-contrat.

Le plan de modernisation vise à offrir un réseau performant, supprimant les tronçons ralentis (60,8 km en 2021). Le contrat de performance prévoit de doubler le volume de marchandises transportées par rail, grâce à une meilleure coopération et à de nouvelles infrastructures pour les trains longs.

Actions directes

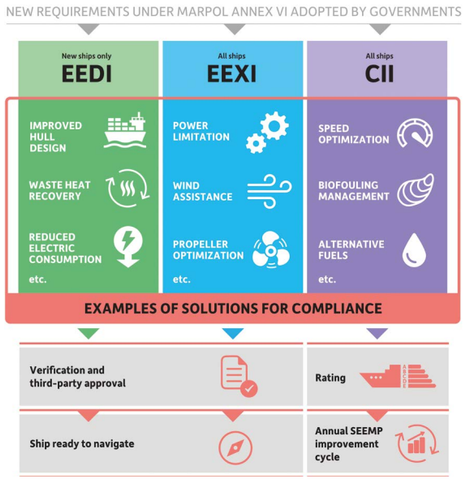
- Bruit : dès décembre 2024, les trains de marchandises bruyants seront interdits sur certaines sections du réseau, notamment l'axe Anvers-Allemagne.
- Énergie-Climat : deux actions du plan national énergie climat se concentrent sur l'efficacité énergétique et la réduction des émissions, incluant l'écoconduite, les systèmes de conseil à la conduite, les LED, et les panneaux photovoltaïques.

4.3 Transport maritime

A. Diminution des polluants atmosphériques

Politique environnementale

a. Efficacité énergétique et réduction des émissions (EEDI, SEEMP et EEXI)



Depuis 2013, l'*Energy Efficiency Design Index* (EEDI) et le *Ship Energy Efficiency Management Plan* (SEEMP) sont des mesures prévues par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) pour améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions des navires marchands. Le SEEMP ne définit pas d'objectifs contraignants, une amélioration globale est demandée.

A cela s'ajoutent depuis 2023, des mesures techniques et opérationnelles supplémentaires :

- *Energy Efficiency Ship Index* (EEXI) pour évaluer l'efficacité technique des navires,
- *Carbon Intensity Indicator* (CII) pour mesurer l'efficacité énergétique, avec des scores de A à E.

La stratégie de l'OMI de réduction des émissions du transport maritime international, révisée en 2023 a les objectifs suivants :

- ↘ l'intensité carbone (émissions de CO_2 par tonne de fret transportée par mille) des navires de 2 % entre 2023 et 2026 puis renforcer cette diminution au fur et à mesure jusque 2030,
- adopter des technologies et combustibles à faibles émissions de GES,
- ↘ les émissions de CO_2 de 40 % d'ici 2030 par rapport à 2008,
- ↘ les émissions totales de GES de 20 % par rapport à 2008 (en s'efforçant d'atteindre 30 %) d'ici 2030,
- ↘ les émissions de GES de 70 % par rapport à 2008 (en essayant d'atteindre 80 %) d'ici 2040,
- atteindre zéro émission nette de GES d'ici 2050.

L'Europe dispose du règlement 2015/757 MRV (*Monitoring, Reporting, and Verification*) sur l'enregistrement des émissions de CO_2 des navires et de la réglementation Fuel UE 2023/1805 d'application en 2025 pour atteindre les objectifs d'une réduction de 55 % des GES d'ici 2030 et la neutralité climatique d'ici 2050.

L'UE a également mis en place l'*Emissions Trading System* (ETS), un système de plafonnement et d'échange des émissions, visant une réduction de 62 % des émissions entre 2005 et 2030, entré en vigueur le 1er janvier 2024. Les entreprises doivent acheter des quotas pour couvrir leurs émissions, sous peine de lourdes amendes.

La Belgique participe activement aux discussions internationales pour des mesures plus strictes et travaille à la décarbonisation des petits navires (< 5000 Gigatonnes), avec une étude et un atelier réalisés en 2021 pour définir les priorités.

b. Mer du Nord – zone protégée NECA et SECA

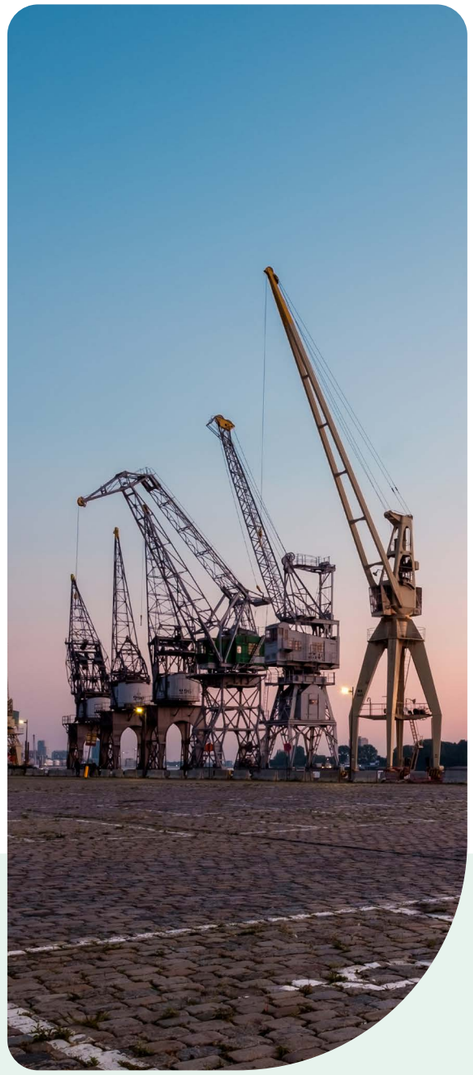
La Mer du Nord est une région protégée pour les émissions de SOx depuis 2016 (SECA ou SOx *Emission Control Area*) et de NOx depuis 2021 (*NECA* ou *NOx Emission Control Area*). En conséquence :

- la teneur en soufre du fioul des navires ne doit pas dépasser 0,1 % en masse,
- depuis 2021, les émissions d'azote sont de maximum 3,4 g/kWh (norme Tier III).

Évaluation de l'effectivité

Les navires sont contrôlés lors de leur entrée en port via des contrôles administratifs et des prélèvements réalisés à bord. Les résultats sont consignés dans la base de données européenne THETIS.

La DG Navigation certifie les navires belges pour garantir les émissions de NOx, avec des inspecteurs effectuant des contrôles à bord et des prises de mesures par avions.



© Erik_AJV – Adobe Stock

Perspectives

L'efficacité des mesures CII et EEXI seront revues en janvier 2026. Des négociations sur les mesures à moyen et long terme sont en cours.



© Yellow Boat– Adobe Stock

B. Conventions internationales sur les eaux de ballast et les substances dangereuses

Afin de prévenir un risque environnemental avec les contaminations d'éventuels agents pathogènes et d'organismes aquatiques présents dans les **eaux de ballast**, les navires doivent gérer leurs ballasts pendant le voyage. La convention internationale pour la gestion des eaux de ballast a été transposée dans la législation belge en 2020[24]. Les services de contrôle de l'État du port certifient les navires belges et inspectent les navires dans les ports belges. Les résultats des inspections sont recueillis dans la base de données européenne Thetis.

La Convention internationale sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au **transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses** ou Convention HNS[25] 2010 vise à garantir une indemnisation rapide et efficace pour les dommages causés par le transport maritime de substances nocives et dangereuses. Elle prévoit un fonds d'indemnisation financé par les réceptionnaires de marchandises nocives. La DG Navigation participe activement aux discussions pour la ratification de cette convention qui nécessite minimum 12 pays pour pouvoir entrer en vigueur.

C. Accidents de Navigation

Politique environnementale

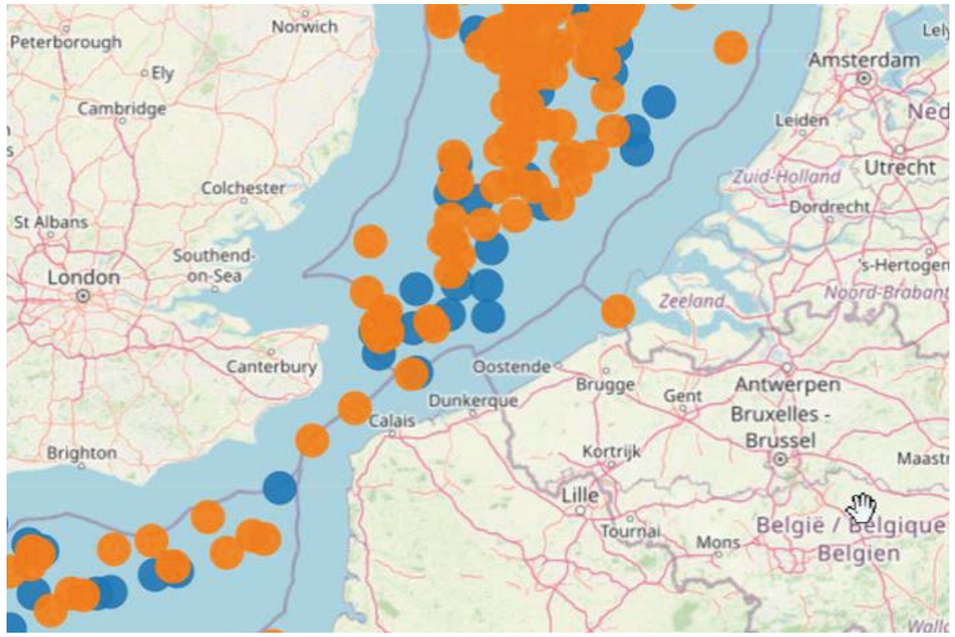
Si un accident ou une pollution dans les eaux territoriales belges, ou impliquant un navire belge à l'étranger, cause d'importants dommages au navire, à l'équipage ou à l'environnement, une enquête est menée par l'Organisme Fédéral d'Enquête sur les Accidents de la Navigation (OFEAN, opérationnelle depuis 2016).

24. Arrêté royal relatif à la navigation respectueuse de l'environnement , articles 2.2.1 à 2.2.6
25. HNS signifie Hazardous and Noxious Substances, ce qui se traduit par «substances dangereuses et nocives»

Informations environnementales : incidents environnementaux suspectés et pollutions déclarées

Les pollutions dans les eaux européennes sont détectées à l'aide de l'outil *CleanSeaNet* de l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA).

La photo ci-dessous montre les potentielles pollutions aux hydrocarbures pendant l'année 2022.



Depuis la création de OFEAN en 2016, 3 pollutions ont été enregistrées dans les eaux belges ou causées par des navires battant pavillon belge.

Évaluation de l'effectivité

La mesure de suivi des pollutions et des suspicions de pollutions aide à déterminer les causes de l'incident. L'organisme indépendant publie un rapport, contenant des recommandations de sécurité pour la prévention de futurs incidents similaires.



© Yellow Boat– Adobe Stock

Perspectives

Le «*Safety Package*» adopté par l'UE en 2024 renforce la sécurité et la prévention en matière de pollution maritime.

D. Recyclage et démantèlement

Politique environnementale

a. Navire marchands – Europe et international

La Belgique, par la loi du 2 juillet 2013, a ratifié la Convention Hong Kong de 2009 pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires qui entrera en vigueur en juin 2025. Elle réglemente le traitement des navires destinés à la destruction, pour gérer les substances dangereuses et préserver l'environnement.

L'UE a adopté le règlement 1257/2013 relatif au recyclage des navires. Il s'applique aux navires battant pavillon d'un pays de l'Union européenne (UE) et aux navires non-UE faisant escale ou étant au mouillage en zone européenne.

Tous les trois ans, les pays de l'UE doivent soumettre des rapports sur le recyclage des navires, incluant des listes de navires certifiés prêts pour le recyclage et des informations sur le recyclage illicite. L'Europe recense 48 chantiers navals conformes aux normes, dont 38 dans l'UE et un en Belgique.

b. Bateaux de plaisance

Le SPF Mobilité et Transport, autorité compétente pour l'enregistrement des bateaux de plaisance, la délivrance des certificats et les contrôles de sécurité relatifs, gère également les coordinations pour les questions de départ au recyclage ou démantèlement de ces embarcations. Certaines sont dangereuses pour la navigation et potentiellement polluantes. Afin d'améliorer cette situation, la DG Navigation souhaite encourager l'économie circulaire dans ce secteur en prolongeant la durée de vie des navires et en assurant leur réemploi ou recyclage en fin de vie. Dans le cadre du plan d'action fédéral pour l'économie circulaire, le recyclage de ces bateaux a fait l'objet d'une étude préliminaire en 2022. Cette étude inclut des recherches et contributions d'experts, en se concentrant sur les bateaux en matériaux composites, non recyclés actuellement. En 2023, la DG Navigation a mené une enquête sur l'économie circulaire auprès des plaisanciers, dont les résultats sont disponibles en ligne.



© Wirestock – Freepik

Informations environnementales

Depuis la mise en application du cadre légal relatif au recyclage des navires, deux navires sous pavillon belge ont été recyclés en 2019 et 2020.

Pour la plaisance, le rapport de l'étude préliminaire la flotte immatriculée en Belgique est estimée à 93 000 navires sur le territoire. On constate :

- un stock de bateaux en fin de vie (40-50 ans après leur mise en circulation durant les années 70-80) estimé à +/- 10 000 unités,
- un flux de bateaux en fin de vie estimé à 2000 unités annuellement,
- une proportion de plus de 75 % de bateaux en matériau composite,
- au niveau européen, ses déchets à traiter annuellement estimées à 120 000 tonnes.

Évaluation de l'effectivité

Les navires sont dans l'obligation de tenir à jour un inventaire des matières dangereuses pour l'environnement. Une inspection initiale, les contrôles intermédiaires et l'inspection avant le démantèlement permettent de vérifier que l'inventaire est tenu à jour tout au long de la vie opérationnelle du navire.

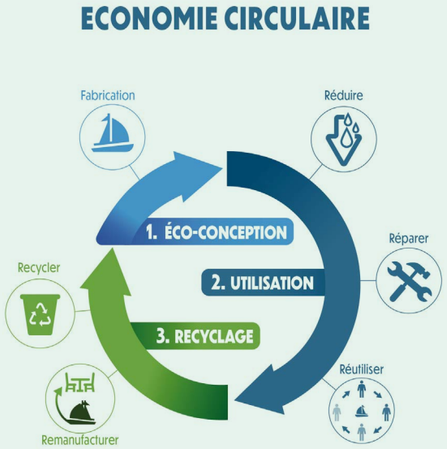
Pour la plaisance, l'étude préliminaire a permis d'identifier des freins (complexité technique à procéder à une valorisation de la fraction composite, coûts du démantèlement, aspect logistique de transport des épaves,…) et des mesures (sensibilisation et communication des propriétaires, améliorer les filières de conception, réparation et recyclage, recherche et développement,…) susceptibles de contribuer au développement d'une filière pour les déchets du secteur. 60 % des personnes sondées pendant l'enquête pensent qu'il conviendrait de trouver une solution permettant aux propriétaires de se défaire de leur bateau proprement, grâce à une mise à disposition plus aisée des sites de recyclage.

Perspectives

Pour les navires, les lois internationales tendent à contrôler les dangers relatifs au traitement de déchets dangereux pour l'Homme et l'environnement, tels que l'amiante, les métaux lourds, les hydrocarbures, les substances responsables de la diminution de la couche d'ozone. Une série de guidelines permettent d'encadrer le design, les processus de construction, les opérations et préparations des navires, sans compromettre la sécurité opérationnelle de ces navires.

Pour les bateaux de plaisance, le SPF Mobilité et Transport souhaite développer des initiatives pour étendre leur durée de vie, en assurer un réemploi ou un recyclage en fin de vie. Celles-ci peuvent être mises en place dès la conception pour faciliter le démantèlement et limiter les pollutions.

La Direction Générale Navigation réalisera une étude juridique pour inventorier les compétences et textes de lois actuels mais aussi pour examiner



quelles adaptations législatives sont nécessaires pour améliorer l'économie circulaire dans la navigation de plaisance. Une feuille de route est également en préparation pour l'horizon 2030.

4.4 Aviation

L'Autorité fédérale gère l'organisation et la sécurité du trafic aérien, contrôle les avions, et supervise l'exploitation et les procédures de vol à l'aéroport de Bruxelles-National. «skeyes» est le nom de l'organisme belge responsable du contrôle aérien. Anciennement connu sous le nom de Belgocontrol, skeyes gère l'espace aérien civil en Belgique, assurant la sécurité et l'efficacité des mouvements aériens.

A. Objectif de Neutralité Climatique

Politique environnementale

Les leviers permettant la décarbonation de l'aviation pour atteindre la neutralité climatique de l'UE en 2050 incluent l'amélioration de l'efficience des vols, l'utilisation de carburants durables et le renouvellement des flottes.

L'**efficience des vols** peut être améliorée à toutes les étapes. Le Ciel unique européen[26] fixe des objectifs pour 2020-2024. La Belgique, via l'AR du 21 décembre 2022, a subventionné des projets chez skeyes pour les procédures de descente continue (continuous descent operations ou CDO[27]) et a introduit un mécanisme de modulation des redevances (**mesure pollueur-payeur**), prenant en compte les émissions de CO_2.

Le règlement ReFuelEU Aviation, voté en 2023, impose une augmentation de l'incorporation de **carburants durables** : leur proportion doit passer de 2 % en 2025 à 70 % en 2050. L'Autorité fédérale a attribué un subside pour l'utilisation de carburants durables pour l'année 2024 pour les exploitants d'aéronefs décollant de l'aéroport de Bruxelles-National.

Informations environnementales

Les émissions de CO_2 par passager-kilomètre du transport aérien en Europe ont baissé de 24 % entre 2005 et 2017[28]. Avec la croissance du trafic aérien, les émissions de CO_2 en valeur absolue ont cependant augmenté de 31 % (vols intra européens) et de 142 % (vols depuis ou vers un pays tiers hors Europe) entre 1990 et 2019[29].

Le document Traffic Light System for Environmental Performance donne un aperçu du niveau de performance de l'efficience des vols en Belgique.

Le tableau ci-dessous présente quant à lui l'évolution du pourcentage de procédure CDO pour l'aéroport de Bruxelles-National.

Tableau - *Évolution de la proportion de CDO fuel à l'aéroport de Bruxelles-National*

Années	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de CDO fuel	66 536	29 456	37 220	55 868	ND
Nombre d'arrivées	114 425	45 657	57 027	87 075	ND
Pourcentage de CDO fuel	58,1%	64,5%	65,3%	64,2%	ND

Source : Brussels Airport, Runway Performance report, 2022

26. *Single European Sky* ou SES
27. Les opérations de montée et de descente continues (CCO et CDO) permettent aux aéronefs de suivre une trajectoire de vol flexible et optimale qui offre des avantages environnementaux et économiques majeurs - réduction de la consommation de carburant, des émissions gazeuses, du bruit et des coûts de carburant - sans aucun effet négatif sur la sécurité.
28. https://www.easa.europa.eu/eco/sites/default/files/2021-09/219473_EASA_EAER_2019_WEB_HI-RES_190311.pdf,
29. https://www.eea.europa.eu/data-and-maps/data/data-viewers/greenhouse-gases-viewer



© Thomas Bormans– Unsplash

Évaluation de l'effectivité

Entre 2019 et 2020, une baisse importante des émissions est observée en raison de la chute drastique de l'activité du transport aérien pendant la pandémie de COVID-19. Le niveau de trafic n'est pas encore totalement rétabli.

Tableau - *Évolution des émissions de CO_2 du transport aérien dans l'Union européenne entre 2019 et 2022 en kt CO_2 eq*

Années	2019	2020	2021	2022	2023
Aviation intérieure	14.865	7.874	9.790	13.105	ND
Aviation internationale	132.544	55.869	69.765	109.723	ND

Source : http://www.eea.europa.eu/data-and-maps/data/data-viewers/greenhouse-gases-viewer

Des politiques structurantes pour décarboner le transport aérien ont été votées durant la législature 2019-2024. Elles s'appliqueront progressivement dans les années à venir.

Perspectives

Efficience des vols : la refonte du Ciel unique européen (SES2+) doit être adoptée fin 2024 pour réviser le système d'évaluation de la performance environnementale. Une réévaluation des indicateurs environnementaux pour 2025-2029 est en cours.

Carburants Durables : la mise en œuvre du règlement ReFuelEU Aviation est en cours, avec une évaluation prévue en 2026.

Effets hors- CO_2 : les effets hors- CO_2 du transport aérien (principalement, les cirrus induits par les traînées de condensation et les émissions de NOx) ont un impact aussi important que les émissions de CO_2 sur le forçage radiatif effectif[30]. Jusqu'à présent, seul le CO_2 a été systématiquement rapporté. Dans le cadre de la révision de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2023, les effets hors- CO_2 seront mesurés pour chaque vol à partir de 2025. Un acte d'exécution doit être adopté au second semestre 2024 et définira les données de vol à fournir en input ainsi qu'une méthodologie pour traduire les effets hors- CO_2 en équivalent CO_2. Le monitoring des effets hors- CO_2 est une compétence régionale.

30. Le forçage radiatif effectif en aviation est une mesure de la contribution nette au réchauffement global, prenant en compte non seulement les émissions directes de dioxyde de carbone (CO_2), mais aussi d'autres effets atmosphériques comme la formation de traînées de condensation (ou «contrails»), la formation de cirrus (nuages fins en haute altitude), et les émissions de polluants comme les oxydes d'azote (NO_2) et les particules de suie.

B. Objectif de réduction des nuisances sonores

Politique environnementale

L'Autorité fédérale gère partiellement les nuisances sonores de l'aéroport de Bruxelles-National (*Brussels Airport Company* ou *BAC*). Suite à l'accord du gouvernement fédéral en 2020, une **plate-forme de concertation** a été mise en place pour trouver des solutions à ce problème, incluant divers acteurs comme des riverains, des administrations, des associations environnementales et des représentants gouvernementaux. L'objectif principal est de faciliter le débat et de formuler des avis sur les solutions aux nuisances sonores, en se basant sur le règlement (UE) 598/2014 relatif à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de l'Union.

L'Autorité fédérale a encouragé l'adoption des procédures **CCO/CDO**.

Pour lutter contre les infractions aux réglementations environnementales, la Direction Générale Transport Aérien a sensibilisé les compagnies aériennes, renforcé depuis 2023 les inspections et appliqué des amendes et **poursuites pénales**.

Depuis avril 2023, la modulation des **redevances aéroportuaires** favorise les pratiques respectueuses de l'environnement, pénalisant les aéronefs les plus polluants.

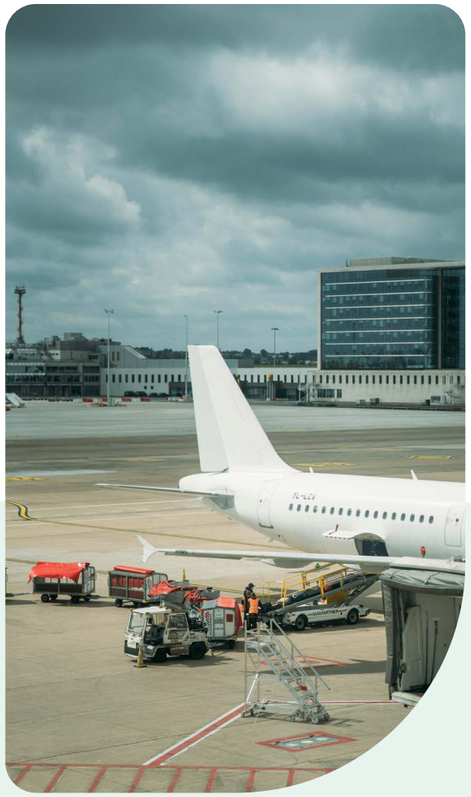
Informations environnementales

Brussels Airport Company publie chaque année des calculs des contours de bruit imposés par la législation environnementale flamande (VLAREM).

Les infractions concernant les créneaux horaires et les quotas de bruit ont diminué de 37,78% entre 2023 et 2024.

Évaluation de l'effectivité

Entre septembre 2021 et juin 2023, la plateforme de concertation s'est réunie neuf fois, mais n'a pas abouti à un consensus. Un rapport de synthèse a été publié en juillet 2023 pour fournir des informations aux décideurs et au public.



© Random Institute – Unsplash

Perspectives

Un rapport du Conseil Supérieur de la Santé publié en avril 2024 fournit des recommandations pour réduire la charge de morbidité liée aux nuisances sonores et aux polluants de l'aéroport.

Le 4e contrat de gestion de skeyes introduira des modalités environnementales pour continuer à améliorer la situation.

4.5 La mobilité en tant que service

Politique environnementale

Selon l'enquête MONITOR (2017), la voiture représente 61 % des déplacements des Belges. Un des principaux défis de la **mobilité durable** est de proposer des alternatives à la voiture individuelle en développant des systèmes de transport pratiques, flexibles, rapides, fiables et abordables. La centralisation des données et le développement de systèmes de transports intelligents introduisent le concept de mobilité en tant que service (*Mobility as a Service* ou *MaaS*) où on paye pour un service plutôt que pour un bien.



© stan– Pexels

MaaS est un modèle de mobilité qui combine différents modes de transport proposés par des fournisseurs de services afin de pouvoir planifier et payer son trajet via une seule et même interface (Hietanen, 2014 ; MaaS Global, 2018). Elle vise à réduire l'utilisation de la voiture au profit de modes de transport plus durables, ce qui contribuerait à diminuer les émissions de GES et la congestion routière.

Le SPF Mobilité et Transports, membre de l'Alliance MaaS depuis 2019, participe au développement d'un marché unique pour les services MaaS en Europe et au sein de l'alliance MaaS belge dirigée par ITS.be. Le SPF joue un rôle clé dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une Vision interfédérale belge de la mobilité servicielle (Maas), validée en septembre 2022.

Le SPF soutient également le développement du portail NAP (*National Access Point*) qui est une base de données facilitant l'échange d'informations entre les fournisseurs de services de transport et les utilisateurs professionnels.

Informations environnementales

Mesurer l'impact de la *MaaS* sur les émissions de GES reste difficile, et les administrations cherchent à comprendre comment cet impact est évalué à l'étranger.

Évaluation de l'effectivité

Le SPF Mobilité et Transports suit les évolutions de la *MaaS* via des enquêtes. En 2021, une enquête intitulée « L'attrait du MaaS dans un contexte B2B » a révélé une forte volonté des employeurs de développer des alternatives aux déplacements en voiture pour leurs employés, à condition que le *MaaS* soit réalisable et abordable.

En 2022, une enquête intitulée « L'utilisation actuelle et potentielle des applications MaaS par les Belges », a examiné le profil et les attentes des utilisateurs potentiels. Plus de la moitié des répondants se sont montrés intéressés par une application *MaaS,* indiquant que son utilisation pourrait encourager des modes de transport plus doux et durables.

Les enquêtes montrent le potentiel de la *MaaS* pour transformer les habitudes de déplacement en Belgique et soutenir une mobilité plus durable. Le SPF Mobilité et Transports continue de surveiller et de promouvoir ces évolutions pour contribuer à un avenir plus vert.



© aleksandarlittlewolf– Freepik

Tableau - *Proportion des répondants qui adapteraient leurs habitudes de déplacement (d'après leur propre estimation), classé selon le mode de transport*

	% qui utiliserait plus	% qui utiliserait moins	Impact net
Transports en commun	35,3%	7,4%	+27,9%
Marche et vélo	29,2%	8,0%	+21,1%
Voiture	10,4%	25,3%	-14,9%

En novembre 2023, une deuxième édition de cette enquête BeMob a eu lieu, le SPF Mobilité et Transports présentera ses résultats lors d'une conférence consacrée à *MaaS* en septembre 2024.

Perspectives

La vision interfédérale de la mobilité servicielle débouchera sur une série d'actions concrètes dans les prochaines années. Par ailleurs, le travail du SPF Mobilité et Transport de suivi des évolutions *MaaS* auprès des citoyens via des enquêtes permettra de rendre compte de l'évolution favorable ou non des mesures implémentées en faveur de la mobilité servicielle.

En collaboration avec le Conseil fédéral du développement durable, le SPF Mobilité et Transport organisera en septembre 2024 une conférence d'information et de sensibilisation intitulée «Next level MaaS», dont l'objectif est de donner un nouvel élan au développement de la politique MaaS dans notre pays.

Par ailleurs, le SPF Mobilité et Transports souhaite collaborer à la réalisation d'une nouvelle initiative UE de création d'un cadre pour les relations commerciales dans le MaaS (appelée *Multimodal Digital Mobility Services* - MDMS). Cette initiative n'a pas abouti durant le mandat de la Commission européenne sortante, mais devrait être reprise sous la nouvelle.

4.6 Vélo et Mobilité active

Politique environnementale

Vu les effets positifs sur la santé, l'économie et le climat, l'ensemble des cellules stratégiques des différents Ministres fédéraux ont collaboré pour concevoir un Plan d'Action Fédéral pour la Promotion du Vélo qui vise à stimuler les déplacements à vélo au quotidien: le Plan Be Cyclist.

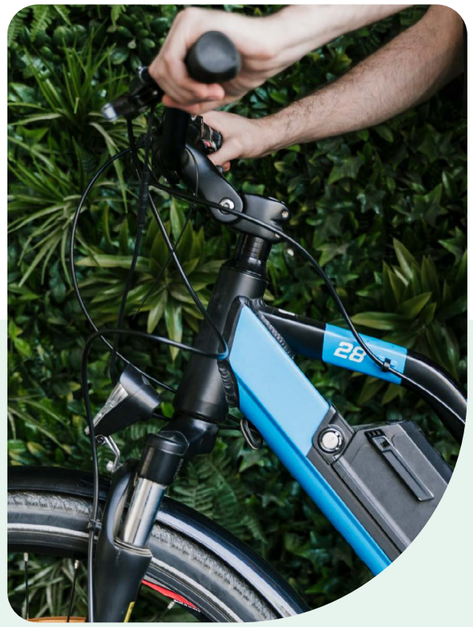
Outre le plan Be cyclist, le SPF Mobilité et Transport a mis en place la Commission Interfédérale Vélo. Celle-ci se réunit 4 fois par an et regroupe les principales associations vélo du pays, le "fietsberaad" et les managers vélo régionaux et fédéraux. Cette Commission est un lieu d'échange entre les différentes parties prenantes qui peuvent émettre des recommandations à la Conférence Interministérielle de la Mobilité (CIM). Outre les Commissions vélo ordinaires, le SPF Mobilité organise également des Commissions vélo thématiques comme par exemple : vélo et femme, cyclo logistique ou data.

Informations environnementales

En Belgique, en 2020, les émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports constituaient un quart des émissions totales de CO_2 (en augmentation de 6 % par rapport à 1990). Le rapport de 2022 intitulé « L'impact du vélo sur la santé, le climat et l'économie en Belgique » du SPF Mobilité et transport indique qu'à lui seul, le vélo permet d'économiser 137.717 tonnes d'émissions de CO_2, soit les émissions annuelles d'environ 19.000 Belges.

Évaluation de l'effectivité

Sur les 52 mesures initialement décidées en 2021 dans le cadre de la mise en place du Plan Be Cyclist, seules deux ne verront pas le jour. Une, pour des raisons administratives, l'autre, pour des raisons budgétaires. 50 mesures sont donc soit finalisées (23 mesures), c'est-à-dire établies de façon pérenne et se renouvelant chaque année, soit entamées et à finaliser dans les mois à venir (27 mesures).



© Freepik

Perspectives

Il reviendra au prochain gouvernement et Ministre du transport de fixer les orientations de la politique vélo fédérale. Le SPF Mobilité assurera la continuité des Commissions vélo interfédérales notamment en organisant de nouvelles commissions thématiques sur le tourisme à vélo et le vélo et le train ainsi que les Commissions vélos régulières.



CHAPITRE 5

Energie

© weekendplayer-45072- Pexels

Évolution de la consommation d'énergie en Belgique

Selon les dernières projections figurant dans le Plan national énergie et climat 2023 (PNEC 2023), la consommation d'énergie primaire en Belgique[31] atteindra 36,5 Mtep[32] en 2030 et la consommation énergétique finale[33] 29,9 Mtep. Selon les données d'Eurostat et de la Commission européenne[34], les efforts planifiés ne seront pas suffisants pour atteindre l'objectif européen prévu à l'horizon 2030 et la Belgique devra donc intégrer dans son PNEC 2024 des mesures supplémentaires.

31. La consommation d'énergie primaire mesure la demande totale d'énergie d'un pays. Elle couvre la consommation du secteur énergétique lui-même, les pertes au cours de la transformation et de la distribution de l'énergie, ainsi que la consommation finale par les utilisateurs finaux.
32. La tonne équivalent pétrole (tep) est l'unité de mesure normalisée du pouvoir calorifique ; elle est équivalente au pouvoir calorifique approximatif d'une tonne de pétrole brut.
33. Le terme énergie finale désigne l'énergie arrivant effectivement sur le lieu de consommation pour y être utilisée.
34. Sources: SWD (2024) 601 final & Eurostat databrowser 24/06/2024.



© Copyright

5.1 L'efficacité énergétique des produits

Politique environnementale

Le règlement (UE) 2017/1369 a mis à jour le cadre **pour l'étiquetage énergétique des produits**. Le label énergie affiche une classe de A (efficacité énergétique la plus élevée) à G (la plus mauvaise efficacité énergétique) et aide ainsi les consommateurs à choisir des produits plus éco-énergétiques. Ce label incite également les fabricants à innover et à développer des technologies plus éco-énergétiques. Une remise à l'échelle des classes énergétiques de A à G a eu lieu en 2021 pour 5 groupes de produits (réfrigérateurs, lave-vaisselle, lave-linge, produits d'éclairage, écrans) afin de refléter l'amélioration de l'efficacité énergétique sur le terrain. D'autres groupes de produits sont en cours de révision, mais d'ici là, la classe énergétique de ces produits va de A+++ à G. La nouvelle étiquette énergétique des pneus auto est entrée en vigueur en 2020.

Outre des informations sur la consommation énergétique du produit, les étiquettes peuvent fournir des données spécifiques sur d'autres caractéristiques d'utilisation pertinentes, telles que les émissions sonores, la consommation d'eau ou l'indice de réparabilité du produit.

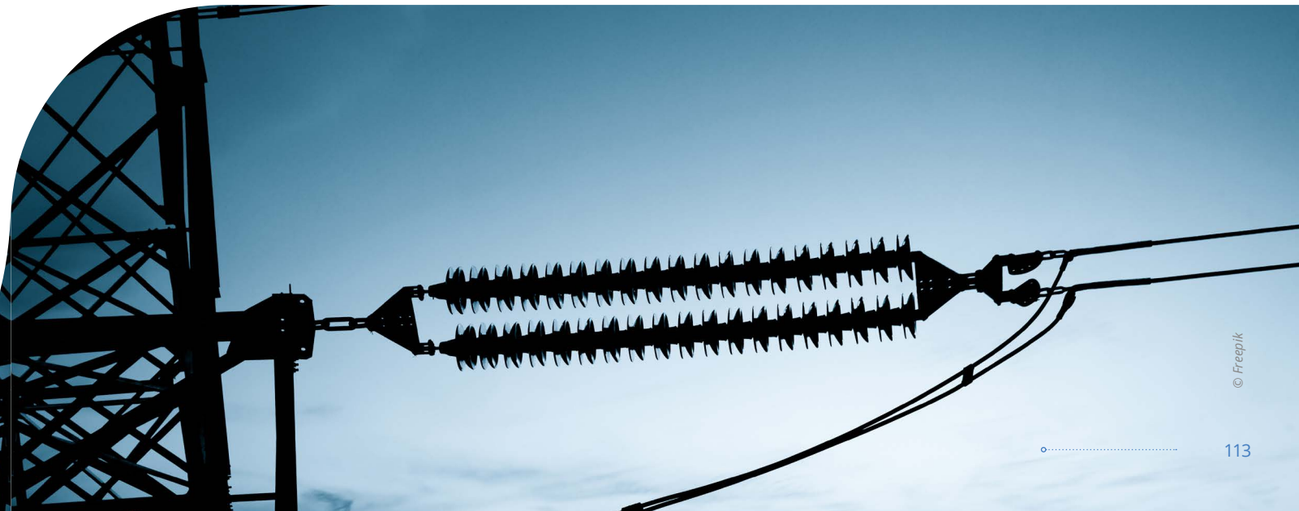
La Belgique est l'un des États membres les plus actifs dans la préparation de ces règlements et les négociations à ce sujet. Elle participe également à des projets de surveillance du marché qui contrôlent les exigences en matière d'étiquetage énergétique et d'éco-design.

Informations environnementales

En 2019, 93 % des consommateurs connaissaient et comprenaient l'étiquetage énergétique et ils étaient 79 % à en tenir compte lors de l'achat de produits économes en énergie.[35] Pour la période 2019-2023, il y a eu 98 contrôles « complets » ; à savoir analyses administratives et techniques par un laboratoire. Sur ces 98 contrôles, 83 ont révélé des non-conformités à la législation en rapport avec l'étiquetage énergétique/Eco design.

À noter que le SPF Economie et le SPF Santé publique participent également à bon nombre d'actions européennes de contrôle de marché dans ce sens telles que EEPLIANT3[36], JAHARP[37] ou le prochain EEPLIANT4 en préparation.

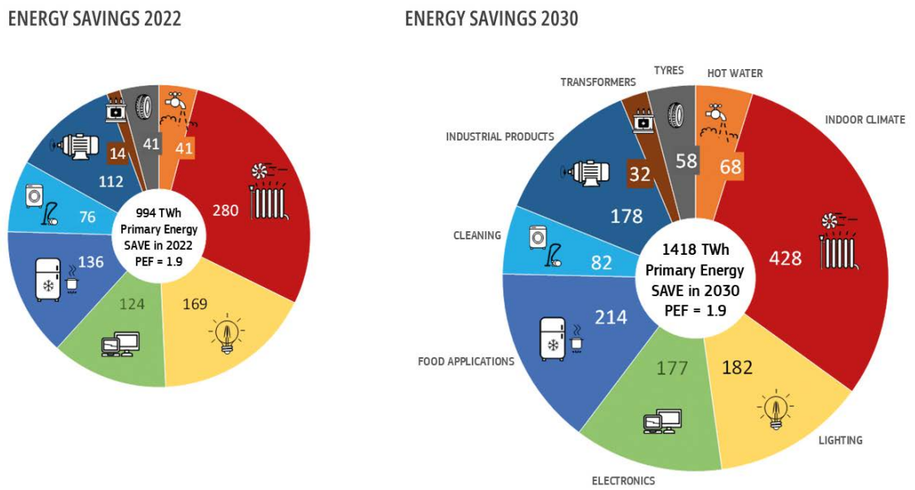
35. Understanding the Energy Label - European Commission (europa.eu)
36. Energy Efficiency Compliant Products
37. Joint Market Surveillance Actions on Harmonised Products



© Freepik

Évaluation de l'effectivité

Le graphique suivant montre les estimations d'économies d'énergie en 2022 et en 2030 grâce à l'écoconception et à l'étiquetage énergétique.



Source. https://energy-efficient-products.ec.europa.eu/ecodesign-and-energy-label/legislative-framework_en#lets-talk-about-statistics.

D'après la Commission européenne, en 2020, grâce aux réglementations sur l'écoconception et l'étiquetage énergétique, le ménage moyen de l'UE27 a réalisé une économie de 1015 kWh d'électricité soit une économie de 28 % de sa consommation annuelle totale d'électricité. Les principales économies proviennent de la conservation des aliments (réfrigérateurs), de l'électronique (surtout téléviseurs et appareils en veille), de l'éclairage et du nettoyage (aspirateurs, machines à laver et lave-vaisselle).

L'évaluation des règlements d'écoconception et d'étiquetage énergétique a montré que cet instrument peut compter sur un large soutien de la part du monde industriel et des consommateurs. Néanmoins, au vu des contrôles et actions effectués des 2020, en particulier l'action conjointe EEPLIANT3 financée par l'UE, les inspections ont révélé des niveaux inquiétants de non-conformités aux exigences en matière d'étiquetage et de label énergétique dans l'ensemble des groupes de produits inspectés.

Ces résultats appellent à un changement de paradigme dans la manière dont les opérateurs économiques, les autorités de surveillance du marché et les organismes de régulation devraient coopérer pour remédier aux lacunes et améliorer la situation du marché. En effet, quelle qu'en soit la/les cause(s), les non-conformités constatées ont de nombreux effets négatifs sur les consommateurs, les entreprises et l'environnement.

Perspectives

Plusieurs groupes de produits vont être remis à l'échelle des classes énergétiques A à G. Le plan de travail 2022-2024 de la Commission couvre les nouveaux produits liés à l'énergie et les mises à jour, et accroît l'ambition pour les produits déjà réglementés, en tant que mesure transitoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation « *Ecodesign for Sustainable Products Regulation* » (ESPR)[38]. Ce plan de travail concerne les produits électroniques grand public, tels que les smartphones, les tablettes et les panneaux solaires, qui constituent le flux de déchets dont la croissance est la plus rapide.

Sur la base du « Ecodesign Impact Accounting Overview Report 2023 » et des contrôles effectués, l'Inspection économique compte organiser différentes campagnes de contrôles.

38. Cf. chapitre 3 Modes de production et consommation durables, 3.1 Economie circulaire

5.2 Énergies renouvelables et biocarburants

Politique environnementale

Directives sur les énergies renouvelables et directive sur la qualité du carburant (Fuel Quality Directive – FQD)

L'UE a fixé des objectifs en matière d'énergie renouvelables dans sa directive 2009/28/CE sur les énergies renouvelables (*Renewable Energy Directive*, RED). Dans ce cadre, la Belgique s'était vu assigner l'objectif de 13 % d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie en 2020. Le gouvernement fédéral apporte une importante contribution à la réalisation de cet objectif, par le biais de ses politiques en matière d'énergie éolienne offshore et de biocarburants.

La RED inclut également un objectif spécifique pour le secteur des transports : chaque État membre doit veiller à ce que la part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables représente au moins 10 % de la consommation totale d'énergie dans l'ensemble du secteur des transports en 2020. La directive précise également les critères auxquels les biocarburants doivent satisfaire pour être considérés comme durables. Ces critères concernent l'intensité en CO_2 des biocarburants et l'impact de la production de leurs matières premières sur la biodiversité et l'affectation des terres. Additionnellement, la *Fuel Quality Directive* (FQD) stipule qu'à l'horizon 2020, l'intensité en émissions de gaz à effet de serre du mix énergétique dans le secteur du transport doit être réduite d'au moins 6 %.

La RED a été modifiée une première fois par la directive (UE) 2018/2001 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (refonte) ou RED II. Dans RED II, l'objectif global de l'UE en matière de consommation de sources d'énergie renouvelables d'ici 2030 a été porté à 32 %. De plus, RED II impose à chaque Etat membre que la part d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie dans le secteur des transports soit d'au moins 14 % d'ici à 2030. RED II définit également une série de critères de durabilité et de limites en termes d'émissions de gaz à effet de serre que les biocarburants utilisés doivent respecter pour atteindre cet objectif. En effet, afin de limiter les effets secondaires négatifs de la consommation accrue de biocarburants, ceux-ci doivent également répondre aux critères de durabilité. Ces critères ont pour but d'éviter que des forêts et des zones humides naturelles, ainsi que des zones présentant une grande biodiversité, soient converties en terres pour la production de biocarburants. Les critères de durabilité imposent également l'exigence que la consommation de biocarburants doit entraîner une émission de gaz à effet de serre inférieure d'au moins 50 % par rapport à celle des combustibles fossiles qu'elle remplace.

Ces directives ont été transposées en droit belge par :

- la loi du 31 juillet 2023 concernant les normes de produit pour l'*intégration d'énergie produite à partir de sources renouvelables* dans les carburants fossiles destinés au secteur du transport ;
- l'arrêté royal du 14 décembre 2023 établissant les modalités de fonctionnement du *registre de l'énergie* dans le secteur du transport routier et ferroviaire ;
- l'arrêté royal du 14 décembre 2023 relatif aux *dossiers techniques pour les biocarburants* des catégories B et C, les carburants renouvelables d'origine non biologique de la catégorie D et les carburants à base de carbone recyclé de la catégorie E ;
- l'arrêté royal du 17 décembre 2021 établissant des *normes de produits pour les carburants destinés au secteur du transport d'origine renouvelable* et pour *les combustibles ou carburants à base de carbone recyclé* destinés au secteur des transports ;
- l'arrêté royal du 29 juin 2018 relatif à la *réduction de l'intensité de gaz à effet de serre* de l'énergie destinée au transport.

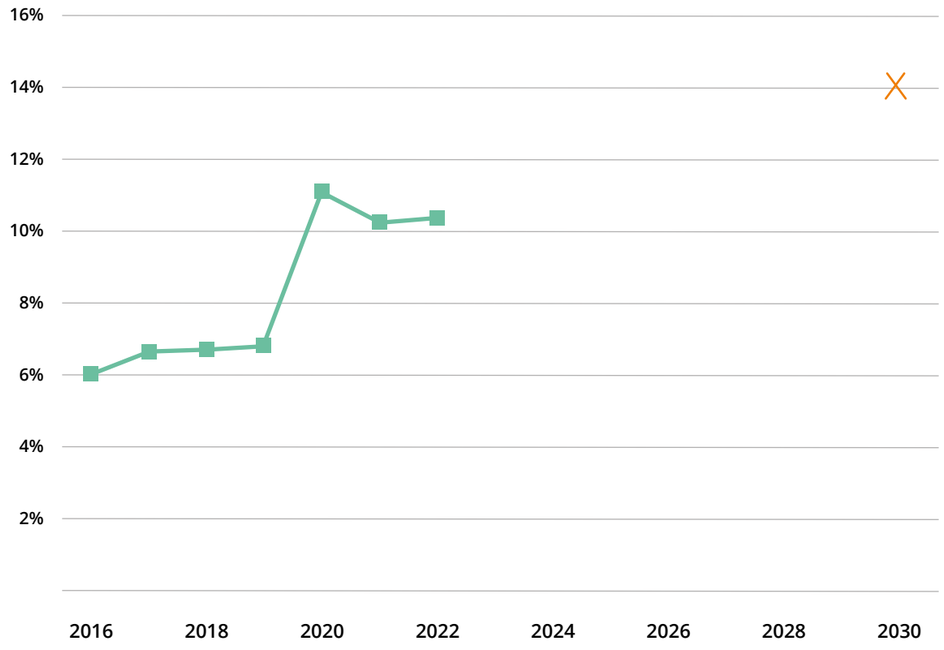
Les 2 derniers arrêtés royaux fixent un objectif de 6 % de réduction de l'intensité d'émission de gaz à effet de serre dans le secteur du transport à partir de 2020.

Dans le but d'atteindre l'objectif de neutralité climatique de l'UE d'ici 2050 et de renforcer la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Europe, RED II a été modifiée par la directive 2023/2413, qui est d'application depuis le 20 novembre 2023. RED III fixe, entre autres, que chaque Etat membre impose aux fournisseurs de carburant de veiller à ce que la part d'énergie renouvelable dans

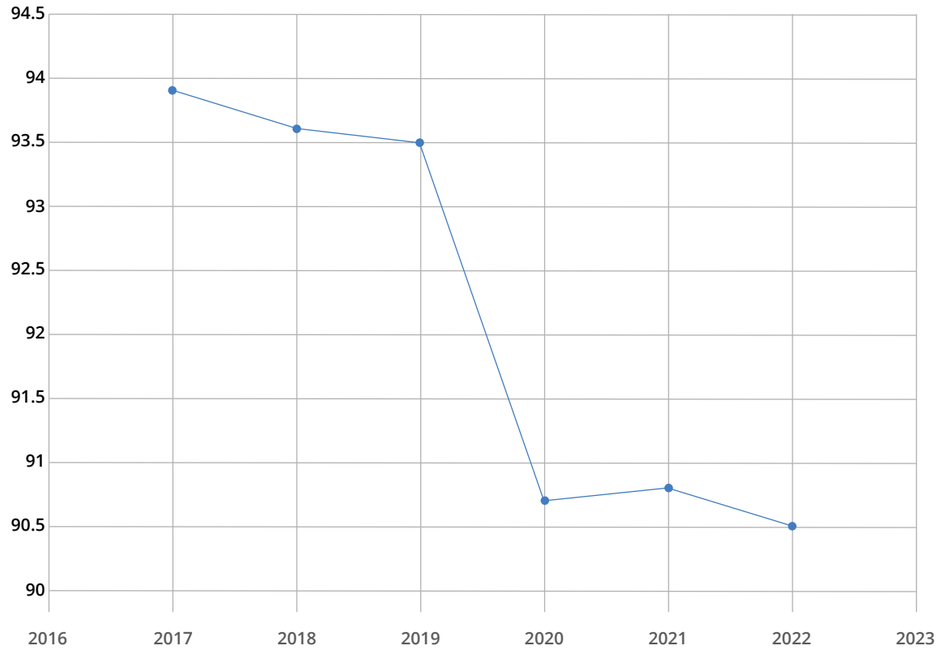
la consommation d'énergie finale dans le secteur des transports (étendu aux secteurs maritimes et de l'aviation) atteigne au moins 29 % d'ici 2030 ou à ce que la quantité de carburants et d'électricité produits à partir de sources renouvelables fournies au secteur des transports entraîne une réduction de l'intensité d'émission de gaz à effet de serre d'au moins 14,5 % d'ici 2030.

Une décision de politique doit encore intervenir pour déterminer comment mettre en œuvre en Belgique cet objectif européen.

Informations environnementales



***Graphique** - Part des sources d'énergie renouvelables dans la consommation énergétique finale du secteur des transports*
Source : SPF Economie, DG Energie, Belgian Energy Data Overview - Édition hiver 2024



***Graphique** - Intensité des émissions de gaz à effet de serre de carburants destinés au transport mis sur le marché belge (en incluant les ILUC) (gCO_2eq/MJ) (Source : SPF Santé publique, DG Environnement - rapports FQD – Summary tables for Member State reporting under Council Directive (EU) 2015/652)*

Évaluation de l'effectivité

Suite à l'application des directives FQD et RED II, les émissions de gaz à effet de serre des carburants destinés au transport mis sur le marché belge ont nettement chuté. Toutefois, malgré les critères de durabilité imposés aux carburants renouvelables mis sur le marché belge, il a été constaté que la demande supplémentaire de biocarburants résultant des objectifs a conduit partout dans le monde à l'occupation de bonnes terres agricoles pour la production de biocarburants et à la mise en production de nouvelles terres à des fins d'agriculture. Un facteur lié aux changements indirects d'affectation des sols – le facteur dénommé iLUC – a été fixé afin de limiter l'utilisation de biocarburants à haut risque indirect de changement d'affectation des terres produits à partir de cultures vivrières et fourragères. Pour la même raison, les biocarburants produits à partir d'huile de palme ou de soja ne peuvent pas contribuer aux obligations d'incorporation d'énergie renouvelable dans le transport fixées par la loi du 31 juillet 2023. En effet, les rapports rendus par la Belgique à la Commission Européenne pour la directive FQD montrent que les émissions de gaz à effet de serre liées au facteur ILUC ont légèrement augmenté entre 2019 et 2021 mais se sont stabilisées entre 2021 et 2022.

5.3 Carburants et émissions de polluants

Politique environnementale

Au cours de la période 2019-2023, la Belgique a mis en œuvre plusieurs mesures de politique afin de réduire les émissions de substances nocives des carburants. Ces mesures s'inspirent de cadres européens et internationaux, tels que le Green Deal européen, et l'accord de Paris sur le climat.

Au niveau fédéral, les législations suivantes sont d'application :

- AR du 5 septembre 2001 concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO_2 à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation de voitures particulières neuves (transposition en droit belge de la directive 1999/94/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO_2 à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves) ;
- AR du 3 juillet 2018 relatif aux dénominations et aux caractéristiques du gasoil destiné au chauffage (transposant partiellement en droit belge la directive 2009/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la directive 98/70/CE en ce qui concerne les spécifications relatives à l'essence, au carburant diesel et aux gasoils ainsi que l'introduction d'un mécanisme permettant de surveiller et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, modifiant la directive 1999/32/CE du Conseil en ce qui concerne les spécifications relatives aux carburants utilisés par les bateaux de navigation intérieure et abrogeant la directive 93/12/CEE) ;
- AR du 8 juillet 2018 relatif à la dénomination et aux caractéristiques du gasoil diesel et des essences (transposant partiellement en droit belge la directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 1998 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et modifiant la directive 93/12/CEE du Conseil, et ses modifications ultérieures) ;
- AR du 21 septembre 2021 relatif à la dénomination et aux caractéristiques des gasoils marins et des combustibles marins résiduels.

Le cadre général inclut les normes d'émission européennes fixées dans le règlement (CE) 715/2007 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et dans le règlement (UE) 2019/1242 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 établissant des normes d'émission de CO_2 pour les véhicules utilitaires lourds neufs et modifiant les règlements (CE) 595/2009 et (UE) 2018/956 du Parlement européen et du Conseil, ainsi que la directive 96/53/CE du Conseil.

Informations sur l'environnement

Le guide reprenant les informations sur les émissions de CO_2 des voitures particulières a été mis à jour avec les valeurs de la norme WLTP[39]. Les émissions moyennes de CO_2 des voitures nouvellement immatriculées diminuent chaque année. Si elles atteignaient encore 130,7 g/km en 2020, elles n'étaient plus que de 116,9 g/km en 2021 et 104,6 g/km en 2022. Selon les données provisoires relatives aux voitures particulières nouvellement immatriculées, les émissions moyennes de CO_2 étaient de 85,3 g/km en 2023.

Les États membres de l'UE suppriment progressivement l'utilisation de l'essence au plomb.

L'intensité en gaz à effet de serre des carburants a diminué de 6,2 % en Belgique entre 2010 et 2021.

39. La norme WLTP (pour *Worldwilde harmonised Light vehicle Test Procedure*, Procédure d'essai mondiale harmonisée pour les véhicules légers) est un nouveau cycle déployé au niveau mondial. Il sert à mesurer la consommation de carburant, les émissions de CO_2 et de gaz polluants des véhicules légers.



© Engin Akyurt- Pexels

Évaluation et effectivité

Une campagne de contrôle a eu lieu du 24 février au 4 octobre 2021. Au total, 33 marques de voitures différentes et 36 entreprises ou points de vente ont fait l'objet de contrôles. Ceux-ci ont révélé que 75 % des points de vente ne respectaient pas les règles. L'étiquette était souvent incomplète et absente. Il en était de même pour les affiches. Ces chiffres sont similaires à ceux des campagnes précédentes (non-respect des règles dans 77 % des points de vente contrôlés).

Perspectives

Un accord sur de nouvelles normes d'émission est intervenu au niveau européen. Celles-ci sont établies par un règlement applicable aux véhicules utilitaires lourds neufs (Heavy Duty Vehicles), et un autre applicable aux véhicules particuliers et aux véhicules utilitaires légers.

5.4 Énergie éolienne en mer

Politique environnementale

Depuis 2020, une capacité totale de 2261 MW d'énergie éolienne offshore est opérationnelle dans la partie belge de la mer du Nord.

En 2021, le gouvernement fédéral a décidé de fournir une capacité supplémentaire d'énergie éolienne en mer. L'objectif est de réaliser une production supplémentaire de minimum 3,15 GW et de maximum 3,5 GW. Cet objectif permettra de produire, au plus tard en 2030, 5,4 à 5,8 GW d'énergie éolienne offshore.

Dans le plan d'aménagement des espaces marins 2020-2026, une zone supplémentaire dans la mer du Nord belge (à la frontière française) est destinée à la construction et l'exploitation d'installations de production, de stockage et de transport d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables. Cette zone, la Zone Princesse Élisabeth (ZPE), couvre 285 km² et comprend trois zones : Noordhinder Nord, Noordhinder Sud et Fairybank (zone 4).

Perspectives

La fourniture d'une production supplémentaire d'électricité renouvelable offshore fera l'objet d'une procédure de mise en concurrence (appel d'offres). La Direction générale de l'Énergie réalisera les études préliminaires pour la ZPE. Ces études porteront sur la surface des fonds marins, le sous-sol géologique, la présence d'objets et les conditions météorologiques. Les résultats seront mis à la disposition des soumissionnaires potentiels, l'objectif étant de réduire le risque et les coûts associés pour le soumissionnaire potentiel.



© Brett Jordan– Pexels



© Woody Yan – Unsplash



© Nicolas HIPPERT – Unsplash

CHAPITRE 6

Nucléaire

Le secteur nucléaire est souvent perçu comme étant limité aux grandes installations nucléaires de base que sont les centrales nucléaires de Doel et de Tihange, le site de production de radioéléments de l'Institut National des Radioéléments (IRE) à Fleurus et les installations de traitement de déchets de Belgoprocess, le Centre d'étude de l'Energie Nucléaire (CEN) et le Joint Research Centre, les trois derniers étant dans la zone de Mol-Dessel-Geel.

Néanmoins, les applications et activités nucléaires ou utilisant des rayonnements ionisants en Belgique sont des activités de recherche et de transport.

L'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire (AFCN) est le régulateur de ces activités d'un point de vue radioprotection et donc responsable pour la surveillance de l'impact potentiel et réel de ces activités sur l'environnement. Ses missions découlent de la loi du 15 avril 1994. La politique de l'AFCN sera traitée dans la première section de ce chapitre.

L'Organisme national belge des Déchets radioactifs et des Matières Fissiles enrichies (ONDRAF) a comme mission la gestion des déchets radioactifs produits par les activités nucléaires. Ce thème sera abordé dans la section 2 de ce chapitre.



© Mick Truyts – Unsplash

6.1 Installations nucléaires

Politique environnementale

La politique fédérale principale qui vise à réguler l'impact environnemental des activités nucléaires et radiologiques est l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants (RGPRI). La politique mise en œuvre par l'AFCN vise à contrôler l'impact des installations par une limitation des rejets imposée dans le cadre de l'autorisation, par une politique d'inspection visant à vérifier les procédures de rejet et par une surveillance radiologique des rejets et de l'environnement indépendante par l'AFCN.

Informations environnementales

L'impact des installations et activités nucléaires autorisées sur le public et l'environnement est négligeable (voir chapitre 7). Le point d'attention principal se trouve au niveau des situations d'exposition existantes et plus précisément les sols contaminés par des activités historiques qui contiennent des concentrations significatives en radionucléides. Il s'agit principalement de sites contaminés au radium liés aux industries produisant des phosphates (plusieurs sites en Flandre et en Wallonie) et lié à l'ancienne production de radium (à Olen). Les résultats de la surveillance radiologique de l'environnement et des rejets des installations sont publiés de façon annuelle sur le site web de l'AFCN.

Évaluation de l'effectivité

La surveillance mise en place par l'AFCN démontre que l'impact environnemental des installations et des activités autorisées actuellement n'est pas significatif et qu'on peut dès lors considérer la politique comme étant efficace.

Perspectives

La loi du 20 novembre 2022 relative à la gestion des sols contaminés par des substances radioactives crée un cadre formel pour la gestion des sols contaminés par des substances radioactives. Les arrêtés royaux qui la mettent en œuvre seront publiés en courant des années 2024 et 2025, constituant une nouvelle politique de l'AFCN. Dans les années à venir, la remédiation des sites contaminés sera initiée, menant à moyen terme à une diminution progressive des surfaces contaminées et de la radioactivité présente dans l'environnement. Cependant, dans certains cas ces travaux d'assainissement peuvent mener à des déchets radioactifs (voir 2).

6.2 Gestion des déchets radioactifs

Politique environnementale

Les politiques nationales et le programme national (de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs)

Les politiques nationales pour la gestion des déchets radioactifs sont établies et gérées conformément à la directive 2011/70/Euratom du 19 juillet 2011 établissant un cadre communautaire pour la gestion responsable et sûre du combustible usé et des déchets radioactifs et conformément à la loi du 3 juin 2014 modifiant l'article 179 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires pour 1979-1980.

Conformément à cette directive et à cette loi, la Belgique a élaboré un programme national qui indique les mesures déjà adoptées en Belgique et celles qui doivent encore l'être. Il indique également comment ces politiques nationales sont mises en œuvre à chacune des étapes de la gestion des déchets radioactifs en Belgique.

Le programme national de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs :

- dresse le bilan des modes de gestion existant du combustible usé et des déchets radioactifs ;
- recense les besoins à prévoir d'installations d'entreposage ou de stockage ;
- précise les capacités nécessaires pour ces installations et les durées d'entreposage ;
- détermine les objectifs à atteindre pour les déchets radioactifs qui ne font pas encore l'objet d'un mode de gestion définitif.

Un nouvel arrêté ministériel portant fixation du Programme national de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs a été publié le 20 août 2024. Le programme national considère les grands types de déchets suivants :

  - les déchets radioactifs à très courte durée de vie, libérables après décroissance ;
  - les déchets radioactifs qui aboutissent après traitement et conditionnement dans la catégorie des :
  - déchets conditionnés de faible et moyenne activité et de courte durée de vie, aussi appelés déchets de catégorie A ;
  - déchets conditionnés de faible et moyenne activité et de longue durée de vie, aussi appelés déchets de catégorie B ;
  - déchets conditionnés de haute activité, aussi appelés déchets de catégorie C, qui comprennent les combustibles usés non retraités des centrales nucléaires commerciales et de certains réacteurs de recherche qui seraient déclarés comme déchets et les déchets vitrifiés issus du retraitement de combustible des centrales nucléaires commerciales et de certains réacteurs de recherche ;
  - déchets radifères qui ont le statut de déchets radioactifs.

Au 31 décembre 2022, il existe des politiques nationales pour :

- la gestion des déchets radioactifs de très courte durée de vie, à savoir la *gestion par décroissance suivie de libération* ;
- la gestion à court et moyen termes des déchets radioactifs qui aboutissent, après traitement et conditionnement, dans la catégorie A, B ou C, à savoir une *gestion centralisée à Mol-Dessel* ;
- la gestion à long terme des déchets de catégorie A, à savoir le *stockage en surface sur le territoire de la commune de Dessel* ;
- la gestion à long terme des déchets de catégorie B et C, à savoir le *stockage en profondeur sur le territoire belge, sur un ou plusieurs sites à déterminer* (Journal officiel, 2022) ;
- la gestion du combustible usé des centrales nucléaires commerciales, à savoir l'entreposage sûr du *combustible usé, suivi de son retraitement ou de son stockage* ;
- la gestion du combustible usé du réacteur de recherche BR2 du SCK CEN, à savoir le *retraitement* ;
- la gestion du combustible usé du réacteur de recherche BR3 du SCK CEN, à savoir l'*entreposage sûr du combustible usé* ;
- la gestion du combustible usé du réacteur de recherche Thetis de l'UGent, à savoir sa *déclaration comme déchet radioactif* à l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies (ONDRAF).

Ces politiques ont été définies dans le respect des dispositions légales et réglementaires, notamment en matière d'environnement et d'information du public.

Tous les dix ans au moins, une évaluation internationale du Programme national par les pairs doit être organisée en vue de garantir que la gestion sûre du combustible usé et des déchets radioactifs répond à des normes de sûreté d'un niveau élevé. Les résultats de l'évaluation par les pairs sont communiqués à la Commission et aux autres États membres et mis à disposition du public. Dans le cas de la Belgique, l'évaluation internationale par les pairs ARTEMIS a eu lieu du 3 au 13 décembre 2023 et le rapport (en anglais) peut être consulté sur le site du Comité du Programme National (CPNPC).

Informations environnementales

Inventaire des déchets radioactifs

L'ONDRAF établit et maintient à jour un inventaire de l'ensemble des déchets radioactifs qu'il est appelé à gérer. Cet inventaire comporte un volet se rapportant aux quantités, un volet radiologique et un volet physicochimique. Il est basé sur la connaissance des déchets entreposés dans les bâtiments de l'ONDRAF exploités par Belgoprocess et sur les déclarations des producteurs concernant leur production future totale de combustibles usés qui seront déclarés comme déchets et de déchets radioactifs d'exploitation, de démantèlement et de retraitement.

L'inventaire estimé des déchets conditionnés et du combustible usé existants et prévus s'établit comme suit au 31 décembre 2022 :

- 30 260 m³ (déchets conditionnés, principalement dans des fûts de 400 litres) et 51 220 m³ (déchets conditionnés en vrac dans des monolithes) de déchets de faible et moyenne activité et de courte durée de vie ;
- 9 481 m³ de déchets de faible et moyenne activité et de longue durée de vie ;
- 400 colis ou 72 m³ de déchets de haute activité vitrifiés ;
- 10 570 éléments de combustible usé ou 4 674 tML (tonne de métaux lourds) des centrales nucléaires.

Ces chiffres sont basés sur les hypothèses suivantes :

- les réacteurs nucléaires de Doel 1 et 2 et de Tihange 1 sont exploités pendant 50 ans et les quatre autres réacteurs pendant 40 ans ;
- Synatom ne prévoit pas le retraitement du combustible usé ;
- le retraitement du combustible usé des réacteurs de recherche BR2, BR3 et VENUS et le stockage direct des déchets naturels d'uranium du réacteur de recherche BR1.

Les quantités de déchets radioactifs en stockage centralisé sur le site de l'ONDRAF-Belgoprocess (date de référence 31 décembre 2023) sont indiquées dans le tableau suivant.

Tableau - *Quantités de déchets radioactifs conditionnés entreposés dans les bâtiments d'entreposage sur le site de l'ONDRAF-Belgoprocess par rapport à la capacité d'entreposage. Situation au 31 décembre 2023. (FA : déchets de faible activité ; MA : déchets de moyenne activité ; HA : déchets de haute activité).*

Bâtiment	En exploitation depuis	Type de déchet conditionné	Catégorie de déchets	Capacité (m^3)	Degré de remplissage (%)	Volume (m^3)	Activité (Bq)	
							α	β-γ
127	1976	Déchets MA bitumés et cimentés (principalement des déchets de catégorie B, colis de 220 et 400 litres), provenant principalement (76 %) de l'usine de retraitement Eurochemic	A + surtout B	4 700	84	3 913	$3,4\ 10^{14}$	$4,6\ 10^{16}$
129	1985	Déchets MA conditionnés (colis de 60 et 150 litres) par vitrification dans l'installation PAMELA - 860 m^3 de déchets liquides de Eurochemic - et déchets MA cimentés provenant des réacteurs BR2 en BR3 et du démantèlement partiel de l'installation de vitrification PAMELA	B	250	86	215	$1,7\ 10^{15}$	$3,7\ 10^{17}$
136-Zone C	2000	Déchets HA issus du retraitement par COGEMA /Orano Cycle du combustible commercial usé	C	106 (590 colis)	66	70 (vitrifié)	$8,1\ 10^{16}$	$5,9\ 10^{18}$
136-Zone D	2009	Déchets MA du retraitement par COGEMA/Orano Cycle du combustible commercial usé	B	478	32	154	$2,1\ 10^{14}$	$4,6\ 10^{16}$
150	1986	Déchets FA (colis de 400, 500, 1000, 1200, 1500, 1600 et 2200 litres) (principalement de catégorie A) des centrales nucléaires de Doel et Tihange (filtres, concentrats, résines) et de l'ancien département Waste du SCK CEN	A + B	1 922	98	1880	$1,9\ 10^{12}$	$1,3\ 10^{15}$
151	1988	Mêmes types de déchets et mêmes origines que pour le bâtiment 150	A + B	15 117	99	15 013	$2,2\ 10^{13}$	$1,33\ 10^{15}$
151 E	2020	Déchets FA (colis de 400 litres)	A	2080	40	832	$1,6\ 10^{11}$	$8,7\ 10^{11}$
155	2006	Déchets contaminés (alpha et radium) et combustible usé conditionné de Thetis	A + surtout B	4 531	92,5	4 189	$2,0\ 10^{15}$	$1,8\ 10^{16}$
156	2002	Combustible usé du réacteur BR3 (non conditionné)	C	8 CASTOR	88	7 CASTOR[40]	$2,0\ 10^{15}$	$1,0\ 10^{17}$
270 (installation « buffer »)		Colis devant être transférés, si nécessaire, dans le bâtiment 155 après reconditionnement.	A + B	« Buffer » temporaire	N/A.	35	$7,8\ 10^{11}$	$5,0\ 10^{11}$

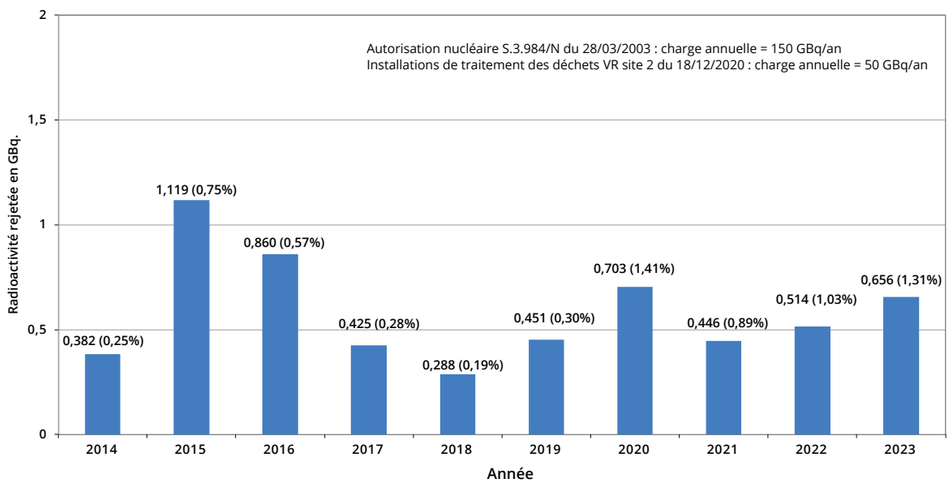
40. La substance combustible irradiée du réacteur BR3 est de 2,4 tML (tonnes de métaux lourds).

Évaluation de l'effectivité

Rejets dans l'environnement

La gestion à court et moyen terme est centralisée sur le site de Dessel & Mol de l'ONDRAF, exploité par Belgoprocess. Les rejets autorisés dans les eaux résiduelles issus de cette gestion centralisée sont présentés ci-dessous. Ils sont exprimés en GigaBq (ou 10^9 x Bq) et en pourcentage de la quantité maximale autorisée.

Radioactivité pondérée rejetée 2014-2023
(% de l'autorisation de rejet)



Les rejets atmosphériques provenant de la gestion centralisée à court et à moyen termes sur le site de Dessel & Mol de l'ONDRAF-Belgoprocess sont repris dans la figure ci-contre. Ils concernent l'activité alpha et bêta/gamma totale rejetée, exprimée en MBq (mégabecquerels).

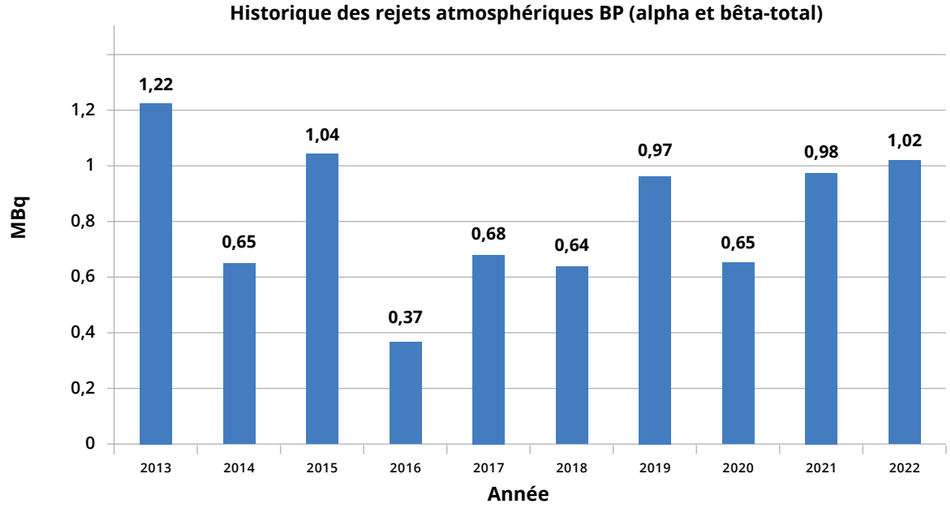


© oselotemai – Freepik

Stockage de déchets radioactifs

Il n'existe encore aucun site de stockage de déchets radioactifs en Belgique. L'arrêté royal du 23 avril 2023 (Moniteur belge, 2023) autorise la création et l'exploitation d'une installation de stockage en surface pour la catégorie de déchets A. Selon le calendrier actuel, cette installation sera opérationnelle à partir de 2029.

Historique des rejets atmosphériques BP (alpha et bêta-total)



Perspectives

Pour les déchets de catégorie A, le stockage est en cours de planification : la construction de l'installation de stockage en surface est en cours de préparation. Elle devrait être opérationnelle d'ici à 2029.

Pour la catégorie des déchets B&C, la deuxième partie de la politique nationale est en cours d'élaboration et sera soumise au gouvernement fédéral (au cours de la période 2025 - 2026) ; cette partie définira le processus de prise de décision pour la mise en œuvre du stockage géologique en profondeur, y compris le processus de sélection du site.

En ce qui concerne les déchets radioactifs radifères, une proposition de politique nationale sera préparée d'ici à 2025, prévoyant le stockage à faible profondeur de ces déchets.



© Thirdman - Pexels

CHAPITRE 7

Environnement - Santé

Le NEHAP (*National Environment-Health* Action Plan) est né de la conférence ministérielle environnement-santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), région Europe, en 1994 à Helsinki, qui a encouragé les États membres à développer leurs propres Plans Nationaux d'Action Environnement-Santé. Il résulte de la prise de conscience croissante de l'interaction réciproque entre l'environnement et la santé.

En Belgique, l'accord de coopération formant la base législative du NEHAP a été approuvé le 10 décembre 2003 ; il a institué un cadre de collaboration entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions concernant les domaines politiques de l'environnement et de la santé. Le NEHAP est un outil particulièrement pertinent, permettant une coordination et une cohérence non seulement entre l'environnement et la santé mais également entre les différents niveaux de pouvoir.

Le premier Plan national Environnement-Santé ou NEHAP1 a été lancé en 2003, et le Plan national Environnement-Santé numéro 2 (NEHAP2) a été élaboré pour poursuivre les efforts dans ce domaine. Les objectifs spécifiques du NEHAP2, couvrant la période de 2011 à 2023, visent à :

- identifier les principaux risques pour la santé liés à l'environnement en Belgique, tels que la pollution de l'air, de l'eau et du sol, les produits chimiques toxiques, le bruit, etc,
- mettre en place des mesures de prévention pour réduire ces risques,
- sensibiliser le public aux questions de santé environnementale,
- renforcer la surveillance et la recherche dans le domaine de la santé environnementale.

Le NEHAP3 (2024-2030) poursuit le travail sur des thèmes couverts dans les deux premiers plans (plan national ozone et vagues de chaleur, projets de biosurveillance humaine, ...) mais apporte de nouveaux accents et aborde de nouveaux thèmes, en tenant compte des défis actuels les plus critiques en matière d'environnement-santé.

Ce plan NEHAP3 est mis en œuvre au travers de divers projets internationaux et nationaux qui concernent notamment :

- la transition juste vers des systèmes de santé résilients et à faibles émissions de carbone
- l'impact de l'ozone et des vagues de chaleur sur la santé,
- la surveillance des moustiques tigres (projet MEMO+),
- le plan d'action national sur les perturbateurs endocriniens (NAPED),
- l'évaluation des risques liés aux substances chimiques de nouvelle génération (projet PARC),
- la formation des professionnels de santé à l'impact de l'environnement sur la santé via des modules de formation en ligne et accrédités par l'INAMI.

7.1 Perturbateurs endocriniens

Plan d'Action National sur les Perturbateurs Endocriniens (NAPED)

Les perturbateurs endocriniens (PE) sont des substances chimiques qui ont un impact important sur la santé et l'environnement, en affectant le système hormonal de notre organisme et celui des espèces animales. Or, elles peuvent être présentes partout dans l'environnement ou dans nos produits de consommation quotidiens (alimentation, jouets, cosmétiques, textiles...). La mise en place de mesures est donc primordiale afin de diminuer au plus vite l'exposition, multiple et répétée, aux perturbateurs endocriniens. Cette problématique représente aujourd'hui un enjeu majeur de santé publique.

Un plan d'action national sur les perturbateurs endocriniens (NAPED), a été adopté en juin 2022, via une collaboration étroite entre l'état fédéral, les régions et les communautés, pour une mise en œuvre de sa première phase de 2022 à 2026.

Principales actions mise en œuvre depuis 2022:

A. Prévention:

- Page internet sur les « perturbateurs endocriniens » sur le site du SPF Santé publique avec des conseils pour réduire leurs impacts sur la santé et l'environnement.
- Campagne de sensibilisation ciblant les femmes enceintes, incluant les populations précarisées (www.perturbateursendocriniens.be).
- Formations en libre accès (e-learning) sur des thématiques santé et environnement, en particulier sur les perturbateurs endocriniens (NEHAP). Ils ont été développés pour les professionnels de la santé, mais sont désormais accessibles à tous.
- Application mobile Scan4Chem qui permet aux consommateurs d'obtenir des informations sur l'éventuelle présence de substances extrêmement préoccupantes en scannant le code-barres d'un article.

B. Réglementation :

- Introduction dans le Code belge sur le bien-être au travail de dispositions spécifiques pour renforcer la protection contre les perturbateurs endocriniens. (AR du 2 juillet 2023).
- Contribution à la révision du règlement classification, étiquetage, emballage (CLP) ayant notamment abouti à l'introduction de critères d'identification des perturbateurs endocriniens pour la santé et l'environnement et des nouvelles classes de danger correspondantes.
- Contribution à la révision d'autres règlements européens concernés par la problématique des perturbateurs endocriniens (ex : règlement jouets).
- Contribution à l'élaboration des dossiers d'évaluation des perturbateurs endocriniens suspectés au niveau européen (ex : identification du Bisphenol S en tant que SVHC et perturbateurs endocriniens).
- Révision des critères d'attribution de l'EU Ecolabel européen pour plusieurs catégories de produits susceptibles de contenir des perturbateurs endocriniens (articles d'hygiène intime, détergents, textiles).
- Etude fédérale menée par le SPF Santé publique et le SPF Economie sur les outils économiques favorisant une substitution saine des substances particulièrement préoccupantes (incluant les perturbateurs endocriniens).
- Campagnes de surveillance du marché ciblant les perturbateurs endocriniens (ex : bisphénols).

C. Recherche scientifique :

- Co-financement par le SPF Santé publique d'études scientifiques sur les perturbateurs endocriniens menées par la KULeuven, l'UAntwerpen, le VITO et l'ISSeP dans le cadre du projet européen de recherche PARC (*Partnership for the Assessment of Risks from Chemicals*).
- Soutien à la plateforme "PEPPER" pour la validation de nouvelles méthodes de caractérisation des perturbateurs endocriniens .

La première phase de mise en œuvre du NAPED prendra fin en décembre 2026. La majorité des fiches-actions sont en cours d'implémentation, et d'autres actions sont en préparation pour une implémentation en 2025-2026, comme des campagnes de sensibilisation visant les jeunes enfants et les adolescents, ainsi qu'un projet de croisement de données sur la consommation, les troubles de la santé et l'exposition aux perturbateurs endocriniens.

7.2 Biosurveillance humaine

Politique environnementale

La participation belge au projet HBM4EU de l'UE sur la biosurveillance humaine (2016-22) s'est faite par le biais du plan NEHAP2, en association avec un groupe de travail composé de fonctionnaires flamands, wallons et fédéraux. Des échantillons conservés de la biobanque belge, prélevés dans le cadre d'un précédent projet de l'UE – DEMOCOPHES – mis en œuvre en 2011-2012, ont été utilisés pour analyser l'évolution chronologique de la teneur en bisphénols, retardateurs de flamme, phtalates et DINCH (ou hexahydrophtalate de diisononyle), un substitut des phtalates. Outre les publications scientifiques, le projet HBM4EU a également élaboré des fiches d'info et des infographies pour les citoyens.

Dans l'intervalle, un nouveau projet européen - Partnership for the Assessment of Risks from Chemicals | PARC (eu-parc.eu) a été lancé (2022-29) afin de relever les défis actuels, émergents et nouveaux en matière de sécurité chimique et d'assurer la transition vers une évaluation des risques de nouvelle génération, conformément à l'ambition de pollution zéro du Green Deal européen et à la Stratégie sur les produits chimiques pour un développement durable. Plus vaste que son prédécesseur HBM4EU, il inclut, outre la biosurveillance humaine, d'autres types de surveillance (par exemple du sol, de l'eau, des aliments), un module de travail sur la toxicologie ainsi qu'un module de travail visant à renouveler l'évaluation des risques chimiques, le renforcement des capacités, etc. Au sein du NAPED, le SPF Santé publique finance également des études dans le cadre de ce projet de l'UE. Plusieurs chercheurs belges de Sciensano, du Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek (VITO) et de différents instituts de recherche et universités belges y participent, voir Partners | Parc (eu-parc.eu).

En outre, un groupe de travail PFAS coordonné par le gouvernement fédéral recueillera les données PFAS des différentes autorités belges et les échangera. Ces données seront entre autres utilisées pour alimenter la proposition européenne de restriction des PFAS en préparation.

Évaluation de l'effectivité

L'Agence européenne pour l'environnement et l'Agence européenne des produits chimiques utiliseront les données des projets HBM4EU et PARC pour concevoir un Cadre européen d'évaluation des produits chimiques.

Les tendances concernant l'évolution des teneurs en bisphénol A dans l'UE montrent une diminution dans les 9 pays couverts par l'étude.

Perspectives

PARC se terminera à la fin du mois de mai 2029. Par conséquent, il est nécessaire de réfléchir à la manière de pérenniser dans l'UE les activités de collaboration, y compris la biosurveillance humaine, mais aussi d'autres projets de surveillance et de toxicologie. Cela nécessitera également une coordination à l'échelon national, compte tenu de l'existence de compétences mixtes, qui sera à nouveau assurée au sein du groupe de travail NEHAP existant.

7.3 Qualité de l'air intérieur

Politique environnementale

Nous passons en moyenne 85 % de notre temps à l'intérieur, ce qui rend la qualité de l'air intérieur essentielle, notamment pour les groupes vulnérables tels que les bébés, les enfants, les personnes âgées ou souffrant de maladies chroniques. Les conséquences potentielles d'une mauvaise qualité de l'air intérieur sur la santé sont documentées et reconnues depuis des décennies comme le rappelle le Conseil supérieur de la Santé dans son avis de 2017. Une mauvaise qualité de l'air peut entraîner des problèmes respiratoires, des allergies, des irritations, ainsi que des maladies graves telles que l'asthme, le cancer du poumon, les maladies cardiovasculaires et les infections respiratoires. La qualité de l'air intérieur influence également le bien-être, la concentration et la productivité au quotidien.

Les systèmes de ventilation et de purification de l'air jouent un rôle crucial dans la dilution des polluants et la réduction de leur accumulation. La pandémie de COVID-19 a souligné l'importance de ces systèmes pour limiter la propagation des aérosols infectieux dans les espaces clos. En réponse, lors du Comité de concertation d'août 2021, une stratégie nationale a été adoptée, débouchant sur la loi du 6 novembre 2022 relative à l'amélioration de la qualité de l'air intérieur dans les lieux fermés accessibles au public. Cette loi fixe les normes pour la qualité de l'air intérieur, les appareils de purification, la ventilation, ainsi que des obligations concernant la mesure de la qualité de l'air, les analyses de risques, les plans d'action, la certification et la labélisation.

Un dispositif de contrôle garantit le respect de ces exigences techniques, ainsi que la bonne application des mesures de qualité de l'air, de certification et de labélisation.

Informations environnementales

Aucune donnée chiffrée sur la qualité de l'air intérieur liée à la loi n'est actuellement disponible.

Évaluation de l'effectivité

Les données d'évaluation de la loi ne sont pas encore disponibles à ce stade.

Perspectives

À partir de 2024, les cinq prochaines années seront consacrées à la mise en œuvre de la loi, notamment via l'arrêté royal du 12 mai 2024. Cela inclura le contrôle de son application, la formation des certificateurs, et le développement des connaissances sur l'impact de la qualité de l'air intérieur sur la santé. Dès le 1er octobre 2024, les exploitants de lieux fermés accessibles au public (écoles, hôpitaux, HoReCa, transports en commun, etc.) devront volontairement mesurer les concentrations en CO_2, réaliser une analyse de risques et établir un plan d'action. La certification et la labélisation seront introduites sur une base volontaire à partir de 2025.

Des efforts sont en cours pour développer des indicateurs de qualité de l'air intérieur, incluant les concentrations de polluants tels que les PM, COV, NOx, formaldéhyde, benzène, moisissures, O3 et autres. Le cadre législatif, actuellement volontaire jusqu'en 2027, deviendra progressivement obligatoire d'ici à 2038, et devrait concerner environ 1,5 à 2 millions de locaux.

7.4 Rayonnements ionisants

Politique environnementale

L'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire (AFCN) a comme mission de limiter et surveiller l'exposition aux rayonnements ionisants.

La politique fédérale principale à ce sujet est l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants (RGPRI), qui transpose les dispositions de la directive 2013/59/Euratom. Cette politique, mise en œuvre par l'AFCN, vise :

- *à limiter l'impact des installations et applications nucléaires*. Cette politique est décrite dans le chapitre 6 ;
- *à évaluer les doses reçues par le public*. L'AFCN réalise cet objectif par un programme de surveillance radiologique par échantillonnage et analyse régulière des différents compartiments environnementaux, qui comprend chaque année environ 4500 échantillons et 29000 analyses. Les résultats sont publiés chaque année sur le site web de l'AFCN sous forme d'un rapport. En complément, la radioactivité environnementale est mesurée en direct par le réseau TELERAD. Ce dernier est constitué de 250 stations de mesure partout en Belgique. Les résultats peuvent être consultés par le public sur un site web dédié ;
- *à mettre en place un système de gestion de radon* dans les habitations et les lieux de travail, ainsi qu'une stratégie pour la protection des nouvelles constructions contre le radon. Le radon est un gaz radioactif issu de la décroissance de la radioactivité naturelle présente dans les couches géologiques, qui peut dissiper du sous-sol et se concentrer dans les bâtiments. L'OMS a défini 100 Bq/m³ comme valeur de référence[41] pour le radon dans les maisons (valeur sous laquelle aucun dommage important pour la santé n'est observé). L'AFCN considère actuellement un niveau de référence de 300 Bq/m³ comme proposé par le Conseil Supérieur de la Santé (valeur au-dessus de laquelle une remédiation est indiquée). Le plan d'action radon national belge est publié sur le site web de l'Agence.

L'AFCN contrôle également la radioactivité dans les eaux destinées à la consommation, suivant les dispositions de la Directive 2013/51/Euratom, transposée dans l'Arrêté Royal du 31 mai 2016. Elle oblige les fournisseurs d'eau et des entreprises alimentaires incorporant de l'eau dans leurs produits à mettre en place un programme d'autocontrôle afin de vérifier si l'exposition du public reste en dessous de la dose indicative de 0.1 mSv.

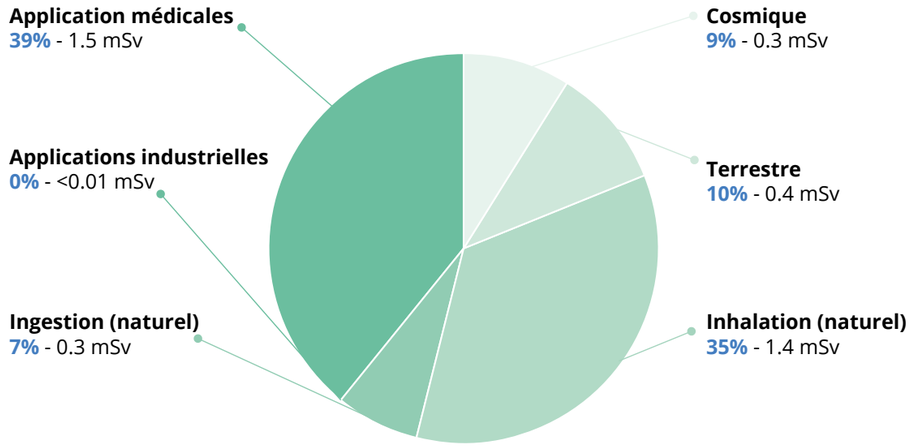
Informations environnementales

L'AFCN évalue de façon périodique l'exposition du public aux rayonnements ionisants, suivant la méthodologie du Comité scientifique des Nations unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (UNSCEAR). Cette méthode standardisée prend en compte les résultats de la surveillance radiologique du territoire, ainsi que les mesures effectuées et statistiques calculées par l'AFCN dans les différents secteurs. L'évaluation la plus récente a été effectuée en 2015.



© Jakob Madsen – Unsplash

41. Le becquerel (Bq) mesure le niveau de radioactivité, c'est-à-dire le nombre de désintégrations par seconde.



***Graphique** - Exposition moyenne annuelle du public belge aux rayonnements ionisants en 2015 (source : AFCN).*

On note alors que – hormis l'exposition médicale, qui n'est pas le sujet de ce chapitre – la plus grande contribution à l'exposition annuelle provient de l'inhalation de radionucléides naturels (1.4mSv/an). Cette dose provient principalement de l'exposition au radon dans les habitations et les lieux de travail. Les données concernant l'exposition moyenne au radon sont détaillées dans le précédent rapport.

Les autres composants de l'exposition annuelle – le rayonnement cosmique et terrestre, ainsi que l'ingestion des radionucléides naturels via la chaine alimentaire – restent stables, comme leur ampleur est principalement déterminée par la géologie et géographie locale. L'implémentation de 2013/51/Euratom a permis d'identifier et quantifier cet effet géographique pour l'eau de boisson et de constater que – hormis quelques anomalies – la dose indicative est respectée.

Enfin, il est important de noter que la contribution totale des applications nucléaires et industrielles autorisées par l'AFCN (voir chapitre 6) est négligeable.

Une nouvelle évaluation selon la méthodologie UNSCEAR de la dose moyenne au public belge sera disponible en 2025.

Évaluation de l'effectivité

Même si la majeure partie des sources d'exposition du public est d'origine naturelle, la politique fédérale mise en place par l'AFCN permet de surveiller de façon efficace le territoire, de quantifier la variation et d'identifier les situations ou des actions spécifiques sont possibles et/ou requises pour réduire l'exposition.

Perspectives

L'AFCN continuera à mettre en œuvre le plan d'action radon ainsi que les campagnes annuelles de sensibilisation du public, afin d'identifier les habitations et lieux de travail dépassant le seuil de référence de 300 Bq/m³.

Dans le contrôle de l'eau de boisson, l'AFCN prévoit une analyse approfondie de la variation géographique des concentrations en radioactivité naturelle, afin de pouvoir communiquer de façon transparente ces données au public.

7.5 Exposition à l'amiante

Politique environnementale

La Belgique fut pendant de nombreuses années le plus grand utilisateur mondial d'amiante (en kilos par habitant). L'amiante peut causer, par inhalation, des maladies graves comme l'asbestose (fibrose de la paroi des alvéoles pulmonaires) et différentes sortes de cancer : mésothéliome (cancer de la plèvre et du péritoine), cancer du larynx, cancer du poumon et cancer de l'ovaire. L'exposition à l'amiante peut également provoquer des lésions moins graves que l'asbestose comme les épaississements pleuraux diffus (épaississements de la plèvre interne, qui recouvre les poumons et le péricarde).

Initié le 1er avril 2007, le « Fonds amiante » (AFA) indemnise les victimes de l'amiante ayant fait l'objet d'une exposition professionnelle ou environnementale, pour autant que celles-ci aient eu lieu en Belgique. L'AFA permet donc aux victimes environnementales de bénéficier d'une indemnisation, ce que ne permet pas le régime des maladies professionnelles assuré par l'Agence fédérale des risques professionnels (FEDRIS).

Initialement, l'AFA accordait une indemnisation pour le mésothéliome, l'asbestose, et pour les « affections bénignes de la plèvre et du péricarde provoquées par l'amiante » (dont les « épaississements pleuraux diffus ») qui sont assimilées à l'asbestose sur le plan juridique bien qu'elles soient médicalement différentes.

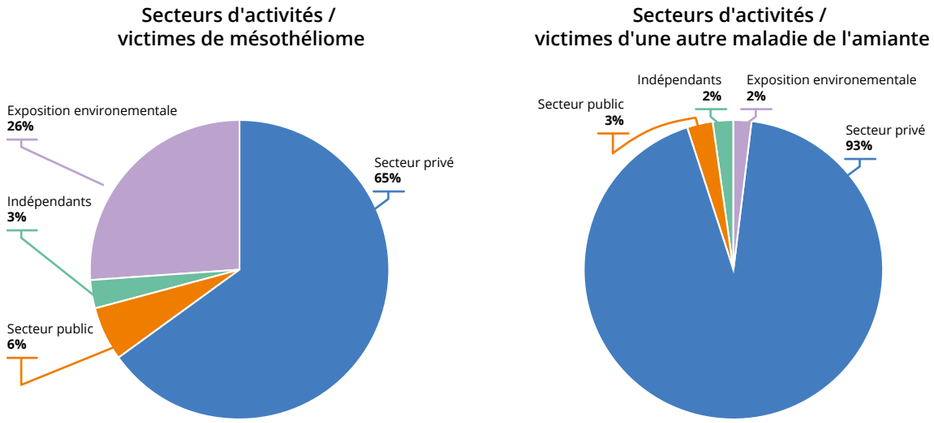
Deux nouvelles maladies provoquées par l'amiante ont été ajoutées à la liste des maladies indemnisables par l'AFA à la suite de la loi du 5 mai 2019 améliorant l'indemnisation des victimes de l'amiante : le cancer du poumon et le cancer du larynx provoqués par l'amiante. Le cancer de l'ovaire provoqué par l'amiante a quant à lui été ajouté à cette liste à la suite de la loi du 14 juin 2022.

L'AFA est doté d'une mission de prévention depuis le 15 novembre 2017. Cela donne lieu à la réalisation de campagnes de sensibilisation et de prévention, la participation à des évènements tel que "Batibouw" ou encore l'organisation de webinaires.

L'AFA assure enfin une mission d'accompagnement des victimes depuis le 5 mai 2019. Cela s'illustre par la mise en place d'un point de contact permettant de répondre aux questions de la population belge sur la problématique de l'amiante. Des permanences sont également organisées par nos assistantes sociales afin d'accompagner les potentielles victimes d'un point de vue administratif ou social. Elles réalisent également des visites à domicile pour les victimes du mésothéliome reconnues, et ce, afin d'examiner la situation des victimes de l'amiante et leur proposer les mesures appropriées en fonction de leurs besoins individuels.

Informations environnementales

En moyenne, 271 nouvelles victimes sont reconnues par an. Depuis 2007, 4611 victimes ont été reconnues. Le nombre de personnes indemnisées est plus important car les ayants droits sont également dédommagés. Une part assez importante des cas de mésothéliomes est due à une exposition environnementale (26 %). Dans le cas des autres maladies de l'amiante, l'exposition environnementale porte sur 2 % des cas reconnus.

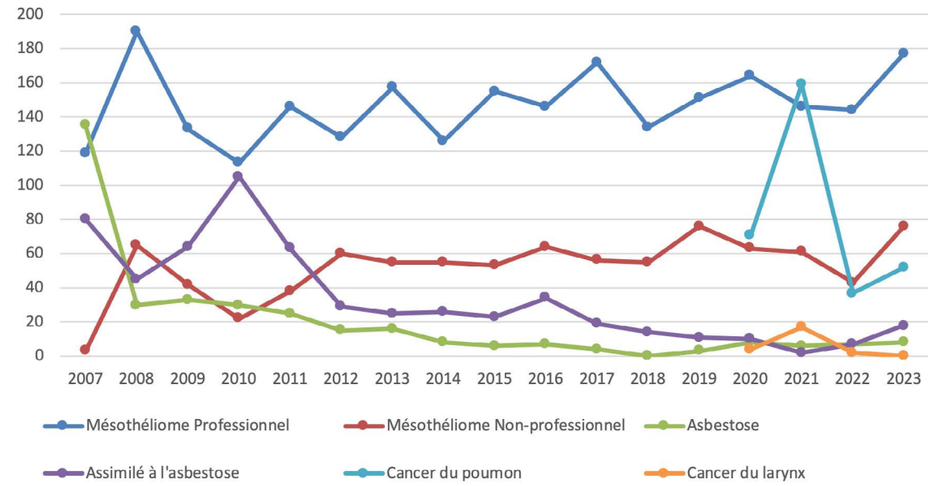


Graphique *- Répartition des cas de mésothéliomes et autres maladies répertoriées par l'AFA (2007-2018). (Source : Fonds amiante)*

La grande majorité des victimes provient du secteur privé. Le faible nombre d'indépendants s'explique probablement par le fait qu'ils ne sont pas suffisamment informés de la possibilité d'introduire une demande d'indemnisation auprès de l'AFA. La découverte du cancer se fait majoritairement à partir de 65 ans. Les victimes sont majoritairement des hommes ayant été en contact avec l'amiante sur leur lieu de travail (86 % pour le mésothéliome, 95 à 98 % pour les autres maladies reconnues en AFA). Les principaux secteurs d'activité des victimes sont la métallurgie (et notamment la sidérurgie), la construction et l'industrie (notamment la fabrication de matériaux de construction).

Le nombre de mésothéliomes reconnus ainsi que le nombre de maladies assimilées à l'asbestose ont connu une progression sensible après une diminution sur la période 2021-2022. Le nombre d'asbestose reconnue est resté stable.

Les nouvelles maladies reconnues en 2019 et 2022 ont connu des évolutions diverses. L'arrêté d'application concernant les cancers du poumon ou du larynx provoqué par l'amiante ayant été publié à la fin de l'année 2019, les premières reconnaissances dans le cadre de l'AFA ont eu lieu en 2020. En 2021, les victimes reconnues précédemment dans le régime des maladies professionnelles l'ont aussi été dans le cadre de l'AFA, ce qui a engendré une forte hausse des reconnaissances. Le nombre de cancers du poumon, après avoir connu un fort repli en 2022, a connu une progression sensible en 2023. Le nombre de cancers du larynx a connu un fort repli en 2022 et est resté stable en 2023. Il n'y a pas, faute de demande, de cancers de l'ovaire provoqué par l'amiante reconnu à ce jour.



Graphique *- Nombre de cas de mésothéliomes et autres maladies reconnues par l'AFA en Belgique (2007-2018) par année. (Source : Fonds amiante)*



© ammypicca - Freepik

CHAPITRE 8

Inspections, contrôles et décisions judiciaires

L'Inspection fédérale de l'environnement[42] est chargée de l'application d'un grand nombre de règlements et de réglementations concernant des produits et des espèces commercialisés en Belgique. L'Inspection fédérale de l'environnement travaille en étroite collaboration avec les autres services d'inspection fédéraux (SPF Économie, Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA), Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS), Douane, Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT)...) responsables de la sécurité des produits. Ces services échangent lors d'une réunion de coordination mensuelle.

L'inspection fédérale de l'environnement coopère également avec les services régionaux d'inspection du Forum national REACH.

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu des thèmes en rapport avec l'environnement faisant l'objet d'inspections des services fédéraux (en jaune) :

		Services fédéraux d'inspection		
		AFSCA	**DGEM**	**Douane**
Thèmes inspectés	Biocides (à l'exception des opérateurs actifs dans la chaîne alimentaire)		(*)	
	Produits phytopharmaceutiques dans la chaîne alimentaire	(*)		
	CITES	(*)	(*)	
	Bois			
	Espèces exotiques envahissantes			
	Santé des végétaux			
	Santé animale			

(*) : selon le protocole de 2023 entre le SPF Santé publique et L'AFSCA

En 2023, le protocole entre le SPF et l'AFSCA a été reconduit. Les responsabilités respectives de l'AFSCA et du SPF pour le volet CITES ont été notamment mieux délimitées. Des accords clairs ont également été établis dans ce protocole global en ce qui concerne les inspections des produits biocides et phytopharmaceutiques.

Il existe également des protocoles de coopération avec le SPF Finances – la Douane en ce qui concerne le règlement PIC, les espèces exotiques envahissantes, etc.

42. Service d'inspection de la Direction générale Environnement (DGEM) du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement (SPF Santé publique).

8.1 Substances et préparations dangereuses et Biocides

Politique environnementale

Les inspections entreprises dans les domaines des substances et préparations dangereuses et biocides par l'Inspection Fédérale de l'Environnement sont réalisées dans le cadre légal de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs (ci-après loi du 21 décembre 1998) et l'arrêté royal du 2 juillet 2014 organisant l'exécution des contrôles de l'application de la loi du 21 décembre 1998.

L'Inspection Fédérale de l'Environnement développe chaque année un plan annuel d'inspection avec des campagnes spécifiques. Ce plan annuel s'inscrit dans une stratégie nationale quadri-annuelle déterminée conformément au règlement (UE) 2019/1020 sur la surveillance du marché et la conformité des produits, laquelle permet d'établir les priorités de contrôle de l'application de la législation. Par ailleurs, des contrôles de routine ont également lieu, ainsi que des contrôles à la suite des plaintes reçues par le service. Des contrôles sont également effectués dans le cadre d'actions conjointes au niveau européen (notamment à travers le forum *PROSAFE*) et certaines thématiques de contrôle sont déterminées par l'Agence Européenne des Produits Chimiques (par exemple les projets REF concernant l'application du règlement REACH). L'inspection Fédérale de l'Environnement effectue également des contrôles des produits vendus en ligne.

Les membres de l'Inspection Fédérale de l'Environnement sont compétents pour contrôler l'application d'un grand nombre de législations européennes et nationales. Les contrôles portent entre-autres sur les produits et substances chimiques couvertes par le règlement REACH, les produits biocides (désinfections, etc.), le respect de la règlementation CLP sur la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et mélanges, dont par exemple les fermetures de sécurité pour enfants de certains contenants, les produits phytopharmaceutiques hors de la chaine alimentaire, la directive fixant des exigences en matière d'écoconception, les Polluants Organiques Persistants (POP), l'exportation de substances chimiques dangereuses sous le règlement PIC, le bois importé de zones déforestées illégalement (*European Timber Regulation*), etc.

De nouveaux règlements européens et arrêtés royaux nationaux tombant sous la compétence de contrôle de l'Inspection Fédérale de l'Environnement ont été adoptés au cours de la période 2019-2023. En matière de produits biocides, c'est le cas notamment de l'arrêté royal du 4 avril 2019 relatif à la mise à disposition sur le marché et à l'utilisation des produits biocides et de l'arrêté royal du 10 mai 2023 réglementant les fumigations et défumigations.



© littlewolf1989– Adobe Stock

Informations environnementales

Le service réalise annuellement plus de 2500 inspections et contrôles, dont en moyenne résultent 10 % de procès-verbaux d'infraction.

Tableau *- Nombre de PV d'infractions établis par les cellules Biocides et Chemicals dans la période 2019-2023*

Cellule Chemicals	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Nombre de PV	52	36	51	36	43
Nombre d'avertissements	59	100	84	66	35
Nombre d'inspections	-	-	851	1028	857

Cellule Biocides	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Nombre de PV	139	102	114	141	158
Nombre d'avertissements	150	270	203	303	197
Nombre d'inspections	-	-	1081	1444	1368

Les avertissements (remplacés depuis juin 2023 par l'outil du Rapport de constatation) permettent de sensibiliser les acteurs des secteurs concernés à la réglementation et enjoindre ceux-ci à prendre des mesures pour se mettre en règle sans pour autant les sanctionner directement. Les avertissements ou rapports de constatations font l'objet d'un suivi lors d'un contrôle ultérieur du respect des normes par l'opérateur concerné.

Les infractions mineures constatées par l'Inspection Fédérale de l'Environnement sont sanctionnées par une amende administrative, tandis que les infractions graves peuvent soit faire l'objet de poursuites pénales soit donner lieu à une amende administrative. La majorité des infractions graves sont traitées administrativement. En matière de substances et préparations dangereuses et biocides, sept constatations ont fait l'objet de poursuites pénales dans la période 2019-2023.

Par ailleurs, outre la verbalisation des infractions constatées, les membres de l'Inspection Fédérale de l'Environnement peuvent saisir ou mettre sous scellés les produits non-conformes ou les faire retirer du marché. En 2023, la loi du 21 décembre 1998 a été modifiée et des mesures d'exécution supplémentaires ont été ajoutées à l'arsenal d'outil à disposition des membres de l'Inspection Fédérale de l'Environnement lorsqu'une non-conformité des produits est constatée. Notamment, la loi permet d'imposer des mesures correctives à l'opérateur concerné telles que la mise en conformité du produit, ou le rappel des produits avec une mise en garde du public. L'ajout de ces mesures dans la législation permet aux membres de l'Inspection Fédérale de l'Environnement de réagir avec flexibilité dans les situations concrètes.

Le règlement UE 2019/1020 sur la surveillance du marché et la conformité des produits, adopté en 2019 et applicable à partir de juillet 2021, vise à renforcer la surveillance sur le marché des produits couverts par la législation d'harmonisation de l'Union Européenne (législations listées dans son annexe I, y compris notamment le règlement REACH, le règlement CLP ou le règlement 528/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides). Il renforce l'échange d'information et coopération entre les autorités de surveillance du marché des Etats membres de l'Union, en prévoyant une procédure d'assistance mutuelle. Il prévoit également un cadre de contrôle concernant les produits entrant sur le marché de l'Union Européenne. L'utilisation et le traitement des notifications européennes via *Safety Gate* (anciennement RAPEX) a augmenté dans les dernières années. Les contrôles en ligne se sont également développés ces dernières années, notamment par l'engagement d'un inspecteur chargé de contrôler les produits vendus sur les sites internet ou les plateformes.

Évaluation de l'effectivité

La mesure de l'effectivité est réalisée par l'analyse des résultats des diverses campagnes, du nombre d'inspections effectuées, du nombre d'infractions ou constatations, du nombre d'échantillons analysés, du nombre de saisies ou retraits du marché effectués, du nombre d'inspections réalisées sur des produits mis sur le marché par le canal e-commerce, etc.



© APchanel – Adobe Stock

Perspectives

Avec le nombre toujours croissant des règlementations à contrôler, le service améliore en continu son analyse des risques et l'analyse du marché en croisant et en analysant les diverses sources de données disponibles, telles que la base de données EU de notification des contrôles de produits (ICSMS, *Safety Gate*), les résultats des projets du FORUM du *European Chemicals Agency*, par la collaboration et les échanges avec les services d'inspection d'autres états membres, et si le budget le permet aussi par l'achat de données du marché après des bureaux d'étude de marché spécialisés.

8.2 CITES (Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora)

Politique environnementale

Les autorités répressives compétentes pour la CITES en Belgique sont le service d'inspection CITES du SPF, la Douane, l'AFSCA et la police fédérale et locale. Les contrôles portent sur toutes les formes de commerce : aux frontières pour l'importation, l'exportation, la réexportation et le transit, et sur le territoire belge (commerçants, amateurs, etc.).

Les spécimens constitutifs d'une infraction peuvent faire l'objet d'une saisie administrative (sur avis du service CITES) ou pénale. Les saisies – en cas d'importations illégales - ont lieu principalement à l'aéroport de Zaventem (contrôle des passagers, des denrées alimentaires importées ou des colis postaux) ou au port d'Anvers (principalement les importations de bois tropicaux). Les infractions constatées font l'objet de poursuites pénales ou administratives (via une amende administrative).

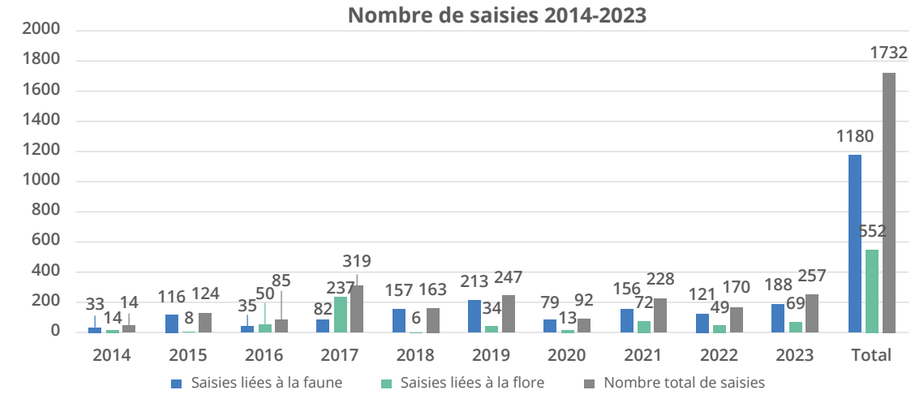
La désignation des autorités de contrôle et les mesures pénales sont définies dans la « loi CITES » (loi du 8 juillet 1981 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction). La Belgique prendra en outre des mesures spécifiques sur la base du 2e Plan d'action de l'Union européenne contre le trafic d'espèces sauvages (2022).

Informations environnementales : contrôles des espèces en danger

Nombre de contrôles effectués par le service d'inspection	2019	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Contrôles	111	325	304	287	305	292	227
PV d'infraction	53	134	115	86	70	59	50
PV de saisie	16	23	52	12	10	19	24
Avertissements	21	45	32	32	31	62	29

› Le plan d'inspection annuel inclut plusieurs priorités (en plus des contrôles « habituels » à la suite de demandes de documents CITES et de plaintes) : antiquités et salons (2019), trophées de chasse et jardins zoologiques (2020), oiseaux (2021-22-23), nouveaux contrôles d'anciens contrevenants (2022), salles des ventes et salons proposant des animaux à la vente (2023).

Graphique *- Nombre de saisies enregistrées par les autorités répressives compétentes pour le respect de la CITES :*

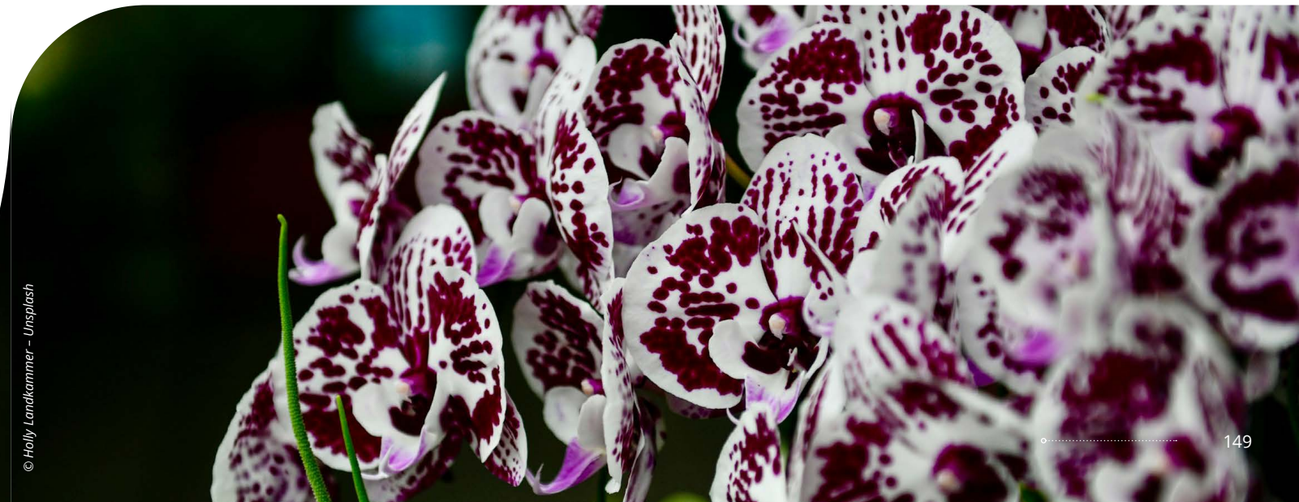


Le nombre de saisies a été particulièrement peu élevé en 2020 en raison de la crise sanitaire du COVID-19. Les saisies d'animaux ou de produits animaux dépassent de plus en plus les saisies d'espèces végétales ou de produits à base de plantes. Aux frontières, les saisies concernent principalement la viande de brousse mais aussi de nombreux compléments alimentaires (28 % au cours des 10 dernières années).

Des actions internationales récurrentes menées sur le terrain portent également leurs fruits, telles que les actions *Thunder*, organisées par l'Organisation mondiale des douanes et Interpol. La Douane, le service d'inspection CITES et l'AFSCA y ont également participé. Les contrôles sont autant de moments de formation permettant aux experts CITES de fournir des explications spécifiques aux contrevenants. Parmi les autres actions de contrôle, citons l'Opération *Blizzard* dans le cadre de la lutte contre le commerce illégal de reptiles (2019), *Kitkat* contre le commerce illégal de félins (2019) et *Sesha* III (2019), dans le cadre de la lutte contre le commerce illégal d'espèces de bois protégées par la CITES.

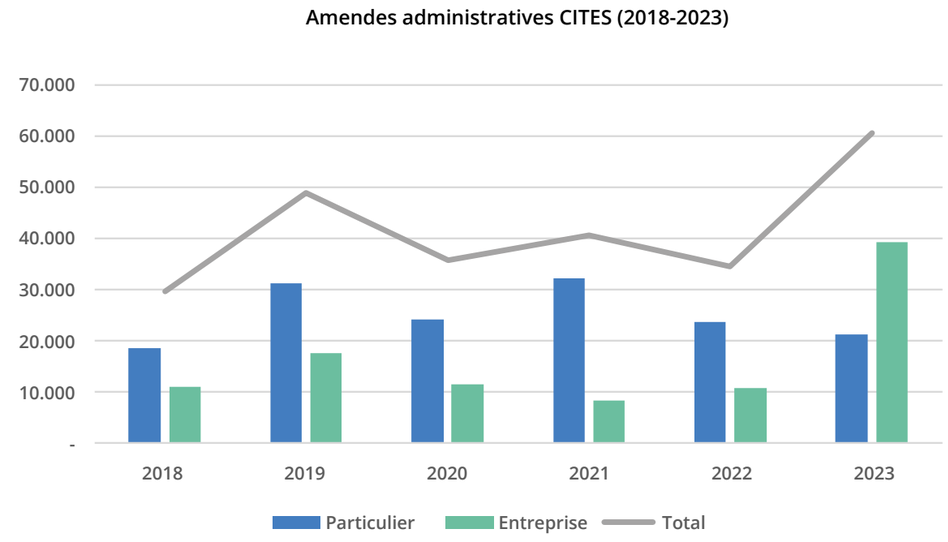
Des actions nationales conjointes sont également menées tous les mois sur le terrain. L'AFSCA et la Douane ont ainsi procédé à des fouilles de valises de passagers (dans le cadre de l'action *BACON*) : 12 jours de contrôle au total à l'aéroport de Zaventem en 2021 ; 56 en 2023 dans différents aéroports de Belgique et à la gare de Bruxelles-Midi (frontière extérieure depuis le Brexit).

Quarante-trois experts désignés peuvent prêter leur assistance lors des contrôles afin de déterminer l'espèce ou l'ancienneté d'un produit. Des partenariats ont également été mis en place avec des laboratoires : depuis 2019, des analyses ADN sont réalisées en collaboration avec le BopCo (*Barcoding Facility for Organisms and Tissues of Policy Concern*) ; depuis 2020, des analyses d'échantillons de bois sont réalisées en collaboration avec ENFORCE (Centre d'expertise belge pour la recherche forensique sur le bois). Le laboratoire de la douane effectue également des analyses dans le cadre des dossiers douaniers, principalement sur le bois et les extraits végétaux.



© Holly Landkammer – Unsplash

Graphique *- Évolution du nombre d'amendes administratives, avec un montant record de 60 000 € en 2023.*



Évaluation de l'effectivité

Le nombre de constats dressés et de saisies effectuées par le service d'inspection CITES fluctue en fonction du nombre d'inspecteurs déployés. Le nombre de saisies effectuées par tous les services dépend également beaucoup des événements (COVID-19, grippe aviaire…) et des priorités des différents services.

La coopération avec les différents services des autorités répressives a facilité et accéléré les constats d'infractions, avec quelques « bonnes prises » à la clé : 420.000 civelles ont ainsi été confisquées et relâchées ensuite dans la nature | SPF Santé publique).



© Elke Malfait

Perspectives

Voir également les perspectives au chapitre 2 (CITES – politique).

Un nouvel élargissement des partenariats, non seulement avec les régions, mais aussi avec les diverses institutions scientifiques belges, permettra d'assurer plus efficacement le respect de la législation. Ainsi, la coopération avec le Centre d'expertise belge pour la recherche forensique sur le bois (ENFORCE) améliorera le contrôle des importations de bois en Belgique. Des efforts seront également déployés pour développer les techniques de recherche actuelles du BopCo.

8.3 Bois

Politique environnementale

En Belgique, le contrôle du respect du règlement européen sur le bois (RBUE) est assuré par l'Inspection fédérale de l'environnement, qui collabore ici étroitement avec l'Administration générale des Douanes et des Accises du SPF Finances. Les contrôles sont réalisés lors de la première mise sur le marché des produits du bois. Les inspecteurs vérifient alors si les entreprises appliquent bien un système général de diligence raisonnée décrivant la manière dont elles se conforment aux exigences du RBUE, c'est-à-dire si elles prennent les mesures nécessaires pour s'assurer de l'origine légale du bois et des produits du bois qu'elles commercialisent. De plus, des expéditions spécifiques font également l'objet de contrôles du respect du SDR (système de diligence raisonnée). Il s'agit le plus souvent de contrôles de documents, associés, lorsque c'est possible et pertinent, à de prélèvements d'échantillons.

La loi du 21 décembre 1998 sur les normes produits a en outre été modifiée en vue de permettre les dons ou la vente de bois confisqués.

Informations environnementales : contrôles

Le nombre de contrôles est resté plus ou moins stable tout au long de la période de référence. Des constats ont été dressés lors de près de la moitié des contrôles.

	2019	2020	2021	2022	2023
Contrôles	29	30	20	14	16
PV d'infraction	1	7	4	6	8
PV d'avertissement Rapport de constatation	11	11	3	1	2

En 2019, des techniques d'analyse du bois ont été utilisées pour la première fois lors d'une journée d'action au port d'Anvers. Depuis 2023, des échantillons sont systématiquement prélevés lors des contrôles, notamment grâce à la création d'ENFORCE (centre d'expertise belge pour la recherche forensique sur le bois) et au développement des techniques d'analyse, telles que la détermination de l'origine. Ces techniques sont appelées à se développer toujours plus, ce qui augmentera vraisemblablement l'importance du prélèvement d'échantillons.

Perspectives

Le règlement européen sur la déforestation (RDUE) entrera en vigueur le 30/12/2024 et le contrôle de son application sera assuré par la cellule d'inspection « déforestation » de l'Inspection fédérale de l'environnement. Les contrôles, limités jusqu'ici au bois et aux produits dérivés du bois, seront ainsi étendus aux produits fabriqués à partir de six autres matières premières (cacao, café, palmier à huile, caoutchouc, soja et bovins). Le RDUE définit le nombre de contrôles à effectuer. Pour atteindre ces objectifs, il conviendra de renforcer considérablement les capacités de la cellule d'inspection « déforestation ».

8.4 Chaine alimentaire et environnement

Politique environnementale

L'AFSCA est chargée du contrôle de l'ensemble de la chaîne alimentaire, du producteur au consommateur. Ses compétences s'étendent aux contrôles en matière de santé animale et végétale. De plus, l'AFSCA contrôle également les importations et les exportations d'animaux, de plantes et de denrées alimentaires en provenance et à destination de pays qui se trouvent hors de l'Union européenne.

Si l'environnement est chargé d'agents responsables de maladies végétales et animales ou de contaminants, il y a un risque, d'une part que la santé de ces plantes et de ces animaux soit menacée et, d'autre part que les aliments pour animaux et les denrées alimentaires produits à partir de ces derniers soient contaminés. Cette dernière peut constituer une menace non seulement pour la santé animale, mais aussi pour la santé humaine. Le changement climatique fait également émerger de nouveaux dangers et risques pour la santé végétale et animale, et menace aussi la sécurité alimentaire. Mentionnons par exemple l'émergence d'organismes nuisibles et de maladies animales, et la prolifération de micro-organismes producteurs de toxines nouvelles ou existantes.

La cadre réglementaire régissant la sécurité de la chaîne alimentaire est en grande partie fixé au niveau européen, entre autres par la *General Food Law* (le règlement qui définit les grandes lignes de la législation alimentaire), l'*Official Controls Regulation* (le règlement sur les contrôles officiels), la *Plant Health Law* (le règlement sur la santé des plantes), et l'*Animal Health Law* (le règlement sur la santé animale), ainsi que les textes législatifs qui les complètent.

Les principes de base de cette réglementation européenne doivent permettre de relever les défis posés par les évolutions au niveau de la chaîne alimentaire. L'idée de base est la suivante : c'est en premier lieu aux entreprises que revient la responsabilité de garantir la sécurité de leurs produits et d'utiliser, pour leurs propres contrôles, une approche fondée sur les risques. Lors de ces autocontrôles, les opérateurs sont donc tenus de prendre en compte des facteurs de risque tels que la contamination environnementale connue. L'AFSCA veille à ce que les opérateurs assument cette responsabilité et met en œuvre ses propres programmes de contrôle fondés sur les risques, sur la base des évaluations scientifiques et sur des avis, entre autres de l'EFSA (l'Autorité européenne de sécurité des aliments) qui peuvent être complétés par des actions spécifiques, par exemple pour des sites contaminés connus ou en cas de suspicion de contamination sur un site. L'AFSCA met également en œuvre des programmes de surveillance et de suivi des maladies animales et végétales.

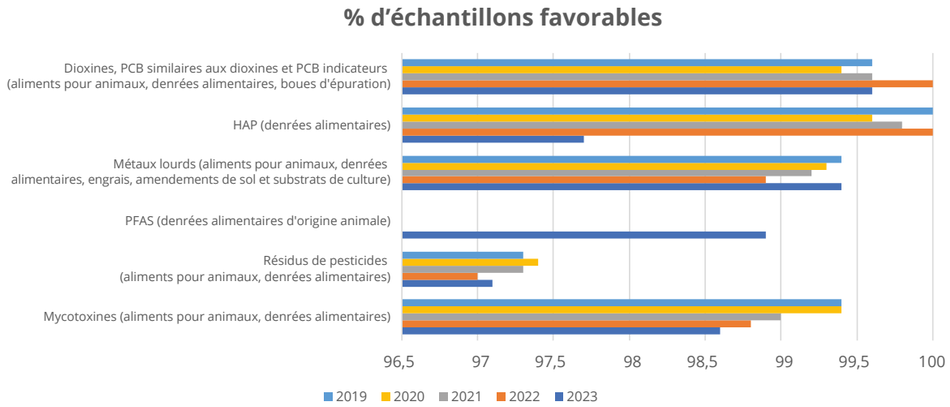
Même si la lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaire ne relève pas des missions de base de l'AFSCA, celle-ci soutient des initiatives de lutte contre les excédents alimentaires, comme les dons d'aliments, en veillant à garantir la sécurité alimentaire. Des activités telles que le recyclage du matériel d'emballage font également l'objet de toute l'attention de l'Agence. Dans le contexte de la sécurité alimentaire, l'AFSCA s'emploie également à promouvoir la durabilité.


© Freepik

Au niveau national, outre diverses réglementations verticales, l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales constitue une base importante pour les dispositions pénales applicables à tous les acteurs de la chaîne alimentaire, quel que soit leur secteur d'activités spécifique.

Informations environnementales

Les résultats des prélèvements visant à identifier la présence d'une série de contaminants dans divers produits sont représentés dans le graphique ci-dessous. Pour en savoir plus sur les contrôles de l'AFSCA, nous vous renvoyons à ses rapports d'activités.



* Pour les PFAS, seuls les résultats pour 2023 sont représentés ; c'est en effet la première année que les normes européennes en la matière sont d'application.

Les contaminants environnementaux tels que les dioxines, les PCB de type dioxine et les PCB marqueurs, les HAP, les métaux lourds et les PFAS sont des substances chimiques dont la présence dans l'environnement est principalement due à l'activité humaine. Certains d'entre eux sont fabriqués à des fins industrielles et, en raison de leur grande stabilité, ne se dégradent pas facilement. Ces substances peuvent agir comme des polluants toxiques persistants et contaminer l'air, le sol, l'eau, les aliments pour animaux et les denrées alimentaires.

Les produits phytopharmaceutiques (insecticides, fongicides, herbicides…) et les adjuvants sont utilisés pour protéger les plantes contre les parasites ou pour lutter contre les mauvaises herbes. Leur utilisation est réservée aux usages pour lesquels ils ont été autorisés. Afin de ne pas dépasser les limites maximales de résidus fixées par la loi, il est également nécessaire de respecter les doses, les délais d'attente (avant la récolte) et les fréquences d'application. Pour protéger l'environnement aquatique et l'eau potable, des zones-tampons, à l'intérieur desquelles l'application de produits phytopharmaceutiques et d'additifs est interdite, sont établies.

Les mycotoxines sont des métabolites secondaires toxiques de moisissures qui, dans certaines conditions, peuvent se développer sur les cultures ou pendant le stockage des cultures ou de produits issus des cultures. Ces toxines se retrouvent sous forme de contaminants naturels dans de nombreux aliments d'origine végétale, en particulier les céréales, et certains aliments pour animaux. Certaines mycotoxines peuvent se retrouver dans des produits d'origine animale, tels que le lait, les œufs, la viande et les abats, par l'intermédiaire d'aliments pour animaux contaminés. Le risque de contamination par les mycotoxines est accru par les changements climatiques, notamment l'allongement des périodes favorables à la croissance des champignons (chaudes et humides), l'introduction de nouvelles espèces fongiques et de nouvelles plantes cultivées ou sauvages.

Évaluation de l'effectivité

Le degré de conformité des produits prélevés pour contrôle par l'AFSCA est généralement élevé à très élevé. Ce degré de conformité ne peut toutefois pas être considéré comme un indicateur de l'état de l'environnement en Belgique, entre autres pour les raisons suivantes :

- il ne concerne que les produits introduits dans la chaîne alimentaire ; par exemple, les produits cultivés par les particuliers ne sont pas pris en compte, car ils ne relèvent pas des compétences de l'AFSCA ;
- il concerne aussi bien des produits d'origine belge que d'origine étrangère ;
- dans certains cas, une attention particulière est accordée aux sites dont la contamination environnementale est connue ou suspectée ;
- le système d'autocontrôle favorise les mesures d'atténuation : en effet, les opérateurs sont censés tenir compte de la contamination de l'environnement, réduisant ainsi le risque de contamination des aliments pour animaux et des denrées alimentaires.

Grâce aux principes de base ancrés dans la politique européenne, l'AFSCA peut rapidement adapter ses programmes de suivi, de surveillance et de contrôle ou élaborer des actions spécifiques pour faire face à des dangers et des risques spécifiques, nouveaux ou non. Elle peut ici s'appuyer, entre autres, sur les avis du Comité scientifique mis en place au sein de l'AFSCA, un organe indépendant consultatif qui occupe une position centrale dans l'évaluation des risques au niveau de la chaîne alimentaire.

Outre son programme général de contrôle, l'AFSCA a ainsi réalisé des analyses ciblées au cours de la période 2019-2021 - entre autres sur la base de deux avis du Comité scientifique (avis rapide 02-2020 et avis 23-2020) - de produits d'origine animale et végétale autour des broyeurs à mitraille, en Flandre et en Wallonie. L'objectif spécifique était d'analyser les taux de dioxines, de PCB de type dioxine et de PCB marqueurs.

Au cours de la période 2021-2022, après la révélation d'une contamination par les PFAS autour d'une usine de Zwijnaarde en 2021, l'AFSCA a d'abord réorienté - entre autres sur la base de l'avis rapide 10-2021 du Comité scientifique - son programme de contrôle vers les produits issus des exploitations agricoles situées dans un petit périmètre (<5 km) autour de l'usine, après l'AFSCA a lancé une campagne de prélèvement dans un rayon plus large (<15 km) et effectué ensuite une surveillance de la contamination de fond, en Flandre et en Wallonie, pour dresser un état des lieux des valeurs PFAS de fond dans les aliments destinés à la chaîne alimentaire et originaires de zones considérées comme non contaminées. En 2023, en plus de son programme général de contrôle, elle a également procédé à des prélèvements ciblés de produits d'origine animale provenant d'exploitations situées dans des zones dites « *no-regret* » délimitées par les autorités flamandes.

Outre les avis précités, le Comité scientifique a aussi formulé, entre autres, des avis sur les phycotoxines (avis 07-2020), les métaux (lourds) et les métalloïdes (avis 21-2020), les POPs (avis 22-2020), divers contaminants (avis 02-2021), les résidus de pesticides sans valeur toxicologique indicative pour la santé (avis 05-2021), la santé végétale (avis 14-2021), les mycotoxines (01-2022), les mycotoxines, les phycotoxines, les amines biogènes et autres toxines (avis 02-2022), les résidus de produits phytopharmaceutiques (04-2022, 09-2022), les phytotoxines (11-2022) et la santé animale (16-2022).

Perspectives

Au cours de la période 2019-2023, l'AFSCA a mis en œuvre ses programmes de contrôle, de suivi et de surveillance ainsi que des actions spécifiques pour garantir la sécurité de la chaîne alimentaire conformément aux principes de base européens. Elle continuera à le faire, en tenant compte de ses moyens budgétaires. On s'attend à ce que les conséquences du changement climatique influencent de plus en plus le contenu de ses programmes. L'AFSCA pourra s'appuyer ici sur de nouvelles connaissances et d'autres avis, entre autres de l'EFSA et du Comité scientifique établi en son sein.

Comme l'AFSCA est de plus en plus confrontée à certains incidents qui ne relèvent pas à l'origine de ses compétences mais qui présentent un risque pour la sécurité de la chaîne alimentaire, y compris la contamination de l'environnement, elle élaborera une ligne directrice pour encadrer les actions de l'Agence à cet égard avec, si nécessaire, une structuration de l'échange de données avec les Régions.

8.5 Protection de l'environnement et régulation des activités menées sous juridiction belge en Antarctique

Politique environnementale

Les règles internationales régissant les activités menées en Antarctique sont établies lors de la Réunion consultative annuelle du traité sur l'Atlantique (ATCM[43]). En tant qu'État fondateur du traité sur l'Antarctique, la Belgique siège au sein de cet organe depuis 1961, année d'entrée en vigueur du traité. Cette assemblée a élaboré un système complet de traités sur l'Antarctique, dont le point culminant, en termes de protection de l'environnement, a été l'adoption, en 1991, du protocole environnemental du traité sur l'Antarctique. Ce protocole environnemental fixe, entre autres, des règles pour les évaluations des incidences sur l'environnement des activités menées en Antarctique et dans les zones protégées.

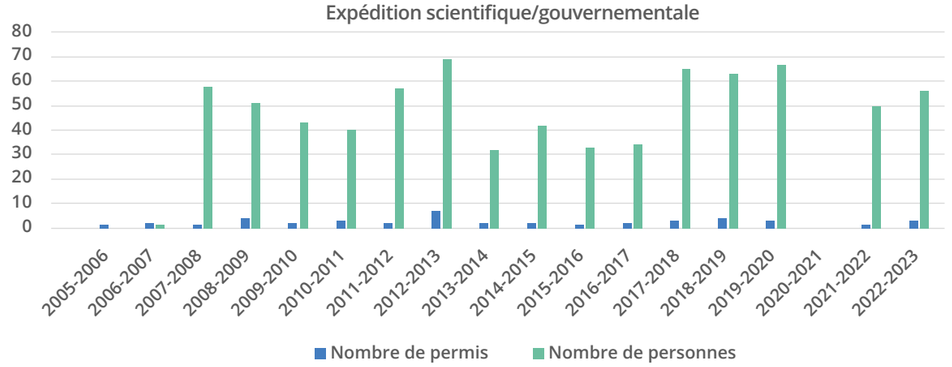
Ce cadre international a été transposé en droit belge par la loi du 21 juillet 2017. Selon cette loi, les activités belges en Antarctique doivent faire l'objet d'une demande de permis adressée à la Direction générale Environnement. La DG Environnement rend un avis au ministre de l'Environnement sur la base duquel celui-ci décide de délivrer ou non ce permis, en l'assortissant éventuellement de conditions. Cette loi établit la procédure et définit les délais pour la demande de permis.

Il est très important que les incidences des activités sur l'environnement soient examinées avant le début des activités et que les mesures nécessaires soient prises pour limiter cet impact. À cette fin, une évaluation des incidences sur l'environnement doit être réalisée. Cette évaluation des incidences sur l'environnement peut présenter différents niveaux de complexité en fonction de l'ampleur probable des incidences des activités.

La loi du 21 juillet 2017 contient par ailleurs des dispositions relatives à la conservation de la faune et de la flore, à l'élimination et à la gestion des déchets, à la prévention de la pollution marine et aux zones protégées. Ces dispositions transposent les règles internationales mentionnées ci-dessus. La loi prévoit également un certain nombre de mécanismes de contrôle pour le ministre, ainsi que des dispositions pénales (sanctions administratives et pénales).

Informations environnementales

Le graphique ci-dessous synthétise les données concernant les expéditions scientifiques ou gouvernementales en Antarctique autorisées par la Belgique, de 2005 à 2023. Le nombre de permis délivrés est resté relativement stable et faible avec en majorité moins de 5 permis délivrés par saison. Les saisons avec un nombre élevé de permis délivrés (comme 2012-2013) coïncident souvent avec un nombre élevé de personnes participant aux expéditions atteignant parfois environ 60 personnes.



Les permis délivrés aux expéditions touristiques restent assez faibles avec souvent moins de 5 autorisations par saison.

43. Cette abréviation est basée sur le nom anglais de cette assemblée, à savoir « Antarctic Treaty Consultative Meeting ».

Évaluation de l'effectivité

En ce qui concerne les indicateurs utilisés, il convient de souligner que le nombre de permis délivrés ne renseigne pas beaucoup sur l'efficacité de cette politique ; il dépend en fait du nombre de personnes ayant eu l'intention de se rendre en Antarctique, quelle qu'en soit la raison. Ces indicateurs peuvent toutefois être utilisés pour essayer de dégager de grandes tendances.

Soulignons pour commencer que 2019-2023 a été une période particulière, car elle inclut deux années (les saisons 2020-2021 et 2021-2022) au cours desquelles l'épidémie de COVID-19 a considérablement compliqué les expéditions en Antarctique. Les campagnes de la *Belgian Antarctic Research Expedition* (BELARE) à la station Princesse Élisabeth ont été maintenues, mais avec un effectif limité. D'une manière générale, le nombre de personnes se rendant en Antarctique grâce à un permis belge a ainsi diminué au cours de cette période.

Au cours de la même période, les statistiques internationales ont également mis en avant une chute du nombre de touristes en Antarctique. Cette baisse n'a toutefois été que temporaire et depuis la saison 2022-2023, le nombre de touristes est reparti à la hausse, le cap des 100 000 visiteurs ayant même été atteint au cours d'une seule saison. La grande majorité des voyagistes proposant des voyages en Antarctique sont membres de l'*International Association of Antarctic Tour Operators* (IAATO). L'IAATO fournit sur son site web des statistiques sur le nombre de touristes visitant l'Antarctique par l'intermédiaire de ses voyagistes membres. Au cours de la saison 2022-2023, il y en a eu 104 096. Il n'y a qu'un seul tour-opérateur membre de l'IAATO basé en Belgique, qui exploite le voilier Vaïhéré. On ne s'attend pas à ce que d'autres voyagistes belges introduisent des demandes de licence.

Pour terminer, mentionnons que le nombre de personnes visitant la station Princesse Élisabeth chaque année s'est stabilisé à environ 50-55 personnes. La capacité maximale de la station semble donc avoir été atteinte, malgré l'absence de grands travaux d'expansion.

Perspectives

Le nombre de permis délivrés chaque année par les autorités belges demeure limité, y compris dans le domaine touristique. L'impact environnemental de ces activités est souvent mineur ou transitoire (ou moindre que mineur ou transitoire), à l'exception des travaux de construction de la station Princesse Élisabeth. La probabilité d'une augmentation sensible du nombre de demandes de permis dans le futur est faible.

L'augmentation du tourisme depuis 2014, et en particulier depuis la fin de la pandémie de COVID-19, a cependant suscité un débat au niveau international sur la façon de gérer au mieux le tourisme dans la région. Ce débat a débouché sur le lancement, en 2023, d'un processus visant à élaborer un cadre global et cohérent en vue de réglementer le tourisme et d'autres activités non gouvernementales en Antarctique. La forme que ce cadre pourrait prendre et son contenu feront l'objet de débats dans les années à venir. La Belgique suivra activement ces discussions et plaidera pour un cadre ambitieux qui protège l'Antarctique en tant que réserve naturelle dédiée à la science et à la paix. Pour l'heure, ces développements ne nécessitent pas d'adapter la législation fédérale.

Dans les années à venir, l'administration préparera les textes législatifs en vue de la ratification par la Belgique de l'Annexe VI du Protocole relatif à l'environnement. Cette Annexe VI concerne la responsabilité, en particulier celle découlant de situations critiques pour l'environnement. Elle représente aussi un élément essentiel du cadre réglementaire international pour l'Antarctique. Pour que cette annexe entre en vigueur, neuf pays doivent encore la ratifier, parmi lesquels la Belgique.

Après un désaccord quant à la répartition des compétences pour la ratification de cet instrument, il a été établi que les régions et le gouvernement fédéral sont tous deux compétents pour la ratification. L'annexe sera ratifiée lorsque le gouvernement fédéral et les trois régions auront adopté la législation nécessaire.

8.6 Statistiques concernant les poursuites pénales

Contexte

Il convient de rappeler que le système de gestion informatique utilisé dans les parquets **ne prévoit pas la possibilité de distinguer les dossiers selon la qualité, fédérale ou régionale, de la législation environnementale**. Par conséquent, les données présentées ici concernent donc **aussi bien les décisions prises à l'échelon régional que celles de niveau fédéral**. Ce chapitre traite donc de l'ensemble des prestations de la justice fédérale en matière d'environnement.

1. Les chiffres présentés ici proviennent de la banque de données centrale du Collège des procureurs généraux et les données reprises correspondent à l'état de la banque de données au 4 mai 2024. Cette banque de données repose sur les enregistrements réalisés par les sections correctionnelles des parquets près des tribunaux de première instance dans le système MaCH (seulement à partir de 2020 pour le parquet d'Eupen).

2. Les affaires qui n'étaient pas encore transférées au parquet dans leur totalité au moment de l'extraction des données ne sont pas prises en compte. Il s'agit en particulier des « procès-verbaux simplifiés sur listing », des « enquêtes policières d'office en cours », des « enquêtes policières d'office simplifiées autonomes » et des « enquêtes policières d'office autonomes - auteur inconnu ». En ce qui concerne l'environnement, les infractions concernées sont les décharges illégales, les nuisances sonores et la pollution des eaux de surface. De plus amples informations sont disponibles dans la circulaire COL 8/2005 (annexe 3) du Collège des Procureurs généraux concernant l'enquête policière d'office et le procès-verbal simplifié (PVS), entrée en vigueur le 1er juillet 2005. Ces PVS sont conservés sur support électronique exclusivement au sein du service de police et ne sont donc pas transmis au parquet. La police n'envoie au parquet qu'un listing mensuel des PVS. En cas de nécessité, le Procureur du Roi peut demander que l'un ou l'autre PVS lui soit adressé afin de lui donner une suite. Dans ce cas le dossier, une fois au parquet, est enregistré dans le système MaCH.

   Par ailleurs, de manière générale, il convient de tenir compte du fait que certains délits environnementaux transmis aux parquets sous forme de procès-verbal classique n'apparaissent pas dans les statistiques parce que l'affaire comprend, par exemple, une autre infraction primaire (ex. un vol), de sorte que l'aspect environnemental n'est pas enregistré dans les systèmes informatisés, ou parce que de nouveaux faits sont souvent repris dans des procès-verbaux initiaux groupés lorsqu'une enquête a été ouverte (ex. un même procès-verbal initial où sont répertoriés 5 nouveaux cas de décharges illégales), entraînant ainsi une sous-estimation du phénomène de criminalité environnementale.

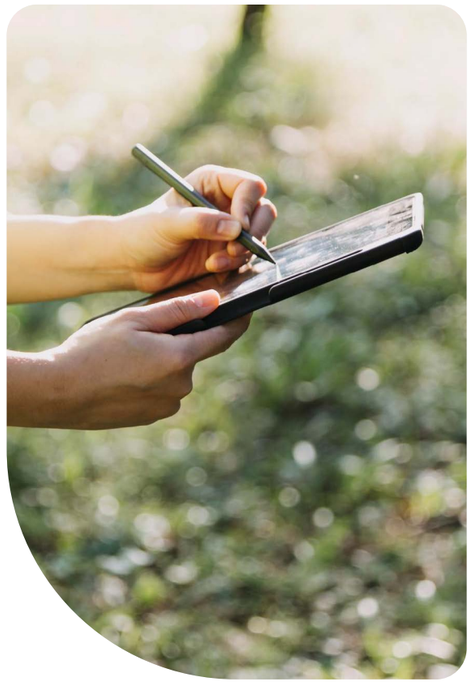
   Il y a donc lieu de souligner que les données chiffrées ne reflètent que le nombre d'affaires de criminalité environnementale qui sont traitées, selon les enregistrements dans les systèmes informatisés, par les parquets correctionnels, et ne donnent dès lors aucune indication quant à l'ampleur de ce phénomène criminel. Ainsi, ces chiffres ne tiennent pas compte, par exemple, des procès-verbaux transmis directement aux parquets de police qui traitent la majorité des affaires liées à la « pêche » et au « décret forestier » (à l'exception de ce qui concerne la Région flamande depuis le décret du 1er juillet 2022), étant donné que ces matières relèvent principalement de la compétence du tribunal de police. L'instauration des sanctions administratives communales pour les petites formes de nuisance publique (comme l'abandon de détritus depuis le 29 février 2008) impacte elle aussi le nombre d'affaires environnementales transmis aux parquets.

3. Les données traitées ici ne concernent que les infractions commises par des personnes majeures ou non identifiées. Les infractions commises par des mineurs sont enregistrées au niveau des parquets de la jeunesse.

4. **Les données traitées ci-après sont présentées différemment des rapports précédents**. Ceci résulte de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2022, de la nouvelle circulaire COL 16/2014. Cela concerne le plus souvent des adaptations au niveau de la terminologie : l'on parle ainsi à présent de traitement sans

poursuite pénale » et non plus de « classement sans suite », les sanctions administratives sont à présent intégrées dans la catégorie « traitement en chaîne » (bien que nous la présentions toujours séparément étant donné le pourcentage important de ces sanctions dans les affaires environnementales) et, enfin, le règlement à l'amiable et la perception immédiate relèvent à présent de la catégorie générale « transaction ». Afin de permettre la comparaison avec les années précédentes, nous présenterons de la même manière les données qui suivent pour la période 2004-2021.

5. Le système informatique MaCH prévoit une série de codes de prévention principale ou secondaire, donnant la possibilité d'enregistrer des infractions en matière d'environnement. Si plusieurs codes sont renseignés dans le dossier, seul le code de prévention principale sera pris en compte dans le cadre de cette analyse. Il s'agit spécifiquement des codes suivants :



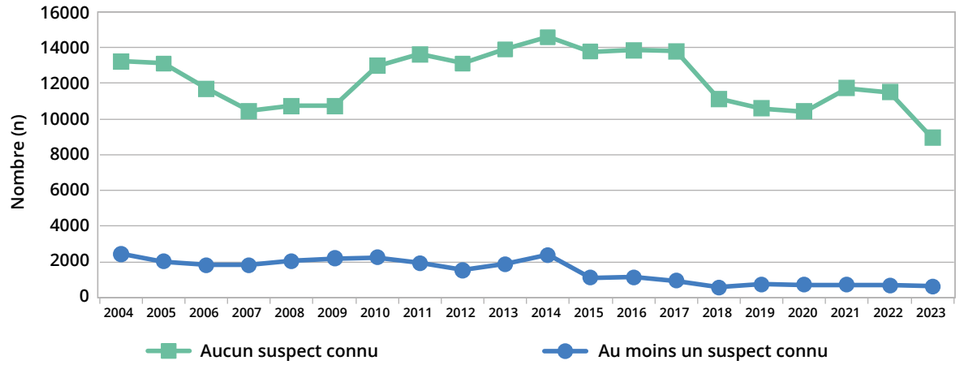
© ammypicca – Freepik

- 62L – Protection de la population contre les radiations ionisantes,
- 63A - Chasse,
- 63B – Pêche ,
- 63K – Échardonnage,
- 63M – Décret forestier,
- 63N – Animaux protégés, plantes et ivoire (convention Washington, 9 mars 1973),
- 63O – Décret sur la fumure,
- 64 – Code de prévention générique (pour les anciennes affaires quand aucune lettre spécifique n'a été ajoutée)
- 64A – Pollution de l'air et des eaux,
- 64B – Monoxyde de carbone (CO),
- 64C – Normes acoustiques en milieu urbain (AR 24 février 1977),
- 64D - Commodo - incommodo (permis d'environnement),
- 64E – Dépôts clandestins d'immondices,
- 64F – Gestion des déchets industriels,
- 64G – Extraction illégale d'eau
- 64H – Exploitation d'un établissement sans autorisation,
- 64I – Ne pas avoir respecté la réglementation « Vlarem »
- 64J – Décret flamand sur la conservation de la nature et du milieu naturel (21 octobre 1997),
- 64L – Importation et transit de déchets (loi du 12 mai 2011),
- 64M – Pollution des eaux de surface,
- 64N – Pollution des eaux souterraines

6. **À l'heure actuelle, une mise à jour de la « *figure 22 : Jugements par le tribunal correctionnel des affaires concernant les infractions en matière d'environnement entrées au parquet entre le 01/01/2004 et le 31/12/2013* » des rapports précédents, n'est pas possible**, étant donné que la production du contenu des jugements sur la base du système d'enregistrement MaCH n'a pas encore été définie par les analystes statistiques du Ministère public. Sachant qu'il est de toute façon question ici de données du siège, nous renvoyons le lecteur au service d'appui du Collège des cours et tribunaux.

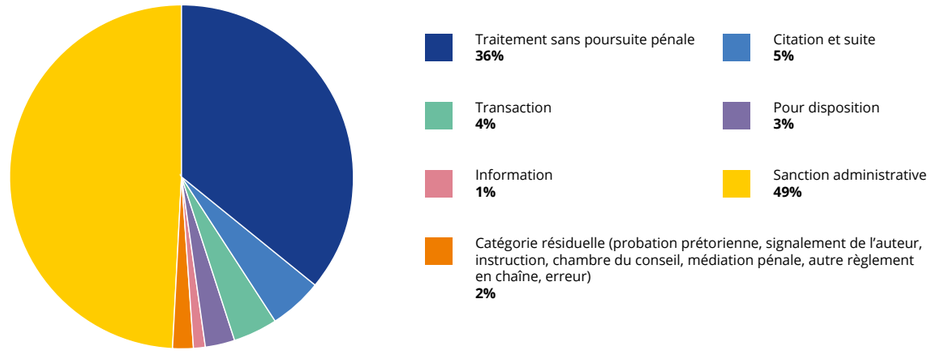
Informations environnementales : résultats

De 2004 à 2023, **273 590 affaires ont été enregistrées, ce qui fait une moyenne de 13 679 affaires par an**. Dans 11 % des cas, il n'y a aucun prévenu connu, et dans 89 % des cas au moins un prévenu est connu. Chaque affaire peut impliquer un ou plusieurs prévenus. On observe un recul en 2023, avec seulement 9 598 affaires enregistrées.

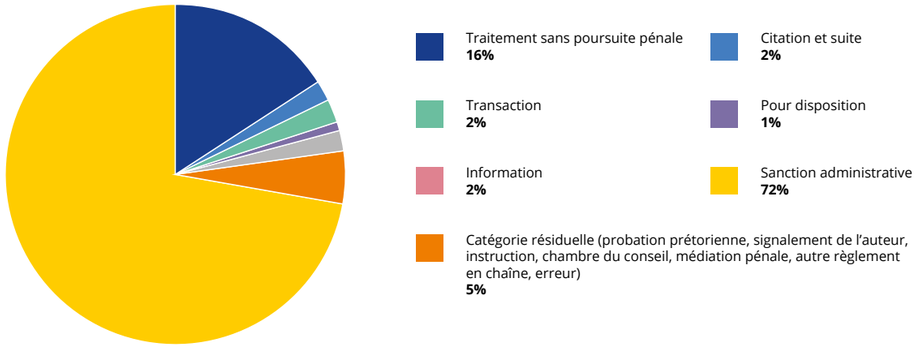


Graphique *- Moyenne annuelle du nombre d'affaires concernant les infractions en matière d'environnement entrées aux parquets entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2023. (Source : Banque de données du Collège des procureurs généraux)*

Sur la période 2004-2023, 49 % des affaires ont fait l'objet d'une sanction administrative (ce pourcentage est même supérieur à 72 % pour la période 2014-2023). En outre, sur la période 2004-2023, 36 % des affaires ont fait l'objet d'un traitement sans poursuite pénale (pour la période 2014-2023, ce pourcentage n'est que de 16 %). Parmi ces affaires traitées sans poursuite pénale, 55 % l'ont été pour des motifs d'opportunité et 45 % pour des motifs techniques.

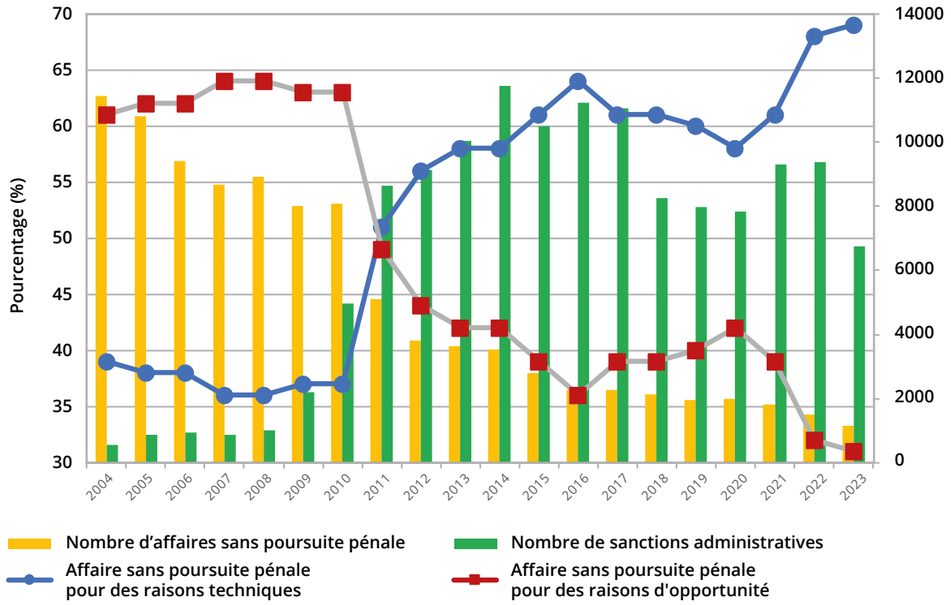


Graphique *- Période 2004-2023 concernant les infractions en matière d'environnement selon l'état d'avancement de ces affaires (Source : Banque de données du Collège des procureurs généraux)*



***Graphique** - Période 2014-2023 concernant les infractions en matière d'environnement selon l'état d'avancement de ces affaires (Source : Banque de données du Collège des procureurs généraux*

« L'âge » des dossiers varie de minimum 4 mois et 4 jours à un maximum de 20 ans, 4 mois et 4 jours. Il est par conséquent normal que le nombre d'affaires qui se trouvent encore à l'information soit plus important pour la période 2014-2023, vu le nombre plus élevé d'affaires récentes.



***Graphique** - Motifs de traitement sans poursuite pénale par les parquets (2004-2023). (Source : Banque de données du Collège des procureurs généraux*

En 2004, 39 % des traitements sans poursuite pénale étaient dus à un motif technique. En 2023, ce pourcentage est passé à 69 %. Le pourcentage de traitements sans poursuite pénale pour motifs d'opportunité n'était plus que de 31 % en 2023, contre 61 % en 2004. Ce revirement s'explique surtout par la diminution du nombre absolu de traitements sans poursuite pénale : en 2004, ce nombre était encore de 11 460, pour seulement 1 138 en 2023. Il est évident que cette forte baisse est indissociablement liée à l'augmentation énorme du nombre d'affaires sanctionnées administrativement : en 2004, ce nombre s'élevait seulement à 547, contre 6 754 en 2023.

8.7 Efficacité énergétique des produits

Politique environnementale

En 2021, la forme et le contenu des étiquettes énergétiques des appareils de réfrigération, des lave-vaisselles, des lave-linges/lave-linges séchants, des dispositifs d'affichage électroniques et des sources lumineuses ont été adaptés. L'échelle d'efficacité énergétique des appareils a été mise à jour (remplacement des classes A+++ à G par les classes A à G) et un code QR a été ajouté. Depuis cette révision, les distributeurs sont également tenus, lors de la vente à distance, de fournir la fiche d'informations du produit en plus de l'étiquette énergétique. Cette fiche contient les mêmes informations que celles obtenues en scannant le code QR. Cette étiquette énergétique permet aux consommateurs de comparer facilement les appareils d'une même catégorie.

L'Inspection économique du SPF Économie a procédé en 2020 et en 2023 à un contrôle général de l'affichage correct des étiquettes énergétiques, aussi bien dans les points de vente physiques que dans les boutiques en ligne.

Informations environnementales

En 2020, 183 contrôles ont été effectués auprès de vendeurs de détail d'appareils électroniques domestiques destinés aux consommateurs. 110 contrôles sur 183 (60,1 %) ont mis en évidence une infraction aux règles d'affichage correct de la classe énergétique. Proportionnellement, près de deux fois plus d'infractions ont été constatées sur les boutiques en ligne que dans les points de vente physiques.

En 2023, à la suite de l'introduction des nouvelles étiquettes énergétiques européennes, 229 contrôles ont été effectués auprès de vendeurs d'appareils électroniques domestiques destinés aux consommateurs.[44] En ce qui concerne l'affichage correct de la nouvelle étiquette énergétique, 146 entreprises (63,8 %) étaient en infraction. Proportionnellement, beaucoup plus d'infractions ont à nouveau été constatées sur les boutiques en ligne (avec même 100 % d'infractions) que dans les magasins physiques (58,1 % d'infractions).

Évaluation de l'effectivité

Par rapport aux précédents contrôles effectués en 2010 (31,7 %), 2013 (39,3 %) et 2015 (32,3 %), les taux d'infraction observés en 2020 (60,1 %) et 2023 (63,8 %) ont été nettement plus élevés ; ils étaient même préoccupants en ce qui concerne les boutiques en ligne. Le SPF Économie continue à suivre la situation. L'étiquetage correct de l'étiquette énergétique et la fiche technique du produit sont importants en termes de transparence du marché, de protection du consommateur et de concurrence loyale.

44. https://news.economie.fgov.be/237147-les-commercants-se-heurtent-aux-nouvelles-etiquettes-energetiques

Perspectives

En 2021, le système européen d'étiquettes énergétiques a fait l'objet d'une refonte en ce qui concerne certaines catégories de produits, avec notamment une remise à échelle des classes, la différence entre la classe A++ et la classe A+++, par exemple, étant difficile à comprendre pour le consommateur lambda. Cette refonte, accompagnée de critères de calcul plus stricts pour la détermination des classes énergétiques, permet aux consommateurs de mieux comprendre la nouvelle étiquette et de comparer plus facilement les produits.

8.8 La réglementation Car-Pass

Politique environnementale

Depuis 2006, l'Inspection économique du SPF Économie contrôle le respect de la loi Car-Pass du 11 juin 2004. La « réglementation Car-Pass » vise en premier lieu à mettre fin à la falsification des compteurs kilométriques des véhicules d'occasion, mais il vise également à fournir de plus en plus d'informations sur le véhicule lui-même, telles que la norme Euro et les émissions de CO_2. Cela permet aux consommateurs de prendre en compte ces aspects écologiques lors de l'achat et encourage le retrait du marché des véhicules les plus polluants.

En 2022, cette loi a été modifiée avec l'ajout de nouvelles obligations. Ainsi, depuis le 1er juillet 2023, l'autonomie des véhicules électriques doit également être mentionnée sur le Car-Pass et depuis le 1er janvier 2024, une description des travaux effectués devra également y figurer, le Car-Pass devenant ainsi progressivement un carnet d'entretien numérique.

Informations environnementales

L'Inspection économique du SPF Économie a effectué une enquête générale « Car-Pass » en 2019, 2021 et 2022 et une enquête générale ciblant les véhicules d'occasion en 2023, avec un volet axé sur la lutte contre le blanchiment d'argent et un volet supplémentaire Car-Pass.

Pour ces enquêtes, l'Inspection économique coopère avec l'asbl Car-Pass. Toutefois, en ce qui concerne l'enquête générale « véhicules d'occasion » réalisée en 2023, les entreprises contrôlées ont été ciblées dans un objectif de prévention du blanchiment d'argent, plutôt que dans le cadre d'une enquête Car-Pass générale. Les chiffres se prêtent donc moins à des comparaisons. (*).

Enfin, outre les enquêtes générales, l'Inspection économique effectue également des contrôles Car-Pass sur la base de signalements, de questions des parties prenantes ou de sa propre initiative. Ces contrôles ne sont pas inclus dans les chiffres ci-dessous, afin de faciliter les comparaisons.

Année	Nombre d'enquêtes	Nombre d'entreprises en infraction pour Car-Pass	Pourcentage d'entreprises en infraction pour Car-Pass
2019	408	237	58,1 %
2021	270	126	46,7 %
2022	299	126	42,1 %
2023 *	156	33	21,2 %

* Autre champ d'application, pourcentage d'infraction non comparable d'emblée

Évaluation de l'effectivité

Le nombre d'infractions à Car-Pass a évolué à la baisse ces dernières années, ce qui est très positif. Ainsi, si les pourcentages d'infraction étaient encore de respectivement 61,1 %, 64,6 % et 69,2 % en 2015, 2016 et 2017, ce taux n'était plus que de 42,1 % en 2022.

Perspectives

La Belgique a proposé la législation Car-Pass au niveau européen à titre de bonne pratique pendant sa présidence du Conseil de l'Union européenne (1er semestre 2024). L'Inspection économique continuera à suivre de près cette législation et à la faire respecter, le cas échéant.



© bilanol– Adobe Stock



© EyeEm - Freepik

CHAPITRE 9

Gestion Publique

Le cadre politique de l'Union européenne pour l'environnement

La décision UE 1386/2013, qui adopte le 7ème Programme d'Action pour l'Environnement, reste le cadre législatif principal jusqu'en 2020. Toutefois, l'Union européenne a depuis adopté d'autres textes et initiatives en matière de politique environnementale, notamment en lien avec le 8ème Programme d'Action pour l'Environnement et le Pacte vert pour l'Europe (Green Deal).

Les principaux textes post-2020 incluent :

Le **Green Deal**, adopté en décembre 2019, est un ensemble d'initiatives visant à faire de l'UE le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050. Il couvre des domaines tels que l'énergie, l'industrie, la biodiversité, la pollution, et les systèmes alimentaires durables.

Le **8ème Programme d'Action pour l'Environnement** (2021-2030), proposé par la Commission européenne et adopté par le Parlement européen en mars 2022, fixe les priorités pour la décennie. Il vise à accélérer la transition verte, en tenant compte de la neutralité climatique, de la résilience environnementale et de la justice sociale. Ce programme s'appuie sur le cadre du Pacte vert et les objectifs de développement durable des Nations unies.

Ces textes et initiatives offrent une continuité, mais aussi une actualisation des objectifs environnementaux à travers de nouvelles stratégies, telles que la Stratégie biodiversité 2030, la Stratégie pour une économie circulaire, et la Stratégie «De la ferme à la table» (*Farm to Fork*).

9.1 Des droits environnementaux pour une meilleure gouvernance environnementale

Politique environnementale

Texte essentiel pour la prise de décisions démocratique dans le domaine de l'environnement, la Convention d'Aarhus de 1998 consacre trois droits essentiels pour les citoyens : le droit d'accès à l'information environnementale, le droit de participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement et le droit d'accès à la justice. La Belgique est devenue partie à cette convention le 21 janvier 2003.

Le dernier rapport de mise en œuvre, qui doit être préparé pour chaque Conférence des Parties, date de 2020. Il indique comment ces trois droits environnementaux, et d'autres dispositions de la Convention, sont mis en œuvre en Belgique. Ces rapports sont à chaque fois soumis à la consultation du public. La synthèse nationale comprend un résumé des résultats de la consultation publique (voir www.aarhus.be).

Le droit d'**accès à l'information environnementale** trouve également une base juridique dans la Constitution belge. L'article 32 de la Constitution consacre le droit de chaque citoyen à consulter les documents administratifs et en fait ainsi un droit constitutionnel. En vertu de la convention d'Aarhus, ce droit inclut une obligation de publicité active et passive. L'obligation active de publicité impose aux instances de mettre certains documents à la disposition du public de sa propre initiative. L'obligation passive garantit aux citoyens le droit de consulter toute information environnementale dont dispose une instance environnementale, d'obtenir des explications à son sujet et d'en recevoir une copie. Ce droit a été transposé en droit belge par la loi du 5 août 2006 relative à l'accès du public à l'information environnementale.

Le droit de **participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement** s'applique à deux types de décisions :

1. avant la délivrance de permis autorisant certaines activités ou installations ;
2. lors de l'élaboration de plans ou de programmes environnementaux.

Les consultations publiques pour les plans et programmes relatifs à l'environnement sont régies par la loi du 13 février 2006 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et à la participation du public à l'élaboration des plans et programmes environnementaux.

Ces consultations sont toujours annoncées sur le site web du SPF Santé publique (et les résultats y sont ensuite publiés), sur le portail national sur la Convention d'Aarhus et sur www.belgium.be. Elles sont également annoncées sur les réseaux sociaux du SPF (Facebook et LinkedIn).

Le droit d'**accès à la justice** est principalement régi par des dispositions générales du code judiciaire. En outre, ce droit est également mis en œuvre par la loi du 12 janvier 1993 relative à un droit d'action en matière de protection de l'environnement. L'accès à la justice couvre à la fois les violations du droit d'accès à l'information environnementale et du droit de participation au processus décisionnel en matière d'environnement, et, d'une manière plus générale, les infractions à la législation sur l'environnement. Le non-respect du droit à l'information environnementale, tel que le refus infondé de demandes d'accès, peut faire l'objet d'un recours auprès de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales.

Informations environnementales

En ce qui concerne le droit d'**accès à l'information environnementale** :

Le Service Center Santé du SPF Santé publique reçoit en moyenne 200 demandes d'information par mois. Le *Helpdesk Biocides*, *Chemicals*, *CLP*, *Products* (pour les utilisateurs professionnels) en reçoit pour sa part 230 par mois.

Une minorité de ces demandes relève spécifiquement de la loi du 5 août 2006 relative à l'accès du public à l'information en matière d'environnement et sont enregistrées et traitées annuellement dans les guichets Aarhus du SPF (DG Environnement + DG Animaux, Plantes et Alimentation). Ces demandes ont fortement augmenté depuis le rapport précédent.

	2019	2020	2021	2022	2023	Total
DGEM	18	14	20	19	19	90
DGAPF	6	8	10	19	14	57
Total SPF (DGEM + DGAPF)	**24**	**22**	**30**	**38**	**33**	**147**

Guichet Aarhus DG Environnement (DGEM) : alors qu'en 2019, quasiment une question sur deux concernait le bois ; dès 2021, les questions ont surtout porté sur les substances chimiques. A tel point qu'en 2023, 4 questions sur 5 traitaient des pesticides, biocides ou PFAS. La plupart de ces demandes ont été effectuées par deux ONG engagées dans une campagne européenne visant à mettre fin à l'exportation de pesticides considérés comme dangereux et interdits de mise sur le marché européen mais autorisés à être vendus dans des pays tiers.

Guichet Aarhus DG Animaux, Plantes et Alimentation (DGAPF) : les demandes ont surtout concerné les procédures d'autorisation des produits phytopharmaceutiques au niveau national, les autorisations d'urgence, les données sur les ventes de produits phytopharmaceutiques, des informations sur la prise de décision au niveau de l'UE, les permis phytosanitaires. Les thématiques qui reviennent le plus souvent portent sur les pesticides dans les eaux, les eaux minérales naturelles et eaux de sources, la contamination des eaux, les produits cosmétiques (crèmes solaires), PFAS.

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, un demandeur peut introduire un recours en cas de refus de communication d'information s'il estime ce refus non fondé. Le tableau ci-dessous donne un aperçu du nombre d'affaires portées devant la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales. Depuis le précédent rapport, sept recours ont été introduits contre le SPF Santé publique (exportation de pesticides/biocides interdits (2), refus d'accès aux phytolicences (3), et refus d'accès concernant la présence de substances nocives dans l'eau (2)). Les décisions peuvent être consultées dans leur intégralité sur le site web de la Commission de recours.

D'une manière générale, nous pouvons constater que :

- dans le passé, une grande partie des recours concernait le « nucléaire ». Ce n'est plus le cas pour la période 2019-2023.
- pour la période 2019-2023, en revanche, un grand nombre de recours concerne des informations sur des questions liées à l'énergie.
- Les recours sont introduits aussi bien par des particuliers que par des personnes morales. En ce qui concerne les premiers, une grande partie des recours ont été introduits par deux citoyens (5 et 4 respectivement). S'agissant des recours introduits par des personnes morales, une grande partie des recours ont été déposés par une seule association (à savoir par Greenpeace, qui en a introduit 21).
- le nombre d'affaires portées devant la Commission fédérale s'affiche en nette diminution par rapport à la période précédente (80 au cours de la précédente période de référence de quatre ans, contre 46 pour la période actuelle qui va du 1er janvier 2019 au 31 janvier 2023).
- au cours de la période actuelle, le pourcentage de cas déclarés fondés a diminué par rapport au nombre de recours effectifs. Pour la période de référence actuelle de quatre ans, la moyenne est de 23 % (20 % en 2022 ; 33 % en 2021 ; 11 % en 2020 et 50 % en 2019). Au cours de la période précédente (2014-2018), la moyenne était de 38 % (23 % en 2018 ; 22 % en 2017 ; 37 % en 2016 ; 46 % en 2015 et 50 % en 2014). Il est difficile d'établir avec certitude les causes de cette évolution à la baisse.



© pbombaert - Adobe Stock

Année	Nombre de décisions	Nombre de recours effectifs[45]	Recours fondés	Recours non fondés	Recours sans objet (Informations communiquées entre-temps)	Recours non recevables	Autres décisions concernant une demande de consultation de documents adressée à la Commission de recours
2022	14	10 (dont aucun en lien avec le secteur nucléaire)	2 (dont 1 partiellement fondé)	6		3	3 (dont 2 décisions intermédiaires et 1 cas pour lequel la Commission de recours a été déclarée non compétente en vertu du partage des compétences entre l'État fédéral et les régions
2021	20	12 (dont 1 pour le secteur nucléaire)	4 (dont 2 partiellement fondés)	10	2	2	2 décisions intermédiaires
2020	17	19 (dont 1 pour le secteur nucléaire)	2 (dont 1 partiellement fondé)	4	2	1	8 décisions intermédiaires
2019	8	6 (dont 3 pour le secteur nucléaire)	3 (dont 1 partiellement fondé)	3	-	-	2 (dont 1 décision intermédiaire et 1 décision retirée)
2018	14	13 (dont 6 pour le secteur nucléaire)	3 (qui concernent tous le secteur nucléaire)	6	1	1 (Commission déclarée non compétente)	2
2017	15	9 (dont 6 pour le secteur nucléaire)	2 (1 pour le nucléaire/1 pour la mobilité)	3	1	-	9
2016	29	19 (dont 12 pour le secteur nucléaire)	7 (dont 4 partiellement fondés/ 5 pour le nucléaire)	8	1	2	11
2015	22	13 (dont 7 pour le nucléaire et 4 pour la mobilité)	6 (dont 1 partiellement fondé)	4	-	1	11
2014	30	22 (dont 4 pour le nucléaire et 8 pour la mobilité)	11 (dont 4 partiellement fondés)	11	-	1	7

45. Le nombre de recours effectifs inclut ici les recours introduits au cours d'une année civile. Ce nombre ne correspond pas nécessairement au nombre de décisions, étant donné que certains recours débouchent sur une ou plusieurs décisions intermédiaires et que dans certains cas, un recours ne fait l'objet d'une décision définitive qu'au cours de l'année suivant son introduction.

Pour ce qui est du **droit de participer au processus décisionnel en matière d'environnement** :

Tableau *- Le tableau présente les plans qui ont fait l'objet d'une consultation publique.*

Consultation publique	Nombre de participants
1. **Animaux exotiques :** 18/10/2023 - 17/12/2023 : Projet de plan national « Un monde, une santé - Animaux exotiques - Plan pour un commerce responsable écologiquement et sanitairement »	2
2. **Plan d'action santé-environnement :** 16/08/2023 - 16/10/2023 : Projet de 3e Plan d'action national Environnement-Santé (NEHAP3)	33
3. **Plans de gestion « Vlakte van de Raan » :** 9/02/2023 - 9/04/2023 : Projet d'objectifs de conservation et de plans de gestion pour le Vlakte van de Raan (2023)	1
4. **Polluants organiques persistants :** 21/11/2022 - 20/01/2023 : Projet de 4e plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP)	0
5. **Biocides :** 05/07/2022 - 03/10/2022 : Projet de plan fédéral de réduction des biocides	7
6. **Espèces exotiques envahissantes :** 01/03/2022 - 29/04/2022 : Projet de plan d'action national sur les voies prioritaires d'introduction et de propagation non intentionnelles d'espèces exotiques envahissantes de la liste de l'Union en Belgique	0 (pour la partie fédérale du plan)
7. **Plan fédéral de réduction des produits phytopharmaceutiques :** 17/01/2022 - 20/03/2022 : Projet de programme 2023-2027 du Plan fédéral de réduction des produits phytopharmaceutiques (PFRP)	917 (NAPAN = fédéral + 3 programmes régionaux)
8. **Perturbateurs endocriniens :** 17/12/2021 - 14/02/2022 : Projet de plan d'action national sur les perturbateurs endocriniens (NAPED)	90
9. **Programme de mesures pour les eaux marines belges :** 1/07/21 - 30/09/21 : Projet de programme de mesures pour les eaux marines belges (2022-2027), dans le cadre de la stratégie pour le milieu marin	8
10. **Plans de gestion Natura 2000 :** 1/07/21 - 30/09/21 : Projets d'objectifs de conservation et de plans de gestion pour Natura 2000 dans la partie belge de la mer du Nord (2022-2027)	5
11. **Programme néerlandais pour l'eau :** 15/06/21 - 14/09/21 : Projet de programme néerlandais pour l'eau 2022-2027 et rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement	0
12. **Résistance aux antimicrobiens :** 12/05/21 - 10/07/21 : Projet de plan d'action national belge « One Health » de lutte contre la résistance aux antimicrobiens	14
13. **Pollinisateurs :** 12/05/21 - 10/07/21 : Projet de Stratégie nationale belge en faveur des pollinisateurs pour 2021-2030	22
14. **Plan de gestion du district hydrographique pour les eaux côtières belges :** 1/03/21 - 30/09/21 : Projet de 3e plan de gestion du district hydrographique pour les eaux côtières belges (2022-2027)	3
15. **Convention d'Aarhus :** 20/10/2020 - 24/11/2020 : Application de la Convention d'Aarhus en Belgique	2 (pour le rapport fédéral)
16. **Construction d'un parc éolien au large de Dunkerque :** 14/09/2020 - 13/12/2020 : Le gouvernement français envisage de construire un parc éolien qui pourrait affecter les communes côtières de Belgique et leur économie	29 questions posées lors d'un événement en ligne par le SPF Santé publique + position du bourgmestre de La Panne
17. **Programme de surveillance des eaux marines belges :** 15/04/20 - 15/06/20 : Projet d'actualisation du programme de surveillance pour les eaux marines belges	7
18. **Plan national intégré énergie et climat :** 4/06/19 - 15/07/19 Projet de plan national intégré pour l'énergie et le climat (2021-2030)	60 910
19. **District hydrographique de l'Escaut :** 28/12/18 - 27/06/19 : Calendrier et questions importantes en matière de gestion de l'eau pour le district hydrographique de l'Escaut dans le cadre de la préparation du troisième plan de gestion des eaux côtières belges	2
20. **Polluants organiques persistants :** 20/09/18 - 19/11/18 : Projet de 3e plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP)	1

En ce qui concerne le **droit d'accès à la justice**, aucun indicateur spécifique n'a été identifié. Nous nous référons à l'indicateur mentionné ci-dessus pour le nombre d'affaires portées devant la Commission fédérale de recours.



© Jonas Denil – Unsplash

Évaluation de l'effectivité

En ce qui concerne le **droit d'accès à l'information environnementale**, la diminution du nombre d'affaires introduites et du nombre de recours fondés permet seulement de supposer que ce droit est mieux respecté. Il est cependant impossible d'établir avec certitude les causes exactes de l'évolution à la baisse de ces deux indicateurs.

En ce qui concerne le **droit de participation au processus décisionnel en matière d'environnement**, l'impact direct des plans et programmes sur la vie quotidienne des citoyens reste difficile à évaluer. D'une manière générale, nous voyons que les plans en lien avec des domaines ayant un impact plus direct sur les citoyens suscitent toujours un nombre élevé de réactions. C'est le cas du plan national intégré pour l'énergie et le climat et du plan fédéral de réduction des produits phytopharmaceutiques, avec respectivement plus de 60 000 et 900 participants à la consultation.

En ce qui concerne le **droit d'accès à la justice**, nous ne disposons d'aucun indicateur permettant d'évaluer l'efficacité de la législation existante.



© EyeEm – Freepik

Perspectives

En ce qui concerne ces trois droits, aucun changement notable n'est intervenu au niveau de la politique ou de la législation au cours de la période 2019-2023. Ces droits sont fermement ancrés dans la législation et les pratiques du gouvernement fédéral.

En novembre 2021, le mécanisme de réaction rapide (en anglais *Rapid Response Mechanism*) a été mis en place au titre de la Convention d'Aarhus en vue de protéger les défenseurs de l'environnement. En effet, la Convention d'Aarhus impose aussi aux parties de protéger les défenseurs de l'environnement contre les sanctions, les poursuites ou l'intimidation. Ce mécanisme de réaction rapide est placé sous la responsabilité d'un rapporteur spécial pour la protection des défenseurs de l'environnement. Michel Forst a été nommé en 2022 premier rapporteur spécial pour ce nouveau mécanisme. Il faudra attendre les premiers retours sur l'utilisation de ce mécanisme pour déterminer dans quelle mesure ce nouveau mécanisme et les rapports du rapporteur spécial nécessiteront d'adapter la réglementation ou les pratiques fédérales.

9.2 Évaluation stratégique des incidences sur l'environnement

Politique environnementale

Les instances fédérales sont tenues de réaliser une évaluation stratégique des incidences sur l'environnement (EIE) lorsqu'un plan ou un programme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Cette obligation est régie par la loi du 13 février 2006 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et à la participation du public à l'élaboration des plans et programmes relatifs à l'environnement, qui transpose la directive européenne 2001/42. La réalisation d'EIE vise à garantir un niveau élevé de protection de l'environnement en intégrant les considérations environnementales dans le processus décisionnel de manière cohérente et à un stade précoce. Les EIE visent également à garantir la participation du public à la préparation de ces plans et programmes.

Informations environnementales

La loi du 13 février 2006 a institué un Comité d'avis qui conseille les auteurs de plans et de programmes à différents stades de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement. Tous les avis rendus par le Comité d'avis peuvent être consultés sur le site web du SPF. Ce comité a toujours rendu ses avis dans les délais prescrits par la loi. Pour plusieurs plans, l'obligation de réaliser une EIE découle directement de la loi du 13 février 2006.

Pour les autres plans, le comité d'avis SEA a rendu au total 7 « avis de screening » au cours de la période 2019-2023, contre 8 avis de screening pour la période 2014-2018. Les avis de screening déterminent si un plan ou un programme particulier doit faire l'objet d'une EIE en vertu de la loi du 13 février 2006. Aucun de ces 7 avis de screening n'a exigé une EIE.

Évaluation de l'effectivité

Comparé aux nombreuses évaluations d'impact sur l'environnement réalisées à l'échelon régional, le nombre d'EIE menées au niveau fédéral est resté limité au cours de cette période. Les principaux sujets concernent l'environnement marin (la partie belge de la mer du Nord), la gestion des déchets radioactifs et les questions en rapport avec l'énergie.

En ce qui concerne la gestion à long terme des déchets radioactifs les plus dangereux (de haute activité et/ou de longue durée de vie), une première étape majeure a été franchie avec l'élaboration d'une politique nationale en matière de gestion de ces déchets. La première partie de cette politique nationale a été instituée par l'arrêté royal du 28 octobre 2022. Cette première partie a établi, entre autres, le principe du stockage (géologique) en profondeur en tant que solution à privilégier, sans définir d'emplacement concret pour cet entreposage, ainsi que la procédure pour les étapes suivantes. Il a en particulier été confirmé que les étapes suivantes feront si nécessaire l'objet d'une EIE.

L'expansion de la capacité éolienne dans la partie belge de la mer du Nord a donné lieu à un avis de screening pour un projet d'arrêté ministériel sur « le lieu, la taille et le nombre de parcelles faisant l'objet d'une concession domaniale ». Sur la base de l'avis rendu par le Comité, il a été décidé qu'aucune EIE ne s'imposait pour cet arrêté ministériel spécifique. Le Comité d'avis a toutefois fait part d'une série de préoccupations concernant la procédure suivie, se demandant entre autres s'il serait tenu compte comme il se doit de toutes les incidences de ce projet sur l'environnement. Certaines de ces incidences sur l'environnement, en particulier celles résultant de la construction d'une île énergétique, ont été étudiées au cours de cette période dans le cadre de l'EIE du plan fédéral de développement d'ELIA.



© Wirestock– Freepik

Perspectieven

Au cours de la période 2019-2023, l'administration fédérale a préparé une refonte de la loi du 13 février 2006. La proposition finale a été adaptée par la Chambre des représentants le 8 mai 2024 et promulguée par le Roi le 15 mai 2024. Ce texte renforce le rôle du Comité d'avis, met à jour la liste des plans et programmes pour lesquels une EIE est toujours requise, clarifie la loi le cas échéant, et assouplit dans la mesure du possible les procédures prévues. Cette refonte a également permis d'aligner une des dispositions de la loi sur la jurisprudence de la Cour européenne de justice sur un point.

Au cours de la prochaine période, la réflexion se concentrera sur la nécessité d'adapter les arrêtés royaux d'exécution ou la pratique du Comité d'avis.

9.3 Évaluation des incidences environnementales des projets (EIE)

Politique environnementale

Pour la plupart des projets en mer du Nord, le porteur du projet doit introduire une demande de permis et d'autorisation étayée par une étude d'impact sur l'environnement. Cette procédure est régie par la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins sous juridiction de la Belgique.

L'arrêté royal du 7 septembre 2003 établissant la procédure d'octroi des permis et autorisations requis pour certaines activités exercées dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique définit les étapes ultérieures de la procédure d'octroi des permis et autorisations requis pour certaines activités exercées dans les espaces marins sous juridiction belge. L'arrêté royal du 9 septembre 2003 fixe les règles annexes relatives à l'évaluation des incidences sur l'environnement.

La procédure d'octroi de permis vise à garantir un niveau élevé de protection de l'environnement par le biais d'un processus contrôlé. Elle prévoit la réalisation par le demandeur d'un rapport sur les incidences environnementales, la possibilité de participation du public à la consultation publique, l'obtention des avis nécessaires auprès des services publics concernés, la réalisation d'une évaluation des incidences sur l'environnement par l'UGMM (le service scientifique Unité de gestion du modèle mathématique de la mer du Nord de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique) et une note du service Milieu marin.

Lors de la consultation publique, le service Milieu marin peut déjà communiquer ses remarques sur la demande et sur le rapport d'incidences sur l'environnement.

L'UGMM fournit les preuves scientifiques à l'appui du permis en réalisant une évaluation des incidences sur l'environnement du projet faisant l'objet de la demande et formulant un avis sur l'acceptabilité de ce projet, en tenant compte, entre autres, du principe de précaution et des dispositions de la directive-cadre « Stratégie pour le milieu marin ». Le service Milieu marin rend un avis au cours de la phase finale de la procédure sous la forme d'une note au ministre, en vue de la protection du milieu marin. Le ministre compétent pour la mer du Nord décide de délivrer ou non une autorisation, en tenant compte de l'évaluation des incidences sur l'environnement réalisée et de l'avis rendu. Cette phase termine la procédure.

Au cours de la période 2019-2023, la loi du 20 janvier 1999 a fait l'objet d'une révision. Le 11 décembre 2022, le parlement a adopté la loi visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins sous juridiction de la Belgique. Cette loi est entrée en vigueur le 26 décembre 2022.

Informations environnementales

Au cours de la période allant de janvier 2019 à janvier 2023, aucune demande de permis d'environnement pour le développement des énergies renouvelables en mer du Nord n'a été introduite.

Le transfert partiel d'1 permis pour un parc éolien dans la zone orientale a été approuvé et le permis pour un autre parc éolien, situé dans la zone orientale, a été reconduit pour une période de deux ans. Ces deux permis n'ont toutefois pas dû faire l'objet d'une nouvelle évaluation des incidences sur l'environnement.

1 demande de permis d'environnement a été introduite pour un câble de télécommunication ; le service Milieu marin n'a formulé aucune remarque à ce sujet.

1 demande de permis d'environnement a été introduit pour un projet d'aquaculture ; le service Milieu marin a soumis une note avec des remarques à l'issue de l'évaluation des incidences de ce projet sur l'environnement.

Deux demandes de permis ont été introduites en 2023 :

1 demande de permis d'environnement pour l'installation de panneaux solaires flottants a été soumise ; le service Milieu marin a soumis une note avec des remarques à l'issue de l'évaluation des incidences sur l'environnement.

1 demande de permis d'environnement a été introduite pour une île énergétique ; le service Milieu marin a rendu un avis négatif.

Les permis et leurs modifications peuvent être consultées sur site web de l'UGMM.

Évaluation de l'effectivité

Les demandes de permis d'environnement ayant été rares au cours de la période concernée, l'effectivité de cette politique ne peut être ni analysée ni évaluée. En outre, le nombre de permis délivrés ne renseigne guère sur l'effectivité de la politique, car il dépend du nombre d'entreprises ou d'instances publiques désireuses de solliciter l'autorisation d'exercer une activité en mer du Nord.

Perspectives

Le service Milieu marin s'engagera à analyser de manière approfondie les demandes de permis, en formulant des remarques scientifiques et de nature juridique pendant la consultation publique, afin de mieux identifier à l'avance certains problèmes. Il rendra un avis détaillé après évaluation des incidences sur l'environnement par l'UGMM.

Des travaux sont également en cours sur les arrêtés d'exécution de la nouvelle loi sur le milieu marin. La procédure relative à l'octroi d'un permis d'environnement a été remaniée en application des directives sur le projet de rapport sur les incidences dans l'arrêté royal du 26 avril 2024 relatif à la procédure de création d'aires marines protégées, d'autorisation Natura 2000 et d'approbation Natura 2000 et de permis d'environnement dans les zones marines belges. Cet AR a été publié au Moniteur belge le 6 juin 2024.

Le service Milieu marin a donné un avis favorable conditionnel à la demande de permis environnemental pour 2024 dans la zone Princesse Élisabeth.

À l'avenir, quatre nouveaux arrêtés d'exécution pour la nouvelle loi seront encore préparés et la mesure dans laquelle des ajustements aux autres arrêtés royaux d'exécution sont nécessaires fera l'objet d'une étude plus approfondie.

9.4 DNSH

Législation en lien avec le principe DNSH

Le principe européen « **Ne pas causer de préjudice important** » (en anglais : *Do No Significant Harm* – DNSH) vise à empêcher les initiatives de l'UE (politiques, réglementations, programmes de financement, etc.) d'avoir un impact négatif sur les objectifs de l'UE en matière de climat, d'environnement et de biodiversité.

Ce principe met en pratique le « serment vert » de la communication de la Commission de 2019 sur le Green Deal européen, qui stipule que « toutes les actions et politiques de l'UE devraient se conjuguer pour aider cette dernière à réussir une transition juste vers un avenir durable ». Le principe DNSH a été légiféré pour la première fois dans le cadre de la finance durable de l'UE, en particulier dans le règlement sur la taxinomie européenne (2020/852). Celui-ci définit les critères permettant de déterminer ce qui constitue une activité économique durable. Le principe DNSH empêche les activités qui contribuent de manière substantielle à l'un des objectifs environnementaux européens de nuire gravement aux autres objectifs environnementaux (atténuation du changement climatique, adaptation au changement climatique, protection des ressources hydriques et marines, économie circulaire et prévention des déchets, prévention et réduction de la pollution, et protection de la biodiversité et des écosystèmes).

En outre, le principe DNSH a été inclus dans plusieurs instruments politiques et financiers de l'UE, tels que la facilité européenne pour la relance et la résilience et les fonds de la politique de cohésion européenne.

Les autorités fédérales belges ont également déjà intégré le principe DNSH dans leurs initiatives.

Information environnementale : le Centre d'expertise fédéral DNSH soutient le financement durable

A. Facilité européenne pour la reprise et la résilience

L'article 5.2 du Règlement (UE) 2021/241 établissant la facilité européenne pour la reprise et la résilience (FRR) prévoit que « la facilité ne finance que des mesures qui respectent le principe consistant à ne pas causer de préjudice important ». Chaque mesure du plan belge pour la reprise et la résilience (PRR) a été fait l'objet d'une analyse DNSH ex ante, sur la base de laquelle la Commission a approuvé l'intégration de la mesure dans le PRR. Le Bureau fédéral du Plan a coordonné ce processus.

En 2022, le Conseil des ministres a décidé de créer un centre fédéral d'expertise DNSH. Opérationnel depuis janvier 2023, le centre soutient les autorités fédérales dans l'intégration du principe DNSH dans les mesures du PRR belge. Le centre fédéral d'expertise DNSH collabore avec les régions et les communautés au sein d'un réseau interfédéral, coordonné par le Bureau fédéral du Plan, afin d'harmoniser l'application du principe DNSH. Le réseau interfédéral DNSH a développé des outils pratiques tels que le vade-mecum sur « la méthodologie de suivi et de vérification du respect de la DNSH dans le cadre du RRF », une liste de questions fréquemment posées (FAQ), des clauses types DNSH, des formations et des sessions d'information.

Le PRR belge contient des mesures d'une valeur de 5 298 millions d'euros, dont 43 mesures fédérales d'une valeur de 1 113 millions d'euros, dans divers domaines tels que l'économie circulaire (voir chapitre 3 partie BBBC), l'île énergétique, les infrastructures d'importation d'énergie, la production et l'utilisation de l'hydrogène, les infrastructures cyclables et la numérisation.

Thème des projets fédéraux PRR	Montant (M€)	Nombre de projets
Durabilité	301,9	10
Numérisation	251,3	10
Mobilité	425,5	11
Inclusivité	45,3	5
Productivité	89,0	7
TOTAL	**1113,0**	**43**

B. Le DNSH dans d'autres politiques

En outre, le Centre fédéral d'expertise DNSH a conseillé les autorités publiques fédérales sur l'application possible du principe DNSH à des mesures en-dehors du contexte PRR. Le principe DNSH a par exemple été intégré dans la loi du 12 mai 2024 portant sur diverses dispositions fiscales et la loi relative à la gouvernance de la politique climatique fédérale.

Effectivité

Étant un principe récent, l'impact du principe DNSH reste difficile à évaluer. Cependant, l'expérience du Centre fédéral d'expertise DNSH montre que sa valeur ajoutée réside principalement dans la fourniture d'un cadre holistique pour l'évaluation environnementale ex ante. À cet égard, il est particulièrement efficace lorsqu'il permet, lors de l'élaboration d'une mesure, d'identifier les critères, conditions et exclusions à respecter lors de sa mise en œuvre.

Perspectives

Le principe DNSH se présente comme un outil potentiel pour l'intégration de la durabilité environnementale dans le financement public et autres politiques, tant au niveau européen que belge.

Le gouvernement fédéral devra tenir compte du principe DNSH lors de la mise en œuvre des initiatives européennes suivantes : InvestEU, les fonds de la politique de cohésion et le Fonds social pour le climat. Le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 contient une référence au principe « do no harm » du Green Deal européen. Le règlement financier européen révisé stipule que les programmes et activités sont mis en œuvre, lorsque cela est possible et approprié conformément à la réglementation sectorielle applicable, pour atteindre leurs objectifs fixés sans causer de préjudice important aux objectifs environnementaux.

Au niveau fédéral, le principe DNSH offre des perspectives pour aligner les politiques en matière de budget, d'obligations et de subventions sur les objectifs en matière de climat, d'environnement et de biodiversité.

9.5 Le programme Brain-be

Politique environnementale

BRAIN-be est un programme de recherche fédéral coordonné par la Politique scientifique fédérale belge, également connue sous le nom de BELSPO. L'acronyme signifie *Belgian Research Action through Interdisciplinary Networks*, soulignant son objectif principal : financer et soutenir des projets de recherche scientifique dans des domaines stratégiques pour le pays, y compris les enjeux environnementaux. BRAIN-be répond à la fois aux besoins de connaissance des départements fédéraux et soutient le potentiel scientifique des Établissements scientifiques fédéraux (ESF).

Informations environnementales

Après la première phase du programme (2012-2017), BRAIN-be 2.0 a été lancé pour une durée de 6 ans (2018-2023) et est structuré autour de trois piliers :

- Pilier 1 : Défis et connaissances du monde vivant et non-vivant
  - Il comprend 76 projets financés pour un total de 34,221 millions d'euros.
- Pilier 2 : Science du patrimoine
  - Il comprend 61 projets financés pour un total de 26,109 millions d'euros.
- Pilier 3 : Défis fédéraux de société
  - Il comprend 39 projets financés pour un total de 27,87 millions d'euros

Le budget total alloué à BRAIN-be 2.0 s'élève à **88,2 millions d'euros** répartis sur **176 projets**. Pour plus d'informations sur les projets, consultez le site BRAIN-be - Recherche et applications - Politique scientifique fédérale (belspo.be).

Voici la liste des projets emblématiques liés à l'environnement :

- AGROFLUX : *Improving the agrosystem GHG budget through data-assimilation of surface fluxes*
- ANDROMEDA : *Analysis techniques for quantifying nano-and microplastic particles and their degradation in the marine environment*
- BG-PART : *BioGeochemical PARTicle interactions and feedback loops on the Belgian Continental Shelf*
- CORDEX.be II : *COmbining Regional Downscaling EXpertise in Belgium II*
- ELLIS : *Monitoring and Mitigating Environmental Health Inequalities in Belgium*
- E-TREND : *Extensible Tools for Renewable ENergy Decision making*
- FOURCAST : *FOrest cold and URban heat island effects on Climate Adaptation of biodiversity at different Spatial and Temporal scales*
- HabitAnt : *Past and future habitability in Antarctic lakes: succession, colonization, extinction, and survival in glacial refugia*
- HOTMIC : *Horizontal and vertical oceanic distribution, transport, and impact of microplastics*
- INTERCEPT : *Monitoring the trade of exotic animals, wild meat and the pathogens they carry*
- InterRest : Interactive effects of local and landscape scale restoration of semi-natural grasslands and agricultural fields on species interactions and ecosystem functions in different social-ecological systems
- LASUGEO : monitoring LAnd SUbsidence caused by Groundwater exploitation through gEOdetic measurements
- LEGO-BEL-AQ : Surveillance de la qualité de l'air en Belgique via des observations satellitaires en orbite basse et géostationnaire
- MAPPY : Analyse multisectorielle des impacts du changement climatique et de l'utilisation des terres sur les pollinisateurs, la biodiversité végétale et les rendements agricoles.
- MixForChanges : *Mixed Forest plantations for climate change mitigation and adaptation*
- MODEVECO : Étude de la compétence vectorielle des moustiques belges pour les flavivirus zoonotiques (comme le virus du Nil occidental) et les risques liés aux espèces invasives.
- NITROPOL-BE : Étude des impacts des dépôts d'azote sur les allergies au pollen et les infections respiratoires en Belgique.
- OUTFLOW : *Quantifying the cOntribUTion of Fouling fauna to the Local carbon budget of an Offshore Wind farm*
- RESPONSE : Évaluation du risque de pollution microplastique dans les écosystèmes marins
- ROADMAP : Le rôle de la dynamique océanique et des interactions océan-atmosphère sur la variabilité climatique et les projections futures d'événements extrêmes à fort impact
- SOLARIS : Adaptation aux changements climatiques avec une approche axée sur la justice socio-spatiale
- TANGO : *Estimating Tipping points in habitability of ANtarctic benthic ecosystems under GlObal future climate change scenarios*
- VERBE : Towards a greenhouse gas emission monitoring and VERification system for Belgium

Évaluation de l'effectivité

L'impact est, outre l'excellence, l'indicateur important sur lequel BELSPO fonde la sélection des projets de recherche.

Les rapports finaux des projets incluent une discussion de l'impact, en termes de décisions scientifiques et de recommandations politiques, de diffusion et de valorisation des résultats de recherche et de publications scientifiques.

D'une part, ces projets ont la production scientifique habituelle, comme des publications dans des revues et des livres scientifiques ; affiches et présentations lors de conférences scientifiques ; mémoires de fin d'études de doctorats, masters et licences, etc...

À cela s'ajoutent des publications destinées au grand public, sur les réseaux traditionnels et sociaux, via des articles de blog ou des webinaires. Divers projets impliquent les citoyens dans la recherche. Divers projets attirent l'attention sur leur travail à travers l'art.

Perspectives

A partir de 2024, le programme BRAIN-be sera suivi des programmes « ***Science For Policy*** » (**S4Policy**) et « ***Policy For Science*** » (**P4Science**).

L'objectif de S4Policy est de réaliser des recherches multithématiques sur les questions sociétales qui figurent parmi les priorités du gouvernement fédéral et les services publics fédéraux. A titre indicatif, les budgets BELSPO des appels sont engagés pour un budget total disponible de 51 056 180 € entre 2024 et 2031.

En juin 2024, un appel est lancé pour les *Policy-Driven* projets dans le cadre du programme S4Policy. Les projets s'inscriront dans quatre thèmes stratégiques :

- Thème 1 : Transformation digitale (Intelligence Artificielle)
- Thème 2 : Autonomie stratégique et résilience de la Belgique
- Thème 3 : Inclusion, Santé et Bien-être
- Thème 4 : Transformation verte et transformation sociétale vers la neutralité carbone

Le programme P4Science vise à soutenir et à renforcer l'excellence scientifique au sein des Établissements scientifiques fédéraux (ESF : Archives de l'État, Bibliothèque royale de Belgique, Institut d'aéronomie spatiale de Belgique, Institut royal des sciences naturelles de Belgique, Institut royal du patrimoine artistique, Institut royal météorologique de Belgique, Musée royal de l'Afrique centrale, Musées royaux d'art et d'histoire, Musées royaux des beaux-arts de Belgique, Observatoire royal de Belgique) est l'un des objectifs de la Politique scientifique fédérale, et du programme P4Science. En outre, le programme soutient également la recherche de Sciensano, du *War Heritage Institute* (WHI) et de l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie (INCC).

Afin de garantir la stabilité de la capacité scientifique et l'expertise des ESF, les priorités de recherche seront définies de manière *bottom-up* par les ESF, pour une période bien définie d'au moins trois ans. Les priorités de recherche doivent – obligatoirement – être alignées sur la stratégie de recherche des ESF.

9.6 Plan Fédéral de Développement Durable (PFDD)

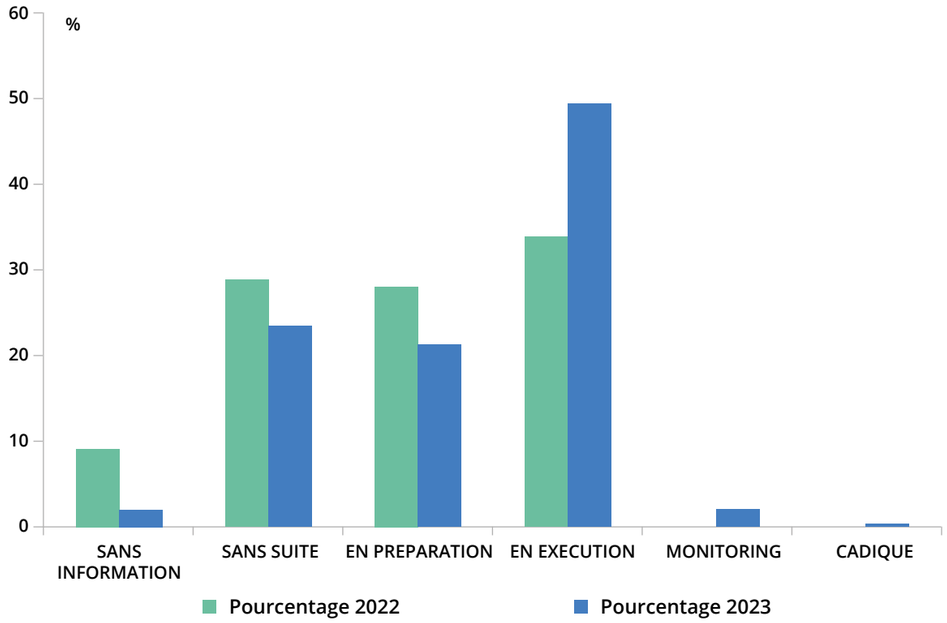
Politique environnementale

La loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, prévoit l'adoption d'un plan fédéral de développement durable tous les cinq ans. Il définit la manière dont la Belgique entend atteindre les objectifs de développement durable (ODD), que ce soit ceux fixés dans la vision fédérale à long terme pour 2050 ou les 17 ODD (*Sustainable Development Goals* – SDG) adoptés par les Nations unies pour 2030. Ces 17 objectifs, déclinés en 169 sous-objectifs, guident l'action publique à l'horizon 2030 dans 5 domaines cruciaux à savoir l'humanité, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats.

- Le 1er octobre 2021, le gouvernement fédéral a adopté le 3ème Plan Fédéral de Développement Durable (PFDD) qui contient 239 mesures en lien avec les SDG assignées à une ou plusieurs administrations responsables de leur suivi.
- Certaines mesures concernent spécifiquement des enjeux environnementaux, incluant le climat, le milieu marin, l'économie circulaire, l'étiquetage énergétique des produits, la biodiversité, les nanoparticules, la transition vers des systèmes alimentaires durables, l'énergie durable, la fiscalité environnementale et l'écocide.

Informations environnementales : données du Plan

Le suivi de la mise en œuvre des 239 mesures est abordé dans les rapports annuels de la CIDD et les résultats sont publiés par le Bureau fédéral du Plan dans le WORKING PAPER 4-23_Méthode d'évaluation et premiers résultats de la mise en œuvre du Plan fédéral de développement durable 2021 (Mai 2023) .



Graphique - *Aperçu général de la mise en œuvre du PFDD - Source: Bureau fédéral du Plan (2024), Rapport fédéral sur le développement durable 2024, publication le 25 juin 2024, www.plan.be*



© Heather Wilde – Unsplash

Évaluation de l'effectivité

Depuis 2017, le Bureau fédéral du Plan publie annuellement un bilan sur les progrès de 51 indicateurs par rapport à leurs objectifs (trois indicateurs par SDG). Ces indicateurs visent à mesurer l'évolution de la société belge vers les SDG.

Les évaluations de ces indicateurs de développement durable sont répertoriés et mis à jour sur https://www.indicators.be/.

Le tableau ci-dessous reprend un extrait de ce bilan couvrant les SDG qui contiennent des indicateurs de la composante environnementale ainsi que leur évaluation.

***Tableau** - Extrait du Bilan 2023 du progrès de la Belgique vers les SDG contenant des indicateurs avec une composante environnementale*

SDG	Indicateur	Composante	Objectif	Évaluation
2 – Faim «zéro» – Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable				
2	i08. Obésité des adultes	Sociale	↘	◎
	i09. Consommation de viande	Environnementale	↘	⊕
	i10. Surface en agriculture biologique	Environnementale	↗	⊕
6 – Eau propre et assainissement – Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau				
6	i30. Nitrates dans les eaux de rivière	Environnementale	↘	⊕
	i31. Nitrates dans les eaux souterraines	Environnementale	↘	◎
	i32. Consommation d'eau	Environnementale	maximum 20%	⊕
7 – Énergie propre et d'un coût abordable – Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable				
7	i34. Logements sans chauffage adéquat SILC	Sociale	0%	⊖
	i35. Energies renouvelables PROJ	Environnementale	17,5%	⊕
	i37. Productivité de l'énergie	Economique	11,4 €$_{2010}$/ kg. eq. Pétrol	⊖
11 – Villes et communautés durables – Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables				
11	i51. Logement inadéquat SILC	Sociale	0	⊖
	i52. Exposition aux particules fines	Environnementale	5 mg $PM_{2,5}$/m^3	⊖
	i54. Pollution sonore SILC	Environnementale	↘	⊕
12 – Consommation et production responsables – Établir des modes de consommation et de production durables				
12	i55. Consommation de matières premières	Economique	↘	◎
	i56. Déchets dangereux	Environnementale	↘	◎
	i57. Recyclage des déchets	Economique	↗	◎
13 – Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques – Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions				
13	i60. Emissions de gaz à effet de serre non-ETS PROJ	Environnementale	41,8 Mt CO_2-eq.	⊖
	i61. Victimes d'aléas naturels	Sociale	1,97 par 100.000	⊖
	i62. Contribution au financement climatique international	Gouvernance	→/↗	⊕
14 – Vie aquatique – Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable				
14	i63. Pollution aux hydrocarbures	Environnementale	0	⊕
	i64. Pêche durable	Environnementale	100%	⊖
	i65. Surface marine en zone Natura 2000	Environnementale	30%	⊕
15 – Vie terrestre – Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité				
15	i66. Surface terrestre en zone Natura 2000	Environnementale	30%	⊖
	i67. Forêts avec le label FSC ou PEFC	Environnementale	↗	◎
	i68. Populations d'oiseaux des champs	Environnementale	↗	⊖

SILC - Rupture de série: BE 2019.

SILC* - Rupture de série: BE 2019 - données jusqu'en 2018 pas comparables avec celles à partir de 2019. Ceci peut avoir un impact sur le résultat de l'évaluation, qui doit donc être appréhendé avec prudence.

PROJ - Évaluation sur la base de projections existantes.

Les 5 colonnes indiquent:
- l'objectif de l'ONU ou SDG (*Sustainable Development Goal*), accompagné de son logo et de sa description courte et complète;
- la dénomination et le numéro de l'indicateur tel que référencé sur www.indicators.be;
- la composante du développement durable: sociale, environnementale, économique, gouvernance;
- l'objectif : la cible que l'indicateur doit atteindre en 2030 lorsqu'elle existe ou, à défaut, la direction de l'évolution souhaitée pour l'indicateur ;
- le résultat de l'évaluation, symbolisé par un pictogramme: évolution favorable ⊕, défavorable ⊖ ou indéterminée ◎.

Dans ce bilan 2023, les 16 indicateurs de la *composante environnementale* montrent 8 évolutions favorables dont 4 avec une cible, c'est-à-dire dont l'objectif est quantifié et assorti d'une échéance, comme la Consommation d'eau (i32) et la Pollution aux hydrocarbures (i63) ; et dont 4 sans cible comme la Consommation de viande (i09) et la Pollution sonore (i54). Dans cette composante, il y a 5 évolutions défavorables, dont 4 avec une cible, entre autres l'Exposition aux particules fines, (i52) et la Pêche durable (i64) et une sans cible, la Populations d'oiseaux des champs (i68). Finalement trois indicateurs se caractérisent par une évolution incertaine : les Déchets dangereux (i56), les Nitrates dans les eaux souterraines (i31) et les Forêts avec le label FSC ou PEFC (i67).

Dans la *composante gouvernance* en lien avec l'environnement, la Contribution au financement climatique international (i62, pas de cible) présente une évolution favorable.

En conclusion, les indicateurs de la composante environnementale reçoivent plus d'évaluations favorables que défavorables.

9.7 Fiscalité environnementale

Politique environnementale

La fiscalité environnementale est l'ensemble des taxes et des impôts mis en place par le gouvernement pour protéger l'environnement. En plus des taxes sur l'énergie, cette fiscalité reprend les taxes sur la pollution et sur d'autres produits.

Les choix des taxes sur les sources de pollution et les niveaux relatifs de ces taxes peuvent orienter les comportements vers une consommation plus respectueuse de l'environnement rendant les options polluantes plus coûteuses (ex : carburants fossiles) et les options propres plus abordables (ex : panneaux photovoltaïques).

Un relevé des mesures prises par le SPF Finances en lien avec l'environnement et approuvées lors de cette législature est disponible dans le Rapport de suivi de la mise en œuvre des politiques climatiques fédérales 2021-2030, disponible sur le site web climat.

Parmi les mesures récentes mises en œuvre par le SPF Finances figurent la suppression des avantages fiscaux pour les voitures de sociétés à moteur thermique (essence ou diesel) et l'introduction d'un taux de TVA réduit sur les travaux de démolition et de reconstruction des logements de moins de 200 m².

Les feuilles de route relatives à la réforme de la fiscalité environnementale et au verdissement fiscal et social de la mobilité contiennent le détail de ces mesures.

Informations environnementales

Deux indicateurs permettent d'illustrer la fiscalité environnementale :

A. Taxes environnementales en % du PIB

Le graphique ci-dessous montre que la part de la fiscalité environnementale dans la fiscalité totale demeure relativement stable et marginale, la Belgique étant dans la moyenne de l'UE avec environ 2 % du PIB constitué de taxes environnementales.

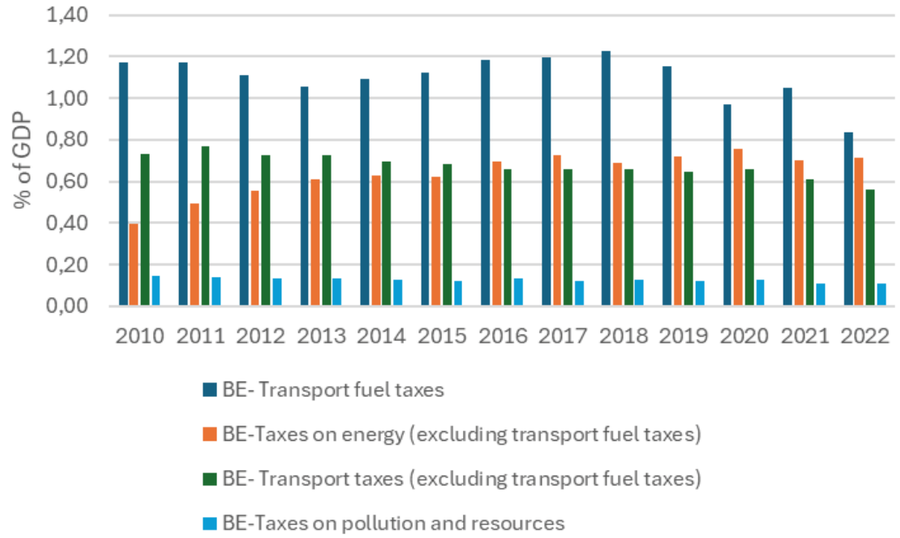
Les taxes environnementales sont classées en quatre catégories : les taxes sur les carburants, les taxes sur l'énergie (hors taxes sur les carburants), les taxes sur le transport (hors taxes sur les carburants) et les taxes sur la pollution et l'usage des ressources.

Les **taxes sur les carburants** représentent la catégorie la plus importante de ces taxes environnementales. La part des taxes sur les carburants dans l'ensemble des taxes environnementales est passée de 48 % en 2010 à 38 % en 2022.

Les **taxes sur l'énergie** hors taxes sur les carburants (ex : quota d'émission de CO_2 pour les entreprises) représentent la 2e catégorie des taxes environnementales en 2022 et sont en constante augmentation depuis 2010. En 2022, cette catégorie représente 32 % de l'ensemble des taxes environnementales.

Les **taxes sur le transport** hors taxes sur les carburants (ex : taxe de circulation) montrent une grande stabilité entre 2010 et 2022 en termes de recettes exprimées en pourcentage du PIB. La part relative de ces taxes est cependant en baisse passant de 30 % en 2010 à 25 % en 2022.

Les **taxes sur la pollution et les ressources** (ex : cotisation d'emballage, taxe sur l'eau de distribution) ne pèsent que 0,1 % du PIB sur la période 2010-2022 et leur part relative oscille autour de 5 %.



Graphique *- Fiscalité environnementale par secteur en % du PIB (Commission européenne, Data on Taxation Trends, March 2024)*

B. Le taux de taxation implicite de l'énergie

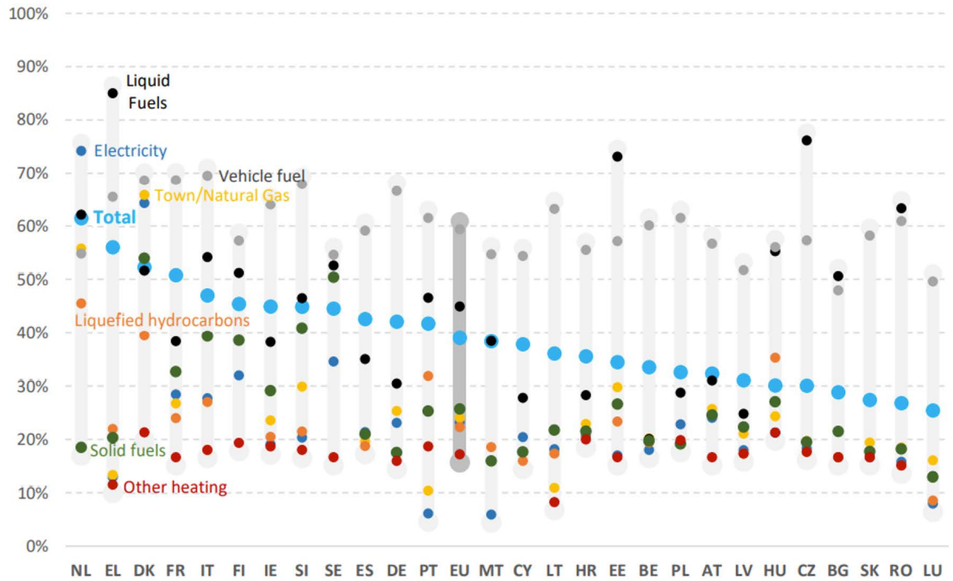
Il s'agit d'une mesure adéquate de la politique menée en matière de taxation de l'énergie. Ce taux se calcule comme suit :

$$\textit{taux de taxation implicite de l'énergie} = \frac{\textit{recettes des taxes sur l'énergie (€)}}{\textit{consommation finale de l'énergie (tep)}}$$

Il s'agit des recettes générées par les taxes sur l'énergie, comparées à la quantité d'énergie utilisée.

Étant disponible pour tous les pays membres de l'Union européenne, cet indicateur permet des comparaisons internationales.

Comme le montre le graphique ci-dessous, la taxation implicite totale des produis énergétiques en Belgique se situe en 2019 sous la moyenne européenne. On constate également que, comme dans les autres Etats membres de l'UE, la taxation des carburants est nettement plus élevée que la taxation des autres produits que sont l'électricité, le gaz naturel, les combustibles solides, les hydrocarbures liquides et autres combustibles. Les écarts de taxation entre les différents produits énergétiques sont considérés comme des subsides aux énergies fossiles. La suppression de ces subsides est recommandée par l'OCDE et la Commission européenne.



***Graphique** - Taux de taxation implicite sur les produits énergétiques dans l'UE en 2019 (Commission européenne, Annual Report on Taxation 2023, December 2023)*

Le graphique ci-dessus reprend les catégories de produits énergétiques suivants : électricité, gaz naturel, carburants (essence, diesel,..), combustibles liquides (mazout,..), combustibles solides (charbon,...) et autres combustibles.

Évaluation

La taxation environnementale en Belgique se caractérise par un niveau global assez faible comparé aux autres prélèvements (5,1 % du total) et également par une grande diversité des taux. Cela s'explique par des taux peu élevés ou des exemptions ou taux réduits pour certains secteurs (ex : transport de marchandises par camions) ou pour certains usages (ex : mazout de chauffage).

Dans son évaluation de la performance environnementale de la Belgique[46], l'OCDE recommande d'augmenter la fiscalité environnementale via notamment l'introduction d'une taxe carbone pour les secteurs actuellement non couverts par le système européen d'échanges de quotas d'émission (EU-ETS) et aussi de supprimer les subsides aux énergies fossiles dont bénéficient certains secteurs de l'économie (ex : taux d'accises réduit sur le mazout de chauffage).

Dans le cadre du Semestre européen et de son '*spring package*', la Commission européenne recommande que la Belgique entreprenne des actions en 2024 et 2025 afin d'amorcer un phasing out graduel des subsides aux énergies fossiles, notamment en procédant au shift des accises sur l'électricité vers les sources d'énergies fossiles.

46. OECD Environmental Performance Reviews: Belgium 2021

Perspectives

Une réforme de la fiscalité a été préparée par le SPF Finances. Cependant, le projet de réforme n'a pas fait l'objet d'un consensus au sein de la majorité gouvernementale sous la législature précédente et les négociations relatives à la réforme ont dû être interrompues en juillet 2023. Il appartient désormais aux partis de la nouvelle majorité de trouver une position commune sur l'avenir de la fiscalité environnementale au niveau fédéral.

9.8 Obligations linéaires Vertes

Politique environnementale

Les OLOs (abréviation d'obligation linéaire/lineaire obligatie) Vertes sont des obligations émises par le gouvernement belge pour financer des projets environnementaux, attirant ainsi des investisseurs soucieux de soutenir des initiatives écologiques tout en obtenant un rendement sur leur investissement.

Depuis 2018 (marquant la première émission de son OLO Verte), la Belgique a été un émetteur régulier sur le marché des obligations vertes, avec depuis 2022 deux lignes d'OLO Vertes émises pour un montant total de 18 253 milliards €.

L'émission de la deuxième OLO Verte en 2022 fut l'occasion de revoir et d'updater le cadre existant en incluant les derniers développements du marché dont la taxonomie européenne.

Dans le but de contribuer activement à l'atténuation du changement climatique et à la protection de l'environnement, l'Agence Fédérale de la Dette belge lie le produit des OLOs Vertes à la transition vers une économie durable.

Informations environnementales : données sur les OLOs Vertes

Les OLOs Vertes financent des projets dans 5 secteurs :

1. les transports propres (transports en commun, certains véhicules électriques ou modes de mobilité douce tels que le vélo par exemple),
2. les ressources vivantes et l'aménagement du territoire,
3. les énergies renouvelables,
4. l'économie circulaire (incluant la gestion des déchets et de l'eau),
5. l'efficacité énergétique (dont les bâtiments durables).

Les deux principales activités économiques financées par le programme OLO Verte restent le Transport Ferroviaire Interurbain de Voyageurs par la SNCB et les Infrastructures pour le Transport Ferroviaire par Infrabel.



© DZiegler- Adobe Stock

Évaluation

La politique des OLOs Vertes est efficace en ce sens qu'elle constitue un des instruments clés de la finance durable et au développement du marché financier "vert".

Les meilleures pratiques des marchés de Green Bonds sont d'ailleurs utilisées dans le cadre des OLOs Vertes émises par l'Agence de la Dette.

En outre, les émissions d'OLOs Vertes contribuent aux progrès de la Belgique vers l'atteinte des 17 Objectifs de Développement Durables (ODD). Une évaluation, du point de vue des ODD, des projets financés a été incorporée dans la méthodologie, le but étant de contribuer activement à la réalisation de ces objectifs.

Un rapport d'allocation et d'impact est publié annuellement sur le site de l'Agence de la Dette (Green OLO – Allocation and Impact Report 2023). On peut y trouver par exemple l'impact de l'utilisation des trains électriques ou encore du renouvellement de l'infrastructure ferroviaire.

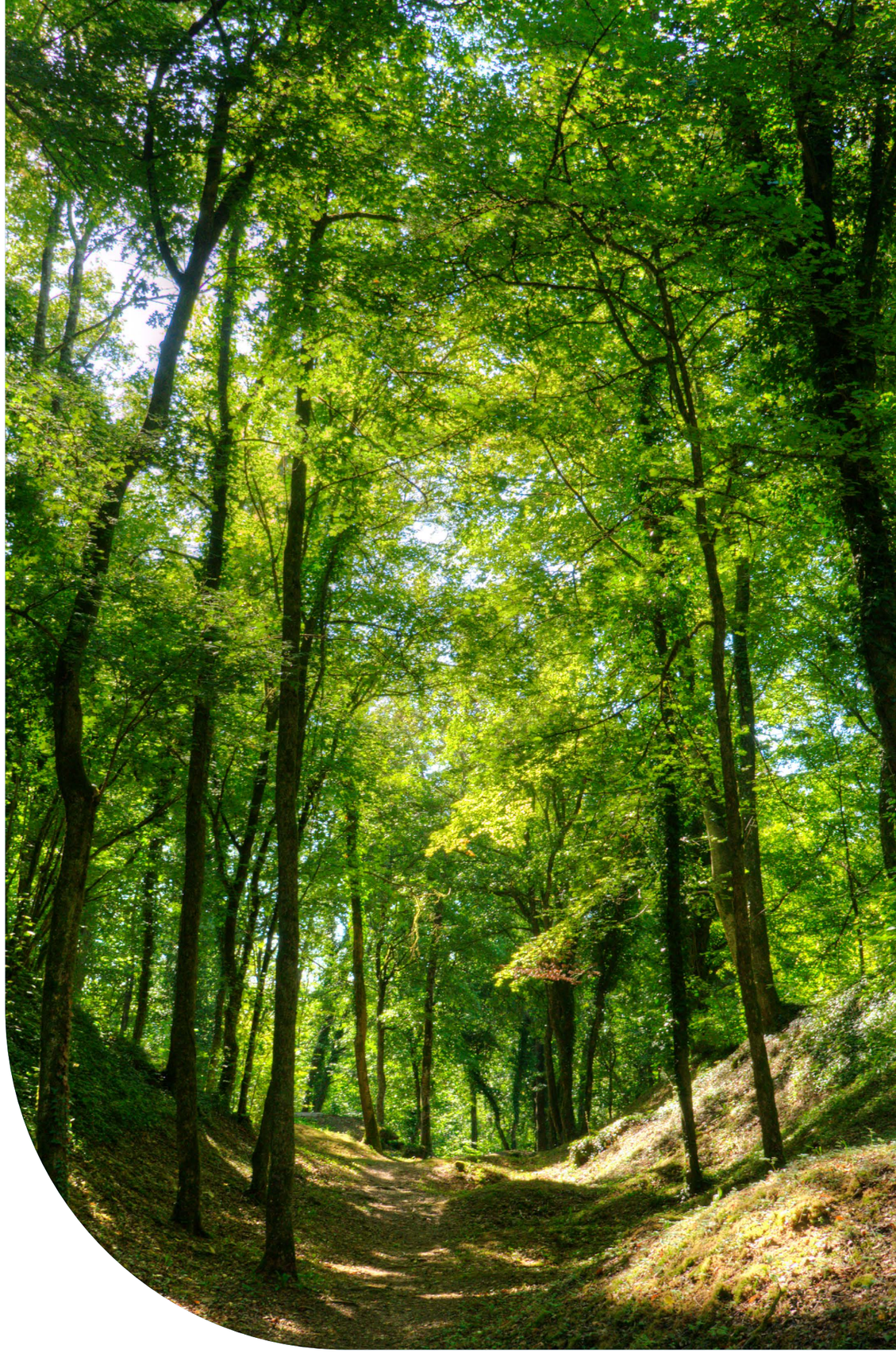
Les OLOs Vertes permettent en théorie d'orienter les investissements vers les projets verts et contribuent ainsi à la transition de l'économie vers une société bas carbone, plus résiliente et plus respectueuse de l'environnement. Ceci nécessiterait, par contre, une certaine différentiation marquée entre les rendements des obligations vertes et les autres obligations (ladite "*Greenium*") afin de rendre ce genre d'investissements moins cher. En 2023, il faut constater que cette différentiation ne se voit pas (encore) dans les marchés financiers, ce qui a le désavantage de faire des obligations vertes des instruments qui requièrent un investissement important en termes de recherche et analyse de données, sans atteindre pour l'instant le but d'apporter la différentiation nécessaire en coûts de financement pour privilégier les projets verts.

Perspectives

De nouvelles émissions d'obligations vertes sont prévues chaque année en fonction des dépenses éligibles disponibles. L'Agence de la Dette prend toujours en considération la demande du marché afin de sélectionner les OLOs Vertes à émettre.

Ainsi, la Belgique compte rester un émetteur régulier sur le marché des obligations vertes mais suivra aussi de très près l'évolution de la *Greenium*.

Une extension du scope des OLOs Vertes est toujours envisageable en fonction de l'identification de nouvelles dépenses vertes potentiellement éligibles.



© Jorge Alves- Adobe Stock



© EyeEm - Freepik

Synthèse des principaux thèmes

CLIMAT

A. Atténuation du changement climatique

Les objectifs et principes de l'accord de Paris et du Green Deal européen sont les principaux cadres qui sous-tendent la politique climatique fédérale : en 2020, le gouvernement fédéral a souscrit à l'ambition européenne dans le domaine du climat de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 55 % par rapport à 1990 d'ici à 2030 et d'atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050.

Le gouvernement fédéral s'est engagé à prendre toutes les mesures nécessaires inscrites dans le plan national énergie-climat (PNEC 2021-2030), et d'y contribuer en mettant en œuvre une série de politiques et d'actions dans différents domaines, tels que la taxation et les finances, l'énergie, le transport et la mobilité, les bâtiments publics, l'économie circulaire, l'adaptation, le financement international, etc.

Les débats quant au partage des responsabilités à l'échelon intra-belge ont beaucoup gagné en complexité avec l'élargissement des objectifs et cibles à d'autres secteurs et sources de revenus (mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (*CBAM*), règlement sur la répartition de l'effort (ESR), Fonds social pour le climat (FSC)). Un accord a été conclu pour une redistribution des revenus issus du système d'échange sur les quotas d'émission (ETS) au cours de l'année 2021-2022 et la contribution au financement climatique international jusqu'en 2024. Un accord sur les volets restants (cibles et autres revenus) doit intervenir de toute urgence pour garantir un climat propice aux investissements climatiques, pour améliorer la compétitivité de notre industrie et protéger les groupes vulnérables. La Belgique a soumis tardivement, en novembre 2023, une version provisoire actualisée du PNEC (2023) à la Commission européenne. Sur la base des contributions des diverses entités fédérées, la Belgique devrait réduire ses émissions dans les secteurs couverts par l'ESR de 42,6 % en 2030 par rapport à 2005 grâce aux mesures proposées et planifiées. Il s'agit là d'un dépassement de 4 millions de tonnes d'équivalents CO_2 en 2030 comparé à l'objet de réduction applicables à la Belgique conformément au règlement sur la répartition de l'effort. Le projet PNEC 2023 affirme que grâce à de nouveaux accords en termes de répartition de l'effort, la Belgique limitera le déficit de réduction des émissions en prenant les mesures nécessaires et le compensera en faisant preuve de flexibilité. Si la Belgique n'a pas soumis dans les délais la version finale de son PNEC, c'est essentiellement en raison des élections organisées en juin 2024.

Pour renforcer le suivi et la mise en œuvre des politiques et mesures climatiques fédérales, le gouvernement fédéral a mis en place un système de gouvernance, notamment pour renforcer l'implication des ministres et leur demander des comptes, tout comme à leurs administrations respectives. Les progrès réalisés dans 10 domaines de politique font l'objet d'une évaluation et d'un suivi annuel par le biais de feuilles de route. Celles-ci incluent des mesures, dont certaines ont un impact direct sur les émissions de GES, la consommation énergétique, et la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, tandis que d'autres visent à faciliter leur réalisation. Des rapports d'avancement sont compilés et analysés dans un rapport de synthèse rendu public. Le système de gouvernance est ancré dans la loi du 15 janvier 2024.

Les mesures fédérales les plus importantes sont de nature fiscale. Il s'agit par exemple du verdissement de la mobilité, de la diminution des avantages fiscaux pour le diesel professionnel et du transfert partiel des droits d'accises de l'électricité au gaz. L'examen des performances environnementales *Environmental Performance Review* (OCDE, 2021) a toutefois continué d'affirmer que les taux réels de taxation des émissions de CO_2 restent faibles, en particulier dans les secteurs non-routiers.

En 2023, le Bureau fédéral du plan a quantifié l'impact du renforcement de ces mesures et politiques fédérales Selon une évaluation d'impact préliminaire, les mesures du plan (PNEC) ne seront pas suffisantes pour respecter les engagements fédéraux en matière d'émissions. Le renforcement des politiques et mesures fédérales existantes et l'élaboration de nouvelles politiques et mesures sont essentiels selon le Bureau fédéral du plan, qui estime également qu'il convient de renforcer la capacité d'évaluation et de suivi des mesures politiques, en utilisant les modèles appropriés d'évaluation des réductions des émissions de GEF et en les alignant davantage sur les mesures et politiques régionales.

Sur la base de l'examen du plan provisoire, la Belgique pourrait recevoir pour la période 2026-2032 1,66 millions d'euros pour soutenir les mesures et investissements visant à réduire les émissions dans les secteurs du transport routier et de la construction ; ces fonds devront être utilisés pour réduire les coûts pour les ménages vulnérables, les micro-entreprises et les usagers du transport particulièrement affectés par les hausses des prix dans ces secteurs. Enfin, la Belgique devra actualiser sa stratégie climatique à long terme au cours des années à venir.

B. Adaptation climatique

La contribution fédérale au plan d'adaptation national (2016-2020) a été le premier document décrivant les mesures d'adaptation au niveau fédéral. À la suite d'une évaluation de ce plan, en 2019 et en 2021, 28 nouvelles mesures dans 8 domaines ont été identifiées comme s'inscrivant dans un nouvel engagement du gouvernement fédéral en matière d'adaptation. Ces mesures ont été regroupées dans une nouvelle série de mesures fédérales d'adaptation « Vers une société résiliente au changement climatique à l'horizon 2050 – mesures fédérales d'adaptation 2023-2026 ». Les mesures identifiées dans ce plan seront mises en œuvre de manière coordonnée, dans le domaine de la recherche, de la biodiversité, des infrastructures (fédérales), de ressources naturelles, de la santé publique, de la gestion des risques et des crises et de la coopération internationale. Des mesures transversales sont également incluses.



© Ninjason1 – Freepik

Une des mesures de ce nouveau plan est la conséquence des terribles inondations qui ont frappé la Belgique en juillet 2021. Le Conseil des ministres a décidé à l'époque de créer un centre indépendant, le Cerac (Climate Change Risk Analysis Centre, en français Centre d'analyse des risques du changement climatique), qui a été officiellement lancé en avril 2024. Ce centre, dédié à l'analyse des risques climatiques en Belgique, formule des recommandations aux décideurs politiques quant aux stratégies à adopter pour améliorer la résilience et l'adaptation.

C. Négociations et coopération à l'échelon international sur les questions climatiques

Dans le cadre de la Conférence annuelle des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et ses réunions préparatoires, les autorités fédérales ont contribué à améliorer les connaissances dans les enceintes internationales et participé activement aux négociations en vue de la conclusion des accords nécessaires à la lumière des rapports du GIEC. Ce processus est intense et se déroule au niveau des instances de coordination, qui incluent les divers partenaires fédéraux et régionaux concernés, et lors des réunions à l'échelon européen et international. Des réunions de consultation avec des parties prenantes belges sont régulièrement organisées afin d'élaborer une vision commune et de promouvoir l'apprentissage mutuel.

Parmi les décisions importantes, retenons l'appel à aligner les contributions déterminées au niveau national en vue de limiter la hausse de température à 1,5°C, l'appel à doubler le niveau de financement pour l'adaptation d'ici à 2025 (COP26), la création d'un fonds pertes et dommages, l'approbation du Cadre des Émirats arabes unis pour la

résilience climatique mondiale et la finalisation du premier « bilan mondial » (Global Stocktake) (COP28), incluant une série d'objectifs internationaux pour la transition énergétique.

Dans le contexte des négociations internationales sur le climat, la Belgique a aussi rejoint divers partenariats et coalitions. Les autorités fédérales ont soutenu des projets de développement des capacités dans les pays en développement et élaboré une stratégie fédérale conjointe de financement climatique.

Le fédéral a aussi participé activement à l'élaboration des positions européenne, en défendant plusieurs points essentiels de la position belge, tes que l'importance du multilatéralisme, l'intégrité environnementale et le développement durable.

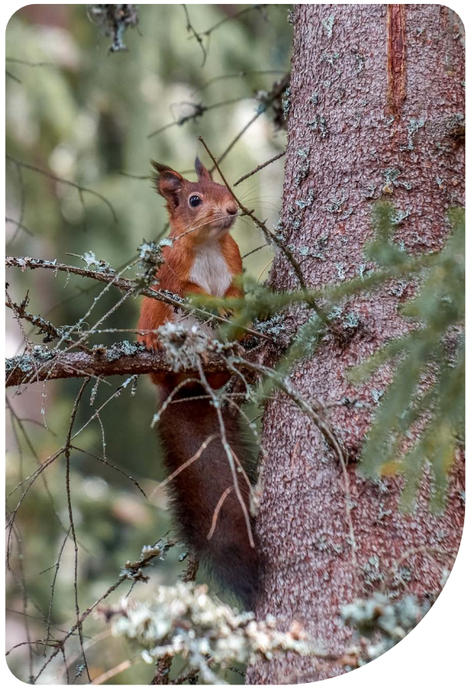
D. Information et communication sur les enjeux climatiques

Le site web climat.be est le site de référence belge pour l'information sur le changement climatique. Les visiteurs y trouvent des faits, un aperçu des politiques et des ressources pédagogiques. Le sous-site web climat.be/2050 se concentre sur la transition de notre pays vers la neutralité carbone, et propose des outils d'analyse de scénarios. EnergyWatchers.be fournit des conseils pratiques sur la façon de réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO_2, notamment des astuces et un comparateur des émissions des véhicules. Ces plateformes, ainsi que divers outils pédagogiques (dont la liste figure sur climat.be/education), montrent que les solutions climatiques peuvent être concrètes et inspirantes et mobilisent ainsi le public autour des enjeux climatiques.

BIODIVERSITÉ

Les mesures développées au niveau fédéral sont inscrites dans la Stratégie nationale pour la biodiversité, qui traduit les objectifs de la Convention sur la diversité biologique pour les quatre niveaux de pouvoir belge compétents en matière d'environnement. Parmi les mesures fédérales phares de cette stratégie, citons la sensibilisation des différents publics et la création de partenariats à différents niveaux pour associer les parties prenantes et les partenaires publics/privés à la protection de la biodiversité et à la réalisation des objectifs fixés dans ce domaine. Enfin, le développement de projets pour promouvoir efficacement la biodiversité sur différents sites fédéraux sera une vitrine pour tous les acteurs fédéraux.

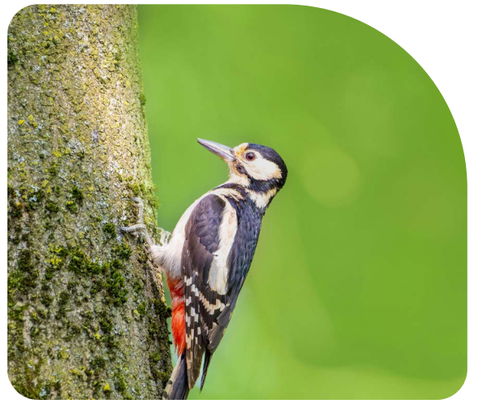
La Stratégie nationale pour la biodiversité, en phase de mise en jour en 2024, incluait des objectifs spécifiques pour stopper le déclin de la biodiversité d'ici à 2020. Elle formulait des objectifs quantifiés ambitieux et fournissait des lignes directrices de politique pour permettre aux acteurs belges de la biodiversité de coopérer. Il sera nécessaire de développer également une stratégie nationale de financement de la biodiversité.



© Wirestock – Freepik

A. Ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation

La loi régissant l'accès aux ressources génétiques met en œuvre le protocole de Nagoya à la CDB. Elle impose une obligation de notification pour l'utilisation commerciale ou non commerciale des ressources génétiques fédérales, avec des exceptions pour les publications en accès libre. Les bénéfices tirés de l'utilisation de ces ressources doivent être alloués à la conservation de la biodiversité. Les autorités fédérales stockent, gèrent et conservent les ressources de valeur scientifique inestimables, et les mettent également à la disposition du public et de diverses parties prenantes.



© Siegfried Poepperl)– Unsplash

B. Belgian Biodiversity Alliance

Cet instrument recueille des données sur les avancées réalisées vers la réalisation d'objectifs spécifiques de biodiversité atteints par différents partenaires non-gouvernementaux et administrations publiques. Entre 2022 et 2023, 17 projets ont été lancés par différents partenaires.

C. Stratégie Bebiodiversity

La stratégie fédérale Bebiodiversity, lancée en 2017, vise à sensibiliser les entreprises et à les aider à entreprendre une démarche volontaire de préservation de la biodiversité et des services écosystémiques, à donner les moyens aux citoyens-consommateurs de choisir des produits et des producteurs plus respectueux de la biodiversité, avec le soutien des autorités publiques. Le site web Bebiodiversity a été mis à jour, aussi en ce qui concerne la présentation et la diffusion via les réseaux sociaux.

D. Outil BiodiversiTree

Cet outil accessible en ligne, développé en collaboration entre les gouvernements fédéral et régionaux, aide les entreprises et les autorités locales à identifier rapidement ce qu'elles peuvent faire concrètement pour la biodiversité sur leurs terrains, dans leurs infrastructures, leurs processus ou leurs politiques d'achat.

E. BiodiversiScape

Lancé en 2022, le programme BiodiversiScape soutient le développement de la biodiversité dans la gestion des domaines fédéraux. La note stratégique en cours d'élaboration avec les partenaires permettra de le déployer en deux phases complémentaires : une phase pilote (2024-2027) de « création d'exemples », et une phase de réplication (2028-2031) qui visera à montrer l'exemple.

F. Plan « pollinisateurs »

L'administration fédérale a été la force motrice à l'origine de la Stratégie nationale pour les pollinisateurs 2021-2030. Celle-ci s'articule autour de trois piliers : (1) rendre l'agriculture favorable aux pollinisateurs ; (2) rendre les villes, les infrastructures et les espaces favorables aux pollinisateurs ; et (3) améliorer la connaissance et la sensibilisation à l'état des pollinisateurs et aux causes de leur déclin. Le plan fédéral « Abeilles » 2017-2019 a permis de faciliter les soins aux abeilles grâce à des conseils aux apiculteurs et à des médicaments plus accessibles, de mener des recherches sur les causes de la mortalité des abeilles et, enfin, de surveiller les abeilles domestiques et sauvages.



© Vincent van Zalinge– Unsplash

G. CITES (Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Faune and Flora)

L'administration fédérale participe activement aux réunions triennales de la Conférence des Parties pour la surveillance de l'extinction des animaux en voie d'extinction et la lutte contre ce phénomène. Le fédéral est compétent pour la délivrance des documents CITES : certificats européens, permis d'importation et d'exportation et certificats de réexportation.

Les contributions financières aident les instruments inter-régionaux ou internationaux à lutter contre de nouveaux risques d'extinction ou la chasse des espèces rares. Des conseils scientifiques visent à clarifier des situations spécifiques en lien avec l'importation d'espèces protégées.

La Belgique compte quelques points névralgiques pour l'importation d'espèces protégées par la CITES, tels que le port d'Anvers. La priorité va donc aux contrôles, en collaboration avec d'autres administrations compétentes (douane, etc.). Des campagnes d'information sont régulièrement organisées pour sensibiliser le public.

H. Espèces exotiques envahissantes (EEE)

Le fédéral a mis en place un accord de collaboration avec les régions et un protocole avec l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA) et avec la Douane afin de gérer efficacement les risques en lien avec les EEE et d'optimiser les contrôles aux frontières.

I. Biodiversité internationale et négociations CITES

La CDB et ses protocoles sur la biosécurité et l'accès et le partage des avantages, ainsi que la convention CITES, sont des instruments légalement contraignants et sont à ce titre essentiels pour les actions et mesures des autorités fédérales dans ce domaine. Pour améliorer la conservation de la nature et des espèces et lutter contre la détérioration des écosystèmes, les autorités fédérales participent activement aux négociations et soutiennent les mesures visant à nouer des alliances internationales. La COP 15 (2023) de la CDB a adopté le Cadre mondial de la biodiversité qui définit un cadre politique assorti de quatre objectifs et de 23 cibles de biodiversité pour l'ensemble des acteurs et du système des Nations unies.

PRODUCTION ET MODES DE CONSOMMATION DURABLES

Les experts ont collaboré intensivement, par le biais de positions belges coordonnées, au sein des organes européens appropriés afin de préparer des politiques cohérentes et pertinentes contenant des objectifs significatifs dans un large éventail de catégories de produits tout en contribuant au marché unique. Cela concernait en particulier l'éco-conception pour les produits durables, les plastiques à usage unique, les piles, les emballages et les déchets d'emballages, les règles communes favorisant la réparation des biens, l'autonomisation des consommateurs pour la transition verte grâce à une meilleure protection contre les pratiques déloyales et à une meilleure information.

Lorsque le sujet est discuté dans d'autres « filières », les experts tentent d'assurer une meilleure intégration de l'environnement dans les discussions politiques. C'est ce qui a été fait dans le cadre de la garantie d'un approvisionnement sûr et durable en matières premières essentielles, des émissions de CO_2 et de la consommation de carburant des véhicules lourds, et des détergents.

Grâce au plan d'action fédéral sur l'économie circulaire, les autorités fédérales ont développé des leviers communs pour soutenir les acteurs politiques ou économiques. Sur la base des besoins identifiés lors de la pandémie de COVID-19, les autorités fédérales ont commencé à préparer des politiques visant à améliorer la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments, dans le but d'améliorer les résultats en matière de santé.

Dans le domaine de l'écolabel, la Belgique a réussi à améliorer le taux de catégories de produits écolabellisés et de licences, ce qui en fait un bon élève au niveau de l'UE ; la Belgique se classe 8e en termes de nombre de licences accordées et 10e en termes de nombre de produits (RIE 2022).

L'inspection du marché belge des produits a finalement montré que de nombreuses lacunes avaient été identifiées. Depuis lors, le contrôle du bois illégal a été développé tant au niveau scientifique qu'au niveau organisationnel. Pour garantir des conditions de concurrence équitables sur le marché belge et contribuer à un environnement sain, l'inspection doit être renforcée. Une collaboration avec les services fédéraux ou régionaux concernés (par exemple, les douanes, les ports, etc.) a été mise en place.

La performance moyenne de la Belgique en matière d'éco-innovation constitue un autre défi. Le RIE (2022) classe la Belgique à la 16e place du tableau de bord de l'éco-innovation de l'UE 2021, avec même l'un des scores les plus bas de tous les États membres pour les résultats socio-économiques de l'éco-innovation (par exemple, les exportations de produits des éco-industries, l'emploi dans l'économie circulaire), et la classe 19e dans l'UE-27 pour les revenus générés dans les éco-industries. Les obstacles identifiés sont (i) les difficultés imposées par la coordination interrégionale ; (ii) un manque de compétences en matière d'éco-innovation et d'économie circulaire dans les PME et (iii) un contrôle limité sur la conception des produits pour la plupart des produits entrant sur le marché.

L'évaluation des produits chimiques reste un domaine audacieux, auquel la Belgique contribue - comme les autres États membres de l'UE - en évaluant une part équitable des substances ou mélanges chimiques. L'objectif de la politique de l'UE en matière de produits chimiques (REACH) reste d'atteindre un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement, tout en renforçant la compétitivité de l'industrie chimique de l'UE. Il est indiqué que l'utilisation globale des produits chimiques les plus nocifs (en particulier les substances cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction) continue d'augmenter, mais à un rythme plus lent que la croissance de la part de marché globale des produits chimiques. Le RIE (2022) a constaté que la Belgique n'avait pas encore élaboré de stratégie pour la mise en œuvre de REACH. Elle a également souligné le pourcentage élevé de non-conformités par rapport au nombre total de contrôles.

De manière générale, il est essentiel de poursuivre l'amélioration des politiques relatives aux substances chimiques, car la pollution liée à ces produits a déjà dépassé la cinquième limite planétaire.

Les plans fédéraux de réduction des risques liés aux pesticides, aux biocides ou aux perturbateurs endocriniens sont utiles pour mettre en pratique un ensemble cohérent de mesures, en consultant les parties prenantes si nécessaire.

Au niveau de l'UNEA, plusieurs déclarations politiques de la communauté internationale montrent la voie vers des modèles de production et de consommation plus durables et appellent à des efforts accrus en faveur d'une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets. Les autorités fédérales ont apporté leur expertise spécifique en matière de politique des produits et de produits chimiques, ainsi que leurs homologues régionaux dans le cadre des négociations internationales. Dans le cadre de sa responsabilité à l'égard d'un environnement sain, le niveau fédéral a montré qu'il pouvait également prendre des mesures ambitieuses pour lutter contre la pollution à l'échelle mondiale, par exemple en interdisant l'exportation de substances dangereuses vers des pays tiers.

De plus en plus de réglementations visent à réduire l'impact négatif des chaînes de valeur[47] externalisées par l'Europe vers les pays tiers, que ce soit à l'importation ou à l'exportation. Le nouveau règlement sur la déforestation cherche à limiter

47. Une chaîne de valeur désigne l'ensemble des étapes nécessaires à la production d'un bien ou d'un service, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à la consommation finale, incluant la transformation, la distribution et la vente.

l'utilisation en Europe de produits issus de la biomasse provenant de la déforestation dans ces pays. En Belgique, deux arrêtés royaux, « l'*export ban Prior Informed Consent* (PIC) » et « l'*export dirty fuels* », visent également à atténuer les effets néfastes des chaînes de valeur délocalisées dans les pays tiers. À l'échelle européenne, il s'agit d'un tournant majeur, et sa mise en œuvre nécessitera une attention particulière de la part des États membres, notamment de la Belgique.

TRANSPORT ET MOBILITÉ

Au niveau de la mobilité routière, les normes européennes ont mené à limiter les émissions de CO_2 et des polluants atmosphériques. Le cadre (para)fiscal des voitures de société a encouragé les entreprises à investir dans des véhicules électriques. L'augmentation des émissions CO_2 du secteur des transports depuis 1990 est largement due au transport routier, qui représente 98,1 % du total des émissions directes du transport terrestre (chiffre de 2019). Promouvoir un transfert modal de la route vers le rail tant pour le transport de voyageurs que pour le transport de marchandises constitue une politique à poursuivre.

Les navires sont soumis à des réductions d'émissions de CO_2 au niveau international (Organisation Maritime Internationale) et par l'UE, qui vise une diminution progressive des gaz à effet de serre avec une réduction de 55 % pour 2030 et une neutralité climatique en 2050. La Mer du Nord fait partie des zones protégées pour les émissions de polluants azotés et de souffre par les navires. Pour les bateaux de plaisance, le fédéral souhaite développer des initiatives pour étendre leur durée de vie, en assurer un réemploi ou un recyclage en fin de vie.

Il existe plusieurs leviers pour décarboner le transport aérien : l'amélioration de l'efficience des vols, l'utilisation de carburant durable, la mise sur le marché d'aéronefs plus efficients et l'accélération du renouvellement des flottes. Les mécanismes de pollueurs-payeurs comme le système d'échange des quotas carbone (applicable pour de vols intra-UE) ou la modulation des redevances peuvent jouer un rôle de catalyseurs. Pour lutter contre les infractions relatives aux normes d'émissions et au bruit, à part la sensibilisation des compagnies aériennes, depuis 2023 les inspections, amendes et poursuites pénales se sont intensifiées.

La plupart des mesures du Plan d'Action Fédéral pour la Promotion du Vélo a été mis en route.

ÉNERGIE

L'étiquetage énergétique des produits stimule les producteurs à innover vers des produits moins énergivores. Les critères ont été étendus vers un *ecodesign for sustainable products* avec un moindre impact environnemental. Les inspections démontrent que le nombre d'infractions reste élevé.

Les objectifs pour l'énergie renouvelable pour 2030 et les critères de durabilité imposés aux biocarburants ont été transposés en droit belge.

Les dispositions relatives à l'information sur les émissions CO_2 de voitures au point de vente n'ont pas été bien respectées.

L'énergie éolienne en mer a été fort développée.

Le fédéral prend également en charge depuis 1980 la gestion sûre des déchets radioactifs en Belgique..

ENVIRONNEMENT-SANTE

Le troisième plan national environnement-santé (2024-2029) se concentre sur plusieurs objectifs principaux et défis sociétaux, à savoir la résilience, l'adaptation des systèmes de santé face aux changements climatiques et la réduction des effets nocifs des substances chimiques sur la santé humaine et l'environnement.

Les perturbateurs endocriniens, la qualité de l'air intérieur, les rayonnements ionisants et l'exposition à l'amiante sont des thématiques pour lesquelles la santé humaine est liée à des facteurs environnementaux. Elles sont la cible de divers projets internationaux et nationaux, ainsi que de mesures appropriées.

Une qualité de l'air intérieur et extérieur s'alignant sur les normes OMS pour assurer la santé de tous reste un objectif majeur pour lequel les efforts belges restent encore dispersés.

La Belgique construit des actions volontaires et exemplatives au niveau de la prévention et des recherches scientifiques en matière de perturbateurs endocriniens et de pollution due aux PFAS.

LA FISCALITE ENVIRONNEMENTALE

La Belgique est dans la moyenne de l'UE avec environ 2 % du PIB constitué de taxes environnementales. Dans son évaluation de la performance environnementale de la Belgique, l'OCDE recommande d'augmenter la fiscalité environnementale. Dans le cadre du Semestre européen et de son 'spring package', la Commission européenne recommande que la Belgique entreprenne des actions en 2024 et 2025 afin d'amorcer une sortie graduelle des subsides aux énergies fossiles.



© Freepik



© Nikola Majksner– Unsplash

Conclusion

Ce tableau présente une évaluation de la mise en œuvre des politiques fédérales environnementales détaillées dans les 9 chapitres du rapport. Le tableau est structuré en quatre colonnes, qui permettent de comprendre l'efficacité des politiques, les données disponibles et l'état actuel de l'environnement en lien avec ces politiques.

1ère colonne – Objectifs des politiques fédérales environnementales : Cette colonne recense les principales politiques fédérales prévues en matière d'environnement pour la période 2019-2023.

2ème colonne – Évaluation de la mise en œuvre (code couleur) : Cette colonne utilise un code couleur pour indiquer l'évaluation de la mise en œuvre des politiques par les autorités fédérales.

- **Vert :** La mise en œuvre est effective ou en bonne voie
- **Bleu :** La mise en œuvre est partielle ou à ses débuts
- **Rouge :** La mise en œuvre est insuffisante ou problématique

Le code couleur permet ainsi de visualiser rapidement les progrès accomplis ou les retards dans la mise en œuvre des politiques.

3ème colonne – Informations environnementales et commentaires : Cette colonne présente les données environnementales, le cas échéant assortis avec les objectifs fixés en la matière, ou des commentaires explicatifs en lien avec les politiques énoncées dans la 1ère colonne. Lorsque des données précises sont disponibles, elles sont fournies pour illustrer les résultats des politiques mises en place (par exemple, l'évolution des émissions de gaz à effet de serre). Si les données sont insuffisantes, des commentaires en italique décrivent l'état d'avancement ou les obstacles rencontrés.

4ème colonne – Évaluation de l'état de l'environnement (code couleur) : La dernière colonne évalue, à l'aide de codes couleur, l'état de l'environnement par rapport aux objectifs fixés en la matière.

- **Vert :** Amélioration ou état environnemental satisfaisant
- **Orange :** Evolution mitigée et/ou l'objectif risque de ne pas être atteint
- **Rouge :** Dégradation ou situation préoccupante
- **Blanc :** Non évalué (manque de données ou impact non mesurable)

Le code couleur indique si l'état de l'environnement s'améliore (vert), est mitigé (orange) ou se dégrade (rouge). Dans les cas où le code couleur est blanc, cela signifie que les informations disponibles ne permettent pas d'évaluer l'état environnemental lié à la politique fédérale analysée ou que l'impact sur l'environnement n'est pas mesurable à ce stade.

Note importante :
Les codes couleur utilisés dans ce tableau sont basés sur les informations rendues disponibles. Bien que nous ayons fait de notre mieux pour refléter fidèlement les tendances et l'évolution de l'état de l'environnement, il est possible que certaines évaluations de couleur ne soient pas entièrement exactes ou diffèrent selon l'interprétation des données. L'objectif a été de montrer, de manière aussi objective que possible, si l'état de l'environnement évoluait dans le bon sens et/ou si les tendances des données environnementales indiquaient une amélioration de cet état.

Politiques fédérales environnementales	Évaluation de la mise en œuvre	Informations environnementales et/ou commentaires	Évaluation de l'état de l'environnement
1 - CLIMAT ET OZONE			
Établir et mettre en œuvre les mesures climatiques fédérales		La diminution estimée dans les projections du scenario incluant les mesures prévues par le Plan national énergie-climat 2021-2030 (scénario WAM - *with additional measures*) dans les secteurs ESR (transport, bâtiments, agriculture, déchets) est de -42,6 % des émissions de GES (gaz à effet de serre) d'ici 2030 p/r à 2005, ce qui est inférieur à l'objectif de diminution de 47 %.	
Mettre en œuvre des mesures d'adaptation aux changements climatiques		Les défis d'adaptation continuent d'augmenter. Les années 2020 et 2022 ont été les années les plus chaudes et les plus sèches jamais enregistrées en Belgique. Par ailleurs des inondations catastrophiques ont eu lieu en 2021. En 2022, il y a eu 3,73 victimes d'aléas naturels pour 100.000 personnes en Belgique. Pour atteindre l'objectif de développement durable d'ici 2030, la moyenne sur la période 2020-2030 doit être inférieure à 1,97.	
Communiquer sur le climat		*En 2023, la communication sur le climat a connu un grand succès, avec le site climat.be enregistrant plus de 400 000 visites et près de 900 000 pages vues. De plus, depuis 2017, plus de 28 000 élèves ont été sensibilisés à la transition climatique grâce à plus de 1 400 sessions animées par les coachs climat. Le site climat.be est par ailleurs reconnu pour sa qualité.*	
Eviter les émissions de gaz affectant la couche d'ozone		En Belgique, de 1990 à 2022, les diminutions suivantes sont observées : - pour les gaz-F : -34,4 %, - pour les gaz appauvrissant la couche d'ozone : -93,4 %. Au niveau mondial, on observe une réduction de 99 % des émissions de gaz nocifs par rapport à 1990, avec des signes encourageants de régénération naturelle de la couche d'ozone.	

Politiques fédérales environnementales	Évaluation de la mise en œuvre	Informations environnementales et/ou commentaires	Évaluation de l'état de l'environnement
Négocier des accords climatiques et environnementaux	🟩	*Le fédéral participe activement aux négociations internationales.*	
2 – BIODIVERSITE			
Permettre l'accès aux ressources génétiques	🟦	Les données liées à l'implémentation de cette loi ne sont pas encore disponibles vu son adoption récente.	
Augmenter les espaces propices à la biodiversité, rendre la production et la consommation belges plus favorables à la biodiversité avec le soutien de la Belgian Biodiversity Alliance	🟦	Ce projet lancé en octobre 2022 en est encore à ses débuts.	
Bebiodiversity : sensibiliser et aider les entreprises, les citoyens à adopter des pratiques favorables à la biodiversité	🟩	Le nombre de connexions au site web (35 863 visiteurs en 2022) et via les réseaux sociaux démontrent un intérêt pour cette stratégie.	
Biodiversitree : communication sur la biodiversité	🟩	Le nombre de visites (près de 16 000 en 2021) au site web démontre un intérêt des utilisateurs réseaux.	
Biodiversiscape : développer la biodiversité des infrastructures fédérales	🟦	*Le 1er chantier a été lancé en novembre 2023.*	
Développer la stratégie nationale sur les pollinisateurs	🟦	Plus d'1/3 des espèces d'abeilles et de papillons ont disparu ou sont menacées. *Des actions restent nécessaires pour réaliser des progrès à long terme dans la conservation de nos abeilles et de nos pollinisateurs en général. Par ailleurs, un suivi continu des actions qui ne sont pas finalisées est nécessaire.*	🟥

Politiques fédérales environnementales	Évaluation de la mise en œuvre	Informations environnementales et/ou commentaires	Évaluation de l'état de l'environnement
Appliquer le système CITES	🟩	L'évolution des populations des espèces protégées par la CITES varie considérablement selon les groupes d'espèces et les régions du monde, avec des tendances globalement mitigées. *Le nombre de constatations et de saisies effectuées par le service d'inspection de la CITES fluctue.*	🟧
Prévenir et gérer l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes (EEE)	🟩	Entre 2019 et 2023, 39 nouvelles EEE qui ont un impact sur la biodiversité, et qui peuvent également avoir un effet néfaste important sur l'économie et la santé humaine ont été ajoutées dans la législation, portant le total actuel à 88 (47 animaux et 41 plantes). L'évolution des EEE en Belgique montre une tendance inquiétante à l'augmentation et à la propagation de ces espèces.	🟧
3 - MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION DURABLES			
Appliquer les mesures de l'Economie circulaire au niveau de l'efficacité des ressources	🟩	La Belgique a un taux d'utilisation circulaire des matériaux de plus de 20 % entre 2019 et 2022 ce qui est environ 2 fois plus élevé que la moyenne européenne.	🟩
Promouvoir la consommation de produits ou services écoresponsables grâce à l'EU Ecolabel	🟩	On constate une bonne reconnaissance de l'EU Ecolabel. La Belgique occupe la 8ème place en terme du nombre de licences attribuées et la 10ème place en terme du nombre de produits.	🟩
Contrôler les moteurs des engins mobiles non routiers	🟦	Ces moteurs représentent environ 15 % des émissions d'oxyde d'azote (NOx) et 5 % des émissions de particules dans l'UE. Les engins mobiles non routiers continuent de contribuer de manière significative aux émissions totales de particules et de NOx. *Les 1ers tests de surveillance du marché débutent en 2024.*	🟧

Politiques fédérales environnementales	Évaluation de la mise en œuvre	Informations environnementales et/ou commentaires	Évaluation de l'état de l'environnement
Evaluer les produits chimiques REACH & vérifier qu'une information correcte est fournie via Classification Labelling et Packaging	🟩	L'utilisation globale des produits chimiques les plus nocifs continue de croître.	
Surveiller les exportations et importations des produits chimiques dangereux	🟩	Les exportations se stabilisent depuis 2021. La Belgique reste dans le top 3 européen des plus grands exportateurs de substances PIC (*Prior Informed Consent*).	
Evaluer et autoriser les biocides	🟩	Les quantités mises sur le marché du groupe 1 (désinfectants) et 3 (répulsifs ou appâts) ont augmenté. Celles du groupe 2 (créosote) ont diminué.	🟧
Evaluer les produits phytopharmaceutiques et suivre leur impact	🟩	Le volume de produits phytopharmaceutiques vendus, exprimé en matière active, affiche une légère tendance à la baisse.	🟧
Permettre aux utilisateurs d'évaluer l'impact environnemental des matériaux de construction	🟦	Seuls 8 % des éléments de Totem (*Tool to Optimise the Total Environmental impact of Materials*) contiennent une déclaration environnementale de produit (EPD - *Environment Product Declaration*).	
Mettre en œuvre les mesures « Bois »	🟩	Plus de la moitié des inspections ont donné lieu à des procès-verbaux ou à des avertissements. Il est apparu à plusieurs reprises que la législation était mal connue ou non respectée. Même après des contrôles répétés, certaines entreprises ne sont toujours pas en conformité.	
Investir dans des projets durables: Belgium Builds Back Circular	🟩	*BBBC1 et BBBC2 ont permis à 24 projets d'être sélectionnés pour un budget total de 14 millions d'euros. Les projets seront mis en œuvre entre le premier quadrimestre de 2024 et le deuxième quadrimestre de 2026.*	

Politiques fédérales environnementales	Évaluation de la mise en œuvre	Informations environnementales et/ou commentaires	Évaluation de l'état de l'environnement
4 - MOBILITÉ ET TRANSPORTS			
Soutenir la transition vers des véhicules moins polluants	🟩	On constate une diminution progressive des émissions de CO_2 des voitures neuves vendues en Belgique avec une accentuation de la diminution depuis 2021. L'exposition aux particules fines évolue de façon défavorable.	🟧
Augmenter la part modale du transport ferroviaire de personnes à 15 % et de marchandises à 20 % d'ici2040.	🟦	*Pour les passagers, les mesures concernent l'amélioration des infrastructures, des liaisons plus fréquentes, une meilleure accessibilité et une tarification simplifiée. Pour le fret, les mesures ciblent la logistique, le cadre réglementaire, la performance et la régulation du marché. Ces mesures approuvées en 2022 sont en cours de réalisation.*	
Diminuer les émissions polluantes des bateaux	🟩	*La Mer du Nord est une région protégée pour les émissions de SOx de NOx :* › *la teneur en soufre du fioul des navires ne doit pas dépasser 0,1 % en masse,* › *depuis 2021, les émissions d'azote sont de maximum 3,4 g/kWh.* *Les navires sont contrôlés lors de leur entrée en port ou par avion. Le fédéral certifie les navires belges pour garantir les émissions de NOx.*	
Recycler les bateaux	🟦	*Deux navires sous pavillon belge ont été recyclés en 2019 et 2020. Pour la plaisance, ce projet en est encore à ses débuts.*	
Inspecter les nuisances sonores des avions	🟩	Les infractions (mieux suivies) concernant les créneaux horaires et les quotas de bruit ont diminué de 37,78 % entre 2023 et 2024.	🟧
Décarboner le transport aérien	🟦	*Des politiques structurantes pour décarboner le transport aérien ont été votées durant la législature 2019-2024. Elles s'appliqueront progressivement dans les années à venir.*	

Politiques fédérales environnementales	Évaluation de la mise en œuvre	Informations environnementales et/ou commentaires	Évaluation de l'état de l'environnement
Développer la mobilité en tant que service (MaaS)	🟦	*Les enquêtes montrent le potentiel de la MaaS pour transformer les habitudes de déplacement.*	
Appliquer le Plan Be Cyclist afin d'augmenter les déplacements à vélo	🟩	*Sur les 52 mesures du Plan Be Cyclist, 50 sont ou seront appliquées.*	
5 – ENERGIE			
Augmenter l'efficacité énergétique des produits	🟩	Des économies d'énergie sont en perspective mais de nombreuses non-conformités ont été constatées lors des inspections. Pour la période 2019-2023, il y a eu 98 contrôles « complets » ; à savoir analyses administratives et techniques par un laboratoire. Sur ces 98 contrôles, 83 ont révélé des non-conformités à la législation en rapport avec l'étiquetage énergétique/Eco design.	🟧
Veiller à augmenter la part d'énergie d'origine renouvelable (électricité, biocarburants) dans les transports	🟩	Les émissions des GES liées au facteur ILUC ont légèrement augmenté entre 2019 et 2021 mais se sont stabilisées entre 2021 et 2022.	🟧
Vérifier l'exactitude des informations sur les polluants émis par les véhicules	🟩	75 % des points de vente ont été jugés non conformes aux règles. Souvent, l'étiquette était incomplète ou non présente. Il en était de même pour les affiches. Les chiffres sont similaires à ceux des campagnes précédentes.	🟧
Développer l'énergie éolienne en Mer du Nord	🟦	Depuis 2020, une capacité totale de 2261 MW d'énergie éolienne offshore est opérationnelle dans la partie belge de la mer du Nord.	
6 - NUCLÉAIRE			
Surveiller l'impact potentiel et réel des activités nucléaires	🟩	L'impact des radiations des installations et activités nucléaires autorisées sur le public et l'environnement est sous contrôle.	🟩
Gérer les déchets radioactifs pour limiter les pertes radioactives	🟩	Les pertes radioactives sont relativement stables et de l'ordre de 1 % par rapport aux pertes autorisées.	🟩
7 - ENVIRONNEMENT-SANTÉ			
Diminuer les effets d'une exposition aux perturbateurs endocriniens	🟦	*Une évaluation du NAPED à mi-parcours va débuter fin 2024, et devrait être disponible à la fin du premier trimestre 2025.*	
Surveiller les impacts des polluants sur l'Homme	🟦	*Le projet européen de biomonitoring PARC est en cours.*	
Améliorer la qualité de l'air intérieur	🟦	*Il n'y a pas d'évaluation à ce stade.*	
Evaluer les quantités de rayonnement ionisant reçues par la population	🟩	En excluant l'exposition médicale et naturelle, l'exposition annuelle moyenne de la population aux rayonnements ionisants liés aux applications nucléaires est inférieure à 0,01 mSv (données de 2015).	🟩
Indemniser par le Fonds Amiante les victimes de l'amiante	🟩	Le nombre de malades est suivi et relativement stable (en moyenne, 271 nouvelles victimes sont reconnues par an), avec de nouvelles maladies indemnisées. 26 % des cas de mésothéliomes sont dus à une exposition environnementale.	
8 - INSPECTIONS, CONTRÔLES ET DÉCISIONS JUDICIAIRES			
Contrôler les substances et préparations dangereuses et les biocides	🟩	Plus de 2500 inspections et contrôles sont effectués chaque année, dont résultent en moyenne 10 % de procès-verbaux d'infraction.	

Politiques fédérales environnementales	Évaluation de la mise en œuvre	Informations environnementales et/ou commentaires	Évaluation de l'état de l'environnement
Contrôler les substances impactant l'environnement dans la chaine alimentaire		Le degré de conformité des produits échantillonnés par l'AFSCA (Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire) est généralement élevé à très élevé. Toutefois, ce niveau de conformité ne peut pas être considéré comme un indicateur de l'état de l'environnement en Belgique car, entre autres, ça ne concerne que les produits entrés dans la chaîne alimentaire ; par exemple, les produits cultivés par des particuliers ne sont pas inclus car l'AFSCA n'est pas compétente pour le faire.	
Contrôler les activités en Antarctique		Le nombre de permis délivrés ne donne pas d'information sur l'efficacité de la politique. Plus ou moins de permis ne signifie pas des politiques plus ou moins efficaces, mais dépend du nombre de personnes qui ont voulu se rendre en Antarctique pour diverses raisons.	
Répertorier et suivre les infractions environnementales		De 2004 à 2023, une diminution de plus de 40 % des infractions environnementales est observée. *Les sanctions sont principalement des sanctions administratives.*	
9 - GESTION PUBLIQUE			
Assurer les droits environnementaux dans le cadre de la convention Aarhus		*Accès à l'information : Le SPF Santé publique reçoit en moyenne plus de 400 questions par mois. Une minorité (33 questions en 2023) concerne spécifiquement Aarhus.* *Participation du public à la prise de décisions : entre 2019 et 2023, 19 plans ont été soumis à une consultation publique* *Accès à la justice : de 2019 à 2022, 59 décisions de justice ont été prises suite à des recours.*	
Evaluer les plans et programmes susceptibles d'avoir des effets significatifs sur l'environnement		*Le nombre d'évaluations réalisées au niveau fédéral est de 7 pour la période 2019-2023, contre 8 pour la période 2014-2018. Les principaux thèmes abordés concernent l'environnement marin (la partie belge de la mer du Nord), la gestion des déchets radioactifs et les questions liées à l'énergie.*	
Evaluer l'impact des projets en Mer du Nord		*Le nombre de permis délivrés ne donne pas d'information sur l'efficacité de la politique, car il dépend du nombre d'entreprises ou de gouvernements qui souhaitent soumettre une demande pour une activité en mer du Nord.*	
Evaluer les impacts environnementaux des projets du plan de relance: DNSH		*Ce projet en est à ses débuts.*	
Promouvoir la recherche scientifique et son utilité		*Le programme BRAIN-be 2.0 (2018-2023) a financé 24 projets scientifiques emblématiques liés à l'environnement.*	
Évaluation des ODD (objectifs de développement durables)		Dans le bilan 2023, 8 des 16 indicateurs de la composante environnementale montrent des évolutions favorables	
Assurer une fiscalité environnementale équitable		Les taxes environnementales s'élèvent à environ 2 % du PIB et se caractérisent par un niveau global assez faible comparé aux autres prélèvements (5,1 % du total). l'OCDE recommande d'augmenter la fiscalité environnementale.	

Entre 2019 et 2023, l'ensemble des administrations fédérales a joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre des politiques environnementales, témoignant d'une volonté collective de répondre aux enjeux climatiques et écologiques. Les efforts déployés ont permis de renforcer la coordination interservices, d'améliorer l'application des normes et de favoriser l'adoption de mesures concrètes en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de protection de la biodiversité, de gestion des ressources naturelles ainsi que de prévention de la pollution.

Ce travail fédéral s'est notamment traduit par la mise en place de mesures ambitieuses, telles que l'encadrement des produits chimiques, l'application stricte des normes CITES pour la protection des espèces menacées, la promotion des énergies renouvelables et des modes de transports moins polluants, ainsi que la sensibilisation accrue du public et des entreprises aux défis environnementaux. Le fédéral a également joué un rôle clé dans les négociations internationales sur le climat, la biodiversité et les modes de production durables (de produits chimiques), montrant un engagement constant à faire partie des solutions globales.

Cependant, malgré ces efforts significatifs et la mise en œuvre rigoureuse des mesures prévues, l'état de l'environnement en Belgique continue à se détériorer. Les indicateurs environnementaux révèlent une aggravation des phénomènes liés au changement climatique, avec des vagues de chaleur et des événements météorologiques extrêmes qui s'intensifient, ainsi qu'une érosion préoccupante de la biodiversité, notamment la disparition d'espèces pollinisatrices et l'augmentation des espèces exotiques envahissantes. De même, les modes de production et consommation non durables contribuent aux niveaux de pollutions, menaçant à la fois la santé humaine et les écosystèmes.

Ce paradoxe – un effort administratif soutenu et coordonné, mais un environnement qui continue à se dégrader – met en lumière la complexité des défis à relever. Il souligne la nécessité de redoubler d'efforts pour rendre ces politiques encore plus efficaces et pour adapter en permanence les réponses aux crises environnementales en cours. La transition écologique demandera non seulement des mesures supplémentaires, mais également une mobilisation accrue de toutes les parties prenantes, tant au niveau national qu'international.



© Michelle Henderson – Unsplash



© Eagle2308– Freepik

Abréviations

AEA	Annual emission allocations (trajectoire de réduction des émissions)
AFA	Fonds Amiante
AFCN	Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire
AFMPS	Agence fédérale des médicaments et des produits de santé
AFSCA	Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire
AR	Arrêté royal
BAC	Brussels Airport Company
BBA	Belgian Biodiversity Alliance
BBBC	Belgium Builds Back Circular
BELSPO	Service public de programmation de la Politique scientifique fédéral
Bep	Baril d'équivalent-pétrole
BEUC	Bureau Européen des Unions de Consommateurs
BFP	Bureau Fédéral du Plan
Bq	Becquerel
BRAIN	Belgian Research Action through Interdisciplinary Networks
CBAM	Mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CCO	Continuous Climb Operations
CCPIE	Comité de coordination de la politique internationale de l'environnement
CDB	Convention sur la diversité biologique
CDN	Contributions déterminées au niveau national ou NDCs
CDO	Continuous descent operations
CEN	Centre d'étude de l'Energie Nucléaire
Cerac	Climate Risk Assessment Centre (Centre d'analyse des risques du changement climatique)
CFC	Chlorofluorocarbures
CFDD	Conseil fédéral développement durable
CH4	Méthane
CIDD	Commission Interdépartementale pour le Développement Durable
CIE	Conférence Interministérielle de l'Environnement
CIEE	Conférence interministérielle environnement élargie
CII	Carbon Intensity Indicator
CIM	Conférence Interministérielle de la Mobilité
CITES	Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Faune and Flora
CLP	Classification Labelling et Packaging
CNC	Commission Nationale Climat
CO	Monoxyde de carbone
CO_2	Dioxyde de carbone
CO_2-eq.	Équivalent CO_2
Codeco	Comité de concertation
COP	Conférence des Parties
COV	Composés Organiques Volatiles
CPR	Construction Products Regulation
CRF	Common Reporting Format
CSS	Conseil Supérieur de la Santé
dB	Décibel
DCSMM	Directive-cadre Stratégie pour le milieu marin 2008/56/CE
DG	Direction Générale
DGAPF	Direction générale Animaux, Végétaux et Alimentation
DGD	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire
DGEM	Direction générale Environnement
ECHA	European Chemicals Agency (Agence européenne des produits chimiques)
EEDI	Energy Efficiency Design Index
EEE	Espèces exotiques envahissantes (Invasive alien species - IAS)
EEPLIANT	Energy Efficiency Compliant Products
EEX	European Energy Exchange
EEXI	Energy Efficiency Ship Index
EFSA	European Food Safety Authority (Autorité européenne de sécurité des aliments)
EIA	Environmental impact assessment (Évaluation de l'impact environnemental)
EM	État membre
EMAS	Eco-Management Audit Scheme (Système de Management Environnemental et d'Audit)
EMSA	European Maritime Safety Agency (Agence européenne pour la sécurité maritime)
EPBD	Energy Performance of Buildings Directive
EPD	Environment Product Declaration
ESF	Établissements scientifiques fédéraux
ESPR	Ecodesign for Sustainable Products
ESR	Effort Sharing Regulation
ETS	European Emissions Trading System (système d'échange de quotas d'émission – SEQE)
EUTR	European Timber Regulation
Fapetro	Fonds d'Analyse des Produits Pétroliers
FEDRIS	Agence fédérale des risques professionnelles

FLEGT	Forest Law Enforcement, Governance and Trade
FSC	Forest Stewardship Council
G	Giga (milliard)
g	Gramme
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
GW	GigaWatt
GWh	GigaWatt-heure
HC	Hydrocarbures
HCFC	Hydrochlorofluorocarbures
HF	Fluorure d'hydrogène
HFC	Hydrofluorocarbures
HNS	Hazardous and Noxious Substances
HRA	High risk area
IBPCE	Intra-Belgian Platform for Circular Economy (Plateforme intra-belge sur l'économie circulaire)
INCC	Institut National de Criminalistique et de Criminologie
IRE	Institut National des Radioéléments
JAHARP	Joint Market Surveillance Actions on Harmonised Products
kt	Kilotonne
ktep	Kilotonne d'équivalent pétrole
kWh	KiloWattheure
LED	Light Emitting Diode
LULUCF	Land-Use, Land Use Change and Forestry (Utilisation des Terres, Changement d'Affectation des Terres et Foresterie)
M	Méga (million, 10^6)
MaaS	Mobility as a Service
MARPOL	MARine POLlution
MCPA	2-méthyl-4-chlorophénoxyacétique
MRV	Monitoring, Reporting, and Verification
MSFD	Marine Strategy Framework Directive (Directive-cadre Stratégie pour le milieu marin)
Mt	Million de tonnes
Mton	Mégatonne
MUMM	Management Unit of the North Sea Mathematical Models and the Scheldt estuary
MW	Mégawatt
N2O	Protoxyde d'azote
NAP AMR	Plan d'Action National contre la Résistance aux Antimicrobiens
NAPED	National Action Plan on Endocrine Disruptors (Plan d'action national sur les perturbateurs endocriniens)
NCQG	New Collective Quantified Goal (Nouvel Objectif Quantifié Collectif)
NEHAP	National Environment and Health Action Plan (Plan National d'Action Environnement Santé)
NF3	Trifluorure d'azote
NID	Azote inorganique dissous
NOx	Oxydes d'azote
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de Développement Durable (Sustainable Development Goals – SDG)
ODS	Ozone-Depleting Substances (Substances appauvrissant la couche d'ozone - SACO)
OFEAN	Organisme Fédéral d'Enquête sur les Accidents de la Navigation
OLO	Obligation linéaire/lineaire obligatie
OMI	Organisation Maritime Internationale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONDRAF	Organisme national belge des Déchets radioactifs et des Matières Fissiles enrichies
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSOA	One Substance, One Assessment
PBT/vPvB	Persistent, bioaccumulative & toxic - very persistent & very bioaccumulative
PCB	Polychlorobiphényle
PEFC	Programme for the Endorsement of Forest Certification (Programme de reconnaissance des certifications forestières)
PFAS	Poly- and Per- FluoroAlkyl Substances
PFC	Perfluorocarbure
PFDD	Plan Fédéral de Développement Durable
PFEC	Plan Fédéral Énergie et Climat
PFRP	Plan Fédéral de Réduction des Produits Phytosanitaires
PIB	Produit Intérieur Brut
PIC	Prior informed consent
PM	Particulate Matter (particules fines)
PM10	Particules fines de diamètre aérodynamique inférieur à 10 micromètres
PM2.5	Particules fines de diamètre aérodynamique inférieur à 2.5 micromètres
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNA	Plan National d'adaptation
PNEC	Plan national énergie et climat
PNRR	Plan national pour la reprise et la résilience
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement

POP	Persistent organic pollutant (Polluant organique persistant)
ppm	Partie par million
PPP	Produits phytopharmaceutiques (plant protection products)
PRG	Potentiel de Réchauffement Global (Global Warming Potential - GWP)
PRPB	Plan de réduction des pesticides et biocides
PSC	Plan Social pour le Climat
RAPEX	Rapid Alert System for non-food dangerous products (système d'alerte rapide pour les produits dangereux non alimentaires)
RDE	Real Driving Emissions (Émissions en conditions de conduite réelles)
REACH	Registration (and Restriction), Évaluation, Authorisation of Chemicals (Enregistrement, évaluation et autorisation des produits chimiques)
REDD+	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts
RFC	Rail Freight Corridor (corridor ferroviaire de fret)
RFE	Rapport fédéral sur l'environnement
RIA-AIR	Analyse d'Impact de la Règlementation
RPB	Règlement sur les produits biocides
SCIP	Substances of Concern In articles, as such or in complex objects (Products)
SEA	Strategic Environmental Assessment (évaluation environnementale stratégique)
SEAC	Committee for Socio-economic Analysis
SEEMP	Ship Energy Efficiency Management Plan
SES	Single European Sky
SF_6	Hexafluorure de soufre
SNCB	Société Nationale des Chemins de fer Belge
SO_2	Dioxyde de soufre
SPF	Service Public Fédéral
SPF AE	Service Public Fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement
SPF MT	SPF Mobilité et Transports
SPF Santé publique	SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement
SPP	Service Public Fédéral de Programmation
SPW	Service public de Wallonie
SVHC	Substances of Very High Concern (Substances très préoccupantes)
T	Tonne
Tep	Tonne d'équivalent-pétrole
TFA	Trifluoroacetic Acid
TFDD	Task Force Développement Durable du Bureau fédéral du Plan
TJ	Téra (10^{12}) Joules
Totem	Tool to Optimise the Total Environmental impact of Materials
TWh	Térawattheure
UE	Union européenne
UE27	Union européenne (27 Etats membres)
UGMM	Unité de Gestion du Modèle Mathématique de la mer du Nord et de l'estuaire de l'Escaut
UN	United Nations (Nations Unies)
UNCBD	United Nations Convention on Biological Diversity (Conventions des Nations Unies sur la diversité biologique)
UNCCD	United Nations Convention to Combat Desertification (Conventions des Nations Unies sur la lutte contre la désertification)
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture)
UNFCCC	United Nations Framework Convention on Climate Change (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques)
UNSCEAR	Méthodologie du Comité scientifique des Nations unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants
URE	Utilisation Rationnelle de l'Energie
UV	Ultraviolet
VLAREM	Vlaams Reglement op de Milieuvergunningen
VLT	Vision à long terme
VMM	Vlaamse Milieumaatschappij (Agence flamande de l'environnement)
WAM	With additional measures (Avec mesures additionnelles)
WEM	With existing measures (Avec mesures existantes)
WHI	War Heritage Institute
WLTP	Worldwilde harmonised Light vehicle Test Procedure
WWF	World Wildlife Fund (Fonds mondial pour la nature)



© Mlnakryn Ruslan– Adobe Stock

Remerciements

AZDAD Karima, SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, DG Environnement

BAGUIA Hajar, SPF Santé publique, DG Environnement

BARDARO Eugenia Maria, SPF Economie, Bureau du Président

BIERMANS Geert, Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire, Membre du Comité d'accompagnement

BOSSELAERS Elizabeth, SPF Santé publique, DG Environnement

BOURDONGE Zoé, SPF Santé publique, DG Environnement

CABRITA ANDRADE DOS SANTOS Inês, SPF Santé publique, DG Environnement

CEULEMANS Céline, SPF Santé publique, DG Environnement

CHERON Sophie, SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, DG des Analyses économiques et de l'Economie internationale

CLAERHOUT Ward, SPF Mobilité et Transports

CLAES Kristof, SPF Santé publique, DG Environnement

CLUYTS Ivo, SPF Santé publique, DG Environnement

COGEN Simon, SPF Economie, DG des Analyses économiques et de l'Economie internationale

COLLIN Claire, SPF Santé publique, DG Environnement

COOSEMANS Caro, SPF Santé publique, DG Environnement

COULAUD Sébastien, SPF Santé publique, DG Environnement

CURABA Mara, SPF Santé publique, DG Environnement

DA SILVA Nancy, SPF Santé publique, DG Environnement

DANTINNE Catheline, SPF Santé publique, DG Environnement

DE BOOSERE Isabel, SPF Santé publique, DG Environnement

DE CLOCK Laurence, SPF Santé publique, DG Environnement

DE LATHAUWER Dieter, SPF Santé publique, DG Environnement

DE MEULENAER Tine, SPF Justice, DG Législation et Libertés et Droits fondamentaux, Membre du Comité d'accompagnement

DE PRETER Peter, Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies (ONDRAF), Membre du Comité d'accompagnement

DE RAEYMAECKER Bart, Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaine alimentaire (AFSCA), Membre du Comité d'accompagnement

DE RIDDER Kathelijne, SPF Santé publique, DG Environnement

DE SUTTER Bart, SPF Santé publique, DG Environnement

DECRUYENAERE Frederik, SPF Justice, DG Législation et Libertés et Droits fondamentaux, Membre du Comité d'accompagnement

DEGAILLIER Michel, SPF Santé publique, DG Environnement

DEHAEN Jelle, SPF Santé publique, DG Environnement

DEHON Vincent, SPF Santé publique, DG Environnement

DELBAERE Patricia, TF Développement durable, Bureau fédéral du Plan, Membre du Comité scientifique

DEMILIE Laurent, SPF Mobilité et Transports, DG Politique de Mobilité durable et ferroviaire

DERUYTTER Laura, SPF Economie, DG des Analyses économiques et de l'Economie internationale

DESCLÉE Madeleine, SPF Santé publique, DG Environnement

DIERICKX Florian, SPF Santé publique, DG Environnement

DUBAERE Steven, Direction générale Statistique et Information économique, SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, Membre du Comité scientifique

ECHAKAFI Sirine, SPF Santé publique, DG Environnement

ELAJMI Adam, FEDRIS, Fonds Amiante

ELLEGAARD Elisabeth, SPF Santé publique, DG Environnement

FOUQUAERT Siel, SPF Santé publique, DG Environnement

FREMOUT Geert, SPF Santé publique, DG Environnement

GEERAERTS Fanny, SPF Mobilité et Transports, Membre du Comité d'accompagnement

GREGOIRE Isabelle, SPF Santé publique, DG Environnement

HAULOTTE Samantha, SPF Finances

HOTCHAMPS Cédric, SPF Santé publique, DG Environnement

HOYAUX Daphné, SPF Economie, DG des Analyses économiques et de l'Economie internationale

HUET Bérénice, SPF Santé publique, DG Environnement

HUGELIER Stefanie, SPF Santé publique, DG Environnement

IDRISSI Hamida, Institut fédéral pour le développement durable, Membre du Comité d'accompagnement

INGLESE Caroline, SPF Economie, DG de l'Inspection économique

ISTASSE Maud, SPF Santé publique, DG Environnement

JANSSENS Hannah, SPF Santé publique, DG Environnement

JANSSENS William, SPF Santé publique, DG Environnement

JOUAN Sandrine, SPF Santé publique, DG Environnement

KEMPENAER Salima, SPF Santé publique, DG Environnement

KERKHOFS Pierre, Directeur général, SPF Santé publique, DG Environnement, Membre du Comité d'accompagnement

KEVERS Henri, SPF Santé publique, DG Environnement

LEFEVER Koen, SPP Politique scientifique (BELSPO), Membre du Comité d'accompagnement

LEFEVRE Claire, SPF Economie, DG des Analyses économiques et de l'Economie internationale

LERAT Ezechiel, SPF Santé publique, DG Environnement

LEROY Nicolas, SPF Santé publique, DG Environnement

LIETAER Samuel, SPF Santé publique, DG Environnement

LOOMAN Mark, SPF Santé publique, DG Environnement

LOUIS Lucrèce, SPF Santé publique, DG Environnement

LUKOVNIKOVA Marina, SPF Santé publique, DGEM

MAES Fre, SPF Santé publique, DG Environnement

MALFAIT Elke, SPF Santé publique, DG Environnement

MEEUS Koen, SPF Santé publique, DG Environnement

MERTENS Jan, Conseil Fédéral Développement Durable, Membre du Comité d'accompagnement

MEUNIER Joëlle, SPF Santé publique, DG Environnement

MOERMAN Diederik, SPF Economie

NOLS Laure, SPF Santé publique, DG Environnement

OUAFAE Salmi, SPF Santé publique, DG Environnement

PONT Jean-Louis, SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement

RIHOUX Anne-France, SPF Santé publique, DG Environnement

ROOSE Patrick, Institut royal des Sciences naturelles de Belgique, Membre du Comité d'accompagnement

SCHORPION Hannelore, SPF Santé publique, DG Environnement

SMEETS Joëlle, SPF Santé publique, DG Environnement

SMEETS Marielle, SPF Santé publique, DG Environnement

SOENEN Bram, SPF Santé publique, DG Environnement

THIELEN Fabrice, SPF Santé publique, DG Environnement

TILLIEUX Mégane, SPF Santé publique, DG Environnement

TRAVERSA Jean-Baptiste, SPF Finances

TRYBOU Maarten, SPF Santé publique, DG Animaux, Végétaux et Alimentation

TURLOOT Karine, SPF Finances, Membre du Comité d'accompagnement

VAN BOL Vincent, SPF Santé publique, DG Animaux, Végétaux et Alimentation

VAN DE VELDE Mieke, SPF Santé publique, DG Environnement

VAN DEN HOLE Chris, SPF Santé publique, DG Environnement

VAN GAEVER Saskia, SPF Santé publique, DG Environnement, Service Milieu Marin, Membre du Comité d'accompagnement

VAN LAER Frans, SPF Economie, DG des Analyses économiques et de l'Economie internationale, Membre du Comité d'accompagnement

VAN LOO Jelle, SPF Economie, DG de l'Inspection économique

VAN LOOY Miet, SPF Santé publique, DG Environnement

VANDERSTEEN Kelly, SPF Santé publique, DG Environnement

VANSTAPPEN Nils, SPF Santé publique, DG Environnement

VERHEYEN Koen, SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, DG Affaires multilatérales et de la Mondialisation (DGM), Membre du Comité d'accompagnement

WALLENS Sabine, SPF Santé publique, DG Environnement

WILMART Alain, SPF Santé publique, DG Environnement

WILMOTTE Karim, FEDRIS, Fonds Amiante

WITTOECK Peter, SPF Santé publique, DG Environnement



© Guillaume Henrotte – Unsplash